

Commune de Woluwe-Saint-PierreGemeente Sint-Pieters-Woluwe

**PROCES-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAL DU
17 DÉCEMBRE 2012**

**PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAAD VAN
17 DECEMBER 2012**

Présents/Aanwezig : M./Dhr. F. Delpérée, Président/Voorzitter ;
M./Dhr. W. Draps, Bourgmestre/Burgemeester;
M./Dhr. S. de Patoul, M./Dhr. D. De Keyser, M./Dhr. P. Lefèvre, M./Dhr. C. De Beukelaer,
Mme/Mw. C. Persoons, M./Dhr. D. Harmel, Mme/Mw. C. Lhoir, Echevins/Schepenen ;
M./Dhr. B. Cerexhe, M./Dhr. C. Vanhee, M./Dhr. J.-C. Laes, M./Dhr. C. Carels, Mme/Mw. B. de Spirlet,
M./Dhr. P. van Cranem, Mme/Mw. A.-C. d'Ursel, Mme/Mw. A.-M. Claeyss-Matthys, Mme/Mw. C. Dejonghe,
M./Dhr. E. Degrez, M./Dhr. V. Jammaers, Mme/Mw. F. de Callatay-Herbiet, M./Dhr. R. Rampelberg,
Mme/Mw. C. Sallé, Mme/Mw. P. de Bergeyck, Mme/Mw. J. Raskin, M./Dhr. M. Vandercam,
Mme/Mw. A. Bertrand, M./Dhr. G. Dallemagne, M./Dhr. A. Pirson, M./Dhr. A. de Lamotte, M./Dhr. T. Verheyen,
M./Dhr. A. De Bauw, M./Dhr. A. Bertrand, Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
M./Dhr. G. Mathot, Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.

La séance est ouverte à 20 h. 00.
De zitting wordt geopend om 20 u. 00.

Urgences

LE CONSEIL, en séance publique, décide à l'unanimité, d'examiner les points suivants ne figurant pas à l'ordre du jour de la présente séance :

après le point inscrit au n° 3 de l'ordre du jour :

Marchés de travaux, de fournitures et de services - Marchés relatifs à la gestion journalière de la commune - Application de l'article 234 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés - Délégation de pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

après le point inscrit au n° 16 de l'ordre du jour :

Cimetière communal - Octrois et modifications de destination de concessions de sépultures - Délégation de pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

après le point inscrit au n° 59 de l'ordre du jour :

Personnel communal - Traitement des dossiers - Délégation de pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins ;

après le point inscrit au n° 64 de l'ordre du jour :

Relations entre la commune et le Centre Public d'Action Sociale - Conseil de l'action sociale et Comité de concertation Commune-C.P.A.S. - Désignation des membres de la délégation du Conseil communal.

Dringende zaken

DE RAAD, in openbare vergadering, besluit eenparig, de hiernavermelde punten die niet voorkomen op de dagorde van deze zitting, te onderzoeken :

na het punt ingeschreven op nr. 3 van de dagorde :

Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Opdrachten met betrekking tot het dagelijks beheer van de gemeente - Toepassing van artikel 234 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten - Delegatie van bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

na het punt ingeschreven op nr. 16 van de dagorde :

Gemeentekerkhof - Toekenningen en bestemmingswijzigingen van grondvergunningen - Delegatie van bevoegdheid aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

na het punt ingeschreven op nr. 59 van de dagorde :

Gemeentepersoneel - Behandeling van de dossiers - Delegatie van bevoegdheid aan het College van Burgemeester en Schepenen ;

na het punt ingeschreven op nr. 64 van de dagorde :

Betrekkingen tussen de gemeente en het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn - Raad voor maatschappelijk welzijn en Overlegcomité Gemeente-O.C.M.W. - Aanduiding van de leden van de afvaardiging van de Gemeenteraad.

50/17.12.2012/A/0001

50/17.12.2012/A/0002

Adoption des procès-verbaux de ses séances du 15.11 et 07.12.2012

LE CONSEIL, en séance publique,
 Considérant que le procès-verbal de la séance précédente a été mis à la disposition des membres du Conseil communal sept jours francs au moins avant la séance de ce jour ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 89, et le règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, notamment les articles 22 et 23 ;

DECIDE à l'unanimité, d'approuver les procès-verbaux de ses séances du 15.11 et 07.12.2012.

Goedkeuring van de processen-verbaal van zijn zittingen van 15.11 en 07.12.2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Overwegende dat het proces-verbaal van de vorige zitting ter inzage van de Gemeenteraadsleden werd gelegd ten minste zeven vrije dagen voor de zitting van heden ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 89, en het huishoudelijk reglement van de Gemeenteraad, met name artikels 22 en 23 ;

BESLUIT eenparig, de processen-verbaal van zijn zittingen van 15.11 en 07.12.2012 goed te keuren.

17/17.12.2012/A/0003

Conseil de Police - Election des membres

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 07.12.1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, telle que modifiée notamment par la loi du 01.12.2006 ;

Vu l'arrêté royal du 28.04.2000 déterminant la délimitation du territoire de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale en zones de police et déterminant l'appartenance de la commune de Woluwe-Saint-Pierre à la zone de police "Etterbeek/Woluwe-Saint-Pierre/Woluwe-Saint-Lambert" ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 07.12.1998 précitée, l'élection des membres du Conseil de Police a lieu au cours de la séance publique lors de laquelle le Conseil communal est installé ou au plus tard dans les dix jours. Si ce dernier jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, ce délai est prolongé jusqu'au prochain jour qui n'est pas un samedi, un dimanche ou un jour férié légal ;

Considérant que, conformément aux dispositions des articles 12 et 13 de la loi du 07.12.1998 précitée, le Conseil de Police de la zone "Etterbeek/Woluwe-Saint-Pierre/Woluwe-Saint-Lambert" est composé, en dehors des Bourgmestres qui en sont membres de plein droit, de 23 membres dont 7 à élire par le Conseil communal de Woluwe-Saint-Pierre en son sein ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 07.12.1998 précitée, chaque membre présent du Conseil communal dispose de 4 voix pour l'élection des membres du Conseil de Police ;

Vu les actes de présentation, au nombre de quatre, introduits conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 20.12.2000 relatif à l'élection des membres du Conseil de Police dans chaque Conseil communal ;

Considérant que ces actes, respectivement, présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les Conseillers communaux suivants :

1er acte de présentation de candidats

<u>a. Noms des candidats-membres effectifs :</u>	<u>Noms de leurs candidats-membres suppléants :</u>
1. BERTRAND Alexia	1. DE BAUW Aurélien
2. JAMMAERS Vincent	2. de LAMOTTE Aymeric
3. VERHEYEN Tanguy	1. DEJONGHE Carla
	2. RAMPENBERG Rudi
	1. CARELS Claude
	2. de LAMOTTE Aymeric

b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :

DRAPS Willem, VANHEE Claude, LAES Jean-Claude, CARELS Claude, de SPIRLET Béatrice, d'URSEL Anne-Charlotte, DEJONGHE Carla, JAMMAERS Vincent, RAMPENBERG Rudi, SALLÉ Christine, BERTRAND Alexia, de LAMOTTE Aymeric, VERHEYEN Tanguy, DE BAUW Aurélien

2ème acte de présentation de candidats

<u>a. Noms des candidats-membres effectifs :</u>	<u>Noms de leurs candidats-membres suppléants :</u>
1. RASKIN Joëlle	1. VANDERCAM Michel
	2. de PATOUL Serge
b. <u>Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :</u>	
de PATOUL Serge, PERSOONS Caroline, RASKIN Joëlle, VANDERCAM Michel	

3ème acte de présentation de candidats

- a. Noms des candidats-membres effectifs : Noms de leurs candidats-membres suppléants :
 1. BERTRAND Antoine 1. LHOIR Caroline
2. LEFÈVRE Pascal
- b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :
 LEFÈVRE Pascal

4ème acte de présentation de candidats

- a. Noms des candidats-membres effectifs : Noms de leurs candidats-membres suppléants :
 1. de CALLATAY-HERBIET Françoise 1. PIRSON Alexandre
2. DE BEUKELAER Christophe
 2. DELPÉRÉE Francis 1. de BERGEYCK Priscilla
2. DALLEMAGNE Georges
- b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :
 CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie

Vu la liste des candidats arrêtée par M. le Bourgmestre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 20.12.2000 précité, sur base desdits actes de présentation de candidats et libellée comme suit selon l'ordre alphabétique des candidats-membres effectifs et l'ordre précis de présentation des candidats-membres suppléants :

Candidats-membres effectifs		Candidats-membres suppléants	
Noms - Prénoms		Noms - Prénoms	
Date de naissance - Profession		Date de naissance - Profession	
1. BERTRAND Alexia		1. DE BAUW Aurélien	
30.05.1979	Juriste	28.01.1991	Etudiant
		2. de LAMOTTE Aymeric	
		24.02.1990	Etudiant
2. BERTRAND Antoine		1. LHOIR Caroline	
02.09.1986	Attaché Dépt. de la politique économique (Wallonie)	28.02.1982	Chercheuse U.L.B.
		2. LEFÈVRE Pascal	
		07.04.1959	Fonctionnaire U.E.
3. de CALLATAY- HERBIET Françoise	DRH Bureau du plan	1. PIRSON Alexandre	
18.02.1962		15.12.1992	Etudiant
		2. DE BEUKELAER Christophe	
		17.08.1987	Indépendant
4. DELPÉRÉE Francis		1. de BERGEYCK Priscilla	
14.01.1942	Sénateur	30.01.1974	Employée
		2. DALLEMAGNE Georges	
		17.01.1958	Député
5. JAMMAERS Vincent		1. DEJONGHE Carla	
20.12.1984	Administrateur	25.08.1966	Député
		2. RAMPENBERG Rudi	
		25.02.1963	Commerçant
6. RASKIN Joëlle		1. VANDERCAM Michel	
22.12.1962	Professeur	31.05.1953	Psychologue
		2. de PATOUL Serge	
		06.09.1955	Professeur
7. VERHEYEN Tanguy		1. CARELS Claude	
06.06.1990	Etudiant	02.02.1943	Administrateur
		2. de LAMOTTE Aymeric	
		24.02.1990	Etudiant

Constate que M. DE BAUW Aurélien et M. PIRSON Alexandre, conseillers communaux les deux moins âgés, assistent M. le Bourgmestre dans les opérations du scrutin et du dépouillement, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 20.12.2000 précité ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection en un seul tour des membres effectifs et des membres suppléants du Conseil de Police ;

Les 33 membres du Conseil communal sur un total de 33 sont présents et reçoivent chacun 4 bulletins

de vote, soit un total de 132 bulletins de vote.

Un nombre de 0 bulletin est détruit et remplacé en cours de scrutin suite à une erreur des conseillers communaux.

Le scrutin secret auquel il est procédé présente les résultats suivants :

132 bulletins distribués aux membres du Conseil communal et retirés de l'urne ;

- 0 bulletin nul ;

- 4 bulletins blancs :

= 128 bulletins valables

Les suffrages exprimés sur ces 128 bulletins valables se répartissent comme suit :

Nom et prénom des candidats-membres effectifs	Nombre de voix obtenues
- BERTRAND Alexia	19
- BERTRAND Antoine	18
- de CALLATAY-HERBIET Françoise	18
- DELPÉRÉE Francis	18
- JAMMAERS Vincent	19
- RASKIN Joëlle	18
- VERHEYEN Tanguy	18
Total des suffrages	128

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés ;

Constate que Mme BERTRAND Alexia, M. BERTRAND Antoine, Mme de CALLATAY-HERBIET Françoise, M. DELPÉRÉE Francis, M. JAMMAERS Vincent, Mme RASKIN Joëlle, M. VERHEYEN Tanguy, candidats-membres effectifs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages, sont élus ;

Constate qu'aucuns candidats en raison d'une parité de voix ne doivent être départagés, conformément à l'article 17 de la loi du 07.12.1998 ;

Par conséquent, M. le Bourgmestre constate que :

sont élus membres effectifs du Conseil de Police	les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu, mentionné en regard, sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, les suppléants de ces membres effectifs élus :
1. BERTRAND Alexia	1. DE BAUW Aurélien 2. de LAMOTTE Aymeric
2. BERTRAND Antoine	1. LHOIR Caroline 2. LEFÈVRE Pascal
3. de CALLATAY-HERBIET Françoise	1. PIRSON Alexandre 2. DE BEUKELAER Christophe
4. DELPÉRÉE Francis	1. de BERGEYCK Priscilla 2. DALLEMAGNE Georges
5. JAMMAERS Vincent	1. DEJONGHE Carla 2. RAMPENBERG Rudi
6. RASKIN Joëlle	1. VANDERCAM Michel 2. de PATOUL Serge
7. VERHEYEN Tanguy	1. CARELS Claude 2. de LAMOTTE Aymeric

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies par :

- les 7 candidats-membres effectifs élus ;

- les 14 candidats-membres suppléants de plein droit de ces 7 candidats-membres effectifs élus ;

Observe qu'aucun membre effectif ne se trouve dans un cas d'incompatibilité prévu par l'article 15 de la loi du 07.12.1998 précitée ;

Ce procès-verbal sera adressé en double exemplaire au Collège visé par l'article 83 quinquies § 2 de la loi spéciale du 12.01.1989 relative aux institutions bruxelloises, conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté royal du 20.12.2000 relatif à l'élection des membres du Conseil de Police dans chaque Conseil communal.

Pour le Conseil communal,

Le Secrétaire communal,

Les Conseillers communaux-asseesseurs,

Le Bourgmestre,

G. MATHOT

A. DE BAUW

A. PIRSON

W. DRAPS

Conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal du 20.12.2000, M. le Bourgmestre proclame, en séance publique, le résultat de l'élection des membres effectifs et des membres suppléants du Conseil de Police, tel que repris ci-avant au procès-verbal.

Politieraad - Verkiezing van de leden

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 07.12.1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zoals gewijzigd met name door de wet van 01.12.2006 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 28.04.2000 houdende indeling van het grondgebied van het administratief Arrondissement van Brussel-Hoofdstad in politiezones en waarbij onze gemeente wordt ingedeeld in de politiezone "Etterbeek/Sint-Pieters-Woluwe/Sint-Lambrechts-Woluwe" ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van de voornoemde wet van 07.12.1998, de verkiezing van de leden van de Politieraad plaatsheeft tijdens de openbare vergadering waarop de Gemeenteraad wordt geïnstalleerd of ten laatste binnen de tien dagen. Indien die laatste dag een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, wordt die termijn verlengd tot en met de eerstvolgende dag die geen zaterdag, zondag of wettelijke feestdag is ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikels 12 en 13 van de voornoemde wet van 07.12.1998, de Politieraad van de zone "Etterbeek/Sint-Pieters-Woluwe/Sint-Lambrechts-Woluwe", buiten de Burgemeesters die van rechtswege leden zijn, samengesteld is uit 23 leden waarvan 7 te verkiezen door de Gemeenteraad van Sint-Pieters-Woluwe, in zijn midden ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 16 van voornoemde wet van 07.12.1998, elk aanwezig lid van de Gemeenteraad over 4 stemmen beschikt voor de verkiezing van de leden van de Politieraad ;

Gelet op de voordrachtakten, vier in getal, ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikels 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 20.12.2000 betreffende de verkiezing van de leden van de Politieraad in elke Gemeenteraad ;

Overwegende dat deze akten, respectievelijk, de hiernavermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende Gemeenteraadsleden :

1ste voordrachtakte van kandidaten

- | | | |
|----|---|--|
| a. | <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| | 1. BERTRAND Alexia | 1. DE BAUW Aurélien |
| | 2. JAMMAERS Vincent | 2. de LAMOTTE Aymeric |
| | 3. VERHEYEN Tanguy | 1. DEJONGHE Carla |
| | | 2. RAMPENBERG Rudi |
| | | 1. CARELS Claude |
| | | 2. de LAMOTTE Aymeric |
| b. | <u>Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :</u> | |
| | DRAPS Willem, VANHEE Claude, LAES Jean-Claude, CARELS Claude, de SPIRLET Béatrice, d'URSEL Anne-Charlotte, DEJONGHE Carla, JAMMAERS Vincent, RAMPENBERG Rudi, SALLÉ Christine, BERTRAND Alexia, de LAMOTTE Aymeric, VERHEYEN Tanguy, DE BAUW Aurélien | |

2de voordrachtakte van kandidaten

- | | | |
|----|---|--|
| a. | <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| | 1. RASKIN Joëlle | 1. VANDERCAM Michel |
| | | 2. de PATOUL Serge |
| b. | <u>Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :</u> | |
| | de PATOUL Serge, PERSOONS Caroline, RASKIN Joëlle, VANDERCAM Michel | |

3de voordrachtakte van kandidaten

- | | | |
|----|---|--|
| a. | <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| | 1. BERTRAND Antoine | 1. LHOIR Caroline |
| | | 2. LEFÈVRE Pascal |
| b. | <u>Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :</u> | |
| | LEFÈVRE Pascal | |

4de voordrachtakte van kandidaten

- | | | |
|----|--|--|
| a. | <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| | 1. de CALLATAY-HERBIET Françoise | 1. PIRSON Alexandre |
| | 2. DELPÉRÉE Francis | 2. DE BEUKELAER Christophe |
| | | 1. de BERGEYCK Priscilla |

2. DALLEMAGNE Georges

b. Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :

CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie

Gelet op de kandidatenlijst opgemaakt door Dhr. Burgemeester, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit van 20.12.2000, op grond van de voornoemde voordrachtakten van kandidaten en luidend als volgt volgens alfabetische orde van de kandidaat-effectieve leden en de precieze orde zoals vermeld in de voordrachtakte van de kandidaat-opvolgers :

Kandidaat-effectieve leden		Kandidaat-opvolgers	
Namen - Voornamen		Namen - Voornamen	
Geboortedatum - Beroep		Geboortedatum - Beroep	
1. BERTRAND Alexia		1. DE BAUW Aurélien	
30.05.1979	Jurist	28.01.1991	Student
2. BERTRAND Antoine		2. de LAMOTTE Aymeric	
02.09.1986	Attaché Dept. van het economische beleid (Wallonië)	24.02.1990	Student
3. de CALLATAY- HERBIET Françoise	DHR Planbureau	1. LHOIR Caroline	
18.02.1962		28.02.1982	Onderzoekster U.L.B.
4. DELPÉRÉE Francis		2. LEFÈVRE Pascal	
14.01.1942	Senator	07.04.1959	Ambtenaar E.U.
5. JAMMAERS Vincent		1. PIRSON Alexandre	
20.12.1984	Beheerder	15.12.1992	Student
6. RASKIN Joëlle		2. DE BEUKELAER Christophe	
22.12.1962	Leraar	17.08.1987	Zelfstandige
7. VERHEYEN Tanguy		1. de BERGEYCK Priscilla	
06.06.1990	Student	30.01.1974	Bediende
		2. DALLEMAGNE Georges	
		17.01.1958	Volksvertegenwoordiger
		1. DEJONGHE Carla	
		25.08.1966	Volksvertegenwoordiger
		2. RAMPENBERG Rudi	
		25.02.1963	Handelaar
		1. VANDERCAM Michel	
		31.05.1953	Psycholoog
		2. de PATOUL Serge	
		06.09.1955	Leraar
		1. CARELS Claude	
		02.02.1943	Beheerder
		2. de LAMOTTE Aymeric	
		24.02.1990	Student

Stelt vast dat Dhr. DE BAUW Aurélien en Dhr. PIRSON Alexandre, de twee jongste Gemeenteraadsleden, Dhr. Burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de stemming en van de stemopneming, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het voornoemd koninklijk besluit van 20.12.2000 ;

Gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing in een enkele ronde van de effectieve leden en van hun opvolgers van de Politieraad ;

De 33 leden van de Gemeenteraad op een totaal van 33 zijn aanwezig en ontvangen ieder 4 stembiljetten, hetzij een totaal van 132 stembiljetten.

Een aantal van 0 stembiljet wordt vernietigd en vervangen tijdens de stemming ingevolge een vergissing van de gemeenteraadsleden.

De geheime stemming waartoe wordt overgegaan vertoont de volgende resultaten :

132 stembiljetten uitgedeeld aan de leden van de Gemeenteraad en uit de stembus gehaald ;

- 0 nietige stembiljet ;

- 4 blanco stembiljetten ;

= 128 geldige stembiljetten

De op deze 128 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen werden als volgt toegekend :

Naam en voornaam van de kandidaat-effectieve leden	Aantal bekomen stemmen
- BERTRAND Alexia	19

- BERTRAND Antoine	18
- de CALLATAY-HERBIET Françoise	18
- DELPÉRÉE Francis	18
- JAMMAERS Vincent	19
- RASKIN Joëlle	18
- VERHEYEN Tanguy	18
Totaal van de stemmen	128

Stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht ten voordele van regelmatig voorgedragen kandidaat-effectieve leden ;

Stelt vast dat Mw. BERTRAND Alexia, Dhr. BERTRAND Antoine, Mw. de CALLATAY-HERBIET Françoise, Dhr. DELPÉRÉE Francis, Dhr. JAMMAERS Vincent, Mw. RASKIN Joëlle, Dhr. VERHEYEN Tanguy, kandidaat-effectieve leden die het grootste aantal stemmen hebben bekomen, verkozen worden ;

Stelt vast dat, overeenkomstig artikel 17 van de wet van 07.12.1998, tussen geen enkele kandidaat wegens staking van stemmen een keuze moet worden gedaan ;

Bijgevolg stelt Dhr. Burgemeester vast dat :

verkozen zijn tot effectieve leden van de Politieraad	de kandidaten, die als opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen effectief lid werden voorgedragen, zijn van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers van deze verkozen effectieve leden :
1. BERTRAND Alexia	1. DE BAUW Aurélien 2. de LAMOTTE Aymeric
2. BERTRAND Antoine	1. LHOIR Caroline 2. LEFÈVRE Pascal
3. de CALLATAY-HERBIET Françoise	1. PIRSON Alexandre 2. DE BEUKELAER Christophe
4. DELPÉRÉE Francis	1. de BERGEYCK Priscilla 2. DALLEMAGNE Georges
5. JAMMAERS Vincent	1. DEJONGHE Carla 2. RAMPENBERG Rudi
6. RASKIN Joëlle	1. VANDERCAM Michel 2. de PATOUL Serge
7. VERHEYEN Tanguy	1. CARELS Claude 2. de LAMOTTE Aymeric

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door :

- de 7 verkozen kandidaat-effectieve leden ;
- de 14 kandidaten-opvolgers, van rechtswege de opvolgers van deze 7 kandidaat-effectieve leden ;

Stelt vast dat geen enkel werkend lid zich bevindt in een van de gevallen van overenigbaarheid bepaald door artikel 15 van voornoemde wet van 07.12.1998 ;

Dit proces-verbaal, zal overeenkomstig artikel 15 van het koninklijk besluit van 20.12.2000 betreffende de verkiezing van de leden van de Politieraad in elke Gemeenteraad, in dubbel exemplaar, naar het College vermeld bij artikel 83 quinquies § 2 van de bijzondere wet van 12.01.1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, worden gezonden.

Namens de Gemeenteraad,

De Gemeentesecretaris,

De Gemeenteraadsleden-bijzitters,

De Burgemeester,

G. MATHOT

A. DE BAUW

A. PIRSON

W. DRAPS

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 14 van het koninklijk besluit van 20.12.2000, maakt Dhr. Burgemeester, in openbare vergadering, het resultaat bekend van de verkiezing van de effectieve en plaatsvervangende leden van de Politieraad zoals hiervoor in het proces-verbaal vermeld.

Conseil de l'Action Sociale - Election des membres

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée en particulier par l'ordonnance du 26.10.2006 de la Commission Communautaire Commune de la Région de Bruxelles-Capitale

modifiant le jour de l'élection des membres des conseils de l'action sociale ;

Attendu que conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 08.07.1976 précitée, l'élection des membres du Conseil de l'Action Sociale a lieu en séance publique un lundi, au plus tôt le deuxième et au plus tard le septième, qui suit l'installation du Conseil communal tenu de procéder à l'élection du Conseil de l'Action Sociale ;

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 08.07.1976 précitée, le Conseil de l'Action Sociale de la commune de Woluwe-Saint-Pierre est composé de 11 membres effectifs ;

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 08.07.1976 précitée, chaque membre présent du Conseil communal dispose de 6 voix ;

Vu les actes de présentation de candidats, au nombre de cinq, introduits conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté royal du 22.11.1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'action sociale, tel que modifié par l'arrêté royal du 29.12.1988, introduits également conformément aux dispositions de l'article 11 § 1 de la loi du 08.07.1976 précitée ;

Considérant que ces actes, respectivement, présentent les candidats mentionnés ci-après et sont signés par les Conseillers communaux qui présentent :

1er acte de présentation de candidats

<u>a. Noms des candidats-membres effectifs :</u>	<u>Noms de leurs candidats-membres suppléants :</u>
1. GODHAIRD-STERCKX Muriel	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine
2. QUERTON-CALLEBAUT Odile	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette
3. SALLÉ Christine	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette
4. VANHEE Claude	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine
5. van ZUYLEN-del MARMOL Sybille	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette

b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :

DRAPS Willem, VANHEE Claude, LAES Jean-Claude, CARELS Claude, de SPIRLET Béatrice, d'URSEL Anne-Charlotte, DEJONGHE Carla, JAMMAERS Vincent, RAMPENBERG Rudi, SALLÉ Christine, BERTRAND Alexia, de LAMOTTE Aymeric, VERHEYEN Tanguy, DE BAUW Aurélien

2ème acte de présentation de candidats

<u>a. Noms des candidats-membres effectifs :</u>	<u>Noms de leurs candidats-membres suppléants :</u>
1. KOLCHORY Carine	1. VANDERCAM Michel 2. de MUELENAERE Marie 3. NAETS Michel 4. VERDIN Marie-Ange

b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :

de PATOUL Serge, PERSOONS Caroline, RASKIN Joëlle

3ème acte de présentation de candidats

<u>a. Noms des candidats-membres effectifs :</u>	<u>Noms de leurs candidats-membres suppléants :</u>
1. RENSON TIHON Claire	1. WORMS ALOUI Cindy

2. von CAMPENHAUSEN Inga
3. VAN CROMBRUGGHE Jean-Yves
- b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :
LEFÈVRE Pascal
- 4ème acte de présentation de candidats
- a. Noms des candidats-membres effectifs :
1. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine
 2. CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie
 3. DE VOS Helmut
 4. LUWANA Hatiana Martine
- Noms de leurs candidats-membres suppléants :
1. LEGROS Michel
 2. OLIVIERS Gilles
 3. LECLERCQ Jean
 4. LUWANA Hatiana Martine
 1. OLIVIERS Gilles
 2. LEGROS Michel
 3. LUWANA Hatiana Martine
 4. LECLERCQ Jean
 1. DELVAUX Anne
 2. LUWANA Hatiana Martine
 3. OLIVIERS Gilles
 4. LEGROS Michel
 5. LECLERCQ Jean
 1. van CRANEM Philippe
 2. GASTOUT Isabelle
 3. VERDIN Marie-Ange
 4. NAETS Michel
 5. de MUELENAERE Marie

- b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :
CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie
- 5ème acte de présentation de candidats
- a. Noms des candidats-membres effectifs :
1. TEMSAMANI Mohamed
- Noms de leurs candidats-membres suppléants :
1. DEMARTIN Marc
 2. CHARLIER Dominique
 3. WAUTERS Jean-Pierre
 4. CHAIDRON Roger

- b. Noms des membres du Conseil communal qui ont fait la présentation :
DEGREZ Emmanuel

Vu la liste des candidats arrêtée par M. le Bourgmestre, conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté royal du 22.11.1976 précité, sur base desdits actes de présentation de candidats et libellée comme suit selon l'ordre alphabétique des candidats-membres effectifs et l'ordre précis de présentation des candidats-membres suppléants :

Candidats-membres effectifs		Candidats-membres suppléants	
Noms - Prénoms		Noms - Prénoms	
Date de naissance - Profession		Date de naissance - Profession	
Résidence principale		Résidence principale	
1. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine	Kinésithérapeute	1. LEGROS Michel	
27.05.1964		26.03.1948	Formateur pour adultes
rue E. Gersis 18		avenue Grandchamp 55	
		2. OLIVIERS Gilles	
		13.07.1968	Avocat
		avenue du Chant d'Oiseau 61	
		3. LECLERCQ Jean	
		24.09.1953	Technicien en éclairage
		rue des Palmiers 36	
		4. LUWANA Hatiana Martine	
		17.01.1950	Auxiliaire de soins
		avenue des Mimosas 12	
2. CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie	Sans profession	1. OLIVIERS Gilles	
06.07.1951		13.07.1968	Avocat
		avenue du Chant d'Oiseau 61	

	avenue J. César 77 B 5		2. LEGROS Michel 26.03.1948 avenue Grandchamp 55	Formateur pour adultes
			3. LUWANA Hatiana Martine 17.01.1950 avenue des Mimosas 12	Auxiliaire de soins
3.	DE VOS Helmut 25.02.1978 rue au Bois 108 b2	Juriste	4. LECLERCQ Jean 24.09.1953 rue des Palmiers 36	Technicien en éclairage
			1. DELVAUX Anne 02.02.1960 rue M. Lindekens 45	Enseignante
			2. LUWANA Hatiana Martine 17.01.1950 avenue des Mimosas 12	Auxiliaire de soins
			3. OLIVIERS Gilles 13.07.1968 avenue du Chant d'Oiseau 61	Avocat
			4. LEGROS Michel 26.03.1948 avenue Grandchamp 55	Formateur pour adultes
			5. LECLERCQ Jean 24.09.1953 rue des Palmiers 36	Technicien en éclairage
4.	GODHAIRD-STERCKX Muriel 29.04.1968 avenue Orban 150	Directeur financier-secteur public	1. VLÉMINCQ Hugues 17.06.1960 rue Saint-Hubert 51	Juriste
			2. de PATOUL Dominique 26.10.1938 avenue de l'Horizon 9	Retraité
			3. DUJARDIN Etienne 17.09.1984 avenue E. Parmentier 213/b2	Juriste en notariat
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 rue J.-B. Dumoulin 50	Indépendante
			5. OEYEN Celine 11.05.1981 rue F. Gay 87/b005	Chargée de communication
5.	KOLCHORY Carine 02.08.1967 avenue des Dames Blanches 24	Employée	1. VANDERCAM Michel 31.05.1953 rue Kelle 94	Psychologue
			2. de MUELENAERE Marie 30.12.1975 rue J. Lambotte 28	Employée
			3. NAETS Michel 13.07.1967 avenue de Tervueren 400	Gérant
			4. VERDIN Marie-Ange 13.05.1960 avenue A. Madoux 99	Dame de compagnie
6.	LUWANA Hatiana Martine 17.01.1950 avenue des Mimosas 12	Auxiliaire de soins	1. van CRANEM Philippe 23.11.1961 avenue E. Parmentier 36/B4	Directeur
			2. GASTOUT Isabelle 05.08.1966	Comptable

			rue au Bois 91	
			3. VERDIN Marie-Ange 13.05.1960 avenue A. Madoux 99	Sans profession
			4. NAETS Michel 13.07.1967 avenue de Tervueren 400	Administrateur de société
			5. de MUELENAERE Marie 30.12.1975 rue J. Lambotte 28	Economiste
7.	QUERTON-CALLEBAUT Odile 17.04.1981 avenue des Fleurs 4	Bio-ingénieur	1. VLÉMINCQ Hugues 17.06.1960 rue Saint-Hubert 51	Juriste
			2. de PATOUL Dominique 26.10.1938 avenue de l'Horizon 9	Retraité
			3. DUJARDIN Etienne 17.09.1984 avenue E. Parmentier 213/b2	Juriste en notariat
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 rue J.-B. Dumoulin 50	Indépendante
			5. de le VINGNE Juliette 09.05.1979 avenue des Mille Mètres 50	Juriste
8.	RENSON TIHON Claire 29.10.1949 avenue E. Parmentier 131	Enseignante retraîtée	1. WORMS ALOUI Cindy 15.11.1980 rue Medaets 63	Conseillère emploi
			2. von CAMPENHAUSEN Inga 22.05.1973 rue J. Deraeck 32	Architecte
			3. VAN CROMBRUGGHE Jean-Yves 21.11.1944 avenue van der Meerschen 161	Ingénieur (retraité)
9.	SALLÉ Christine 06.01.1971 avenue Crokaert 168	Institutrice	1. VLÉMINCQ Hugues 17.06.1960 rue Saint-Hubert 51	Juriste
			2. de PATOUL Dominique 26.10.1938 avenue de l'Horizon 9	Retraité
			3. DUJARDIN Etienne 17.09.1984 avenue E. Parmentier 213/b2	Juriste en notariat
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 rue J.-B. Dumoulin 50	Indépendante
			5. de le VINGNE Juliette 09.05.1979 avenue des Mille Mètres 50	Juriste
10.	TEMSAMANI Mohamed 09.04.1985 Place de la Demi-Lune 1/169	Conseiller politique	1. DEMARTIN Marc 26.10.1955 rue du Bemel 68/16	Avocat
			2. CHARLIER Dominique 18.05.1956 avenue Scheitler 8	Enseignante
			3. WAUTERS Jean-Pierre	

			29.09.1943	Pensionné
			avenue Crokaert 180	
			4. CHAIDRON Roger	
			07.01.1953	Ingénieur
			avenue Crokaert 116	
11. VANHEE Claude			1. VLÉMINCQ Hugues	
30.05.1941	Architecte et		17.06.1960	Juriste
avenue du Hockey 38	Expert		rue Saint-Hubert 51	
			2. de PATOUL Dominique	
			26.10.1938	Retraité
			avenue de l'Horizon 9	
			3. DUJARDIN Etienne	
			17.09.1984	Juriste en notariat
			avenue E. Parmentier 213/b2	
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny	
			16.11.1947	Indépendante
			rue J.-B. Dumoulin 50	
			5. OEYEN Celine	
			11.05.1981	Chargée de
			rue F. Gay 87/b005	communication
12. van ZUYLEN-del MARMOL			1. VLÉMINCQ Hugues	
Sybille			17.06.1960	Juriste
01.10.1962	Economiste		rue Saint-Hubert 51	
rue F. Gay 229			2. de PATOUL Dominique	
			26.10.1938	Retraité
			avenue de l'Horizon 9	
			3. DUJARDIN Etienne	
			17.09.1984	Juriste en notariat
			avenue E. Parmentier 213/b2	
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny	
			16.11.1947	Indépendante
			rue J.-B. Dumoulin 50	
			5. de le VINGNE Juliette	
			09.05.1979	Juriste
			avenue des Mille Mètres 50	

Constate que M. DE BAUW Aurélien et M. PIRSON Alexandre, conseillers communaux les deux moins âgés, assistent M. le Bourgmestre dans les opérations du scrutin et du dépouillement, conformément aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 22.11.1976 précité ;

Procède en séance publique et au scrutin secret à l'élection en un seul tour des membres effectifs et des membres suppléants du Conseil de l'Action Sociale ;

Les 33 membres du Conseil communal sur un total de 33 sont présents et reçoivent chacun 6 bulletins de vote, soit un total de 198 bulletins de vote.

Un nombre de 0 bulletin est détruit et remplacé en cours de scrutin secret suite à une erreur des conseillers communaux.

Le scrutin secret auquel il est procédé présente les résultats suivants :

198 bulletins distribués aux membres du Conseil communal et retirés de l'urne ;

- 0 bulletin nul ;

- 0 bulletin blanc ;

= 198 bulletins valables

Les suffrages exprimés sur ces 198 bulletins valables se répartissent comme suit :

Nom et prénom des candidats-membres effectifs	Nombre de voix obtenues
- BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine	16
- CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie	18
- DE VOS Helmut	16
- GODHAIRD-STERCKX Muriel	19
- KOLCHORY Carine	16
- LUWANA Hatiana Martine	17

- QUERTON-CALLEBAUT Odile	13
- RENSON TIHON Claire	17
- SALLÉ Christine	18
- TEMSAMANI Mohamed	15
- VANHEE Claude	16
- van ZUYLEN-del MARMOL Sybille	17
Total des suffrages	198

Constate que les votes ont été émis en faveur de candidats-membres effectifs régulièrement présentés ;

Constate que Mme BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine, Mme CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie, M. DE VOS Helmut, Mme GODHAIRD-STERCKX Muriel, Mme KOLCHORY Carine, Mme LUWANA Hatiana Martine, Mme RENSON TIHON Claire, Mme SALLÉ Christine, M. TEMSAMANI Mohamed, M. VANHEE Claude, Mme van ZUYLEN-del MARMOL Sybille, candidats-membres effectifs ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages sont élus ;

Par conséquent, M. le Bourgmestre constate que :

sont élus membres effectifs du Conseil de l'Action Sociale	les candidats, présentés comme suppléants pour chaque membre effectif élu, mentionné en regard, sont de plein droit et dans l'ordre de l'acte de présentation, les suppléants de ces membres effectifs élus :
1. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine	1. LEGROS Michel 2. OLIVIERS Gilles 3. LECLERCQ Jean 4. LUWANA Hatiana Martine
2. CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie	1. OLIVIERS Gilles 2. LEGROS Michel 3. LUWANA Hatiana Martine 4. LECLERCQ Jean
3. DE VOS Helmut	1. DELVAUX Anne 2. LUWANA Hatiana Martine 3. OLIVIERS Gilles 4. LEGROS Michel 5. LECLERCQ Jean
4. GODHAIRD-STERCKX Muriel	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine
5. KOLCHORY Carine	1. VANDERCAM Michel 2. de MUELENAERE Marie 3. NAETS Michel 4. VERDIN Marie-Ange
6. LUWANA Hatiana Martine	1. van CRANEM Philippe 2. GASTOUT Isabelle 3. VERDIN Marie-Ange 4. NAETS Michel 5. de MUELENAERE Marie
7. RENSON TIHON Claire	1. WORMS ALOUI Cindy 2. von CAMPENHAUSEN Inga 3. VAN CROMBRUGGHE Jean-Yves
8. SALLÉ Christine	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette
9. TEMSAMANI Mohamed	1. DEMARTIN Marc 2. CHARLIER Dominique 3. WAUTERS Jean-Pierre 4. CHAIDRON Roger

10. VANHEE Claude	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine
11. van ZUYLEN-del MARMOL Sybille	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette

Observe que les conditions d'éligibilité sont réunies par :

- les 11 candidats-membres effectifs élus ;
- les 54 candidats-membres suppléants de plein droit de ces 11 candidats-membres effectifs élus ;

Observe qu'aucun membre effectif ne se trouve dans un cas d'incompatibilité prévu par la loi du 08.07.1976 précité ;

Ce procès-verbal sera adressé en double exemplaire au Collège visé par l'article 83 quinquies § 2 de la loi spéciale du 12.01.1989 relative aux institutions bruxelloises, conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 08.07.1976 organique des centres publics d'action sociale et de l'article 15 de l'arrêté royal du 22.11.1976 relatif à l'élection des membres des conseils des centres publics locaux d'action sociale.

Pour le Conseil communal

Le Secrétaire communal,

Les Conseillers communaux-asseesseurs,

Le Bourgmestre,

G. MATHOT

A. DE BAUW

A. PIRSON

W. DRAPS

Conformément aux dispositions de l'article 11 § 2 de la loi du 08.07.1976 et de l'article 14 de l'arrêté royal du 22.11.1976, M. le Bourgmestre proclame, en séance publique, le résultat de l'élection des membres effectifs et des membres suppléants du Conseil de l'Action Sociale, tel que repris ci-avant au procès-verbal.

Raad voor Maatschappelijk Welzijn - Verkiezing van de leden

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd in het bijzonder door de ordonnantie van 26.10.2006 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Overwegende dat overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van de voornoemde wet van 08.07.1976 de verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn plaatsheeft in openbare vergadering, op een maandag, ten vroegste de tweede en uiterlijk de zevende volgend op de installatie van de Gemeenteraad die tot de verkiezing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn moet overgaan ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6 van voornoemde wet van 08.07.1976, de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, samengesteld is uit 11 leden ;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 van voornoemde wet van 08.07.1976, elk aanwezig lid van de Raad over 6 stemmen beschikt ;

Gelet op de voordrachtakten, vijf in getal, ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikels 2, 4 en 5 van het koninklijk besluit van 22.11.1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd door koninklijk besluit van 29.12.1988, eveneens ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 § 1 van de voornoemde wet van 08.07.1976 ;

Overwegende dat deze akten, respectievelijk de hiernavermelde kandidaten voordragen en ondertekend zijn door de volgende Gemeenteraadsleden die voorstellen :

Iste voordrachtakte van kandidaten

a. Namen van de kandidaat-effectieve leden :

1. GODHAIRD-STERCKX Muriel

2. QUERTON-CALLEBAUT Odile

Namen van hun kandidaat-opvolgers :

1. VLÉMINCQ Hugues
2. de PATOUL Dominique
3. DUJARDIN Etienne
4. VAN HOEYMISSEN Jenny
5. OEYEN Celine

1. VLÉMINCQ Hugues
2. de PATOUL Dominique

- | | |
|----------------------------------|--|
| 3. SALLÉ Christine | <ol style="list-style-type: none"> 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette |
| 4. VANHEE Claude | <ol style="list-style-type: none"> 1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette |
| 5. van ZUYLEN-del MARMOL Sybille | <ol style="list-style-type: none"> 1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine |
- b. Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :
DRAPS Willem, VANHEE Claude, LAES Jean-Claude, CARELS Claude, de SPIRLET Béatrice, d'URSEL Anne-Charlotte, DEJONGHE Carla, JAMMAERS Vincent, RAMPPELBERG Rudi, SALLÉ Christine, BERTRAND Alexia, de LAMOTTE Aymeric, VERHEYEN Tanguy, DE BAUW Aurélien
- 2de voordrachtakte van kandidaten
- | | |
|---|--|
| a. <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| 1. KOLCHORY Carine | <ol style="list-style-type: none"> 1. VANDERCAM Michel 2. de MUELENAERE Marie 3. NAETS Michel 4. VERDIN Marie-Ange |
- b. Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :
de PATOUL Serge, PERSOONS Caroline, RASKIN Joëlle
- 3de voordrachtakte van kandidaten
- | | |
|---|--|
| a. <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| 1. RENSON TIHON Claire | <ol style="list-style-type: none"> 1. WORMS ALOUI Cindy 2. von CAMPENHAUSEN Inga 3. VAN CROMBRUGGHE Jean-Yves |
- b. Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :
LEFÈVRE Pascal
- 4de voordrachtakte van kandidaten
- | | |
|---|--|
| a. <u>Namen van de kandidaat-effectieve leden :</u> | <u>Namen van hun kandidaat-opvolgers :</u> |
| 1. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine | <ol style="list-style-type: none"> 1. LEGROS Michel 2. OLIVIERS Gilles 3. LECLERCQ Jean 4. LUWANA Hatiana Martine |
| 2. CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie | <ol style="list-style-type: none"> 1. OLIVIERS Gilles 2. LEGROS Michel 3. LUWANA Hatiana Martine 4. LECLERCQ Jean |
| 3. DE VOS Helmut | <ol style="list-style-type: none"> 1. DELVAUX Anne 2. LUWANA Hatiana Martine 3. OLIVIERS Gilles 4. LEGROS Michel 5. LECLERCQ Jean |
| 4. LUWANA Hatiana Martine | <ol style="list-style-type: none"> 1. van CRANEM Philippe 2. GASTOUT Isabelle 3. VERDIN Marie-Ange 4. NAETS Michel 5. de MUELENAERE Marie |

b. Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :

CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie

5de voordrachtakte van kandidaten

a. Namen van de kandidaat-effectieve leden :

1. TEMSAMANI Mohamed

Namen van hun kandidaat-opvolgers :

1. DEMARTIN Marc
2. CHARLIER Dominique
3. WAUTERS Jean-Pierre
4. CHAIDRON Roger

b. Namen van de leden van de Gemeenteraad die de voordracht deden :

DEGREZ Emmanuel

Gelet op de kandidatenlijst afgesloten door de Burgemeester, overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 van het voornoemd koninklijk besluit van 22.11.1976, op grond van de voornoemde voordrachtakten van kandidaten en luidend als volgt volgens alfabetische orde van de kandidaat-effectieve leden en de precieze orde zoals vermeld in de voordrachtakte van de kandidaat-opvolgers :

Kandidaat-effectieve leden		Kandidaat-opvolgers	
Namen - Voornamen		Namen - Voornamen	
Geboortedatum - Beroep		Geboortedatum - Beroep	
Hoofdverblijfplaats		Hoofdverblijfplaats	
1. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN		1. LEGROS Michel	
Catherine	Kinesist	26.03.1948	Volwassenen-opleider
27.05.1964		Grootveldlaan 55	
E. Gersisstraat 18		2. OLIVIERS Gilles	
		13.07.1968	Advocaat
		Vogelzanglaan 61	
		3. LECLERCQ Jean	
		24.09.1953	Lichttechnicus
		Palmboomstraat 36	
		4. LUWANA Hatiana	
		Martine	Hulpverzorgster
		17.01.1950	
		Mimosalaan 12	
2. CLAEYS-MATTHYS		1. OLIVIERS Gilles	
Anne-Marie	Zonder beroep	13.07.1968	Advocaat
06.07.1951		Vogelzanglaan 61	
J. Caesarlaan 77 B 5		2. LEGROS Michel	
		26.03.1948	Volwassenen-opleider
		Grootveldlaan 55	
		3. LUWANA Hatiana	
		Martine	Hulpverzorgster
		17.01.1950	
		Mimosalaan 12	
		4. LECLERCQ Jean	
		24.09.1953	Lichttechnicus
		Palmboomstraat 36	
3. DE VOS Helmut		1. DELVAUX Anne	
25.02.1978	Jurist	02.02.1960	Lerares
Bosstraat 108 b2		M. Lindekensstraat 12	
		2. LUWANA Hatiana	
		Martine	Hulpverzorgster
		17.01.1950	
		Mimosalaan 12	
		3. OLIVIERS Gilles	
		13.07.1968	Advocaat
		Vogelzanglaan 61	
		4. LEGROS Michel	
		26.03.1948	Volwassenen-

			Grootveldlaan 55	opleider
			5. LECLERCQ Jean	Lichttechnicus
			24.09.1953	
			Palmboomstraat 36	
4.	GODHAIRD-STERCKX		1. VLÉMINCQ Hugues	Jurist
	Muriel	Financieel	17.06.1960	
	29.04.1968	directeur-openbare	Sint-Huibrechtsstraat 51	
	Orbanlaan 150	sector		
			2. de PATOUL Dominique	Gepensioneerde
			26.10.1938	
			Horizonlaan 9	
			3. DUJARDIN Etienne	Notarieel jurist
			17.09.1984	
			E. Parmentierlaan 213/b2	
			4. VAN HOEYMISSEN	Zelfstandige
			Jenny	
			16.11.1947	
			J.-B. Dumoulinstraat 50	
			5. OEYEN Celine	Communicatie- medewerkster
			11.05.1981	
			F. Gaystraat 87/b005	
5.	KOLCHORY Carine		1. VANDERCAM Michel	Psycholoog
	02.08.1967	Bediende	31.05.1953	
	Witte Vrouwenlaan 24		Kellestraat 94	
			2. de MUELENAERE Marie	Bediende
			30.12.1975	
			J. Lambottestraat 28	
			3. NAETS Michel	Zaakvoerder
			13.07.1967	
			Tervurenlaan 400	
			4. VERDIN Marie-Ange	Gezelschapsdame
			13.05.1960	
			A. Madouxlaan 99	
6.	LUWANA Hatiana		1. van CRANEM Philippe	Directeur
	Martine	Hulpverzorgster	23.11.1961	
	17.01.1950		E. Parmentierlaan 36/B4	
	Mimosalaan 12			
			2. GASTOUT Isabelle	Boekhouder
			05.08.1966	
			Bosstraat 91	
			3. VERDIN Marie-Ange	Zonder beroep
			13.05.1960	
			A. Madouxlaan 99	
			4. NAETS Michel	Beheerder van vennootschap
			13.07.1967	
			Tervurenlaan 400	
			5. de MUELENAERE Marie	Economist
			30.12.1975	
			J. Lambottestraat 28	
7.	QUERTON-CALLEBAUT		1. VLÉMINCQ Hugues	Jurist
	Odile	Bio-ingenieur	17.06.1960	
	17.04.1981		Sint-Huibrechtsstraat 51	
	Bloemenlaan 4		2. de PATOUL Dominique	Gepensioneerde
			26.10.1938	
			Horizonlaan 9	
			3. DUJARDIN Etienne	Notarieel jurist
			17.09.1984	

			E. Parmentierlaan 213/b2	
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 J.-B. Dumoulinstraat 50	Zelfstandige
			5. de le VINGNE Juliette 09.05.1979 Duizend Meterlaan 50	Jurist
8.	RENSON TIHON Claire 29.10.1949 E. Parmentierlaan 131	(Gepensioneerde) lerares	1. WORMS ALOUI Cindy 15.11.1980 Medaetsstraat 63	Jobadviseur
			2. von CAMPENHAUSEN Inga 22.05.1973 J. Deraeckstraat 32	Architect
			3. VAN CROMBRUGGHE Jean-Yves 21.11.1944 van der Meerschenlaan 161	(Gepensioneerde) ingenieur
9.	SALLÉ Christine 06.01.1971 Crokaertlaan 168	Onderwijzeres	1. VLÉMINCQ Hugues 17.06.1960 Sint-Huibrechtsstraat 51	Jurist
			2. de PATOUL Dominique 26.10.1938 Horizonlaan 9	Gepensioneerde
			3. DUJARDIN Etienne 17.09.1984 E. Parmentierlaan 213/b2	Notarieel jurist
			4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 J.-B. Dumoulinstraat 50	Zelfstandige
			5. de le VINGNE Juliette 09.05.1979 Duizend Meterlaan 50	Jurist
10.	TEMSAMANI Mohamed 09.04.1985 Halvemaanplein 1/169	Politiek adviseur	1. DEMARTIN Marc 26.10.1955 Bemelstraat 68/16	Advokaat
			2. CHARLIER Dominique 18.05.1956 Scheitlerlaan 8	Lerares
			3. WAUTERS Jean-Pierre 29.09.1943 Crokaertlaan 180	Gepensioneerde
			4. CHAIDRON Roger 07.01.1953 Crokaertlaan 116	Ingenieur
11.	VANHEE Claude 30.05.1941 Hockeylaan 38	Architect en Expert	1. VLÉMINCQ Hugues 17.06.1960 Sint-Huibrechtsstraat 51	Jurist
			2. de PATOUL Dominique 26.10.1938 Horizonlaan 9	Gepensioneerde
			3. DUJARDIN Etienne 17.09.1984 E. Parmentierlaan 213/b2	Notarieel jurist

		4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 J.-B. Dumoulinstraat 50	Zelfstandige
		5. OEYEN Celine 11.05.1981 F. Gaystraat 87/b005	Communicatie- medewerkster
12. van ZUYLEN-del MARMOL Sybille 01.10.1962 F. Gaystraat 229	Economist	1. VLÉMINCQ Hugues 17.06.1960 Sint-Huibrechtsstraat 51	Jurist
		2. de PATOUL Dominique 26.10.1938 Horizonlaan 9	Gepensioneerde
		3. DUJARDIN Etienne 17.09.1984 E. Parmentierlaan 213/b2	Notarieel jurist
		4. VAN HOEYMISSEN Jenny 16.11.1947 J.-B. Dumoulinlaan 50	Zelfstandige
		5. de le VINGNE Juliette 09.05.1979 Duizend Meterlaan 50	Jurist

Stelt vast dat Dhr. DE BAUW Aurélien en Dhr. PIRSON Alexandre, de twee jongste Gemeenteraadsleden, de Burgemeester bijstaan bij de verrichtingen van de sterriming en van de stemopneming, overeenkomstig de bepalingen van artikel 10 van het voornoemd koninklijk besluit van 22.11.1976 ;

Gaat in openbare vergadering en bij geheime stemming over tot de verkiezing in een enkele ronde van de effectieve leden en van hun opvolgers van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ;

De 33 leden van de Gemeenteraad op een totaal van 33 zijn aanwezig en ontvangen ieder 6 stembiljetten, hetzij een totaal van 198 stembiljetten.

Een aantal van 0 stembiljet wordt vernietigd en vervangen tijdens de stemming ingevolge een vergissing van een gemeenteraadslid.

De geheime stemming waartoe wordt overgegaan vertoont de volgende resultaten :

198 stembiljetten uitgedeeld aan de leden van de Gemeenteraad en uit de stembus gehaald ;

- 0 nietige stembiljetten ;

- 0 blanco stembiljet ;

= 198 geldige stembiljetten

De op deze 198 geldige stembiljetten uitgebrachte stemmen worden als volgt toegekend :

Naam en voornaam van de kandidaat-effectieve leden	Aantal bekomen stemmen
- BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine	16
- CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie	18
- DE VOS Helmut	16
- GODHAIRD-STERCKX Muriel	19
- KOLCHORY Carine	16
- LUWANA Hatiana Martine	17
- QUERTON-CALLEBAUT Odile	13
- RENSON TIHON Claire	17
- SALLÉ Christine	18
- TEMSAMANI Mohamed	15
- VANHEE Claude	16
- van ZUYLEN-del MARMOL Sybille	17
Totaal aantal stemmen	198

Stelt vast dat de stemmen werden uitgebracht ten voordele van regelmatig voorgedragen kandidaat-effectieve leden ;

Stelt vast dat Mw. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine, Mw. CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie, Dhr. DE VOS Helmut, Mw. GODHAIRD-STERCKX Muriel, Mw. KOLCHORY Carine, Mw. LUWANA Hatiana Martine, Mw. RENSON TIHON Claire, Mw. SALLÉ Christine, Dhr. TEMSAMANI

Mohamed, Dhr. VANHEE Claude, Mw. van ZUYLEN-del MARMOL Sybille, kandidaat-effectieve leden die het meest aantal stemmen behaalden verkozen zijn ;

Bijgevolg stelt de Burgemeester vast dat :

verkozen zijn tot effectieve leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn	de kandidaten die als opvolgers voor elk hiernaast vermeld verkozen werkend lid werden voorgedragen, van rechtswege en in de volgorde van de voordrachtakte de opvolgers zijn van deze verkozen effectieve leden :
1. BRUGGEMAN-VAN NAEMEN Catherine	1. LEGROS Michel 2. OLIVIERS Gilles 3. LECLERCQ Jean 4. LUWANA Hatiana Martine
2. CLAEYS-MATTHYS Anne-Marie	1. OLIVIERS Gilles 2. LEGROS Michel 3. LUWANA Hatiana Martine 4. LECLERCQ Jean
3. DE VOS Helmut	1. DELVAUX Anne 2. LUWANA Hatiana Martine 3. OLIVIERS Gilles 4. LEGROS Michel 5. LECLERCQ Jean
4. GODHAIRD-STERCKX Muriel	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine
5. KOLCHORY Carine	1. VANDERCAM Michel 2. de MUELENAERE Marie 3. NAETS Michel 4. VERDIN Marie-Ange
6. LUWANA Hatiana Martine	1. van CRANEM Philippe 2. GASTOUT Isabelle 3. VERDIN Marie-Ange 4. NAETS Michel 5. de MUELENAERE Marie
7. RENSON TIHON Claire	1. WORMS ALOUI Cindy 2. von CAMPENHAUSEN Inga 3. VAN CROMBRUGGHE Jean-Yves
8. SALLÉ Christine	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette
9. TEMSAMANI Mohamed	1. DEMARTIN Marc 2. CHARLIER Dominique 3. WAUTERS Jean-Pierre 4. CHAIDRON Roger
10. VANHEE Claude	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. OEYEN Celine
11. van ZUYLEN-del MARMOL Sybille	1. VLÉMINCQ Hugues 2. de PATOUL Dominique 3. DUJARDIN Etienne 4. VAN HOEYMISSEN Jenny 5. de le VINGNE Juliette

Stelt vast dat de verkiesbaarheidsvoorwaarden vervuld zijn door :

- de 11 verkozen kandidaat-effectieve leden ;
- de 54 kandidaten-opvolgers, van rechtswege de opvolgers van deze 11 kandidaat-effectieve leden ;

Stelt vast dat geen enkel werkend lid zich bevindt in een van de gevallen van onverenigbaarheid bepaald door de voornoemde wet van 08.07.1976 ;

Dit proces-verbaal zal in tweevoud overgemaakt worden aan het College vermeld bij artikel 83 quinquies § 2 van de bijzondere wet van 12.01.1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, overeenkomstig de bepalingen van artikel 18 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en artikel 15 van het koninklijk besluit van 22.11.1976 betreffende de verkiezing van de leden van de raden der plaatselijke openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Namens de Gemeenteraad,
De Gemeentesecretaris, De Gemeenteraadsleden-bijzitters, De Burgemeester,

G. MATHOT A. DE BAUW A. PIRSON W. DRAPS

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 § 2 van de wet van 08.07.1976 en artikel 14 van het koninklijk besluit van 22.11.1976, maakt Dhr. Burgemeester, in openbare vergadering, het resultaat bekend van de verkiezing van de effectieve leden en de opvolgers van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, zoals hiervoor in het proces-verbaal vermeld.

Marchés de travaux, de fournitures et de services - Marchés relatifs à la gestion journalière de la commune - Application de l'article 234 alinéa 2 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés - Délégation de pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 alinéa 2 ;

Considérant que le Conseil communal choisit le mode de passation des marchés de travaux, de fournitures et de services et en fixe les conditions ;

Considérant que le Conseil communal peut déléguer ces pouvoirs au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget, pour les marchés publics relatifs à la gestion journalière de la commune ;

Considérant que, dans le but d'accélérer, d'alléger et d'assouplir la procédure des marchés publics, il convient que le Conseil communal fasse usage de cette faculté de délégation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité, de déléguer ses pouvoirs en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics de travaux, de fournitures et de services au Collège des Bourgmestre et Echevins, dans les limites des crédits inscrits à cet effet au budget, pour les marchés publics relatifs à la gestion journalière de la commune.

Opdrachten van werken, leveringen en diensten - Opdrachten met betrekking tot het dagelijks beheer van de gemeente - Toepassing van artikel 234 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten - Delegatie van bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 alinea 2 ;

Overwegende dat de Gemeenteraad de gunningswijze van de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten kiest en er de voorwaarden van vaststelt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad deze bevoegdheden aan het College van Burgemeester en Schepenen mag overdragen, binnen de perken van de daartoe op de begroting voorziene kredieten voor de overheidsopdrachten betreffende het dagelijks beheer van de gemeente ;

Overwegende dat het aangewezen is dat de Gemeenteraad van deze overdrachtsmogelijkheid gebruik maakt teneinde de procedure van de overheidsopdrachten te versnellen, te verlichten en te versoepelen ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT eenparig, zijn bevoegdheden met betrekking tot de keuze van gunningswijze en de vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

17/17.12.2012/A/0005

86/17.12.2012/A/0006

aan het College van Burgemeester en Schepenen over te dragen, binnen de perken van de daartoe op de begroting voorziene kredieten voor de overheidsopdrachten betreffende het dagelijks beheer van de gemeente.

Hôtel communal - Remplacement de pompes générales de chauffage - Marché de travaux - Procédure négociée - Exercice 2011 - Extension de marché - Remplacement de vannes d'isolation - Procédure négociée - Prise de connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension de marché - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu sa délibération du 26.05.2011 décidant, entre autres, de modifier la description du travail 009 du programme extraordinaire de l'exercice 2011 inscrit à l'article 1370/724-60 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 26.200,00 EUR la définition existante "Hôtel communal - Rénovation des installations sanitaires et remplacement de cylindres de portes" et en ajoutant pour un montant de 26.200,00 EUR la définition nouvelle "Hôtel communal - Rénovation des installations sanitaires, remplacement de cylindres de portes et remplacement de pompes générales de chauffage", de choisir, comme mode de passation du marché n° E009.01/TP.CL-AW/2011.102 relatif au remplacement de pompes générales de chauffage de l'hôtel communal au cours de l'année 2011, la procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure et de consulter au minimum 3 firmes en application de l'article 17 § 1 et § 2, 1°, a) de la loi du 24.12.1993 et d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 21.650,00 EUR, hors T.V.A., soit 26.196,50 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 12.07.2011 décidant de fixer la liste des firmes à consulter pour l'attribution dudit marché ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.08.2011 décidant, entre autres, d'une part, d'attribuer ledit marché à la S.A. SPX FLOW TECHNOLOGY BELGIUM, Evenbroekveld 2-4, 9420 Erpe-Mere, B.C.E. 0459.263.029, pour un montant de 19.980,00 EUR, hors T.V.A., soit 24.175,80 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 1°, a) de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 24.200,00 EUR à l'article 1370/724-60 (travail 009) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 en faveur de la firme susmentionnée ;

Vu sa délibération du 26.04.2012 décidant de modifier la description du travail 006 du programme extraordinaire de l'exercice 2012 inscrit à l'article 1370/724-60 du service extraordinaire du budget dudit exercice en remplaçant la définition existante "Magasin communal - Travaux d'installation d'un système de récupération et de distribution d'eau de pluie et de locaux de stockage" par une nouvelle définition "Magasin communal - Installation d'un système de récupération et de distribution d'eau de pluie - Agrandissement de lieux de stockage - Réaménagement des douches pour le personnel" ;

Vu sa délibération du 15.11.2012 décidant :

- 1.- de modifier la description du travail 006 du programme extraordinaire de l'exercice 2012 inscrit à l'article 1370/724-60 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 10.000,00 EUR la définition existante "Magasin communal - Installation d'un système de récupération et de distribution d'eau de pluie - Agrandissement de lieux de stockage - Réaménagement des douches pour le personnel" et en ajoutant pour un montant de 10.000,00 EUR la définition nouvelle "Hôtel communal - Remplacement de pompes générales de chauffage - Extension de marché - Remplacement de vannes d'isolation" ;
- 2.- de financer la dépense au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires FRE-F.060 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.11.2012 décidant, entre autres, d'une part, d'attribuer à la S.A. SPX FLOW TECHNOLOGY BELGIUM pour un montant de 8.190,00 EUR, hors T.V.A., soit 9.909,90 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, des travaux en extension dudit marché, à savoir le remplacement de vannes d'isolation à l'hôtel communal et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 10.000,00 EUR à l'article 1370/724-60 (travail 006) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 en faveur de la firme susmentionnée ;

Considérant que l'attribution desdits travaux en extension de marché entraîne une augmentation cumulée de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de prendre connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché précité, conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant que les crédits engagés ainsi que le financement correspondant sont suffisants afin de

couvrir l'ensemble de la dépense résultant dudit marché et de son extension ;

PREND CONNAISSANCE du montant de la dépense résultant de l'extension du marché n° E009.01/TP.CL-AW/2011.102 de l'exercice 2011 relatif au remplacement de pompes générales de chauffage de l'hôtel communal, prise de connaissance conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial, à savoir :

		C.B.E.	Libellé	Attribution hors T.V.A.
A	Marché initial	02.08.2011	Hôtel communal - Remplacement de pompes générales de chauffage	19.980,00 EUR
B	Extension 1	20.11.2012	Hôtel communal - Remplacement de pompes générales de chauffage - Remplacement de vannes d'isolation	9.909,90 EUR
B	Total B			9.909,90 EUR
	Rapport B/A			49,60 %

Gemeentehuis - Vervanging van hoofdpompen voor de verwarming - Opdracht voor aanneming van werken - Onderhandelingsprocedure - Dienstjaar 2011 - Uitbreiding van opdracht - Vervangen van afsluiters - Onderhandelingsprocedure - Kennisneming van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de opdracht - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op zijn beraadslaging van 26.05.2011 waarbij besloten wordt, onder andere, de beschrijving van het werk 009 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2011 ingeschreven op het artikel 1370/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Gemeentehuis - Vernieuwing van sanitaire installaties en vervanging van deurbuizen" te verminderen voor een bedrag van 26.200,00 EUR en door de nieuwe definitie "Gemeentehuis - Vernieuwing van sanitaire installaties, vervanging van deurbuizen en vervanging van hoofdpompen voor de verwarming" voor een bedrag van 26.200,00 EUR bij te voegen, als gunningswijze van de opdracht nr. E009.01/TP.CL-AW/2011.102 betreffende de vervanging van hoofdpompen voor de verwarming van het gemeentehuis in de loop van het jaar 2011, de onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure te kiezen en ten minste 3 firma's te raadplegen in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 1°, a) van de wet van 24.12.1993 en, in het kader van deze opdracht, de opmeting, het bestek en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 21.650,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 26.196,50 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 12.07.2011 waarbij besloten wordt de lijst van de te raadplegen firma's vast te stellen met het oog op de gunning van deze opdracht ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.08.2011 waarbij besloten wordt, onder andere, enerzijds, deze opdracht te gunnen aan de N.V. SPX FLOW TECHNOLOGY BELGIUM, Evenbroekveld 2-4, 9420 Erpe-Mere, K.B.O. 0459.263.029, mits de som van 19.980,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 24.175,80 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 1°, a) van de wet van 24.12.1993 en, anderzijds, terzake een krediet van 24.200,00 EUR vast te leggen op het artikel 1370/724-60 (werk 009) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 ten gunste van de bovenvermelde firma ;

Gelet op zijn beraadslaging van 26.04.2012 waarbij besloten wordt de beschrijving van het werk 006 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2012 ingeschreven op het artikel 1370/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Gemeentemagazijn - Installatie van een recuperatie- en distributiesysteem van regenwater en van opbergplaatsen" door een nieuwe definitie "Gemeentemagazijn - Installatie van een recuperatie- en distributiesysteem van regenwater - Vergroting van opbergplaatsen - Heraanleg van de douches voor het personeel" te vervangen ;

Gelet op zijn beraadslaging van 15.11.2012 waarbij besloten wordt :

- 1.- de beschrijving van het werk 006 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2012 ingeschreven op het artikel 1370/724-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Gemeentemagazijn - Installatie van een recuperatie- en distributiesysteem van regenwater - Vergroting van opbergplaatsen - Heraanleg van de douches voor het personeel" te verminderen voor een bedrag van 10.000,00 EUR en door de nieuwe definitie "Gemeentehuis - Vervanging van hoofdpompen voor de verwarming - Uitbreiding van opdracht - Vervangen van afsluiters" voor een bedrag van 10.000,00 EUR bij te voegen ;
- 2.- de uitgave te financieren door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen

BRF-F.060 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.11.2012 waarbij besloten wordt, enerzijds, aan de N.V. SPX FLOW TECHNOLOGY BELGIUM, mits de som van 8.190,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 9.909,90 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, werken in uitbreiding van bovenvermelde opdracht te gunnen, te weten de vervanging van afsluiters in het gemeentehuis en, anderzijds, terzake een krediet van 10.000,00 EUR vast te leggen op het artikel 1370/724-60 (werk 006) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2012 ten gunste van de bovenvermelde firma ;

Overwegende dat de gunning van huidige werken in uitbreiding van opdracht een cumulerende verhoging van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht met zich meebrengt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van voornoemde opdracht overeenkomstig de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens de uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht ;

Overwegende dat de vastgelegde kredieten en de overeenstemmende financiering voldoende zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht en zijn uitbreiding te dekken ;

NEEMT KENNIS van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht nr. E009.01/TP.CL-AW/2011.102 van het dienstjaar 2011 betreffende de vervanging van hoofdpompen voor de verwarming van het gemeentehuis, kennisneming in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens zijn uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de oorspronkelijke opdracht, te weten :

		C.B.S.	Beschrijving	Gunning B.T.W. exclusief
A	Oorspronkelijke opdracht	02.08.2011	Gemeentehuis - Vervanging van hoofdpompen voor de verwarming	19.980,00 EUR
B	Uitbreiding 1	20.11.2012	Gemeentehuis - Vervanging van hoofdpompen voor de verwarming - Vervanging van afsluiters	9.909,90 EUR
B	Totaal B			9.909,90 EUR
	Verhouding B/A			49,60 %

86/17.12.2012/A/0007

Hôtel communal - Remplacement des châssis par la pose de double vitrage isolant (phase 2) - Marché de travaux - Appel d'offre général - Exercice 2011 - Extension de marché - Procédure négociée - Prise de connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236 ;

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 § 1 en § 2, 2°, a) ;

Vu sa délibération du 30.06.2011 décidant, d'une part, de choisir, comme mode de passation du marché n° E014.02/TP.CL-JLDS/2011.087 relatif au remplacement des châssis de l'hôtel communal par la pose de double vitrage isolant (phase 2) au cours de l'année 2011, l'appel d'offre général en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant global de 330.300,00 EUR, hors T.V.A., soit 399.663,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.12.2011 décidant, entre autres, d'une part, d'attribuer le lot 1 dudit marché à la S.A. BEAVER, Woluwelaan 8, 1831 Diegem, B.C.E. 0417.279.944, moyennant la somme de 153.100,00 EUR, hors T.V.A., soit 185.251,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, par voie d'appel d'offre général en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993 et de ne pas attribuer le lot 2 dudit marché en raison du fait que la seule offre régulière au niveau des exigences administratives n'est pas conforme et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 275.000,00 EUR à l'article 1370/724-60 (travail 014) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 - budget de base et MB. 02 en faveur de la firme précitée ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.12.2012 décidant d'attribuer à la S.A. BEAVER pour un montant de 20.940,00 EUR, hors T.V.A., soit 25.337,40 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de

la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, divers travaux non prévus en extension du marché n° E014.02/TP.CL-JLDS/2011.087 de l'exercice 2011, à savoir le placement de châssis au service de la Population ;

Considérant que l'attribution desdits travaux en extension de marché entraîne une augmentation cumulée de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de prendre connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché précité, conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant que les crédits engagés ainsi que le financement correspondant sont suffisants afin de couvrir l'ensemble de la dépense résultant dudit marché et de son extension ;

PREND CONNAISSANCE du montant de la dépense résultant de l'extension du marché n° E014.02/TP.CL-JLDS/2011.087 de l'exercice 2011 relatif au remplacement des châssis de l'hôtel communal par la pose de double vitrage isolant (phase 2), prise de connaissance conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial, à savoir :

		C.B.E.	Libellé	Attribution hors T.V.A.
A	Marché initial	20.12.2011	Remplacement des châssis de l'hôtel communal par la pose de double vitrage isolant (phase 2)	153.100,00 EUR
B	Extension 1	01.12.2012	Placement de châssis au service de la Population	20.940,00 EUR
B	Total B			20.940,00 EUR
	Rapport B/A			13,68 %

Gemeentehuis - Vervanging van de ramen door de plaatsing van isolerende dubbele beglazing (fase 2) - Opdracht voor aanneming van werken - Algemene offerteaanvraag - Dienstjaar 2011 - Uitbreiding van opdracht - Onderhandelingsprocedure - Kennisneming van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 236 ;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) ;

Gelet op zijn beraadslaging van 30.06.2011 waarbij besloten wordt, enerzijds, als gunningswijze van de opdracht nr. E014.02/TP.CL-JLDS/2011.087 betreffende de vervanging van de ramen van het gemeentehuis door de plaatsing van isolerende dubbele beglazing (fase 2) in de loop van het jaar 2011, de algemene offerteaanvraag te kiezen in toepassing van de artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993, en, anderzijds, in het kader van deze opdracht, het bestek, de opmeting en de globale raming goed te keuren, raming ten bedrage van 330.300,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 399.663,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.12.2011 waarbij besloten wordt, onder andere, enerzijds, perceel 1 van deze opdracht te gunnen aan de N.V. BEAVER, Woluwelaan 8, 1831 Diegem, K.B.O. 0417.279.944, mits de som van 153.100,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 185.251,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, via algemene offerteaanvraag in toepassing van artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993 en perceel 2 van deze opdracht niet te gunnen omdat de enige regelmatige offerte in het kader van de administratieve bepalingen technisch niet conform is en, anderzijds, terzake een krediet van 275.000,00 EUR op het artikel 1370/724-60 (werk 014) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 - basisbegroting en BW. 02 vast te leggen ten gunste van de bovenvermelde firma ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 01.12.2012 waarbij besloten wordt aan de N.V. BEAVER, voor een bedrag van 20.940,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 25.337,40 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende niet voorziene werken in uitbreiding van deze opdracht nr. E014.02/TP.CL-JLDS/2011.087 van het dienstjaar 2011 te gunnen, met name het plaatsen van ramen in de Bevolkingsdienst ;

Overwegende dat de gunning van huidige werken in uitbreiding van opdracht een cumulerende verhoging van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht met zich meebrengt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van voornoemde opdracht overeenkomstig de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens de uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht ;

Overwegende dat de vastgelegde kredieten en de overeenstemmende financiering voldoende zullen zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht en zijn uitbreiding te dekken ;

NEEMT KENNIS van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht nr. E014.02/TP.CL-JLDS/2011.087 van het dienstjaar 2011 betreffende de vervanging van de ramen van het gemeentehuis door de plaatsing van isolerende dubbele beglazing (fase 2) in de loop van het jaar 2011, kennisneming in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens zijn uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de oorspronkelijke opdracht, te weten :

		C.B.S.	Beschrijving	Gunning B.T.W. exclusief
A	Oorspronkelijke opdracht	20.12.2011	Vervanging van de ramen van het gemeentehuis door de plaatsing van isolerende dubbele beglazing (fase 2)	153.100,00 EUR
B	Uitbreiding 1	01.12.2012	Plaatsen van ramen in de Bevolkingsdienst	20.940,00 EUR
B	Totaal B			20.940,00 EUR
	Verhouding B/A			13,68 %

86/17.12.2012/A/0008

Avenue Grandchamp - Phase 2 - Tronçon entre la rue au Bois et l'avenue de l'Aviation - Réaménagement de la voirie - Marché de travaux - Adjudication publique - Exercice 2010 - Insuffisance de crédits - Modification de la description de travaux du programme extraordinaire - Financement - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 234 alinéa 1 ;

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 § 1 et § 2, 1°, a) ;

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996, tel que modifié, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26.09.1996, tel que modifié, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant que les crédits engagés à l'article 4210/731-60 (travail 023) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2010 sont insuffisants pour couvrir l'ensemble de la dépense résultant du marché initial n° 023.01/TP.CL-MVE/2010.103 de l'exercice 2010 relatif au réaménagement de la voirie de l'avenue Grandchamp (phase 2), entre la rue au Bois et l'avenue de l'Aviation ;

Considérant que les crédits inscrits à l'article 4210/731-60 (travail 011) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2012 peuvent être utilisés à cet effet à raison de 30.000,00 EUR moyennant modification de la description dudit travail ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- de modifier la description du travail 011 du programme extraordinaire de l'exercice 2012 inscrit à l'article 4210/731-60 du service extraordinaire du budget dudit exercice en réduisant pour un montant de 30.000,00 EUR la définition existante "Cité Jardin de Joli-Bois - Réaménagement de la voirie (phase 1)" et en ajoutant pour un montant de 30.000,00 EUR la définition nouvelle "Avenue Grandchamp - Phase 2 - Tronçon entre la rue au Bois et l'avenue de l'Aviation - Réaménagement de la voirie" ;
- 2.- de financer la dépense au moyen d'un emprunt à conclure auprès d'un organisme financier.

Grootveldlaan - Fase 2 - Deel tussen de Bosstraat en de Luchtvaartlaan - Heraanleg van de wegen - Opdracht voor aanneming van werken - Openbare aanbesteding - Dienstjaar 2010 - Gebrek aan kredieten - Wijziging van de beschrijving van werken van het buitengewoon programma - Financiering - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name de artikels 117 en 234 alinea 1 ;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige

opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name het artikel 17 § 1 en § 2, 1°, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 08.01.1996, zoals gewijzigd, betreffende de opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26.09.1996, zoals gewijzigd, tot bepaling van algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Overwegende dat de vastgelegde kredieten op het artikel 4210/731-60 (werk 023) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2010 onvoldoende zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit de oorspronkelijke opdracht nr. E023.01/TP.CL-MVE/2010.103 van het dienstjaar 2010 betreffende de heraanleg van het deel van de wegen van Grootveldlaan (fase 2), tussen de Bosstraat en de Luchtvaartlaan te dekken ;

Overwegende dat de kredieten ingeschreven op het artikel 4210/731-60 (werk 011) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2012 terzake mogen gebruikt worden naar rato van 30.000,00 EUR mits wijziging van de beschrijving van dit werk ;

BESLUIT eenparig :

- 1.- de beschrijving van het werk 011 van het buitengewoon programma van het dienstjaar 2012 ingeschreven op het artikel 4210/731-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het voormeld dienstjaar te wijzigen door de bestaande definitie "Tuinwijk Mooi-Bos - Heraanleg van de wegen (fase 1)" te verminderen voor een bedrag van 30.000,00 EUR en door de nieuwe definitie "Grootveldlaan - Fase 2 - Deel tussen de Bosstraat en de Luchtvaartlaan - Heraanleg van de wegen" voor een bedrag van 30.000,00 EUR bij te voegen ;
- 2.- de uitgave te financieren door middel van een lening aan te gaan bij een financieel instelling.

86/17.12.2012/A/0009

Enseignement primaire - Ecole de Stockel - Etude pour la construction de classes supplémentaires - Marché de services - Procédure négociée avec publicité - Exercice 2010 - Extension de marché - Procédure négociée - Prise de connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236 ;

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 § 1 en § 2, 2°, a) ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.06.2010 décidant, entre autres, d'une part, dans le cadre du marché de l'exercice 2010 relatif à l'étude pour la construction de classes supplémentaires à l'école primaire de Stockel, d'attribuer ledit marché à la société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX & ASS., avenue Kersbeek 17, 1190 Bruxelles, B.C.E. 0474.678.705, moyennant le taux d'honoraires de 4,50 %, par voie de procédure négociée en respectant les règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 3, 4° de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 50.000,00 EUR à l'article 7220/723-60 (travail 038) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2010 en faveur de la firme précitée ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 29.12.2010 décidant de revoir sa délibération du 29.06.2010, portant notamment attribution du marché susmentionné, en remplaçant au point 4.- de la partie décisionnelle le numéro de travail 038 par le numéro de travail 114 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.08.2012 décidant, dans le cadre dudit marché, d'une part, d'accepter le transfert du contrat en cours relatif audit marché, transfert de la société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX & ASS., avenue Kersbeek 17, 1190 Bruxelles, B.C.E. 0474.678.705, à la société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, avenue Minerve 17 bte 119, 1190 Bruxelles, B.C.E. 0844.011.648, moyennant reprise par cette dernière de l'ensemble des droits et obligations du contrat et, d'autre part, de transférer le solde d'un montant de 30.943,68 EUR de l'engagement n° 1723 réalisé à l'article 7220/723-60 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2010, reporté à l'exercice 2012, de la société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX & ASS., avenue Kersbeek 17, 1190 Bruxelles, B.C.E. 0474.678.705, à la société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, avenue Minerve 17 bte 119, 1190 Bruxelles, B.C.E. 0844.011.648 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.09.2012 décidant d'approuver, dans le cadre dudit marché, les frais d'honoraires supplémentaires de la société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, relatifs à diverses prestations effectuées concernant la direction des travaux en vue de la bonne exécution du marché n° E031.01/TP.SV-PS/2011.031-1 de l'exercice 2011 relatif à la construction de classes supplémentaires à l'école primaire de Stockel, pour un montant d'honoraires de 1.707,45 EUR, hors T.V.A., soit 2.066,02 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.12.2012 décidant d'attribuer à la

société civile à forme de S.P.R.L. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, avenue Minerve 17 bte 119, 1190 Bruxelles, B.C.E. 0844.011.648, moyennant la somme forfaitaire de 2.200,00 EUR, hors T.V.A., soit 2.662,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, des services en extension du marché de l'exercice 2010 relatif à l'étude pour la construction de classes supplémentaires à l'école primaire de Stockel, à savoir l'intervention d'un conseiller PEB au cours de l'année 2012 afin de permettre la réalisation d'études relatives à la prestation énergétique du bâtiment concerné ;

Considérant que l'attribution desdits travaux en extension de marché entraîne une augmentation cumulée de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de prendre connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché précité, conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant que les crédits engagés ainsi que le financement correspondant sont suffisants afin de couvrir l'ensemble de la dépense résultant dudit marché et de son extension ;

PREND CONNAISSANCE du montant de la dépense résultant de l'extension du marché de l'exercice 2010 relatif à l'étude pour la construction de classes supplémentaires à l'école primaire de Stockel, prise de connaissance conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial, à savoir :

		C.B.E.	Libellé	Attribution hors T.V.A.
A	Marché initial	29.06.2010	Etude pour la construction de classes supplémentaires à l'école primaire de Stockel	30.465,40 EUR
B	Extension 1	11.09.2012	Frais d'honoraires supplémentaires	1.707,45 EUR
B	Extension 2	11.12.2012	Intervention d'un conseiller PEB	2.200,00 EUR
B	TOTAL B			3.907,45 EUR
	Rapport B/A			12,83 %

Lager onderwijs - School van Stokkel - Studie voor de bouw van bijkomende klassen - Opdracht voor aanneming van diensten - Onderhandelingsprocedure met bekendmaking - Dienstjaar 2010 - Uitbreiding van opdracht - Onderhandelingsprocedure - Kennisneming van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 236 ;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.06.2010 waarbij besloten wordt, onder andere, enerzijds, in het kader van de opdracht van het dienstjaar 2010 betreffende de studie voor de bouw van bijkomende klassen in de lagere school van Stokkel, deze opdracht te gunnen aan de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX & ASS., Kersbeeklaan 17, 1190 Brussel, K.B.O. 0474.678.705, mits een ereloon van 4,50 %, via onderhandelingsprocedure met naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 3, 4° van de wet van 24.12.1993 en, anderzijds, terzake een krediet van 50.000,00 EUR vast te leggen op het artikel 7220/723-60 (werk 038) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2010 ten gunste van de voornoemde firma ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 29.12.2010 waarbij besloten wordt zijn beraadslaging van 29.06.2010, houdende namelijk gunning van bovenvermelde opdracht, te herzien, bij vervanging van punt 4.- van het beslissingsdeel het werknummer 038 door het werknummer 114 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 01.08.2012 waarbij besloten wordt, in het kader van deze opdracht, enerzijds, de overbrenging van de lopende overeenkomst betreffende deze opdracht te aanvaarden, overbrenging van de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX & ASS., Kersbeeklaan 17, 1190 Brussel, K.B.O. 0474.678.705, aan de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, Minervelaan 17 bus 119, 1190 Brussel, K.B.O. 0844.011.648, mits de

herneming door deze laatstgenoemde van het geheel van de rechten en verplichtingen van de overeenkomst en, anderzijds, het saldo ten bedrage van 30.943,68 EUR van de vastlegging nr. 1723 vastgelegd op het artikel 7220/723-60 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2010, overgenomen naar de dienstjaar 2012, van de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX & ASS., Kersbeeklaan 17, 1190 Brussel, K.B.O. 0474.678.705, over te brengen naar de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, Minervelaan 17 bus 119, 1190 Brussel, K.B.O. 0844.011.648 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2012 waarbij besloten wordt, in het kader van deze opdracht, supplementaire erelonen van de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX te aanvaarden, betreffende diverse dienstverleningen uitgevoerd voor de directie van de werken met het oog op de goede uitvoering van de opdracht nr. E031.01/TP.SV-PS/2011.031-1 van het dienstjaar 2011 betreffende de bouw van supplementaire klassen in de lagere school van Stokkel, voor een ereloon van 1.707,45 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 2.066,02 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.12.2012 waarbij besloten wordt, aan de burgerlijke vennootschap in de vorm van de B.V.B.A. BUREAU D'ARCHITECTURE MARIONEX, Minervelaan 17 bus 119, 1190 Brussel, K.B.O. 0844.011.648, mits de forfaitaire som van 2.200,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 2.662,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, diensten in uitbreiding van de opdracht van het dienstjaar 2010 betreffende de studie voor de bouw van bijkomende klassen in de lagere school van Stokkel te gunnen, te weten de tussenkomst van een EPB adviseur in de loop van het dienstjaar 2012 om de uitvoering van studies betreffende de energieprestatie van het desbetreffende gebouw mogelijk te maken ;

Overwegende dat de gunning van huidige werken in uitbreiding van opdracht een cumulerende verhoging van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht met zich meebrengt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van voornoemde opdracht overeenkomstig de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens de uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht ;

Overwegende dat de vastgelegde kredieten en de overeenstemmende financiering voldoende zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht en zijn uitbreiding te dekken ;

NEEMT KENNIS van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht van het dienstjaar 2010 betreffende de studie voor de bouw van bijkomende klassen in de lagere school van Stokkel, kennismaking in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens zijn uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de oorspronkelijke opdracht, te weten :

		C.B.S.	Beschrijving	Gunning B.T.W. exclusief
A	Oorspronkelijke opdracht	29.06.2010	Studie voor de bouw van bijkomende klassen in de lagere school van Stokkel	30.465,40 EUR
B	Uitbreiding 1	11.09.2012	Supplementaire erelonen	1.707,45 EUR
B	Uitbreiding 2	11.12.2012	Tussenkomst van een EPB-adviseur	2.200,00 EUR
B	Totaal B			3.907,45 EUR
	Verhouding B/A			12,83 %

86/17.12.2012/A/0010

Centre Communautaire de Joli-Bois - Rénovation des installations de chauffage - Marché de travaux - Demande de subsides - Engagement complémentaire de la commune - Mode d'engagement des crédits - Exercices 2013 à 2017

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la lettre du 27.01.2012 par laquelle le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale informe l'administration communale que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a retenu le projet n° 101 relatif au remplacement des chaudières et de la régulation du chauffage du Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100, dans le cadre de l'enveloppe "Utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments appartenant aux communes et aux C.P.A.S." ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28.06.2012 décidant, en application de l'ordonnance du 16.07.1998 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relative à l'octroi de subsides destinés à

encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, d'approuver la proposition de programme triennal d'investissement et de développement 2010-2012, dont le projet n° 101 relatif au remplacement des chaudières et de la régulation du chauffage du Centre communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 28.06.2012 décidant :

- 1.- de choisir, comme mode de passation du marché n° 2012.102/A//2012.E044.01/TP.CL-OVS relatif à la rénovation des installations de chauffage au Centre Communautaire de Joli-Bois au cours de l'année 2012, l'adjudication publique en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993 ;
- 2.- d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 122.400,00 EUR, hors T.V.A., soit 148.104,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;
- 3.- de financer la dépense au moyen de subsides à obtenir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 4.- de solliciter les subsides nécessaires auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 5.- de s'engager en conséquence à ne pas aliéner, pendant une période de 20 ans, le bâtiment du Centre Communautaire de Joli-Bois qui appartient au domaine public et est situé sur le territoire de la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;
- 6.- de s'engager en conséquence de ne pas modifier, pendant une période de 20 ans, l'affectation dudit bâtiment, sans en avertir au préalable l'autorité régionale ;

Vu la lettre du 20.09.2012 par laquelle le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale informe l'administration communale que le dossier de demande d'accord de principe d'octroi de subside relatif audit projet n'est pas complet et qu'il manque, entre autres, un programme d'entretien approuvé par le Conseil communal portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des travaux ;

Considérant que les crédits nécessaires feront l'objet d'une proposition au Conseil communal d'inscription à l'article 7620/125-06 du service ordinaire du budget des exercices 2013 à 2017 à soumettre à l'approbation de l'autorité de tutelle ;

DECIDE à l'unanimité, dans le cadre du projet n° 101 du Programme Triennal d'Investissement 2010-2012 relatif au remplacement des chaudières et de la régulation du chauffage du Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100, et sous réserve d'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires à l'article 7620/125-06 du service ordinaire du budget des exercices 2013 à 2017 et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- 1.- d'approuver comme suit le programme d'entretien portant sur les cinq années qui suivent la réception définitive des travaux dudit marché :

Exercice	Libellé	Prévision financière Montant hors T.V.A.
2013	Entretien des chaudières situées au Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100	600,00 EUR
2014	Entretien des chaudières situées au Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100	600,00 EUR
2015	Entretien des chaudières situées au Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100	600,00 EUR
2016	Entretien des chaudières situées au Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100	600,00 EUR
2017	Entretien des chaudières situées au Centre Communautaire de Joli-Bois, avenue du Haras 100	600,00 EUR

- 2.- de prévoir l'inscription des crédits nécessaires à l'article 7620/125-06 du service ordinaire du budget des exercices 2013 à 2017 afin de couvrir la dépense résultant dudit programme d'entretien.

Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos - Vernieuwing van de verwarmingsinstallaties - Opdracht voor aanneming van werken - Aanvraag tot toelagen - Bijkomende verbintenis van de gemeente - Vastleggingswijze van de kredieten - Dienstjaren 2013 tot 2017

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de brief van 27.01.2012 waarbij de Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeente inlicht dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het project nr. 101 betreffende de vernieuwing van de stookplaats en van het geheel van de regulatieuitrustingen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100, weerhouden heeft in het kader van de enveloppe "Rationeel Energieverbruik in de gebouwen die aan de gemeenten of de O.C.M.W.'s toebehoren" ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.06.2012 waarbij besloten wordt, in toepassing van de ordonnantie van 16.07.1998 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de toekenning van subsidies bestemd om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, het voorstel van het

driejarig investerings- en ontwikkelingsprogramma voor de periode 2010-2012, goed te keuren, waaronder het project nr. 101 betreffende de vernieuwing van de stookplaats en van het geheel van de regulatieuitrustingen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100 ;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28.06.2012 waarbij besloten wordt :

- 1.- als gunningswijze van de opdracht nr. 2012.102/A//2012.E044.01/TP.CL-OVS betreffende de vernieuwing van de verwarmingsinstallaties in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos in de loop van het jaar 2012, de openbare aanbesteding te kiezen in toepassing van de artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993 ;
- 2.- in het kader van deze opdracht, het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 122.400,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 148.104,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;
- 3.- de uitgave te financieren door middel van toelagen van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- 4.- de toelagen aan te vragen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
- 5.- dientengevolge de verbintenis aan te gaan de zate van het gebouw van het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos die tot het openbaar domein behoort en gelegen is op het grondgebied van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe, voor een periode van 20 jaar, niet te vervreemden ;
- 6.- dientengevolge de verbintenis aan te gaan de bestemming van dit gebouw, voor een periode van 20 jaar, niet te wijzigen, zonder de gewestelijke overheid hiervan op voorhand op de hoogte te hebben gesteld ;

Gelet op de brief van 20.09.2012 waarbij de Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeente inlicht dat het dossier van aanvraag om principiële instemming voor de toekenning van subsidie betreffende dit project niet volledig is en dat er een onderhoudsprogramma goedgekeurd door de Gemeenteraad en gesteund op de vijf jaren na de definitieve oplevering van de werken ontbreekt ;

Overwegende dat de nodige kredieten het voorwerp zullen uitmaken van een voorstel aan de Gemeenteraad van inschrijving op het artikel 7620/125-06 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2013 tot 2017 onder voorbehoud van goedkeuring door de toezichthoudende overheid ;

BESLUIT eenparig, in het kader van het project nr. 101 van het driejarig investeringsprogramma 2010-2012 betreffende de vernieuwing van de stookplaats en van het geheel van de regulatieuitrustingen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100 en onder voorbehoud van inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten op artikel 7620/125-06 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2013 tot 2017 en van hun goedkeuring door de toezichthoudende overheid :

- 1.- het volgende onderhoudsprogramma, gesteund op de vijf jaren na de definitieve oplevering van de werken van deze opdracht, goed te keuren :

Dienstjaar	Beschrijving	Financiële raming Bedrag B.T.W. exclusief
2013	Onderhoud van de verwarmingsinstallaties gelegen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100	600,00 EUR
2014	Onderhoud van de verwarmingsinstallaties gelegen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100	600,00 EUR
2015	Onderhoud van de verwarmingsinstallaties gelegen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100	600,00 EUR
2016	Onderhoud van de verwarmingsinstallaties gelegen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100	600,00 EUR
2017	Onderhoud van de verwarmingsinstallaties gelegen in het Gemeenschapscentrum van Mooi-Bos, Stoeterijlaan 100	600,00 EUR

- 2.- de inschrijving van de nodige kredieten op het artikel 7620/125-06 van de gewone dienst van de begroting van de dienstjaren 2013 tot 2017 te voorzien om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze onderhoudsprogramma te dekken.

86/17.12.2012/A/0011

Crèche du Chant d'Oiseau - Travaux d'agrandissement - Marché de travaux - Adjudication publique - Exercice 2011 - Extensions de marché - Procédure négociée - Prise de connaissance du montant de la dépense résultant des extensions du marché - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236 ;

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 § 1 et § 2, 2^o, a) ;

Vu sa délibération du 13.10.2010 décidant, d'une part, de choisir, comme mode de passation du marché

n° E125.02/TP.CL-PS/2010.110 relatif aux travaux d'agrandissement de la crèche du Chant d'Oiseau au cours de l'année 2010, l'adjudication publique en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, les plans, le métré et le devis estimatif d'un montant de 306.267,66 EUR, hors T.V.A., soit 370.583,87 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.09.2011 décidant, sous réserve de la prise de connaissance par le Conseil communal du dépassement du devis estimatif résultant de l'attribution du marché et de l'inscription par le Conseil communal des crédits nécessaires, d'une part, d'attribuer ledit marché à la S.P.R.L. BUYSE, Spieveldstraat 19, 9160 Lokeren, B.C.E. 0438.710.709, moyennant la somme de 348.725,46 EUR, hors T.V.A., soit 421.957,81 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, par voie d'adjudication publique en application des articles 13 et 14 alinea 1 de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'engager un crédit de 465.000,00 EUR à l'article 8440/723-60 (travail 079) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 - budget de base et MB. 04 en faveur de la firme précitée ;

Vu sa délibération du 29.09.2011, d'une part, prenant connaissance du dépassement du devis estimatif résultant de l'attribution dudit marché, à savoir une attribution d'un montant de 421.957,81 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, pour un devis estimatif d'un montant de 370.583,87 EUR, T.V.A. de 21 % comprise et, d'autre part, décidant :

- 1.- de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'un crédit de dépense d'un montant de 65.000,00 EUR à l'article 8440/723-60 (travail 079) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 et, d'autre part, d'un crédit de recette d'un montant de 65.000,00 EUR à l'article 8440/995-51 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 ;
- 2.- de procéder à l'inscription budgétaire, d'une part, d'une réduction de crédit de dépense d'un montant de 65.000,00 EUR à l'article 9220/724-60 (travail 096) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 et, d'autre part, d'une réduction de crédit de recette d'un montant de 65.000,00 EUR à l'article 9220/995-51 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 ;
- 3.- de prévoir, lors des modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2011, l'intégration, dans la comptabilité budgétaire, de ces inscriptions de crédits ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.09.2012 décidant, entre autres, d'attribuer à la B.V.B.A. BUYSE, moyennant la somme de 18.450,00 EUR, hors T.V.A., soit 22.324,50 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, des travaux en extension dudit marché, à savoir le placement d'une nouvelle véranda ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.11.2012 d'un côté, d'une part, prenant connaissance de la diminution de quantités présumées dudit marché, sans aucune autre modification au marché de base et d'autre part, de la réduction concomitante du coût des travaux d'un montant de 13.331,25 EUR, hors T.V.A., soit 16.130,81 EUR, T.V.A. de 21 % comprise et, d'un autre côté, décidant d'attribuer à la B.V.B.A. BUYSE, moyennant la somme de 22.741,71 EUR, hors T.V.A., soit 27.517,47 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, divers travaux non prévisibles en extension dudit marché, à savoir divers travaux ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 d'un côté, d'une part, prenant connaissance de la diminution de quantités présumées dudit marché, sans aucune autre modification au marché de base et d'autre part, de la réduction concomitante du coût des travaux d'un montant de 760,00 EUR, hors T.V.A., soit 919,60 EUR, T.V.A. de 21 % comprise et, d'un autre côté, décidant d'attribuer à la B.V.B.A. BUYSE, moyennant la somme de 2.245,00 EUR, hors T.V.A., soit 2.716,45 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, divers travaux non prévisibles en extension dudit marché, à savoir divers travaux ;

Considérant que l'attribution de la présente extension de marché et des travaux antérieurs en extension de marché entraîne une augmentation cumulée de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de prendre connaissance du montant de la dépense résultant des extensions du marché précité, conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant que les crédits engagés ainsi que le financement correspondant sont suffisants afin de couvrir l'ensemble de la dépense résultant dudit marché et de ses compléments et extensions ;

PREND CONNAISSANCE du montant de la dépense résultant des extensions du marché n° E125.02/TP.CL-PS/2010.110 de l'exercice 2010 relatif aux travaux d'agrandissement de la crèche du Chant

d'Oiseau, prise de connaissance conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial, à savoir :

		C.B.E.	Libellé	Attribution hors T.V.A.
A	Marché initial	20.09.2011	Crèche du Chant d'Oiseau - Travaux d'agrandissement	348.725,46 EUR
B	Extension 1	11.09.2012	Crèche du Chant d'Oiseau - Placement d'une nouvelle véranda	18.450,00 EUR
B	Extension 2	13.11.2012	Crèche du Chant d'Oiseau - Divers travaux	22.741,21 EUR
B	Extension 3	27.11.2012	Crèche du Chant d'Oiseau - Divers travaux	3.444,10 EUR
B	Total B			44.635,31 EUR
	Rapport B/A			12,80 %

Kinderdagverblijf van Vogelzang - Uitbreidingswerken - Opdracht voor aanneming van werken - Openbare aanbesteding - Dienstjaar 2011 - Uitbreidingen van opdracht - Onderhandelingsprocedure - Kennisneming van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreidingen van opdracht - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 236 ;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) ;

Gelet op zijn beraadslaging van 13.10.2010 waarbij besloten wordt, enerzijds, als gunningswijze van de opdracht nr. E125.02/TP.CL-PS/2010.110 betreffende de uitbreidingswerken in het kinderdagverblijf van Vogelzang in de loop van het jaar 2010, de openbare aanbesteding te kiezen in toepassing van artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993, en, anderzijds, in het kader van deze opdracht, het bestek, de plannen, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 306.267,66 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 370.583,87 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.09.2011 waarbij besloten wordt, onder voorbehoud van kennisneming door de Gemeenteraad van de overschrijding van de raming voortvloeiend uit de gunning van deze opdracht en van de inschrijving door de Gemeenteraad van de nodige kredieten, enerzijds, aan de B.V.B.A. BUYSE, Spieveldstraat 19, 9160 Lokeren, K.B.O. 0438.710.709, mits de som van 348.725,46 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 421.957,81 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, via openbare aanbesteding in toepassing van artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993, de huidige opdracht te gunnen en, anderzijds, terzake een krediet van 465.000,00 EUR vast te leggen op het artikel 8440/723-60 (werk 079) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 - basisbegroting en BW. 04 ten gunste van de bovenvermelde firma ;

Gelet op zijn beraadslaging van 29.09.2011 waarbij, enerzijds, akte genomen wordt van de overschrijding van de raming voortvloeiend uit de gunning van de bovenvermelde opdracht, te weten een gunning ten bedrage van 421.957,81 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, tegen een raming van 370.583,87 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en, anderzijds, besloten wordt :

- 1.- tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een uitgavenkrediet van een bedrag van 65.000,00 EUR op het artikel 8440/723-60 (werk 079) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 en, anderzijds, van een ontvangstkrediet van een bedrag van 65.000,00 EUR op het artikel 8440/995-51 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 over te gaan ;
- 2.- tot de begrotingsinschrijving, enerzijds, van een vermindering van een uitgavenkrediet van een bedrag van 65.000,00 EUR op het artikel 9220/724-60 (werk 096) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 en, anderzijds, van een vermindering van een ontvangstkrediet van een bedrag van 65.000,00 EUR op het artikel 9220/995-51 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 over te gaan ;
- 3.- de opneming, in de begrotingsboekhouding, van deze inschrijvingen van kredieten tijdens de begrotingswijzigingen ter afsluiting van het dienstjaar 2011 te voorzien ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2012 waarbij, onder andere, besloten wordt aan de B.V.B.A. BUYSE, voor een totaal bedrag van 18.450,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 22.324,50 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in

toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende onvoorzienbare werken in uitbreiding van deze opdracht te gunnen, met name het plaatsen van een nieuwe veranda ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.11.2012 waarbij, aan de ene kant, akte genomen wordt, enerzijds van de verminderingen van hoeveelheden voorzien in deze opdracht, zonder enige andere wijziging aan de basisopdracht en, anderzijds, van de voortvloeiende daling van de werkkosten ten bedrage van 13.331,25 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 16.130,81 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen en, aan de andere kant, besloten wordt aan de B.V.B.A. BUYSE, voor een totaal bedrag van 22.741,71 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 27.517,47 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende niet voorziene werken in uitbreiding van deze opdracht te gunnen, met name diverse werken ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 waarbij, aan de ene kant, akte genomen wordt, enerzijds van de verminderingen van hoeveelheden voorzien in deze opdracht, zonder enige andere wijziging aan de basisopdracht en anderzijds van de voortvloeiende daling van de werkkosten ten bedrage van 760,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 919,60 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen en, aan de andere kant, besloten wordt aan de B.V.B.A. BUYSE, voor een totaal bedrag van 2.245,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 2.716,45 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende niet voorziene werken in uitbreiding van deze opdracht te gunnen, met name diverse werken ;

Overwegende dat de gunning van huidige en vorige werken in uitbreiding van opdracht een cumulerende verhoging van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht met zich meebrengt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van voornoemde opdracht overeenkomstig de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens de uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht ;

Overwegende dat de vastgelegde kredieten en de overeenstemmende financiering voldoende zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht en zijn aanvullingen en uitbreidingen te dekken ;

NEEMT KENNIS van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreidingen van de opdracht nr. E125.02/TP.CL-PS/2010.110 van het dienstjaar 2010 betreffende de uitbreidingswerken in het kinderdagverblijf van Vogelzang, kennisneming in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens zijn uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de oorspronkelijke opdracht, te weten :

		C.B.S.	Beschrijving	Gunning B.T.W. exclusief
A	Oorspronkelijke opdracht	20.09.2011	Kinderdagverblijf van Vogelzang - Uitbreidingswerken	348.725,46 EUR
B	Uitbreiding 1	11.09.2012	Kinderdagverblijf van Vogelzang - Plaatsen van een nieuwe veranda	18.450,00 EUR
B	Uitbreiding 2	13.11.2012	Kinderdagverblijf van Vogelzang - Diverse werken	22.741,21 EUR
B	Uitbreiding 3	27.11.2012	Kinderdagverblijf van Vogelzang - Diverse werken	3.444,10 EUR
B	Totaal B			44.635,31 EUR
	Verhouding B/A			12,80 %

86/17.12.2012/A/0012

Les Venelles - Réfection des voiries intérieures - Réparation des murs de soutènement et réaménagement des pistes pour services de secours - Marché de travaux - Adjudication publique - Exercice 2011 - Extension de marché - Procédure négociée - Prise de connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 236 ;

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) ;

Vu sa délibération du 28.04.2011 décidant, entre autres, d'une part, de choisir, comme mode de

passation du marché n° E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 relatif à la réparation des murs de soutènement et au réaménagement des pistes pour services de secours aux Venelles au cours de l'année 2011, l'adjudication publique en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993, avec possibilité de reconduction dans le sens de l'article 17 § 2, 2°, b) de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, le métré et le devis estimatif d'un montant de 247.927,00 EUR, hors T.V.A., soit 299.991,67 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 02.08.2011 décidant, entre autres, d'une part, d'attribuer ledit marché à la S.A. P.P.R. VIBED, Vondelen 52, 9450 Haaltert, B.C.E. 0406.412.083, moyennant la somme de 242.350,50 EUR, hors T.V.A., soit 293.244,11 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, par voie d'adjudication publique en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'engager à cet effet un crédit de 300.000,00 EUR à l'article 9220/725-60 (travail 098) du service extraordinaire du budget de l'exercice 2011 en faveur de la firme précitée ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 15.05.2012 décidant d'attribuer à la S.A. P.P.R. VIBED pour un montant de 16.860,95 EUR, hors T.V.A., soit 20.401,75 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, divers travaux imprévisibles en extension dudit marché ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.09.2012 décidant d'attribuer à la S.A. P.P.R. VIBED pour un montant de 8.625,00 EUR, hors T.V.A., soit 10.436,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, divers travaux imprévisibles en extension du marché n° E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 de l'exercice 2011, à savoir la livraison et le placement d'une rampe ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.11.2012 décidant, d'une part, d'attribuer à la S.A. P.P.R. VIBED pour un montant de 1.005,75 EUR, hors T.V.A., soit 1.216,96 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en extension de marché par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 2°, a) de la loi du 24.12.1993, divers travaux non prévus en extension du marché n° E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 de l'exercice 2011, à savoir le placement d'une nouvelle chambre d'évacuation et, d'autre part, d'accorder à la firme susmentionnée, en application de l'article 42 § 5 de l'annexe de l'arrêté royal du 26.09.1996, tel que modifié, une prolongation de 40 jours ouvrables du délai d'exécution du présent marché ;

Considérant que l'attribution desdits travaux en extension de marché entraîne une augmentation cumulée de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal de prendre connaissance du montant de la dépense résultant de l'extension du marché précité, conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial ;

Considérant que les crédits engagés ainsi que le financement correspondant seront suffisants afin de couvrir l'ensemble de la dépense résultant dudit marché et de son extension ;

PREND CONNAISSANCE du montant de la dépense résultant de l'extension du marché n° E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 de l'exercice 2011 relatif à la réparation des murs de soutènement et au réaménagement des pistes pour services de secours aux Venelles, prise de connaissance conformément aux dispositions de l'article 236 alinéa 2 de la nouvelle loi communale, telle que modifiée, visant toute modification du contrat en cours d'exécution entraînant une dépense supplémentaire de plus de 10 % du montant du marché initial, à savoir :

		C.B.E.	Libellé	Attribution hors T.V.A.
A	Marché initial	02.08.2011	Réparation des murs de soutènement et réaménagement des pistes pour services de secours aux Venelles	242.350,50 EUR
B	Extension 1	15.05.2012	Divers travaux	16.860,95 EUR
B	Extension 2	11.09.2012	Livraison et placement d'une rampe	8.625,00 EUR
B	Extension 3	20.11.2012	Placement d'une nouvelle chambre d'évacuation	1.005,75 EUR
B	Total B			26.491,71 EUR
	Rapport B/A			10,93 %

De Drevekens - Herstelling van binnenwegenis - Herstelling van de steunmuren en aanpassing van de toegangspaden voor de hulpdiensten - Opdracht voor aanneming van werken - Openbare aanbesteding - Dienstjaar 2011 - Uitbreiding van opdracht - Onderhandelingsprocedure - Kennisneming van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name het artikel 236 ;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) ;

Gelet op zijn beraadslaging van 28.04.2011 waarbij, onder andere, besloten wordt, enerzijds, als gunningswijze van de opdracht nr. E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 betreffende de herstelling van de steunmuren en de aanpassing van de toegangspaden voor de hulpdiensten in de Drevekens in de loop van het jaar 2011, de openbare aanbesteding te kiezen in toepassing van de artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993, met mogelijkheid tot verlenging in de zin van artikel 17 § 2, 2°, b) van de wet van 24.12.1993 en, anderzijds, in het kader van deze opdracht, het bestek, de opmeting en de raming goed te keuren, raming ten bedrage van 247.927,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 299.991,67 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 02.08.2011 waarbij, onder andere, besloten wordt, enerzijds, aan de N.V. P.P.R. VIBED, Vondelen 52, 9450 Haaltert, K.B.O. 0406.412.083, mits de som van 242.350,50 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 293.244,11 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, via openbare aanbesteding in toepassing van artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993, de huidige opdracht te gunnen en, anderzijds, terzake een krediet van 300.000,00 EUR vast te leggen op het artikel 9220/725-60 (werk 098) van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2011 ten gunste van de bovenvermelde firma ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 15.05.2012 waarbij besloten wordt, aan de N.V. P.P.R. VIBED, mits de som van 16.860,95 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 20.401,75 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende onvoorzienbare werken in uitbreiding van deze opdracht te gunnen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.09.2012 waarbij besloten wordt, aan de N.V. P.P.R. VIBED, mits de som van 8.625,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 10.436,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende onvoorzienbare werken in uitbreiding van de opdracht nr. E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 van het dienstjaar 2011 te gunnen, met name het leveren en het plaatsen van een leuning ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.11.2012 waarbij besloten wordt, enerzijds, aan de N.V. P.P.R. VIBED, voor een bedrag van 1.005,75 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 1.216,96 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitbreiding van opdracht via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 2°, a) van de wet van 24.12.1993, verschillende niet voorziene werken in uitbreiding van de opdracht nr. E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 van het dienstjaar 2011 te gunnen, met name het plaatsen van nieuwe afvoergeulen en, anderzijds, aan de bovenvermelde firma, in toepassing van het artikel 42 § 5 van de bijlage van het koninklijk besluit van 26.09.1996, zoals gewijzigd, een verlenging van 40 werkdagen van de contractuele uitvoeringstermijn van onderhavige opdracht toe te kennen ;

Overwegende dat de gunning van huidige werken in uitbreiding van opdracht een cumulerende verhoging van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht met zich meebrengt ;

Overwegende dat de Gemeenteraad moet kennis nemen van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van voornoemde opdracht overeenkomstig de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens de uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag van de basisopdracht ;

Overwegende dat de vastgelegde kredieten en de overeenstemmende financiering voldoende zullen zijn om het geheel van de uitgave voortvloeiend uit deze opdracht en zijn uitbreiding te dekken ;

NEEMT KENNIS van het bedrag van de uitgave voortvloeiend uit de uitbreiding van de opdracht nr. E098.01/TP.CL-MVE/2011.054 van het dienstjaar 2011 betreffende de herstelling van de steunmuren en de aanpassing van de toegangspaden voor de hulpdiensten in de Drevekens, kennisneming in overeenstemming met de bepalingen van het artikel 236 alinea 2 van de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd, tot iedere wijziging aan de overeenkomst tijdens zijn uitvoering die een bijkomende uitgave veroorzaakt van meer dan 10 % van het bedrag

van de oorspronkelijke opdracht, te weten :

		C.B.S.	Beschrijving	Gunning B.T.W. exclusief
A	Oorspronkelijke opdracht	02.08.2011	Herstelling van de steunmuren en aanpassing van de toegangspaden voor de hulpdiensten in de Drevekens	242.350,50 EUR
B	Uitbreiding 1	15.05.2012	Diverse werken	16.860,95 EUR
B	Uitbreiding 2	11.09.2012	Leveren en het plaatsen van een leuning	8.625,00 EUR
B	Uitbreiding 3	20.11.2012	Plaatsen van nieuwe afvoergeulen	1.005,75 EUR
B	Totaal B			26.491,50 EUR
	Verhouding B/A			10,93 %

50/17.12.2012/A/0013

Marchés de travaux, de fournitures et de services - Application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale - Choix du mode de passation et fixation des conditions du marché - Procédure négociée - Prise de connaissance de délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins - Financement - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 234 alinéa 3 ;

Vu la loi du 24.12.1993, telle que modifiée, relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17 § 1 et § 2, 1^o, a) ;

Vu l'arrêté royal du 08.01.1996, tel que modifié, relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment l'article 120 ;

Vu l'obligation pour le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre au Conseil communal pour information ses délibérations prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale et portant choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés passés par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 1^o, a) de la loi du 24.12.1993, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 67.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

PREND CONNAISSANCE des délibérations du Collège des Bourgmestre et Echevins prises en application de l'article 234 alinéa 3 de la nouvelle loi communale et portant choix du mode de passation et fixation des conditions des marchés définis ci-après et passés par voie de procédure négociée sans respecter de règles de publicité lors du lancement de la procédure en application de l'article 17 § 1 et § 2, 1^o, a) de la loi du 24.12.1993, en raison d'un devis estimatif inférieur ou égal à 67.000,00 EUR, hors T.V.A. ;

DECIDE à l'unanimité, de financer les dépenses y relatives soit au moyen de fonds propres à prélever sur Fonds de Réserves Extraordinaires, soit au moyen d'emprunts à conclure auprès d'un organisme financier, soit au moyen de subsides à percevoir du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ou autres :

1.- Bibliothèques publiques communales - Mobilier spécifique - Marché de fournitures

Devis estimatif : 44.791,00 EUR, hors T.V.A., soit 54.197,11 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.11.2012 - Réf. 28#019/13.11.2012/B/0055#

Article budgétaire 7670/741-51 - Travail 2012-052 et 2012-053 - Financement par prélèvement sur FRE-F.060

Nombre de firmes consultées : 4.

2.- Enseignement maternel francophone - Ecole de Joli-Bois et école du Centre - Remplacement de 2 lave-linge - Marché de fournitures

Devis estimatif : 4.462,81 EUR, hors T.V.A., soit 5.400,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 28#019/27.11.2012/B/0011#

Article budgétaire 7210/744-51 - Travail 2012-024 - Financement par prélèvement sur FRE-F.060

Nombre de firmes consultées : 3.

3.- Centre culturel et de Congrès de Woluwe-Saint-Pierre - Renouvellement du matériel de sonorisation - Marché de fournitures

Devis estimatif : 66.115,00 EUR, hors T.V.A., soit 79.999,15 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 56#019/27.11.2012/B/0053#

Article budgétaire 7620/744-51 - Travail 2012-088 - Financement par prélèvement sur FRE-F.060

Nombre de firmes consultées : 3.

4.- Informatique - Station de travail mobile - Marché de fournitures

Devis estimatif : 4.958,68 EUR, hors T.V.A., soit 6.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 28#019/27.11.2012/B/0092#

Article budgétaire 1390/742-53 - Travail 2012-008 - Financement par emprunt

Nombre de firmes consultées : 4.

5.- Informatique - Imprimantes à souche - Marché de fournitures

Devis estimatif : 4.050,00 EUR, hors T.V.A., soit 4.900,50 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 28#019/27.11.2012/B/0094#

Article budgétaire 7670/742-53 - Travail 2012-054 - Financement par prélèvement sur FRE-F.060

Nombre de firmes consultées : 3.

6.- Logement - Conciergerie de la Villa Crousse et maisons sises rue François Gay 74, 76, 78 et 84 - Réparations diverses - Marché de travaux

Devis estimatif : 23.585,00 EUR, hors T.V.A., soit 25.000,10 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 86#019/27.11.2012/B/0121#

Article budgétaire 9220/724-60 - Travail 2012-069 - Financement par prélèvement sur FRE-F.060

Nombre de firmes consultées : 3.

7.- Equipements de voirie - Mobilier urbain - Marchés de fournitures

Devis estimatif : 9.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 10.890,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 86#019/27.11.2012/B/0122#

Article budgétaire 4250/741-52 - Travail 2012-020 - Financement par emprunt

Nombre de firmes consultées : 3.

8.- Cimetière communal - Assainissement et aménagement des abords - Marchés de travaux

Devis estimatif : 47.771,00 EUR, hors T.V.A., soit 57.802,91 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 27.11.2012 - Réf. 86#019/27.11.2012/B/0124#

Article budgétaire 8780/725-60 - Travail 2012-066 - Financement par emprunt

Nombre de firmes consultées : 3.

9.- Enseignement maternel, primaire, technique et spécialisé francophone et néerlandophone - Matériel de gymnastique - Marchés de fournitures

Devis estimatif : 23.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 27.830,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise

Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.12.2012 - Réf. 55#019/11.12.2012/B/0013#

Articles budgétaires 7210/749-98, 7220/749-98, 7350/749-98 et 7510/749-89 - Travail 2012-025, 2012-033, 2012-039 et 2012-041 - Financement par prélèvement sur FRE-F.060

Nombre de firmes consultées : 3.

**-----
Opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten - Toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet - Keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht - Onderhandelingsprocedure - Kennisneming van beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen - Financiering - Dienstjaar 2012**

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 234 alinea 3 ;

Gelet op de wet van 24.12.1993, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, met name artikel 17 § 1 en § 2, 1^o, a) ;

Gelet op het koninklijk besluit van 08.01.1996, zoals gewijzigd, betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, met name artikel 120 ;

Gelet op de verplichting voor het College van Burgemeester en Schepenen zijn beraadslagingen aan de Gemeenteraad ter informatie voor te leggen, beraadslagingen genomen in toepassing van artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de opdrachten toegekend via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 1^o, a) van de wet van 24.12.1993, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 67.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

NEEMT KENNIS van de beraadslagingen van het College van Burgemeester en Schepenen genomen in toepassing van het artikel 234 alinea 3 van de nieuwe gemeentewet en houdende keuze van de gunningswijze en vaststelling van de voorwaarden van de hierna bepaalde opdrachten, toegekend via onderhandelingsprocedure zonder naleving van bekendmakingsregels bij de aanvang van de procedure in toepassing van artikel 17 § 1 en § 2, 1^o, a) van de wet van 24.12.1993, omwille van een raming kleiner dan of gelijk aan 67.000,00 EUR, B.T.W. exclusief ;

BESLUIT eenparig, de voormelde uitgaven te financieren hetzij door middel van eigen fondsen af te houden van Buitengewone Reservefondsen, hetzij door middel van leningen aan te gaan bij een financiële instelling, hetzij door middel van subsidies te verkrijgen bij het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

of andere :

- 1.- **Gemeentelijke openbare bibliotheken - Specifieke meubilair - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 44.791,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 54.197,11 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 13.11.2012 - Ref. 28#019/13.11.2012/B/0055#
Begrotingsartikel 7670/741-51 - Werk 2012-052 en 2012-053 - Financiering door afhouding op BRF-F.060
Aantal geraadpleegde firma's : 4.
- 2.- **Kleuteronderwijs - School van Mooi-Bos en school van het Centrum - Vervanging van 2 wasmachines - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 4.462,81 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 5.400,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 28#019/27.11.2012/B/0011#
Begrotingsartikel 7210/744-51 - Werk 2012-024 - Financiering door afhouding op BRF-F.060
Aantal geraadpleegde firma's : 3.
- 3.- **Cultureel en Congrescentrum van Sint-Pieters-Woluwe - Vernieuwing van het geluidsmaterieel - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 66.115,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 79.999,15 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 56#019/27.11.2012/B/0053#
Begrotingsartikel 7620/744-51 - Werk 2012-088 - Financiering door afhouding op BRF-F.060
Aantal geraadpleegde firma's : 3.
- 4.- **Informatica - Mobiel werkstation - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 4.958,68 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 6.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 27#019/27.11.2012/B/0092#
Begrotingsartikel 1390/742-53 - Werk 2012-008 - Financiering door lening
Aantal geraadpleegde firma's : 4.
- 5.- **Informatica - Ticketprinters - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 4.050,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 4.900,50 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 28#019/27.11.2012/B/0094#
Begrotingsartikel 7670/742-53 - Werk 2012-054 - Financiering door afhouding op BRF-F.060
Aantal geraadpleegde firma's : 3.
- 6.- **Huisvesting - Conciërgewoning van de Villa Crousse en huizen gelegen François Gaystraat 74, 76, 78 en 84 - Diverse herstellingen - Opdracht voor aanneming van werken**
Raming : 23.585,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 25.000,10 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 86#019/27.11.2012/B/0121#
Begrotingsartikel 9220/724-60 - Werk 2012-069 - Financiering door afhouding op BRF-F.060
Aantal geraadpleegde firma's : 3.
- 7.- **Weguitrustingen - Stadmeubilair - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 9.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 10.890,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 86#019/27.11.2012/B/0122#
Begrotingsartikel 4250/741-52 - Werk 2012-020 - Financiering door lening
Aantal geraadpleegde firma's : 3.
- 8.- **Gemeentekerkhof - Sanering en aanleg van de omgeving - Opdracht voor aanneming van werken**
Raming : 47.771,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 57.802,91 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 27.11.2012 - Ref. 86#019/27.11.2012/B/0124#
Begrotingsartikel 8780/725-60 - Werk 2012-066 - Financiering door lening
Aantal geraadpleegde firma's : 3.
- 9.- **Franstalig en Nederlandstalig kleuter-, lager, kunst-, technisch en buitengewoon onderwijs - Turnmateriaal - Opdracht voor aanneming van leveringen**
Raming : 23.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 27.830,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen
College van Burgemeester en Schepenen van 11.12.2012 - Ref. 55#019/11.12.2012/B/0013#
Begrotingsartikels 7210/749-98, 7220/749-98, 7350/749-98 en 7510/749-89 - Werk 2012-025, 2012-033, 2012-039 en 2012-041 - Financiering door afhouding op BRF-F.060
Aantal geraadpleegde firma's : 3.

55/17.12.2012/A/0014

Dispositif d'Accrochage Scolaire - Subvention de la Région de Bruxelles-Capitale - Projets approuvés pour l'année scolaire 2012-2013 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale - Convention réglant les modalités de la mise à disposition de cette subvention

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu les projets introduits, dans le cadre du dispositif d'accrochage scolaire pour l'année

scolaire 2012-2013, par la commune de Woluwe-Saint-Pierre auprès de la cellule du Dispositif d'Accrochage Scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale, sur base de dossiers élaborés par les établissements scolaires de l'ensemble des réseaux d'enseignement des deux communautés linguistiques situés sur le territoire de la commune ;

Vu l'arrêté du 20.09.2012 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 1.622.964,00 EUR pour l'année 2012 aux communes bruxelloises dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire dont un montant de 102.162,00 EUR à la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE à l'unanimité, d'adopter la convention à intervenir entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune de Woluwe-Saint-Pierre portant sur les modalités de la mise à disposition de la subvention de la Région de Bruxelles-Capitale d'un montant de 102.162,00 EUR pour l'année scolaire 2012-2013 conformément à l'arrêté du 20.09.2012 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant une subvention de 1.622.964,00 EUR pour l'année 2012 aux communes bruxelloises dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire.

Programma Preventie Schoolverzuim - Toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedgekeurde projecten voor het schooljaar 2012-2013 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering - Overeenkomst waarbij de regels bepaald worden voor de terbeschikkingstelling van deze toelage

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de projecten ingediend door de gemeente bij de cel Preventie Schoolverzuim van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op basis van dossiers opgesteld door de schoolinstellingen van alle onderwijsnetwerken van beide taalgemeenschappen van het grondgebied van de gemeente in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim voor het schooljaar 2012-2013 ;

Gelet op het besluit van 20.09.2012 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een toelage van 1.622.964,00 EUR voor het jaar 2012 aan de Brusselse gemeenten in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim waarvan een bedrag van 102.162,00 EUR voor de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ;

BESLUIT eenparig, de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe goed te keuren betreffende de bepaalde regels voor de terbeschikkingstelling van de toelage van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest mits de som van 102.162,00 EUR voor het schooljaar 2012-2013 in toepassing van het besluit van 20.09.2012 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een toelage van 1.622.964,00 EUR voor het jaar 2012 aan de Brusselse gemeenten in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim.

Enseignement technique francophone - Centre scolaire Eddy MERCKX - Fonction d'éducateur-économe - Arrêt du profil de la fonction - Lancement de l'appel aux candidats

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le décret du 06.06.1994 de la Communauté française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu le décret du 30.04.2009 de la Communauté française concernant la comptabilité des écoles et l'accès à certaines fonctions de sélection et de promotion ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.12.2012 décidant d'accepter la démission volontaire de ses fonctions à dater du 30.11.2012 au soir de M Johnny DEPRETTERE, éducateur-économe à titre temporaire à raison de 36,00/36,00 de temps dans l'enseignement technique francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX ;

Considérant, en conséquence, qu'un emploi vacant dans la fonction d'éducateur-économe dans l'enseignement technique francophone au Centre scolaire Eddy MERCKX est à pourvoir depuis le 01.12.2012 ;

Vu la consultation de la commission paritaire locale en date du 30.11.2012 sur le profil de la fonction d'éducateur-économe à pourvoir, l'ajout des critères complémentaires aux conditions de nomination à titre définitif visées à l'article 40 du décret du 06.06.1994 susmentionné et les modalités pratiques de l'appel à candidature ;

DECIDE à l'unanimité, après avoir consulté la commission paritaire locale en date du 30.11.2012 sur le profil de la fonction d'éducateur-économe à pourvoir et les modalités pratiques de l'appel à candidature, d'arrêter, comme suit, le profil de la fonction d'éducateur-économe à pourvoir :

Profil de fonction de l'éducateur-économe

L'éducateur-économe est le collaborateur immédiat du chef d'établissement dans le domaine de la gestion financière et matérielle de l'établissement d'enseignement.

Il exécute sa mission sous l'autorité du chef d'établissement.

Dans le cadre de ses fonctions, il entretient des contacts réguliers avec les surveillants-éducateurs, les professeurs, les parents et les élèves.

L'éducateur-économe entretient également des relations avec les administrations et les partenaires extérieurs de

l'établissement.

Son action visera toujours à assurer les conditions matérielles nécessaires au bon déroulement des activités scolaires et parascolaires développées au service de l'école et des élèves.

1. La gestion matérielle

Tout en tenant compte des nécessités propres à l'établissement et du budget fixé par le Pouvoir Organisateur, l'éducateur-économe :

- assure la surveillance de l'état du matériel, de l'équipement, des locaux et des bâtiments ; il est responsable de l'entretien et des réparations éventuelles à effectuer ;
- gère l'organisation de la cantine scolaire et les distributeurs de boissons et/ou d'aliments ;
- assure et contrôle la politique d'achats courants :
 - la gestion des livres scolaires et des équipements sportifs (commande, facturation, suivi des paiements et remboursements,...) ;
 - la gestion des stages scolaires (réservation, facturation, suivi des paiements et remboursements,...) ;
 - le suivi des stocks tant en "petit matériel" de bureau qu'en produits d'entretien et de consommation (eau, café,...) ;
- participe activement, en collaboration avec le service des Travaux Publics, à l'élaboration des dossiers en cours ou à venir sur les projets de construction ou de rénovation ;
- collabore activement aux stratégies de promotion, de communication et d'organisation des divers projets mis en place par le chef d'établissement.

L'ensemble de ces tâches se fera, selon les règles en vigueur, en collaboration avec le service de l'Enseignement.

2. La gestion comptable

L'éducateur-économe :

- assure la tenue de la comptabilité des fonds dont l'établissement possède la gestion directe (frais scolaires, etc.) dans le respect des règles en vigueur ;
- collabore à la part de la gestion financière qui est du domaine du Pouvoir Organisateur ;
- est responsable du compte des recettes et des dépenses ;
- est en charge des prévisions et analyses budgétaires ;
- assure un inventaire permanent de toutes les acquisitions ;
- assure la tenue des archives comptables.

3. La gestion du personnel ouvrier

L'éducateur-économe :

- a une compétence d'avis pour l'organisation du travail (attribution de l'agent), les congés, les rapports d'évaluation,... ;
- définit auprès du concierge les priorités en matière d'entretien des locaux et les principes en matière de répartition du travail. Il confie au concierge l'organisation sur le terrain au quotidien mais il en contrôle la bonne exécution ;
- veille en toutes circonstances au respect de la ligne hiérarchique et en rappelle le principe si nécessaire.

Compétences attendues :

L'éducateur-économe met ses compétences au service du projet éducatif et d'établissement du Centre Scolaire Eddy MERCKX, auquel il marque son adhésion.

A cette fin, il fera preuve :

- de disponibilité et de probité ;

Il aura :

- le sens des responsabilités ;
- l'esprit d'initiative et de décision dans le respect de la hiérarchie ;
- le sens du dialogue ;

Il sera capable de communiquer tant oralement que par écrit.

Il fera preuve :

- de capacités de gestion économique, comptable et financière et pour se faire, maîtrisera l'outil informatique ;
- d'ouverture à la formation, à l'information, à la documentation ;
- de capacité et de décision, d'autonomie dans le travail et de prise d'initiatives au service d'une équipe de direction avec laquelle il travaillera en étroite collaboration ;
- de motivation et dynamisme, ainsi que d'une capacité à gérer les relations humaines avec des qualités d'écoute et de communication aussi bien en interne qu'en externe ;
- de la connaissance des lois et règlements ainsi que des circulaires liés à sa fonction ;
- d'un esprit d'équipe et d'entraide et aura le sens du service public.

Il aura un sens aigu de l'organisation et de la gestion, de la rigueur comptable et administrative ainsi qu'un souci constant des économies à réaliser, au bénéfice de toute la communauté scolaire et des projets qui y sont développés ;

Il découle de la description de la fonction que l'éducateur-économiste occupe un poste de confiance dans l'établissement d'enseignement. Dès lors, le respect du secret professionnel est indispensable et doit être appliqué.

D'autre part, l'exercice optimal de cette fonction exige que l'éducateur-économiste puisse collaborer avec le chef d'établissement sur base de la coresponsabilité et de la confiance mutuelle.

Dans sa fonction, l'éducateur-économiste veillera à rester en phase avec la vie scolaire. C'est pourquoi des contacts réguliers avec les surveillants-éducateurs et les professeurs sont nécessaires.

Educateur de profession, l'éducateur-économiste reste disponible, en cas d'absence des éducateurs, pour la surveillance éventuelle des classes et des retenues.

50/17.12.2012/A/0016

Propriétés communales - Immeuble sis rue François Gay 84 - Mise à disposition gratuite de certaines pièces de l'immeuble - Convention d'occupation à titre précaire - A.S.B.L. "LA MAISON" - Adoption

LE CONSEIL, en séance publique,

Considérant que la commune est propriétaire de l'immeuble sis rue François Gay 84, 1150 Bruxelles ;

Vu la délibération du Conseil communal du 29.09.2011 décidant :

- 1.- de confier pour une durée indéterminée à dater du 01.01.2012 à l'A.S.B.L. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE "LE RELAIS", rue Paul Wemaere 20, 1150 Bruxelles, la gestion de logements communaux et notamment la maison 4 chambres sise rue François Gay 84, 1150 Bruxelles, pour un loyer réel mensuel de 720,00 EUR ;

- 2.- d'adopter le mandat de gestion y relatif ;

Vu sa délibération du 16.10.2012 décidant de suspendre, à l'amiable et pour une durée indéterminée à dater du 01.11.2012, le mandat de gestion signé le 21.09.2011 entre la commune de Woluwe-Saint-Pierre et l'A.S.B.L. AGENCE IMMOBILIERE SOCIALE DE WOLUWE-SAINT-PIERRE "LE RELAIS" pour la maison 4 chambres sise rue François Gay 84, 1150 Bruxelles ;

Considérant en effet que ledit immeuble n'est à ce jour pas en état d'être mis en location à titre de logement ;

Vu la demande de l'A.S.B.L. "LA MAISON", rue François Gay 86, 1150 Bruxelles, représentée par M. Francis VOITURIER, directeur, de pouvoir occuper certaines pièces de l'immeuble comme locaux de fonctionnement, à l'exclusion de tout hébergement de personnes ;

Considérant que ladite A.S.B.L. s'engage à effectuer à ses frais et charges certains travaux dont notamment la mise aux normes en vigueur de l'installation électrique, la réparation et l'entretien de la chaudière, la remise en peinture, l'entretien des pièces occupées et du jardin ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 alinéa 1 et 232 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- de mettre gratuitement, à titre précaire à dater du 01.01.2013, à la disposition de l'A.S.B.L. "LA MAISON", rue François Gay 86, 1150 Bruxelles, représentée par M. Francis VOITURIER, directeur, certaines pièces du rez-de-chaussée, du premier et du deuxième étages de l'immeuble sis rue François Gay 84, 1150 Bruxelles, comme locaux de fonctionnement, à l'exclusion de tout hébergement de personnes ;

- 2.- d'adopter la convention d'occupation à titre précaire ci-annexée.

50/17.12.2012/A/0017

Contentieux - Logement - Complexe immobilier "Les Venelles" - Appartement 2 chambres n° 2202 situé Carré aux Platanes 16 et cave 423 - Décès du locataire - Introduction d'une requête en désignation d'un curateur à succession vacante devant la Justice de Paix du Canton de Woluwe-Saint-Pierre - Autorisation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le contrat de bail signé entre la commune et Mme Robertine COUPLEZ pour l'appartement 2 chambres n° 2202 situé Carré aux Platanes 16, 1150 Bruxelles et la cave 423 ;

Considérant que Mme Robertine COUPLEZ est décédée en date du 13.07.2012 ;

Considérant qu'il n'y a aucun héritier connu et qu'à tout le moins aucun héritier ne s'est manifesté à ce jour ;

Vu l'article 811 et suivants du Code civil stipulant qu'une succession n'est réputée vacante qu'après écoulement d'un délai de 3 mois et 40 jours après le décès ;

Considérant que la commune souhaite reprendre possession de l'appartement 2 chambres n° 2202, le vider des objets mobiliers s'y trouvant et le remettre en état en vue de sa relocation ;

Considérant que pour ce faire il y lieu d'introduire auprès de la Justice de Paix du Canton de Woluwe-Saint-Pierre une requête en désignation d'un curateur à succession vacante, le décès du locataire ne mettant pas fin au bail ;

Considérant que cette procédure permettra également de dresser un inventaire des biens se trouvant dans les lieux et de pouvoir vider le bien loué au plus vite ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 270 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité, d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à introduire devant la Justice de Paix du Canton de Woluwe-Saint-Pierre une requête en désignation d'un curateur à succession vacante suite au décès en date du 13.07.2012 de Mme Robertine COUPLEZ, locataire de l'appartement 2 chambres n° 2202 situé Carré aux Platanes 16, 1150 Bruxelles, et de la cave 423.

Affaires juridiques - Secrétariat communal et Informatique - Nouveau logiciel et matériel pour la gestion des dossiers du Collège et du Conseil - Marché de fournitures - Appel d'offres général avec publicité - Lot 2 - Exercice 2006 - Informatique - Module d'archivage et de gestion de workflow - Marché de fournitures - Procédure négociée - Exercice 2007 - Paiement des fournitures - Transaction - Convention - Exercice 2012

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu sa délibération du 31.05.2006 décidant, d'une part, de choisir, comme mode de passation du marché de l'exercice 2006 relatif à la fourniture de nouveaux logiciel et matériel pour la gestion des dossiers du Collège et du Conseil, l'appel d'offres général avec publicité en application des articles 13 et 14 alinéa 1 de la loi du 24.12.1993 et, d'autre part, d'approuver, dans le cadre dudit marché, le cahier spécial des charges, l'inventaire et le devis estimatif d'un montant de 99.173,55 EUR, hors T.V.A., soit 120.000,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18.09.2006 attribuant le lot 2 dudit marché à la S.A. STESUD Prismatique (légalement dénommée S.A. STESUD), Zone industrielle de Aye, 6900 Marche-en-Famenne, B.C.E. 0428.842.839, moyennant la somme de 70.400,00 EUR, hors T.V.A., soit 85.184,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, selon offre de la S.A. STESUD prévoyant la livraison de logiciels :

- de gestion des assemblées : licence Acropole Assemblées ;
- de gestion des documents : licence Acropole Courrier et Archivage ;
- de gestion des marchés publics : licence Acropole Marchés ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30.04.2007 décidant d'attribuer le marché relatif à la fourniture d'un module d'archivage et de gestion de workflow à la S.A. STESUD Prismatique (légalement dénommée S.A. STESUD), Zone industrielle de Aye, 6900 Marche-en-Famenne, B.C.E. 0428.842.839, pour un montant de 20.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 24.200,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu le procès-verbal de réception provisoire dans le cadre dudit marché de l'exercice 2006, daté du 20.03.2012, établi par le service Informatique et signé par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu le procès-verbal de réception provisoire dans le cadre dudit marché de l'exercice 2007, daté du 20.03.2012, établi par le service Informatique et signé par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 05.06.2012, d'une part, prenant acte de la fusion par absorption en date du 21.09.2011 de la S.A. TNL PRISMATIQUE et de la S.A. STESUD, B.C.E. 0428.842.839, par la S.A. PRISMATIQUE dont l'Assemblée Générale a modifié la dénomination sociale en S.A. STESUD avec les coordonnées suivantes, boulevard du Souverain 47, 1160 Auderghem, B.C.E. 0461.401.482, fusion parue aux annexes du Moniteur Belge en date du 26.10.2011 et, d'autre part, décidant de modifier en conséquence tous les engagements de crédits effectués en faveur des deux sociétés absorbées dans le cadre des opérations réalisées par elles depuis le 26.10.2011 ;

Vu la lettre du 03.07.2012 par laquelle la S.A. STESUD met la commune en demeure de lui payer le montant de son offre pour exécution du lot 2 dudit marché de l'exercice 2006, à savoir 70.400,00 EUR, hors T.V.A., soit 85.184,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, et pour exécution dudit marché de l'exercice 2007, à savoir 20.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 24.200,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, soit un total de 90.400,00 EUR, hors T.V.A., soit 109.384,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.11.2012 désignant Me Virginie DOR, avocate du bureau d'Avocats CMS DE BACKER, chaussée de la Hulpe 178, 1170 Bruxelles, en vue d'avoir un avis juridique, d'une part, quant aux divergences intervenues entre les services Financiers et le service Informatique quant aux mandats de paiement relatifs auxdits marchés 2006 et 2007, et, d'autre part, quant au respect de la législation sur les marchés publics ;

Vu l'avis juridique du 03.12.12 de Me Virginie DOR, avocate du bureau d'Avocats CMS DE BACKER,

50/17.12.2012/A/0018

chaussée de la Hulpe 178, 1170 Bruxelles ;

Vu les discussions intervenues entre les parties quant au paiement des factures réclamées par la S.A. STESUD ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour, 2 voix contre (M. J.-C. Laes, M. A. De Bauw, Conseillers communaux) et 12 abstentions (M. W. Draps, Echevin, M. C. Vanhee, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, Conseillers communaux) :

- 1.- de conclure une transaction avec la S.A. STESUD, boulevard du Souverain 47, 1160 Auderghem, B.C.E. 0461.401.482, visant à procéder au paiement d'un montant de 70.400,00 EUR, hors T.V.A., soit 85.184,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en exécution du marché de l'exercice 2006 relatif à la fourniture de nouveaux logiciel et matériel pour la gestion des dossiers du Collège et du Conseil ainsi qu'au montant de 20.000,00 EUR, hors T.V.A., soit 24.200,00 EUR, T.V.A. de 21 % comprise, en exécution du marché de l'exercice 2007 relatif à la fourniture d'un module d'archivage et de gestion de workflow ;
- 2.- d'adopter à cet effet la convention de transaction ci-annexée.

Geschillen - Gemeentesecretariaat en Informatica - Nieuwe software en materiaal voor het beheer van de dossiers van het College en de Raad - Opdracht van leveringen - Algemene offerteaanvraag met publiciteit - Lot 2 - Dienstjaar 2006 - Informatica - Archiveringsmodule en beheer van workflow - Opdracht van leveringen - Onderhandelingsprocedure - Dienstjaar 2007 - Betaling van de leveringen - Transactie - Overeenkomst - Dienstjaar 2012

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op zijn beraadslaging van 31.05.2006 waarbij besloten wordt, enerzijds, als wijze van gunning van de opdracht van het dienstjaar 2006 betreffende de levering van nieuwe software en materiaal voor het beheer van de dossiers van het College en de Raad, de algemene offerte-aanvraag met publiciteit in toepassing van de artikels 13 en 14 alinea 1 van de wet van 24.12.1993 te kiezen, en, anderzijds, in het kader van voornoemde opdracht, het bestek, de inventaris en de geschatte raming voor een bedrag van 99.173,55 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 120.000,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, goed te keuren ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 18.09.2006 waarbij besloten wordt lot 2 van voornoemde opdracht toe te kennen aan de N.V. STESUD Prismatique (wettelijk genoemd N.V. STESUD), Industriezone van Aye, 6900 Marche-en-Famenne, K.B.O. 0428.842.839, mits betaling van de som van 70.400,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 85.140,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, volgens offerte van de N.V. STESUD die voorziet in de levering van de software :

- voor beheer van vergaderingen : licentie Acropole "Assemblées" ;
- voor beheer van documenten : licentie Acropole "Courrier" en "Archivage" ;
- voor beheer van openbare opdrachten : licentie Acropole "Marchés" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 30.04.2007 waarbij besloten wordt de opdracht van het dienstjaar 2007 betreffende de levering van een archiveringsmodule en beheer van workflow toe te kennen aan de N.V. STESUD Prismatique (wettelijk genoemd N.V. STESUD), Industriezone van Aye, 6900 Marche-en-Famenne, K.B.O. 0428.842.839, voor een bedrag van 20.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 24.200,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op het proces-verbaal van voorlopige ontvangst in het kader van voornoemde opdracht van het dienstjaar 2006, gedateerd van 20.03.2012, opgesteld door de dienst Informatica en ondertekend door het College van Burgemeester en Schepenen ;

Gelet op het proces-verbaal van voorlopige ontvangst in het kader van voornoemde opdracht van het dienstjaar 2007, gedateerd van 20.03.2012, opgesteld door de dienst Informatica en ondertekend door het College van Burgemeester en Schepenen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 05.06.2012 waarbij, enerzijds, akte genomen wordt van de fusie door overname op datum van 21.09.2011 van de N.V. TNL PRISMATIQUE en de N.V. STESUD, K.B.O. 0428.842.839, door de N.V. PRISMATIQUE waarvan de Algemene Vergadering de maatschappelijke benaming veranderd heeft in N.V. STESUD met de volgende gegevens, Vorstlaan 47, 1160 Oudergem, K.B.O. 0461.401.482, fusie verschenen in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad op datum van 26.10.2011 en, anderzijds, beslist wordt om bijgevolg alle aangegane kredietverbintenissen uitgevoerd ten gunste van de twee opgeslorpte maatschappijen in het kader van de door hen uitgevoerde opdrachten sinds 26.10.2011 te wijzigen ;

Gelet op de brief van 03.07.2012 waarin de N.V. STESUD de gemeente in gebreke stelt om haar het bedrag te betalen van haar offerte voor uitvoering van lot 2 van voornoemde opdracht voor het dienstjaar 2006,

hetzij 70.400,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 85.184,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, en voor uitvoering van voornoemde opdracht voor het dienstjaar 2007, hetzij 20.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 24.200 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, hetzij een totaal van 90.400,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 109.384,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.11.2012 die mr. Virginie DOR, advocate van het bureau van Advocaten CMS DE BACKER, Terhulpesteenweg 178, 1170 Brussel, aanstelt om een juridisch advies te bekomen, enerzijds, wat betreft de verschillen opgetreden tussen de Financiële diensten en de Informaticadienst betreffende de betalingsmandaten aangaande voornoemde opdrachten 2006 en 2007 en, anderzijds, wat betreft het eerbiedigen van de wetgeving op de openbare opdrachten ;

Gelet op het juridisch advies van 03.12.2012 van mr. Virginie DOR, advocate van het bureau van Advocaten CMS DE BACKER, Terhulpesteenweg 178, 1170 Brussel ;

Gelet op de gesprekken die plaatsvonden tussen de partijen betreffende de betaling van de opgeëiste facturen door de N.V. STESUD ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor, 2 stemmen tegen (Dhr. J.-C. Laes, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden) en 12 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Schepen, Dhr. C. Vanhee, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Gemeenteraadsleden) :

1.- een transactie af te sluiten met de N.V. STESUD, Vorstlaan 47, 1160 Oudergem, K.B.O. 0461.401.482, om tot de betaling over te gaan van het bedrag van 70.400,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 85.184,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitvoering van de opdracht van het dienstjaar 2006 betreffende de levering van nieuwe software en materiaal voor het beheer van de dossiers van het College en de Raad alsook tot de betaling van het bedrag van 20.000,00 EUR, B.T.W. exclusief, hetzij 24.200,00 EUR, B.T.W. van 21 % inbegrepen, in uitvoering van de opdracht van het dienstjaar 2007 betreffende de levering van een archiveringsmodule en beheer van de workflow ;

2.- bijgevoegde overeenkomst goed te keuren.

Cimetière communal - Octrois et modifications de destination de concessions de sépultures - Délégation de pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 20.07.1971 sur les funérailles et sépultures modifiée par les lois du 20.09.1998 et du 08.02.2001, notamment l'article 6 alinéa 2 relatif à la délégation de pouvoir du Conseil communal au Collège des Bourgmestre et Echevins en matière d'octrois et modifications de concessions de sépultures ;

Considérant que la gestion quotidienne du cimetière communal consiste notamment en l'octroi et/ou en la modification de concessions de sépultures soit à titre gratuit soit contre paiement d'un montant lié à leur acquisition et variable selon leur durée ;

Vu la nécessité d'assurer l'adaptabilité de gestion du cimetière communal afin de répondre au mieux aux souhaits des familles des défunts ;

DECIDE à l'unanimité, de donner délégation de pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins en matière d'octrois et de modifications de destination de concessions de sépultures au cimetière communal.

Gemeentekerkhof - Toekenningen en bestemmingswijzigingen van grondvergunningen - Delegatie van bevoegdheid aan het College van Burgemeester en Schepenen

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 20.07.1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging gewijzigd door de wetten van 20.09.1998 en van 08.02.2001, met name artikel 6 alinea 2 betreffende de delegatie van bevoegdheid van de Gemeenteraad aan het College van Burgemeester en Schepenen inzake de toekenningen en bestemmingswijzigingen van grondvergunningen ;

Overwegende dat het dagelijks beheer van de gemeentelijke begraafplaats met name bestaat uit de toekenningen en/of bestemmingswijzigingen van grondvergunningen, hetzij gratis, hetzij tegen betaling van een welbepaald bedrag voor de aankoop en afhankelijk van de duur van de concessie ;

Gelet op de noodzaak om het aanpassingsvermogen van beheer van het gemeentekerkhof te verzekeren teneinde zo goed mogelijk aan de wensen van de families van de overledenen te beantwoorden ;

BESLUIT eenparig, aan het College van Burgemeester en Schepenen delegatie van bevoegdheid te geven inzake de toekenningen en bestemmingswijzigingen van grondvergunningen op het gemeentekerkhof.

17/17.12.2012/A/0019

50/17.12.2012/A/0020

Jeunesse - Mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET - Convention entre l'A.S.B.L. ATOUT PROJET et la commune de Woluwe-Saint-Pierre - Année 2013

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le courrier du 29.10.2012 par lequel Mme Maryse NOTTEBAERE, coordinatrice générale de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, transmet deux exemplaires de la convention relative à la mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET ;

Vu la convention relative à la mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET à conclure avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre ;

DECIDE à l'unanimité, d'approuver la convention relative à la mise à disposition d'animateur(s) socio-éducatif(s) par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET à conclure avec la commune de Woluwe-Saint-Pierre, telle que reprise ci-après :

CONVENTION

Entre, d'une part, l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, avenue Henri Jaspar 92 à 1060 Bruxelles, représentée par M. José ANGELI, président dûment mandaté,

et, d'autre part, la commune de Woluwe-Saint-Pierre, représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins,

Il est convenu ce qui suit :

1. Prestations d'un ou de deux animateurs de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET dans le respect de leur mission (1)

L'animateur engagé par ATOUT PROJET et travaillant pour cette association effectue des prestations sur le territoire de la commune (2). Ces prestations consistent en un travail d'animation et d'encadrement à caractère socio-éducatif, à destination d'enfants et d'adolescents de 6 à 18 ans dans des quartiers désignés prioritaires par l'échevin ayant la Jeunesse dans ses attributions. Le Collège s'engage à fournir à ou aux (l')animateur(s) la structure de travail adéquate (3) comprenant de bonnes conditions de travail en terme de sécurité, d'hygiène et d'encadrement (présence d'un coordinateur et d'au moins un collègue direct de travail). Le Collège veillera également à leur fournir les moyens financiers suffisants. Parallèlement, le Collège permettra et soutiendra la participation des animateurs à au moins un projet intercommunal (4) par an, à raison d'1/5ème de leur temps, ainsi qu'aux réunions et formations prévues par l'équipe de coordination d'ATOUT PROJET et approuvées par le Conseil d'Administration de l'association.

2. Participations financières

En contre partie des prestations du ou des animateur(s) de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET présent(s) sur la commune, le Collège honorera annuellement sa participation financière (5) pour au plus tard le mois de septembre de l'année en question. L'A.S.B.L. ATOUT PROJET alloue un budget (6) pour les frais de matériel d'animation de ce(s) même(s) animateur(s).

3. Assurances

L'A.S.B.L. ATOUT PROJET couvre les animateurs en accident de travail. Le Collège assurera le(s) animateur(s) prestant(s) dans le cadre de la présente convention en responsabilité civile. Le Collège assurera les enfants pris en charge en responsabilité civile et en accidents corporels. Le Collège fournira à l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, en début de chaque année civile, la preuve que les assurances susmentionnées sont valablement souscrites.

4. Fin des prestations

Il pourra être mis fin aux prestations d'animations par le Collège, sur rapport de l'échevin qui a la Jeunesse dans ses attributions, et ce en concertation avec l'A.S.B.L. ATOUT PROJET. Bien que le contrat de travail soit établi par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, le Collège poursuivra, à l'exception de la faute grave, la collaboration jusqu'à la fin du contrat de l'animateur, à savoir jusqu'à la fin de son préavis.

5. Autres dispositions

Les parties s'engagent à respecter et à faire respecter les dispositions prises dans les Statuts, dans le Règlement de travail ainsi que dans le Mandat de l'animateur de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET (7).

6. Durée de la convention

Les parties conviennent expressément que la présente convention prend cours le 1er janvier 2013 pour se terminer le 31 décembre 2013.

Fait à le

en double exemplaire, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien

Pour l'A.S.B.L. ATOUT PROJET

Pour le Collège des Bourgmestre et Echevins

Président

Bourgmestre

Secrétaire communal

Echevin de la Jeunesse francophone

1.- Voir Mission Animateur socio-éducatif ATOUT PROJET ci-jointe ;

2.- Maximum deux lieux de travail différents par temps plein ;

3.- Voir le registre de sécurité ci-joint ;

4.- On entend par projet intercommunal, un projet de cohésion sociale qui implique au minimum trois communes, qui est subventionné par la COCOF et qui permet aux jeunes de sexe, d'origine et de culture différents de se

rencontrer et de se solidariser autour d'un intérêt commun ;

- 5.- Cette participation financière est, par année, de 2.500,00 EUR par animateur temps plein et de 1.250,00 EUR par animateur mi-temps ;
- 6.- Ce budget est, par année, de 500,00 EUR par animateur temps plein et de 250,00 EUR par animateur mi-temps. Passé le 30 octobre de l'année concernée, le solde, le cas échéant, sera utilisé par l'association pour du matériel commun ;
- 7.- Statut du 18.10.2004 (MB. 23.12.2004), modifié le 18.01.2007 (MB. 08.05.2007), le 06.03.2007 (MB. 08.05.2007), le 04.03.2008 (MB. 22.04.2008), le 04.05.2010 (MB. 18.05.2010) et le 15.03.2011 (MB. 23.05.2012)

Budget de l'exercice 2012 - Modifications 1 et 2 - Caractère exécutoire - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu sa délibération du 24.11.2011 arrétant le budget communal de l'exercice 2012 devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur le budget communal de l'exercice 2012 ;

Vu sa délibération du 27.09.2012 arrétant les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2012 ;

Vu la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22.11.2012 informant l'administration communale du fait que la délibération précitée du 27.09.2012 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2012 ;

PREND ACTE de la lettre du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22.11.2012 informant l'administration communale du fait que la délibération précitée du 27.09.2012 est devenue exécutoire par expiration du délai imparti à l'autorité de tutelle pour statuer sur les modifications 1 et 2 du budget communal de l'exercice 2012.

Begroting van het dienstjaar 2012 - Wijzigingen 1 en 2 - Uitvoerbaarheid - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op zijn beraadslaging van 24.11.2011 tot vaststelling van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2012 uitvoerbaar geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de gemeentebegroting van het dienstjaar 2012 ;

Gelet op zijn beraadslaging van 27.09.2012 tot vaststelling van de wijzigingen 1 en 2 van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2012 ;

Gelet op de brief van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22.11.2012 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de voornoemde beraadslaging van 27.09.2012 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de wijzigingen 1 en 2 van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2012 ;

NEEMT AKTE van de brief van de Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22.11.2012 waarbij aan het gemeentebestuur meegedeeld wordt dat de voornoemde beraadslaging van 27.09.2012 uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn waarover de toezichthoudende overheid beschikt om te beslissen over de wijzigingen 1 en 2 van de gemeentebegroting van het dienstjaar 2012.

Budget de l'exercice 2013 - Service ordinaire - Crédits provisoires

LE CONSEIL, en séance publique,

Considérant que le budget communal de l'exercice 2013 n'a pas encore été soumis à son vote et que, dès lors, la probabilité est très faible de disposer au 01.01.2013 d'un budget voté ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 239 et 247 ;

Vu l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du 20.10.2005 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant, entre autres, l'article 14 § 3 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale ;

Vu la nécessité d'assurer la continuité du fonctionnement des institutions et services communaux ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- pour la période couvrant les mois de janvier, février et mars de l'exercice 2013, d'arrêter les crédits provisoires mis à disposition à raison d'un douzième par mois des crédits budgétaires exécutoires de l'exercice 2012 conformément aux dispositions de l'article 14 de l'arrêté royal du 02.08.1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

47/17.12.2012/A/0021

47/17.12.2012/A/0022

2.- d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, d'une part, et le receveur communal, d'autre part, à procéder selon leurs attributions respectives à la liquidation des dépenses du service ordinaire de l'exercice 2013 à concurrence des crédits budgétaires disponibles.

Begroting van het dienstjaar 2013 - Gewone dienst - Voorlopige kredieten

DE RAAD, in openbare vergadering,

Overwegende dat de gemeentebegroting van het dienstjaar 2013 nog niet ter stemming van de Gemeenteraad voorgelegd werd en dat, dientengevolge, de kans te beschikken over een gestemde begroting op 01.01.2013 zeer gering is ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 239 en 247 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd ;

Gelet op het besluit van 20.10.2005 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering waarbij, onder andere, artikel 14 § 3 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit gewijzigd wordt ;

Gelet op de noodzakelijkheid de continuïteit van de werking van de gemeentelijke instellingen en diensten te verzekeren ;

BESLUIT eenparig :

- 1.- voor de periode van de maanden januari, februari en maart van het dienstjaar 2013, de ter beschikking gestelde voorlopige kredieten vast te stellen op basis van één twaalfde per maand van de uitvoerbare begrotingskredieten van het dienstjaar 2012 conform de bepalingen van artikel 14 van het koninklijk besluit van 02.08.1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd ;
- 2.- het College van Burgemeester en Schepenen, enerzijds, en de gemeenteontvanger, anderzijds, toe te laten, in overeenstemming met hun respectievelijke bevoegdheden, de uitgaven van de gewone dienst van het dienstjaar 2013 betaalbaar te stellen binnen de perken van de beschikbare kredieten.

A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE - Exercice d'activité 2011 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.03.2012 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2012 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.12.2011 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours de l'exercice 2012 ;

Vu le rapport établi en date du 26.09.2012 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2011 dont le total du bilan s'élève à 117.310,37 EUR et dont le compte d'exploitation générale se clôture par une perte de 4.414,97 EUR donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE pour l'exercice d'activité 2011 ;

47/17.12.2012/A/0023

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2012 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2011 de l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE :

1. compte d'exploitation générale 2011 :	
a. charges	109.198,60 EUR
b. produits	104.783,63 EUR
c. perte	4.414,97 EUR
2. bilan 2011 :	
a. actif-passif	117.310,37 EUR

V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE" - Dienstjaar 2011 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvormige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.03.2012 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2012 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.12.2011 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van het dienstjaar 2012 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 26.09.2012 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de balans met een totaal van 117.310,37 EUR en de algemene exploitatierekening met een verlies van 4.414,97 EUR afgesloten per 31.12.2011 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van de vereniging op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE" voor het dienstjaar 2011 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2012 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2011 van de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE CROUSSE" :

1. algemene exploitatierekening 2011 :	
a. lasten	109.198,60 EUR
b. opbrengsten	104.783,63 EUR
c. verlies	4.414,97 EUR

47/17.12.2012/A/0024

2. balans 2011 :
 a. actief-passief 117.310,37 EUR

A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU - Exercice d'activité 2011 - Documents comptables - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 14.11.1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions, notamment les dispositions des articles 1, 3, 4, 5, 6 et 7 ;

Vu plus particulièrement l'obligation pour toute personne morale qui demande une subvention de transmettre au dispensateur de celle-ci ses bilan et comptes ainsi qu'un rapport de gestion et de situation financière ;

Considérant que, d'une part, pour des subventions d'une valeur inférieure à 1.239,47 EUR la présente loi n'est pas d'application et que, d'autre part, pour des subventions d'une valeur comprise entre 1.239,47 EUR et 24.789,35 EUR seule la justification de l'emploi de la subvention aux fins pour lesquelles elle a été octroyée doit être exigée sous peine de restitution de la subvention, les autres obligations prévues par la présente loi étant laissées à l'appréciation du dispensateur des subventions ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 09.06.1986 imposant une présentation uniforme de tous les documents comptables introduits par les différents groupements ou A.S.B.L. concernés ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13.03.2012 arrêtant le principe du contrôle au cours de l'exercice 2012 de la gestion comptable par un réviseur d'entreprises d'un ensemble d'A.S.B.L. et de groupements bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune, dont notamment l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 20.12.2011 désignant la S.P.R.L. K.P.M.G., avenue du Bourget 40, 1030 Bruxelles, comme prestataire de services dans le cadre du marché relatif audit contrôle au cours de l'exercice 2012 ;

Vu le rapport établi en date du 10.12.2012 par ledit réviseur d'entreprises et concluant que la situation comptable arrêtée au 31.12.2011 dont le total du bilan s'élève à 89.445,59 EUR et dont le compte d'exploitation générale se clôture par un bénéfice de 4.953,06 EUR donne une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat des activités de ladite A.S.B.L. à cette date ;

Considérant que ledit rapport satisfait aux prescriptions du cahier spécial des charges relatif au marché précité ;

Vu les documents comptables introduits par l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU pour l'exercice d'activité 2011 ;

Considérant que les activités de ladite A.S.B.L. au cours de l'exercice d'activité sous revue peuvent dès lors être considérées comme conformes aux dispositions des statuts déterminant l'objet de ladite association ;

Considérant que l'octroi et l'emploi de subsides 2012 par ladite A.S.B.L. ainsi que les documents comptables de l'exercice d'activité présentés par cette association peuvent dès lors être considérés comme conformes aux dispositions de la loi du 14.11.1983 ;

PREND ACTE des documents comptables ci-après de l'exercice d'activité 2011 de l'A.S.B.L. CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU :

1. compte d'exploitation générale 2011 :
 a. charges 115.865,20 EUR
 b. produits 120.818,26 EUR
 c. bénéfice 4.953,06 EUR
 2. bilan 2011 :
 a. actif-passif 89.445,59 EUR

V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" - Dienstjaar 2011 - Boekhoudkundige stukken - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de wet van 14.11.1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen, met name de bepalingen van artikels 1, 3, 4, 5, 6 en 7 ;

Gelet, meer in het bijzonder, op de verplichting, voor ieder rechtspersoon die een toelage aanvraagt, zijn balans, zijn rekeningen alsook een verslag inzake beheer en financiële toestand aan de verstrekker te bezorgen ;

Overwegende dat, enerzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag lager ligt dan 1.239,47 EUR de onderhavige wet niet van toepassing is en dat, anderzijds, voor de toelagen waarvan het bedrag tussen 1.239,47 EUR en 24.789,35 EUR ligt, enkel de verantwoording van de aanwending van de toelage voor het doel

waarvoor zij is toegekend moet worden geëist op straffe van terugbetaling van de toelage waardoor de overige verplichtingen voorzien door onderhavige wet aan het oordeel van de toelageverstrekkers worden overgelaten ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 09.06.1986 die een eenvoudige presentatie oplegt van al de door de verschillende V.Z.W.'s en groeperingen ingediende boekhoudkundige stukken ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13.03.2012 tot vaststelling van het principe van een controle in de loop van het jaar 2012 op het rekenkundig beleid door een bedrijfsrevisor van een aantal V.Z.W.'s en groeperingen genietende van gemeentetoelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, waaronder met name de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" ;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 20.12.2011 die de B.V.B.A. K.P.M.G., Bourgetlaan 40, 1030 Brussel, als dienstverlenend bedrijf aanstelt in het kader van de opdracht met betrekking tot de voornoemde controle in de loop van het dienstjaar 2012 ;

Gelet op het door deze bedrijfsrevisor op 10.12.2011 opgemaakte verslag waaruit blijkt dat de staat van de balans met een totaal van 89.445,59 EUR en de algemene exploitatierekening met een winst van 4.953,06 EUR afgesloten per 31.12.2011 een getrouw beeld geeft van het vermogen, van de financiële toestand en van de inkomsten en uitgaven van de vereniging op deze datum ;

Overwegende dat dit verslag voldoet aan de voorschriften van het bestek betreffende de voornoemde opdracht ;

Gelet op de door de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" voor het dienstjaar 2011 ingediende boekhoudkundige stukken ;

Overwegende dat de activiteiten van voornoemde V.Z.W. in de loop van in rubriek vermeld dienstjaar bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de statuten die het doel bepalen van voornoemde vereniging ;

Overwegende dat de toekenning en de aanwending van de toelagen 2012 door voornoemde V.Z.W. evenals de boekhoudkundige documenten van het dienstjaar voorgelegd door deze vereniging bijgevolg kunnen beschouwd worden als zijnde conform de bepalingen van de wet van 14.11.1983 ;

NEEMT AKTE van de hiernavolgende boekhoudkundige stukken van het dienstjaar 2011 van de V.Z.W. "CENTRE COMMUNAUTAIRE DU CHANT D'OISEAU" :

1. algemene exploitatierekening 2011 :

a. lasten	115.865,20 EUR
b. opbrengsten	120.818,26 EUR
c. winst	4.953,06 EUR
2. balans 2011 :

a. actief-passief	89.445,59 EUR
-------------------	---------------

48/17.12.2012/A/0025

Règlement-taxe relatif à la délivrance de permis d'environnement - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de permis d'environnement, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de permis d'environnement :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale visant les installations de classe 2 pour lesquelles une décision a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour :

- l'exploitation de l'installation ;

- le déplacement de l'installation ;
 - la remise en exploitation de l'installation dont les activités ont été interrompues pendant deux années consécutives ;
 - la poursuite de l'exploitation de l'installation dont le permis d'environnement arrive à échéance ;
 - la poursuite de l'exploitation de l'installation non soumise à permis d'environnement qui vient à être intégrée dans une classe ;
 - la transformation ou l'extension d'une installation autorisée ;
 - la remise en exploitation d'une installation détruite,
- en application de l'ordonnance de 05.06.1997 relative aux permis d'environnement.

TAUX

Article 2.- Le taux de la taxe est fixé à 125,00 EUR par délivrance de permis d'environnement.

Article 3.- Le taux de la taxe est ramené à 30,00 EUR si aucune suite favorable n'est donnée par le Collège des Bourgmestre et Echevins à la demande de permis d'environnement pour les installations dont question à l'article 1.

Article 4.- Les articles 2 et 3 restent d'application lorsque la personne qui a introduit une demande de permis d'environnement ne donne aucune suite à sa démarche.

Article 5.- Une taxe fixée à 30,00 EUR est exigée lors de l'introduction d'une déclaration pour des nouvelles installations de classe 3.

REDEVABLE

Article 6.- La taxe est due par toute personne physique ou morale qui introduit soit une demande de permis d'environnement pour des installations de classe 2, soit une déclaration pour des installations de classe 3.

EXONERATIONS

Article 7.- Sont exonérées de la taxe :

- les installations de classe 1A et 1B, dont le permis d'environnement est délivré par l'Institut Bruxellois pour la Gestion de l'Environnement (I.B.G.E.) ;
- les demandes introduites par une personne de droit public ;
- les demandes relatives à des installations d'utilité publique ;
- les installations tombant sous l'application de l'arrêté royal du 28.02.1963, portant règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes.

Article 8.- Les installations situées partiellement sur le territoire de la commune sont soumises à la présente taxe communale spéciale. Toutefois, il est établi en leur faveur un dégrèvement calculé de manière telle que la taxe due soit proportionnelle à la superficie des bâtiments sis sur le territoire de la commune, en comparaison de la surface totale.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.- La taxe relative à la délivrance de permis d'environnement est perçue au comptant.

Article 10.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de afgifte van milieuvergunningen - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van milieuvergunningen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw,

Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de afgifte van milieuvergunningen als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven aangaande de installaties van klasse 2 waarvoor een beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen werd genomen voor :

- de uitbating van de installatie ;
 - de verplaatsing van de installatie ;
 - het hernemen van de uitbating van de installatie waarvan de activiteiten gedurende twee opeenvolgende jaren werden onderbroken ;
 - het voortzetten van de uitbating van de installatie waarvan de milieuvergunning ten einde loopt ;
 - het voortzetten van de uitbating van de installatie die niet aan een milieuvergunning onderworpen was en die in een klasse geïntegreerd werd ;
 - de verbouwing of de uitbreiding van een toegelaten installatie ;
 - het hernemen van de uitbating van een vernietigde installatie,
- in toepassing van de verordening van 05.06.1997 betreffende de milieuvergunningen.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De aanslagvoet wordt vastgesteld op 125,00 EUR per afgifte van milieuvergunning.

Artikel 3.- De aanslagvoet wordt verlaagd tot 30,00 EUR indien het College van Burgemeester en Schepenen geen gunstig gevolg geeft aan de aanvraag van milieuvergunning voor de installaties waarvan sprake in artikel 1.

Artikel 4.- De artikelen 2 en 3 blijven van toepassing indien de persoon die een aanvraag van milieuvergunning indient geen verder gevolg geeft aan zijn verzoek.

Artikel 5.- Een belasting op 30,00 EUR vastgesteld is geëist voor de invoering van een aangifte voor nieuwe installaties van klasse 3.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 6.- De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die hetzij een aanvraag van een milieuvergunning voor installaties van klasse 2, hetzij een aangifte voor installaties van klasse 3 indient.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 7.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de installaties van klasse 1A en 1B, waarvoor de milieuvergunning door het Brussels Instituut voor Milieubeheer (B.I.M.) wordt afgegeven ;
- de aanvragen door een publiek rechtspersoon ingediend ;
- de aanvragen betreffende installaties van openbaar nut ;
- de installaties vallend onder de toepassing van het koninklijk besluit van 28.02.1963, houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking en de werknemers tegen het gevaar van de ioniserende stralingen.

Artikel 8.- De installaties die gedeeltelijk op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn, zijn onderworpen aan deze bijzondere gemeentebelasting. Voor hen wordt er echter een belastingvermindering voorzien, zodat de verschuldigde belasting evenredig is met de oppervlakte van de gebouwen gelegen op het grondgebied van de gemeente, in vergelijking met de totale oppervlakte.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende de afgifte van milieuvergunningen wordt contant geïnd.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable pour la période du 01.01.2011 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du

01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à la délivrance de documents administratifs :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur la délivrance de documents administratifs.

TAUX

Article 2.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

Sur la délivrance de pièces d'identité :

- 1,20 EUR pour le duplicata d'une pièce d'identité délivrée à un enfant âgé de moins de 12 ans, en cas de renouvellement suite à la perte, le vol ou la détérioration ;

Sur la délivrance de certificats d'identité aux enfants de nationalité étrangère âgés de moins de 12 ans :

- 1,20 EUR pour un certificat d'identité ;
- 1,20 EUR pour un duplicata ;

Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques aux enfants de nationalité belge âgés de moins de 12 ans (kids-ID) :

- 5,00 EUR pour une carte d'identité (y compris le coût de la confection de la carte, à savoir 3,00 EUR à verser au Service Public Fédéral Intérieur) ;

Sur la délivrance de cartes d'identité électroniques, en application de l'arrêté royal du 25.03.2003 :

- 17,00 EUR pour une carte d'identité (y compris le coût de la confection de la carte, à savoir 12,00 EUR à verser au Service Public Fédéral Intérieur) ;
- 17,00 EUR pour un duplicata ;

Sur la demande et/ou l'activation de nouveaux codes pour une carte d'identité électronique :

- 10,00 EUR par demande et/ou activation ;

Sur la délivrance de passeports :

- 12,00 EUR pour un nouveau passeport ;

Sur la délivrance de modèles 2 et de modèles 8, en application de l'arrêté royal du 16.07.1992 :

- 5,00 EUR par personne ;

Sur la délivrance de documents administratifs aux étrangers de plus de 12 ans :

- 1.- Frais d'ouverture et suivi de dossier
 - 5,00 EUR par personne ;
- 2.- Titres de séjour non électroniques (attestations d'immatriculation modèles A et B)
 - 10,00 EUR pour un titre de séjour ;
 - 10,00 EUR pour un duplicata ;
 - 5,00 EUR pour une prorogation ;
- 3.- Cartes électroniques, en application de l'article 31 de l'arrêté royal du 08.10.1981
 - 17,00 EUR pour une carte (y compris le coût de la confection de la carte, à savoir 12,00 EUR à verser au Service Public Fédéral Intérieur, sauf 10,00 EUR pour la première carte) ;
 - 17,00 EUR pour un duplicata ;
- 4.- Annexes 3 - Déclarations d'arrivée (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une première délivrance ;
 - 5,00 EUR pour une prorogation ;
- 5.- Annexes 33 - Documents de séjour (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une délivrance ;
- 6.- Annexes 35 - Documents spéciaux de séjour (arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR pour une première délivrance ;
 - 5,00 EUR pour une prorogation ;
- 7.- Annexes 41 - Introduction d'une demande de regroupement familial vis-à-vis d'un étranger hors UE bénéficiant d'un séjour limité en Belgique (articles 10bis, 10ter 61/7 de la loi du 15.12.1980)

- 5,00 EUR par demande ;
- 8.- Introduction d'une demande d'attestation de logement suffisant (article 26/3 de l'arrêté royal du 08.10.1981)
 - 5,00 EUR par demande ;
- 9.- Cartes professionnelles
 - 10,00 EUR par demande ;
- 10.- Permis de travail
 - 5,00 EUR par permis ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier de demande d'autorisation de séjour (article 25/2 de l'arrêté royal du 08.10.1981 et articles 9bis, 10 et 12bis de la loi du 15.12.1980) :

- 50,00 EUR par dossier ;

Sur la délivrance de permis de conduire :

- 1.- Permis de conduire provisoires
 - 6,00 EUR pour un permis de conduire provisoire ;
 - 6,00 EUR pour un duplicata ;
- 2.- Permis de conduire permanents (catégories A, B et BE) et/ou limités (catégories C, D, CE et DE)
 - 6,00 EUR pour un permis de conduire permanent et/ou limité ;
 - 6,00 EUR pour un duplicata, un changement de catégorie, un échange de permis de conduire étranger, etc. ;
- 3.- Permis de conduire internationaux
 - 6,00 EUR pour un permis de conduire international ;
 - 6,00 EUR pour un duplicata ;

Sur la délivrance d'extraits de casier judiciaire :

- 5,00 EUR pour un extrait ;

Sur la délivrance de cartes de stationnement pour habitant de la commune :

- 1.- Titulaires d'une plaque d'immatriculation enregistrée auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules
 - 10,00 EUR pour 12 mois pour une première carte de stationnement pour habitant ;
 - 20,00 EUR pour 12 mois pour une deuxième carte de stationnement pour habitant ;

La carte de stationnement pour habitant est délivrée à toute personne physique inscrite ou mentionnée dans les registres de la population de Woluwe-Saint-Pierre et disposant d'un véhicule dont la plaque d'immatriculation est enregistrée auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules.

Il peut être délivré au maximum deux cartes de stationnement pour habitant par personne de 18 ans et plus inscrite à l'adresse.
- 2.- Titulaires d'une plaque d'immatriculation non enregistrée auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules
 - 10,00 EUR pour 3 mois pour une carte de stationnement pour habitant provisoire ;

La carte de stationnement pour habitant provisoire est délivrée à toute personne physique inscrite ou mentionnée dans les registres de la population de Woluwe-Saint-Pierre et disposant d'un véhicule dont la plaque d'immatriculation n'est pas enregistrée auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules.

La carte de stationnement pour habitant provisoire n'est pas renouvelable.

Peut également demander une carte de stationnement pour habitant :

- la personne sous statut diplomatique ;
- le militaire de l'OTAN ;
- le militaire du SHAPE ;
- la personne redevable de la taxe sur les secondes résidences ;
- l'étudiant résidant à Woluwe-Saint-Pierre et exonéré de la taxe relative aux secondes résidences, sur présentation d'un bail locatif enregistré et d'une attestation de fréquentation scolaire à temps plein.

La carte de stationnement pour habitant autorise, sans limite de durée ni autre paiement ponctuel, le conducteur du véhicule à stationner celui-ci sur tout le territoire de la commune, sauf dans les zones et les voies publiques où le système de la carte de stationnement pour habitant n'est pas d'application conformément au règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière en voirie communale.

Sur la délivrance de cartes "visiteur" :

- 20,00 EUR pour 12 mois pour une carte "visiteur" ;

Tout renouvellement, pour quelle que raison que ce soit, le sera à titre onéreux conformément au présent règlement-taxe.

La carte "visiteur" est délivrée à toute personne de référence d'un ménage inscrite ou mentionnée dans les registres de la population de Woluwe-Saint-Pierre dans une habitation située, d'une part, dans une voie publique où une réglementation en matière de stationnement court et rotatif est prévue et, d'autre part, dans une voie publique où des emplacements de stationnement sont réservés aux véhicules des seuls riverains.

Il ne peut être délivré qu'une carte "visiteur" par ménage.

La carte "visiteur" autorise, sans limite de durée ni autre paiement ponctuel, le conducteur du véhicule à stationner celui-ci dans la zone pour laquelle la carte est demandée.

Sur la délivrance de cartes "soins de santé à domicile" pour le personnel médical ou paramédical :

- 10,00 EUR pour 12 mois pour une carte "soins de santé à domicile" ;

La carte "soins de santé à domicile" est délivrée à toute personne physique prodiguant des soins à domicile et disposant d'un numéro I.N.A.M.I.

La carte "soins de santé à domicile" autorise, sans autre paiement ponctuel, pour une durée maximale de deux heures, le conducteur du véhicule à stationner celui-ci sur tout le territoire de la commune.

Sur la délivrance d'abonnements de stationnement :

- 35,00 EUR par mois, par abonnement ;
- 350,00 EUR par an, par abonnement ;

Toute entité économique ayant son siège ou son établissement à Woluwe-Saint-Pierre peut obtenir des abonnements de stationnement avec un maximum de 6 abonnements par entité occupant moins de 50 personnes et avec un maximum de 12 abonnements par entité occupant 50 personnes ou plus.

L'abonnement de stationnement autorise, sans autre paiement ponctuel, le conducteur du véhicule à stationner celui-ci dans la zone pour laquelle l'abonnement est demandé.

Sur la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits, attestations, certifications pour copies conformes, autorisations, etc. :

- 5,00 EUR par document ;

Sur la légalisation de signatures :

- 5,00 EUR par légalisation ;

Sur la délivrance d'extraits des registres d'état civil :

- 5,00 EUR par document ;

Sur l'introduction et le suivi d'un dossier d'acquisition de nationalité :

- 50,00 EUR par dossier ;

Sur la transcription d'actes authentiques dressés à l'étranger :

- 50,00 EUR par transcription ;

Sur la confection et la délivrance de carnets de mariage :

- 25,00 EUR par carnet de mariage ;

Sur la déclaration de cohabitation légale :

- 5,00 EUR par déclaration ;

Sur la délivrance de renseignements urbanistiques :

- 100,00 EUR par réponse à toute demande de renseignements urbanistiques ;

Sur la délivrance de documents reprenant les données personnelles que contient un fichier au sujet de la personne qui en demande communication :

- 5,00 EUR quel que soit le nombre de fichiers pour lesquels la communication est demandée.

Sur la réinscription dans les registres communaux après une radiation d'office par le Collège des Bourgmestre et Echevins de Woluwe-Saint-Pierre :

- 50,00 EUR par personne ;

REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande la délivrance du document.

EXONERATIONS

Article 4.- Sont exonérés de la taxe :

- les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les certifications conformes délivrées aux administrations publiques, aux institutions y assimilées et

- aux établissements d'utilité publique ;
- b) les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés aux particuliers en matière fiscale, de pension légale, de distinction honorifique, de prêt hypothécaire, d'allocations sociales (allocations familiales, allocations pour personnes handicapées), de mutuelle, de tarif social (tarif téléphonique social, tarif solidaire, ...) ainsi que ceux délivrés aux personnes à la recherche d'un logement social ;
 - c) les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les légalisations de signatures, les certifications conformes, délivrés aux chômeurs et aux jeunes chercheurs d'emploi en période d'attente d'allocation de chômage, sur présentation, d'une part, de la carte de contrôle C 3 A et, d'autre part, du document A 23 et ce, uniquement en vue de la recherche d'un emploi ainsi que ceux délivrés dans le cadre de la conservation d'un emploi ;
 - d) les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés dans le cadre d'opérations humanitaires et de bénévolat ;
 - e) les extraits des registres de population et d'état civil, les extraits de casier judiciaire, les légalisations de signatures, les certifications conformes délivrés à des personnes dont l'indigence est dûment constatée ;
 - f) les certificats d'hérédité ;
 - g) les passeports délivrés aux enfants âgés de 0 à 17 ans inclus ;
 - h) les cartes de stationnement délivrées aux membres du personnel communal, du C.P.A.S., des A.S.B.L. communales dans le cadre de leur travail et selon les conditions arrêtées par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

MODALITES PRATIQUES

Article 5.- Dans l'article 2, alinéa 15, par "entité économique", il faut entendre toute personne morale, toute profession libérale ou tout commerce. Doivent faire la demande des abonnements de stationnement :

- a) pour les personnes morales : le président ou son délégué dûment mandaté ;
- b) pour les professions libérales : la personne exerçant ladite profession ;
- c) pour les commerces : le titulaire du registre de commerce ou du numéro de T.V.A.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 6.- La taxe relative à la délivrance de documents administratifs est perçue au comptant.

Article 7.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk voor de periode van 01.01.2011 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rempelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de afgifte van bestuursdocumenten als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de afgifte van bestuursdocumenten.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

Op de afgifte van identiteitsstukken :

- 1,20 EUR voor het duplicaat van een identiteitsstuk afgegeven aan een kind onder de 12 jaar in geval van hernieuwing ten gevolge van verlies, diefstal of beschadiging ;

Op de afgifte van identiteitsbewijzen aan kinderen van buitenlandse nationaliteit onder de 12 jaar :

- 1,20 EUR voor een bewijs van identiteit ;
- 1,20 EUR voor een duplicaat ;

Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten aan kinderen van Belgische nationaliteit onder de 12 jaar (kids-ID) :

- 5,00 EUR voor een identiteitskaart (de prijs van de confectie van de kaart inbegrepen, te weten 3,00 EUR aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken te storten) ;

Op de afgifte van elektronische identiteitskaarten, in toepassing van het koninklijk besluit van 25.03.2003 :

- 17,00 EUR voor een identiteitskaart (de prijs van de confectie van de kaart inbegrepen, te weten 12,00 EUR aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken te storten) ;
- 17,00 EUR voor een duplicaat ;

Op de aanvraag en/of activering van nieuwe codes voor een elektronische identiteitskaart :

- 10,00 EUR per aanvraag en/of activering ;

Op de afgifte van reispassen :

- 12,00 EUR voor een nieuwe reispas ;

Op de afgifte van modellen 2 en modellen 8, in toepassing van het koninklijk besluit van 16.07.1992 :

- 5,00 EUR per persoon ;

Op de afgifte van bestuursdocumenten aan de vreemdelingen van meer dan 12 jaar :

- 1.- Kosten voor het openen en de follow-up van een dossier
 - 5,00 EUR per persoon ;
- 2.- Niet-elektronische verblijfsvergunningen (attesten van immatriculatie modellen A en B)
 - 10,00 EUR voor een verblijfsvergunning ;
 - 10,00 EUR voor een duplicaat ;
 - 5,00 EUR voor een verlenging ;
- 3.- Elektronische kaarten, in toepassing van artikel 31 van het koninklijk besluit van 08.10.1981
 - 17,00 EUR voor een kaart (de prijs van de confectie van de kaart inbegrepen, te weten 12,00 EUR aan de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken te storten, behalve 10,00 EUR voor de eerste kaart) ;
 - 17,00 EUR voor een duplicaat ;
- 4.- Bijlagen 3 - Aankomstverklaringen (koninklijk besluit van 08.10.1981)
 - 5,00 EUR voor een eerste afgifte ;
 - 5,00 EUR voor een verlenging ;
- 5.- Bijlagen 33 - Verblijfsdocumenten (koninklijk besluit van 08.10.1981)
 - 5,00 EUR voor een afgifte ;
- 6.- Bijlagen 35 - Bijzondere verblijfsdocumenten (koninklijk besluit van 08.10.1981)
 - 5,00 EUR voor een eerste afgifte ;
 - 5,00 EUR voor een verlenging ;
- 7.- Bijlagen 41 - Aanvraag van gezinshereniging ten opzichte van een vreemdeling buiten EU genietend van een beperkt verblijf in België (artikels 10bis, 10ter 61/7 van de wet van 15.12.1980)
 - 5,00 EUR per aanvraag ;
- 8.- Aanvraag van attest van voldoende huisvesting (artikel 26/3 van het koninklijk besluit van 08.10.1981)
 - 5,00 EUR per aanvraag ;
- 9.- Beroepskaarten
 - 10,00 EUR per aanvraag ;
- 10.- Werkvergunningen
 - 5,00 EUR per vergunning ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van een aanvraag van verblijf (artikel 25/2 van het koninklijk besluit van 08.10.1981 en artikels 9bis, 10 en 12bis van de wet van 15.12.1980) :

- 50,00 EUR per dossier ;

Op de afgifte van rijbewijzen :

- 1.- Voorlopige rijbewijzen
 - 6,00 EUR voor een voorlopig rijbewijs ;
 - 6,00 EUR voor een duplicaat ;
- 2.- Permanente (categorieën A, B en BE) en/of beperkte (categorieën C, D, CE en DE) rijbewijzen
 - 6,00 EUR voor een permanent en/of beperkt rijbewijs ;
 - 6,00 EUR voor een duplicaat, een verandering van categorie, een uitwisseling van een vreemdelingenrijbewijs, enz. ;
- 3.- Internationale rijbewijzen
 - 6,00 EUR voor een internationaal rijbewijs ;
 - 6,00 EUR voor een duplicaat ;

Op de afgifte van uittreksels van het strafregister :

- 5,00 EUR voor een uittreksel ;

Op de afgifte van parkeerkaarten voor inwoner van de gemeente :

- 1.- Titularis van een kentekenplaat ingeschreven bij de Directie Inschrijving Voertuigen
 - 10,00 EUR voor 12 maanden voor een eerste parkeerkaart voor inwoner ;
 - 20,00 EUR voor 12 maanden voor een tweede parkeerkaart voor inwoner ;

De parkeerkaart voor inwoner wordt afgegeven aan iedere natuurlijke persoon ingeschreven of vermeld in de registers van de bevolking van Sint-Pieters-Woluwe en die over een voertuig beschikt waarvan de kentekenplaat bij de Directie Inschrijving Voertuigen ingeschreven is. Er mogen slechts twee parkeerkaarten voor inwoner afgegeven worden per persoon van 18 jaar en ouder, ingeschreven op het adres.
- 2.- Titularis van een kentekenplaat niet ingeschreven bij de Directie Inschrijving Voertuigen
 - 10,00 EUR voor 3 maanden voor een voorlopige parkeerkaart voor inwoner ;

De voorlopige parkeerkaart voor inwoner wordt afgegeven aan iedere natuurlijke persoon ingeschreven of vermeld in de registers van de bevolking van Sint-Pieters-Woluwe en die over een voertuig beschikt waarvan de kentekenplaat bij de Directie Inschrijving Voertuigen niet ingeschreven is.

De voorlopige parkeerkaart voor inwoner is niet hernieuwbaar.

Mag eveneens een parkeerkaart voor inwoner aanvragen :

- de persoon onder diplomatisch statuut ;
- de militair van de NATO ;
- de militair van de SHAPE ;
- de persoon die belast wordt voor een tweede verblijf ;
- de student wonende te Sint-Pieters-Woluwe en vrijgesteld van de belasting betreffende de tweede verblijven, op voordracht van een ingeschreven huurcontract en een document dat getuigt dat hij van voltijds onderwijs geniet.

De parkeerkaart voor inwoner laat de bestuurder toe, zijn voertuig zonder beperking van duur, noch andere punctuele betaling, te parkeren op geheel het grondgebied van de gemeente, behalve in de zones en in de openbare wegen waar het systeem van de parkeerkaart voor inwoner niet van toepassing is overeenkomstig het bijkomend gemeentereglement betreffende het wegverkeer op gemeentelijke wegen.

Op de afgifte van "bezoekerskaarten" :

- 20,00 EUR voor 12 maanden voor een "bezoekerskaart" ;

Iedere hernieuwing om gelijk welke reden zal betalend zijn overeenkomstig huidig belastingreglement.

De "bezoekerskaart" wordt afgegeven aan elke referentiepersoon van een gezin ingeschreven of vermeld in het bevolkingsregister van Sint-Pieters-Woluwe in een woning gelegen, enerzijds, in een openbare weg waar een reglementering inzake het kortstondig en wisselend parkeren voorzien is en, anderzijds, in een openbare weg waar de parkeerplaatsen uitsluitend voorbehouden zijn aan de voertuigen van de inwoners.

Er mag slechts één "bezoekerskaart" afgegeven worden per gezin.

De "bezoekerskaart" laat de bestuurder toe, zijn voertuig te parkeren zonder beperking van duur, noch andere punctuele betaling, in de zone waarvoor de kaart is aangevraagd.

Op de afgifte van kaarten "gezondheidszorg aan huis" voor het medisch en paramedisch personeel :

- 10,00 EUR voor 12 maanden voor een kaart "gezondheidszorg aan huis" ;

De kaart "gezondheidszorg aan huis" wordt afgegeven aan ieder fysieke persoon die aan huis verpleegt en over een R.I.Z.I.V.-nummer beschikt.

De kaart "gezondheidszorg aan huis" laat de bestuurder toe, zonder andere punctuele betaling, voor een maximale duur van twee uren, zijn voertuig te parkeren op geheel het grondgebied van de gemeente.

Op de afgifte van parkeerabonnementen :

- 35,00 EUR per maand, per abonnement ;
- 350,00 EUR per jaar, per abonnement ;

Iedere economische eenheid die zijn zetel of instelling heeft te Sint-Pieters-Woluwe, kan parkeerabonnementen verkrijgen met een maximum van 6 abonnementen per eenheid die minder dan 50 personen tewerkstelt en met een maximum van 12 abonnementen per eenheid die 50 personen of meer tewerkstelt.

Het parkeerabonnement laat de bestuurder van het voertuig toe, zonder andere punctuele betaling, zijn voertuig te parkeren in de zone waarvoor het abonnement is aangevraagd.

Op de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, bewijsstukken, eensluidend verklaarde uittreksels, vergunningen, enz. :

- 5,00 EUR per document ;

Op de legalisatie van handtekeningen :

- 5,00 EUR per legalisatie ;

Op de afgifte van uittreksels van de registers van burgerlijke stand :

- 5,00 EUR per document ;

Op het indienen en de follow-up van een dossier van nationaliteitsverwerving :

- 50,00 EUR per dossier ;

Op de inschrijving van authentieke akten opgesteld in het buitenland :

- 50,00 EUR per inschrijving ;

Op de confectie en de afgifte van trouwboekjes :

- 25,00 EUR per trouwboekje ;

Op de afgifte van wettelijke samenwoning :

- 5,00 EUR per afgifte ;

Op de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen :

- 100,00 EUR per antwoord op iedere aanvraag van stedenbouwkundige inlichtingen ;

Op de afgifte van documenten met persoonsgegevens vermeld in een gegevensbestand met betrekking tot de persoon die om de mededeling vraagt :

- 5,00 EUR welke het bestandsaantal ook zij waarvoor de mededeling gevraagd is.

Op de wederinschrijving in de gemeenteregisters na een afvoering van ambtswege door het College van Burgmeester en Schepenen van Sint-Pieters-Woluwe :

- 50,00 EUR per persoon ;

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de document aanvraagt.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 4.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- a) de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de voor eensluidend verklaarde afschriften, afgegeven aan de openbare besturen, de hiermee gelijkgestelde instellingen en aan de instellingen van openbaar nut ;
- b) de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften, afgegeven aan particulieren inzake belastingen, wettelijk pensioen, ereonderscheiding, hypotheeklening, sociale uitkeringen (kinderbijslag, uitkeringen aan gehandicapten), mutualiteit, sociaal tarief (sociaal telefoontarief, solidariteitstarief, ...) evenals deze afgegeven aan de personen die op zoek zijn naar een sociale woning ;
- c) de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan werklozen en jonge werkzoekenden in wachtperiode van werkloosheidsuitkering, op vertoon van enerzijds hun controleschrift C 3 A en, anderzijds, van

hun document A 23, en dit enkel voor het zoeken naar werk, evenals deze afgegeven in het kader van het behoud van een werk ;

- d) de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven in het kader van een humanitaire actie en van vrijwilligerswerk ;
- e) de uittreksels uit de registers van bevolking en van burgerlijke stand, de uittreksels van het strafregister, de legalisaties van handtekeningen, de voor eensluidend verklaarde afschriften afgegeven aan personen waarvan de behoefte behoorlijk werd vastgesteld ;
- f) de erfrechtverklaringen ;
- g) de reispassen afgegeven aan kinderen van 0 tot 17 jaar inbegrepen ;
- h) de parkeerkaarten voor inwoner afgegeven aan de leden van het gemeentepersoneel, van het O.C.M.W., van de gemeentelijke V.Z.W.'s in het kader van hun arbeid en volgens de voorwaarden vastgesteld door het College van Burgemeester en Schepenen.

PRAKTISCHE MODALITEITEN

Artikel 5.- In artikel 2, alinea 15, moet men onder "economische eenheid" verstaan : elke rechtspersoon, elk vrij beroep of elke handel. Moeten de aanvraag doen voor de parkeerabonnementen :

- a) voor de rechtspersonen : de voorzitter of de gevolmachtigde afgevaardigde ;
- b) voor de vrije beroepen : de persoon die het beroep uitoefent ;
- c) voor de handel : de titularis van het handelsregister of het B.T.W.-nummer.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 6.- De belasting betreffende de afgifte van bestuursdocumenten wordt contant geïnd.

Artikel 7.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0027

Règlement-taxe relatif aux prestations de services du personnel ouvrier - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux prestations de services du personnel ouvrier, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux prestations de services du personnel ouvrier :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur les prestations de services du personnel ouvrier, effectuées d'office soit pour des particuliers, soit pour des organismes privés ou publics, pour les travaux de voirie ou ceux occasionnés par des réunions sportives, des mariages, divers types de fêtes, d'activités commerciales (braderies), etc.

TAUX

Article 2.- Le taux de la taxe par heure ou fraction d'heure de travail est fixé comme suit :

- a.- Main d'oeuvre
 - 33,00 EUR pour les jours ouvrables ;
 - 64,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- b.- Transport avec chauffeur et convoyeur
 - 115,00 EUR pour les jours ouvrables ;
 - 182,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- c.- Evacuation des déchets
 - 217,00 EUR par charge indivisible de 6 m³ augmentés de 41,00 EUR par m³ supplémentaire ;
- d.- Chargeur

- 119,00 EUR pour les jours ouvrables ;
- 204,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- e.- Balayeuse de rue ou éboueuse
 - 147,00 EUR pour les jours ouvrables ;
 - 231,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- f.- Elévateurs et autres engins de chantier avec chauffeur
 - 271,00 EUR par période indivisible de 4 heures.

REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due soit par la personne physique ou morale, soit par l'organisme privé ou public pour qui le service est effectué d'office.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 4.- La taxe relative aux prestations de services du personnel ouvrier est perçue au comptant.

Article 5.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel, ambtshalve verricht hetzij voor particulieren, hetzij voor private of openbare organismen, voor wegenwerken of werken teweegebracht door sportmanifestaties, huwelijken, allerlei feesten, handelsactiviteiten (braderieën), enz.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De aanslagvoet van de belasting per werkuur of fractie van werkuur wordt als volgt vastgesteld :

- a.- Uurloon
 - 33,00 EUR voor werkdagen ;
 - 64,00 EUR voor zon- en feestdagen ;
- b.- Vervoer met chauffeur en begeleider
 - 115,00 EUR voor werkdagen ;
 - 182,00 EUR voor zon- en feestdagen ;
- c.- Opruiming van afval
 - 217,00 EUR per ondeelbare lading van 6 m³ vermeerderd met 41,00 EUR per aanvullende m³ ;
- d.- Lader
 - 119,00 EUR voor werkdagen ;
 - 204,00 EUR voor zon- en feestdagen ;
- e.- Straatveegmachine of vuilniswagen
 - 147,00 EUR voor werkdagen ;
 - 231,00 EUR voor zon- en feestdagen ;
- f.- Heftoestelen en andere bouwwerfmachines met chauffeur
 - 271,00 EUR per ondeelbare periode van 4 uur.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd hetzij door de natuurlijke of rechtspersoon, hetzij door het privaaf- of publiekrechtelijk organisme waarvoor de dienst ambtshalve werd verricht.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 4.- De belasting betreffende de dienstprestaties van het werkliedenpersoneel wordt contant geïnd.

Artikel 5.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0028

Règlement-taxe relatif au nettoyage de la voie publique - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif au nettoyage de la voie publique, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif au nettoyage de la voie publique :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur le nettoyage de la voie publique par les préposés de l'Administration communale suite au dépôt ou à l'abandon de déchets de toute nature, par une personne ou celle dont elle doit répondre, soit à des endroits où ce dépôt est interdit par une disposition légale ou réglementaire, soit en dehors des jours et des heures où le dépôt est autorisé.

Cette taxe s'applique également aux salissures générées par la chose ou l'animal que l'on a sous sa garde au sens de l'article 1385 du Code civil.

Sont également visées par cette taxe, les affiches, affichettes autocollantes, etc. " apposées à des endroits où un tel acte est interdit, ainsi que les graffiti.

TAUX

Article 2.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- pour le nettoyage de la voie publique suite au dépôt de sacs ou de récipients contenant des déchets ménagers, industriels et commerciaux y assimilés :
31,00 EUR par sac ou récipient.

Les sacs ou récipients visés sont ceux qui sont destinés à la collecte ordinaire et d'une dimension inférieure ou égale au maximum autorisé pour la présentation des immondices. Leur poids est inférieur ou égal à 18 kg ;

- pour le nettoyage de la voie publique suite à l'abandon de sacs, récipients, objets et déchets non destinés à la collecte ordinaire :

93,00 EUR par m³ ou fraction de m³ ;

- pour le nettoyage de la voie publique salie par une personne, l'animal ou la chose qu'elle a sous sa garde :

47,00 EUR par acte ;

- pour le nettoyage des endroits où la présence de la personne, de l'animal ou de la chose est interdite par un règlement de police :

93,00 EUR par acte ;

pour le nettoyage de la voie publique qui résulte de l'abandon de tout petit déchet sur la voie publique :

47,00 EUR par acte ;

pour le nettoyage des places publiques après les marchés et la brocante, suite à la non évacuation des déchets, en l'absence de balayage par les participants lorsque celui-ci est prescrit ou au départ tardif de ceux-ci, empêchant un nettoyage mécanisé :

- 186,00 EUR par acte ;
- pour l'enlèvement d'affiches, d'affichettes autocollantes, etc. ", apposées à des endroits non autorisés à cet effet :
- 47,00 EUR par affiche ;
- pour le traitement des surfaces souillées par des graffiti :
- 93,00 EUR par m² ou fraction de m².

REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due solidairement, soit par le propriétaire des déchets et celui qui les a déposés ou abandonnés, soit par le propriétaire et le gardien de l'animal ou de la chose qui a engendré les salissures, soit par celui qui a apposé les affiches, affichettes autocollantes, etc... et l'éditeur responsable, soit par l'auteur des graffiti.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 4.- La taxe relative au nettoyage de la voie publique est perçue au comptant.

Article 5.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de reiniging van de openbare weg - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de reiniging van de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de reiniging van de openbare weg als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de reiniging van de openbare weg door de aangestelden van het Gemeentebestuur ten gevolge van het achterlaten of het neerleggen van allerlei afvalsoorten door een persoon of door degene voor wie deze persoon verantwoordelijk is, op plaatsen waar dit door een wettelijke of reglementaire bepaling verboden is of buiten de toegelaten dagen en uren.

Dit geldt eveneens voor vuilnis veroorzaakt door voorwerpen of dieren die men bewaakt, overeenkomstig artikel 1385 van het Burgerlijk Wetboek.

Deze belasting geldt ook voor de affiches, de zelfklevende aanplakbiljetjes, enz. ", aangeplakt waar het niet toegelaten is, evenals voor de graffiti.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De aanslagvoet van de belasting per werkuur of fractie van werkuur wordt als volgt vastgesteld :

- voor de reiniging van de openbare weg tengevolge van het neerleggen van zakken of bakken met huishoudelijk, industrieel, commercieel of daarmee gelijkgesteld afval :
31,00 EUR per zak of bak.

De bedoelde zakken of bakken zijn deze die bestemd zijn voor de gewone huisvuilophaling en waarvan de omvang kleiner of gelijk is aan de maximum toegelaten omvang voor huisvuilophaling. Het gewicht ervan is lichter of gelijk aan 18 kg ;

- voor de reiniging van de openbare weg tengevolge van het achterlaten van zakken, bakken, voorwerpen en afval die niet bestemd zijn voor de gewone ophaling :

93,00 EUR per m³ of fractie van m³ ;

- voor de reiniging van de openbare weg vervuild door een persoon, het dier of het voorwerp die hij bewaakt :

- 47,00 EUR per handeling ;
- voor de reiniging van de plaatsen waar de aanwezigheid van de persoon, het dier of het voorwerp bij politiereglement is verboden :
93,00 EUR per handeling ;
- voor de reiniging van de openbare weg tengevolge van elke kleine achtergelaten vuilnis op de openbare weg :
47,00 EUR per handeling ;
- voor de reiniging van de pleinen na de markten en rommelmarkten, ingevolge het niet opruimen van het afval, als de deelnemers niet geveegd hebben wanneer dit voorgeschreven is, of als het laattijdige vertrek van deze een gemechaniseerde reiniging verhindert :
186,00 EUR per handeling ;
- voor de verwijdering van affiches, zelfklevende aanplakbiljetjes, enz. ", op plaatsen waar het aanbrengen ervan niet toegelaten is :
47,00 EUR per affiche
- voor de behandeling van met graffiti bekladde oppervlakten :
93,00 EUR per m² of fractie van m².

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 3.- De belasting is solidair verschuldigd hetzij door de eigenaar van bedoeld afval en degene die het afval neergelegd of achtergelaten heeft, hetzij door de eigenaar en de persoon die het voorwerp of het dier bewaakt en dat de oorzaak is van de vuilnis, hetzij door degene die de affiches, zelfklevende aanplakbiljetjes, enz... heeft aangeplakt en de verantwoordelijke uitgever, hetzij door degene die de graffiti heeft aangebracht.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 4.- De belasting betreffende de reiniging van de openbare weg wordt contant geïnd.

Artikel 5.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0029

Règlement-taxe relatif aux transports funèbres et aux exhumations - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux transports funèbres et aux exhumations, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux transports funèbres et aux exhumations :

A. TRANSPORTS FUNEBRES

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur les transports funèbres.

Article 2.- Les transports funèbres sur le territoire de la commune ou ceux qui partent de la commune, sont effectués par une entreprise privée désignée par les ayants droit du défunt moyennant le paiement préalable d'une taxe. L'emploi d'un char mortuaire automobile spécialement aménagé est obligatoire.

Article 3.- L'Administration communale délègue un ordonnateur qui posera les scellés sur le cercueil au moment de la mise en bière. L'ordonnateur s'assure que la mise en bière a été effectuée convenablement et que le cercueil présente au point de vue de la salubrité et de la décence toutes les conditions voulues. L'heure de la pose des scellés est fixée conjointement par les déclarants du décès et le service des inhumations, selon les disponibilités du service. La surveillance de l'enlèvement du corps et du transport se fait par les soins de l'ordonnateur des pompes funèbres ou par son remplaçant et ce

jusqu'au moment de la remise du corps au cimetière.

Le délégué de la famille présentera à l'ordonnateur l'autorisation de la commune de destination et signera le procès-verbal de la mise des scellés.

Article 4.- Si la famille en a régulièrement exprimé le désir, le corps est présenté à l'église ou au temple. La surveillance de l'entrée et de la sortie de l'église ou du temple se fait par l'ordonnateur des pompes funèbres ou son remplaçant.

Article 5.- L'ordonnateur des pompes funèbres ou son remplaçant accompagne le convoi funèbre jusqu'à son lieu de destination : cimetière, four crématoire ou gare d'embarquement.

Article 6.- Les convois funèbres sont introduits dans le cimetière par l'ordonnateur des pompes funèbres ou son remplaçant. A son entrée au cimetière, il remet au conservateur ou à son remplaçant le permis d'inhumation.

Article 7.- Le transport à bras le corps d'un enfant âgé de moins de six mois, de morts-nés ou de foetus peut être fait par un porteur. En cas de présentation à une église ou à un temple, l'utilisation d'un corbillard est exigée.

Article 8.- Tout corps à inhumer au cimetière de Woluwe-Saint-Pierre peut être déposé sur un catafalque lorsque deux chars se présentent en même temps ou à un bref intervalle au cimetière. Dès que les formalités de la remise du corps auront été accomplies, le char pourra quitter le cimetière pour effectuer un autre transport.

TAUX

Article 9.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 1°) les prestations de l'ordonnateur qui appose les scellés : 62,00 EUR ;
- 2°) les prestations de l'agent de service qui effectue le transport à bras le corps d'enfants de moins de six mois, de morts-nés ou de foetus : 37,20 EUR ;
- 3°) les prestations effectuées pour un convoi arrivant au cimetière communal en dehors des heures régulières d'ouverture de celui-ci : 49,60 EUR ;

Article 10.- Les taux prévus à l'article 9 du présent règlement-taxe sont doublés pour les prestations à effectuer le dimanche ou un jour férié légal.

Lorsque le jour férié légal précède ou suit immédiatement le dimanche, le taux normal est appliqué.

Article 11.- Le transport d'un corps à l'Institut de médecine légale pour autopsie entraîne les frais pour le séjour, le transport funèbre et le cercueil. Les frais y afférents sont réclamés par la Ville de Bruxelles. Ces frais seront récupérés par la Commune auprès de la famille, les héritiers ou ayants droit.

Article 12.- Si l'inhumation dans un autre cimetière que celui de Woluwe-Saint-Pierre entraîne la perception d'une taxe, celle-ci est supportée par la famille intéressée, indépendamment des prix fixés par le règlement.

REDEVABLE

Article 13.- La taxe est due par la famille, les héritiers ou les ayants droit.

EXONERATIONS

Article 14.- Le passage d'un corps en transit sur le territoire de la commune ou provenant d'une autre commune mais à destination du cimetière de Woluwe-Saint-Pierre ne donne pas lieu à la perception d'une taxe.

La Commune n'assure aucune prestation le samedi après 12 heures, heure de la levée du corps.

Article 15.- Le transport des restes mortels de personnes indigentes se fait gratuitement sur présentation d'une attestation du Centre Public d'Action Sociale établissant l'indigence du défunt. La Commune se charge de la fourniture d'un cercueil, de la mise en bière, du transport et de l'inhumation au cimetière de Woluwe-Saint-Pierre. En aucun cas, elle ne tiendra compte des dernières volontés du défunt lorsque celles-ci entraînent la charge de frais qui dépassent ceux des funérailles simplement décentes. Il en sera de même pour les corps des personnes pour lesquelles les familles ou les déclarants refusent de se charger des frais funéraires.

Article 16.- Les corps légués aux services scientifiques d'une université peuvent être enlevés par les services compétents de l'université désignée par le défunt, au moyen du fourgon funéraire de cette université.

Aucune taxe n'est exigée du chef de cette prestation.

B. EXHUMATIONS

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 17.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2019, une taxe communale pour toute exhumation d'un corps ou d'une urne.

Article 18.- Le transfert des restes mortels exhumés a lieu le matin, du mardi au vendredi inclus.

TAUX

Article 19.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 1°) Exhumation d'une urne cinéraire placée en columbarium : 62,00 EUR ;
 2°) Exhumation d'un corps ou d'une urne inhumé en pleine terre : 124,00 EUR ;
 L'appel à une entreprise agréée par la Commune est prévu pour l'exécution des travaux qui sont à charge, soit de la famille, soit des héritiers, soit des ayants droit.
 3°) Exhumation d'un corps placé dans un caveau : 247,90 EUR ;

Article 20.- A l'exception de l'alinéa 2° de l'article 19, les travaux d'exhumation sont effectués par les ouvriers communaux.

REDEVABLE

Article 21.- La taxe est due par la famille, les héritiers ou les ayants droit.

EXONERATIONS

Article 22.- Sont exonérées de la taxe fixée au présent article 19, les exhumations ordonnées par les autorités judiciaires et celles des restes mortels de militaires et civils morts pour la patrie, résultant de la désaffectation du cimetière.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 23.- La taxe relative aux transports funèbres et aux exhumations est perçue au comptant.

Article 24.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de lijkbezorgingen en de opgravingen - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de lijkbezorgingen en de opgravingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de lijkbezorgingen en de opgravingen als volgt te verlengen :

A. LIJKBEZORGINGEN

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de lijkbezorgingen.

Artikel 2.- Het lijkvervoer op het grondgebied van de gemeente of vertrekkend van de gemeente geschiedt door tussenkomst van een privé-onderneming aangesteld door de rechthebbenden van de overleden persoon, mits de voorafgaande betaling van een belasting. Een daartoe speciaal aangelegde lijkswagen moet gebruikt worden.

Artikel 3.- Het Gemeentebestuur vaardigt een begrafenisleider af voor het plaatsen van de zegels op de kist op het ogenblik van het kisten.

De begrafenisleider vergewist zich ervan dat het kisten behoorlijk werd gedaan en dat de lijk-kist aan de gestelde voorwaarden voldoet wat de gezondheid en de welvoegelijkheid betreft.

Het uur voor het plaatsen van de zegels wordt vastgesteld in samenspraak met de verklaarders en de begrafenisdienst, volgens de mogelijkheden van de dienst. Het lichten en het vervoeren van het lijk geschiedt onder toezicht van de begrafenisleider van de begrafenisonderneming of van zijn vervanger en dit tot op het ogenblik van de aankomst op het kerkhof.

De afgevaardigde van de familie zal de toelating van de bestemmingsgemeente voorleggen aan de begrafenisleider en het proces-verbaal van de zegellegging tekenen.

Artikel 4.- Indien de familie er op regelmatige wijze de wens heeft voor uitgedrukt, wordt het lijk in de kerk of

in de tempel vertoond.

Het in- en uitgaan van de kerk of van de tempel geschied onder toezicht van de begrafenisleider van de begrafenisonderneming of van zijn vervanger.

Artikel 5.- De begrafenisleider van de begrafenisonderneming of zijn vervanger begeleiden de stoet tot zijn eindbestemming : begraafplaats, crematorium of ladingstation.

Artikel 6.- De lijkstoeten worden in de begraafplaats binnengeleid door de begrafenisleider van de begrafenisonderneming of zijn vervanger. Bij zijn binnenkomst overhandigt hij de machtiging tot begraven aan de kerkhofbewaarder of zijn vervanger.

Artikel 7.- Het dragen van het lijk van een kind van minder dan zes maanden, van doodgeborenen kinderen of van foetussen, mag geschieden door een drager.

Indien het lijk wordt vertoond in een kerk of in een tempel is het gebruik van een lijkswagen verplicht.

Artikel 8.- Elk lijk dat dient begraven te worden op het kerkhof van Sint-Pieters-Woluwe mag op een katafalk geplaatst worden wanneer twee lijkwagens aankomen op hetzelfde ogenblik of binnen een korte tijdsspanne. Zodra de formaliteiten van de afgifte van de lijken voltrokken zijn, mag de lijkswagen het kerkhof verlaten teneinde een ander vervoer te verzekeren.

AANSLAGVOET

Artikel 9.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- | | |
|---|-------------|
| 1°) de prestaties van de begrafenisleider die de zegels plaatst : | 62,00 EUR ; |
| 2°) de prestaties van de dienstdoende beampte die het lijk van kinderen van minder dan zes maanden, van doodgeborenen of van foetussen draagt : | 37,20 EUR ; |
| 3°) de prestaties verricht voor een lijkstoet die op het gemeentelijk kerkhof aankomt buiten de normale openingsuren : | 49,60 EUR ; |

Artikel 10.- De aanslagvoeten voorzien bij artikel 9 van dit belastingreglement worden verdubbeld voor alle prestaties uitgevoerd op een zondag of op een wettelijke feestdag.

Wanneer de wettelijke feestdag onmiddellijk vóór of na een zondag valt, wordt het gewone bedrag toegepast.

Artikel 11.- Het vervoer van een lijk naar het Instituut voor Wettelijke Geneeskunde ten einde het te schouwen, veroorzaakt de onkosten voor het verblijf, het lijkvervoer en de kist. De desbetreffende onkosten worden door de Stad Brussel aangerekend. Deze onkosten worden door de Gemeente teruggeëist bij de familie, erfgenamen of rechthebbenden.

Artikel 12.- Indien het begraven op een ander kerkhof dan dit van Sint-Pieters-Woluwe aanleiding geeft tot het innen van een belasting worden deze uitgaven gedragen door de belanghebbende families, afgezien van de prijzen bepaald door dit reglement.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 13.- De belasting is verschuldigd door de familie, de erfgenamen of de rechthebbenden.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 14.- Het doorgaan van een lijk op het grondgebied van de gemeente of het aankomen van een lijk op het kerkhof van Sint-Pieters-Woluwe uit een andere gemeente geeft geen aanleiding tot het innen van een belasting.

De Gemeente verzekert geen prestaties op zaterdag na 12 uur, uur van lichte van het lijk.

Artikel 15.- Het vervoer van het stoffelijk overschot van onvermogene personen gebeurt gratis op voorlegging van een attest van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn dat het onvermogen van de overleden persoon staft. De Gemeente gelast zich met het leveren van een lijk, het lijk, het vervoer en het begraven op het kerkhof van Sint-Pieters-Woluwe. In geen geval wordt er rekening gehouden met de laatste wilsbeschikkingen van de overleden persoon, wanneer deze onkosten zouden met zich meebrengen die deze van een gewoon welvoeglijke begrafenis overtreffen. Hetzelfde geldt voor de lijken van personen voor wie de familie of de verklaarders weigeren zich te gelasten met de begrafenisongkosten.

Artikel 16.- De lijken geschonken aan de wetenschappelijke diensten van een universiteit mogen door de bevoegde universiteitsdiensten weggehaald worden door middel van een lijkswagen van de universiteit.

Uit hoofde van deze prestaties wordt geen belasting geïnd.

B. OPGRAVINGEN

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 17.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2019, een gemeentebelasting geheven voor iedere opgraving van een lijk of een asurn.

Artikel 18.- Het overbrengen van het opgegraven stoffelijk overschot heeft plaats in de voormiddag, van dinsdag

tot vrijdag inbegrepen.

AANSLAGVOET

Artikel 19.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- | | |
|---|--------------|
| 1°) Opgraving van een asurn in columbarium geplaatst : | 62,00 EUR ; |
| 2°) Opgraving van een lijk of van een asurn begraven in volle grond : | 124,00 EUR ; |
| Voor de uitvoering van de werken die ten laste zijn, hetzij van de familie, hetzij van de erfgenamen, hetzij van de rechthebbenden, wordt beroep gedaan op een onderneming erkend door de Gemeente. | |
| 3°) Opgraving van een lijk geplaatst in een grafkelder : | 247,90 EUR ; |

Artikel 20.- Met uitzondering van alinea 2° van het artikel 19, worden de opgravingswerken door de gemeentearbeiders uitgevoerd.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 21.- De belasting is verschuldigd door de familie, de erfgenamen of de rechthebbenden.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 22.- Zijn van de belasting bepaald bij artikel 19 vrijgesteld, de opgravingen bevolen door de gerechtelijke overheid en deze van het stoffelijk overschot van militairen en burgers die voor het vaderland gestorven zijn, voortkomend uit het buiten dienst stellen van het kerkhof.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 23.- De belastingbetreffende de lijkbezorgingen en de opgravingen wordt contant geïnd.

Artikel 24.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen geregeld.

Règlement-redevance relatif à l'occupation de caveaux d'attente - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif à l'occupation de caveaux d'attente, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif à l'occupation de caveaux d'attente :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale sur l'occupation de caveaux d'attente mis à la disposition des familles pour l'inhumation provisoire des corps ou des urnes cinéraires à placer dans des caveaux de famille ou devant être transportés ultérieurement vers une autre destination.

Article 2.- Le tarif de la redevance est fixé à 100,00 EUR par trimestre pour l'occupation d'une case de caveau d'attente. Tout trimestre commencé est dû en entier.

Article 3.- La consignation à titre de garantie d'un montant égal à la redevance due pour une concession de sépulture en pleine terre d'une durée de 50 ans est exigée préalablement.

Article 4.- Cette garantie n'est pas exigée :

- lorsque le corps ou les cendres à placer dans une case du caveau d'attente doivent être transportés ultérieurement vers une autre destination, transport à justifier par une autorisation délivrée par le lieu d'inhumation ;
- lorsque les cendres n'ont pu être dispersées pour des raisons climatiques ou autres.

Article 5.- Le séjour d'un corps ou d'une urne cinéraire dans un caveau d'attente ne peut dépasser le terme de 3 mois, sauf autorisation spéciale du Bourgmestre, délivrée pour motifs exceptionnels.

Article 6.- La redevance est doublée lorsque le séjour est prolongé au delà de trois mois, même avec une autorisation spéciale. La redevance est triplée ou quadruplée pour un troisième ou un quatrième terme. La majoration est ainsi de suite croissante en fonction du nombre de trimestres.

Article 7.- La redevance est payable entre les mains du receveur communal et de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 8.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

48/17.12.2012/A/0030

Retributiereglement betreffende het gebruik van wachtkelders - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende het gebruik van wachtkelders, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende het gebruik van wachtkelders als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeenteretributie geheven op het gebruik van wachtkelders ter beschikking gesteld van de families voor de voorlopige begraving van lijken of voor het plaatsen van askruiken in familiekersels of die later moeten vervoerd worden naar een andere bestemming.

Artikel 2.- Het tarief van de retributie wordt vastgesteld op 100,00 EUR per kwartaal voor het gebruik van een vak van de wachtkelder. Elk begonnen kwartaal is geheel verschuldigd.

Artikel 3.- Het in bewaring geven, ten titel van waarborg, van een bedrag gelijk aan de vergoeding geëist voor een vergunning in volle grond van een duur van 50 jaar, wordt vooraf geëist.

Artikel 4.- Deze waarborg wordt niet geëist :

- wanneer het lijk of de as, welke in een vak van de wachtkelder te plaatsen zijn, later dienen vervoerd te worden naar een andere bestemming, vervoer te rechtvaardigen door een toelating tot begraven van de plaats van begraving ;
- wanneer de as niet kon verstrooid worden wegens weersomstandigheden of andere redenen.

Artikel 5.- Het verblijf van een lijk of van een askruik in de wachtkelder mag de periode van 3 maanden niet overschrijden, behalve bij speciale toelating van de Burgemeester, afgeleverd voor uitzonderlijke redenen.

Artikel 6.- De retributie wordt verdubbeld wanneer het verblijf verlengd wordt boven 3 maanden, zelfs met speciale toelating. De retributie wordt drie- of vierdubbel aangerekend voor een derde of een vierde periode. De verhoging stijgt zo verder naargelang het aantal kwartalen.

Artikel 7.- De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger en van zijn beambten of van de ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 8.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs gerechtelijke weg.

Règlement-taxe relatif au personnel occupé - Renouvellement - Prorogation - Suspension de l'application pour l'exercice d'imposition 2013

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif au personnel occupé, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Considérant que les communes qui s'abstiendront de lever cette taxe recevront de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale une recette compensatoire égale à la recette effective inscrite au dernier compte dans lequel figure cette recette ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux) :

1.- de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif au personnel occupé :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1. Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur le personnel (employés et/ou ouvriers) occupé dans les exploitations industrielles, commerciales ou

agricoles, sans distinction de sexe ni de travail, que celui-ci soit de jour ou de nuit.

Article 2. § 1. Personnel occupé dans les établissements ou leurs annexes situés sur le territoire de la commune

- 1.- Le nombre d'employés auxquels la taxe s'applique est le nombre moyen de personnes occupées. Le nombre moyen s'obtient en divisant par 12 le nombre total de mensualités payées à l'ensemble des employés, toute fraction étant arrondie à l'unité supérieure.
- 2.- Le nombre d'ouvriers à déclarer s'obtient en divisant le nombre de journées utiles consigné dans les feuilles de salaires ou dans les livres de comptabilité par le nombre de jours ouvrables de l'année, soit 300 jours où l'on travaille 6 jours par semaine et 250 pour les entreprises qui ont adopté la semaine de travail des 5 jours, toute fraction étant arrondie à l'unité supérieure.
- 3.- Sont considérées comme annexe à un établissement, toute installation ou entreprise et tout chantier quelconque établis sur le territoire de la commune pendant une période ininterrompue de trois mois au moins.

§ 2. Personnel occupé à domicile pour le compte des taxables

Le nombre d'unités imposables s'obtient pour chaque établissement taxable en divisant par 250.000 le montant total des salaires bruts versés au personnel, qu'il soit masculin ou féminin. Toute fraction sera compté pour une unité. Le contribuable qui aura acquitté pour le même personnel une taxe similaire dans une autre commune pourra réclamer un dégrèvement pour autant qu'il fournisse la preuve du paiement dans l'autre commune et que sa réclamation soit faite dans les délais prescrits.

TAUX

Article 3. Le taux annuel de la taxe est fixé à 12,40 EUR par personne (employé et/ou ouvrier).

REDEVABLE

Article 4. La taxe est due par les personnes physiques ou morales, ainsi que les associations ou communautés de fait, par les titulaires de professions libérales, charges ou offices, à raison du personnel qu'ils emploient.

La taxe due par une association momentanée est perçue à charge de celle-ci ou, à défaut, à charge des personnes physiques ou morales qui en font partie. Après la dissolution de l'association momentanée, les personnes physiques ou morales qui en faisaient partie sont solidairement débitrices des taxes restant à recouvrer.

EXONERATIONS

Article 5. Sont exonérés de la taxe :

- les 20 premières unités (employés et/ou ouvriers) ;
- le personnel de maison ;
- le personnel occupé en vertu d'un contrat d'apprentissage ;
- les enfants ou beaux-enfants travaillant pour le compte des parents ou beaux-parents et dans leur établissement ;
- le personnel occupé pendant moins de trois mois.

DECLARATION

Article 6. L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7. La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 8. La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification

pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9. La taxe relative au personnel occupé est recouvrée par voie de rôle.

Article 10. L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

2.- de suspendre l'application du règlement-taxe relatif au personnel occupé pour l'exercice d'imposition 2013.

Belastingreglement betreffende het tewerkgesteld personeel - Hernieuwing - Verlenging - Schorsing van de toepassing voor het aanslagjaar 2013

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende het tewerkgesteld personeel, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Overwegende dat de gemeenten die deze belasting niet heffen, van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve een compenserend bedrag ontvangen gelijk aan de werkelijke ontvangst van deze belasting, ingeschreven in de laatste rekening waarin deze ontvangst voorkomt ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden) :

1.- het belastingreglement betreffende het tewerkgesteld personeel als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1. Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op het personeel (bedienden en/of werklieden) tewerkgesteld in industriële, handels- of landbouwexploitaties, zonder onderscheid van geslacht of werk zowel voor dag- als nachtwerk.

Artikel 2. § 1. Personeel tewerkgesteld in inrichtingen of hun bijhuizen op het grondgebied van de gemeente gelegen

- 1.- Het aantal bedienden waarop de belasting wordt toegepast is het gemiddeld aantal tewerkgestelde personen. Het gemiddeld aantal wordt bekomen door de deling door 12 van het totaal van de aan de bedienden maandelijks uitbetaalde bedragen, elke breuk wordt herleid tot de hogere eenheid.
- 2.- Het aantal aan te geven werklieden wordt bekomen door het aantal nuttige werkdagen aangegeven op de loonbladen of in de boekhouding, te delen door het aantal werkdagen van het jaar, hetzij 300 voor de inrichtingen waar 6 dagen per week gewerkt wordt en 250 voor de inrichtingen die de 5 dagenweek op constante wijze aangenomen hebben, elke breuk wordt herleid tot de hogere eenheid.
- 3.- Worden als bijhuis van een inrichting beschouwd, iedere installatie of onderneming en iedere werf die gedurende een ononderbroken periode van minstens drie maanden op het grondgebied van de gemeente gevestigd is.

§ 2. Voor rekening van de belastbare inrichtingen thuiswerkend personeel

Het aantal belastbare eenheden wordt voor iedere belastbare inrichting bekomen door het totaal bedrag van de brutolonen die aan het personeel (mannelijk of vrouwelijk) uitbetaald werden, te delen door 250.000. Elke breuk wordt herleid tot de hogere eenheid. Indien de belastingplichtige voor hetzelfde personeel een gelijkaardige belasting in een andere gemeente heeft betaald, kan hij een belastingvermindering eisen voor zover hij het bewijs levert dat hij de belasting in de andere gemeente betaalde en hij zijn bezwaar binnen de vastgestelde tijd indient.

AANSLAGVOET

Artikel 3.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt op 12,40 EUR per persoon (bediende en/of werkman) vastgesteld.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting wordt verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen, evenals door de feitelijke vennootschappen, verenigingen of gemeenschappen, door de houders van vrije beroepen, lasten of diensten, voor het personeel dat ze tewerkstellen.

De door een tijdelijke vennootschap verschuldigde belasting wordt ten harer laste ingevorderd of ten laste van de natuurlijke of rechtspersonen die ervan deel uitmaken. Na de ontbinding van de tijdelijke vennootschap zijn de natuurlijke of rechtspersonen die ervan deel uitmaakten hoofdelijk aansprakelijk voor de nog in te vorderen belastingen.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5. Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de 20 eerste eenheden (bedienden en/of werklieden) ;
- het huispersoneel ;
- het personeel onder leercontract tewerkgesteld ;
- de kinderen of schoonkinderen die voor rekening van hun ouders of schoonouders in hun onderneming werken ;
- het personeel tewerkgesteld gedurende minder dan drie maanden.

AANGIFTE

Artikel 6.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 7.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 8.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende het tewerkgesteld personeel wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

2.- de toepassing van het belastingreglement betreffende het tewerkgesteld personeel voor het aanslagjaar 2013 te schorsen.

Règlement-taxe relatif à la force motrice et aux machines de bureau - Renouvellement - Prorogation - Suspension de l'application pour l'exercice d'imposition 2013

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à la force motrice et aux machines de bureau, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes,

M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à la force motrice et aux machines de bureau :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur :

- la force motrice,
- les machines de bureau,

installées sur le territoire de la commune au 1er janvier de l'exercice d'imposition et utilisées dans le cadre d'une activité professionnelle.

Est réputée "force motrice", la puissance des moteurs de tout type nécessaires à la mise en fonctionnement de toute machine sans distinction, mécanique ou électronique, de bureau ou d'atelier, accessoire ou principale, avec ou sans mouvement apparent, traditionnelle ou non. Sont réputées "machines de bureau" : les ordinateurs personnels ou terminaux, les imprimantes laser, les imprimantes de tout autre type et les photocopieuses.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 18,60 EUR par kilowatt pour les machines traditionnelles ou non dont l'objet principal n'est pas le traitement de l'information, pour les machines traditionnelles ou non ne disposant pas de capacité de mémoire, pour les machines traditionnelles ou non ne disposant de capacité de mémoire qu'à titre accessoire.

Le taux annuel de la taxe est fixé aux montants forfaitaires suivants pour les machines traditionnelles ou non dont l'objet principal est le traitement de l'information et/ou la reproduction de documents, pour les machines traditionnelles ou non disposant de capacité de mémoire à titre principal :

- | | |
|--------------------------------------|-------------------|
| - ordinateur personnel ou terminal : | 6,20 EUR/unité ; |
| - imprimante laser : | 18,60 EUR/unité ; |
| - imprimante de tout autre type : | 6,20 EUR/unité ; |
| - photocopieuse : | 12,40 EUR/unité. |

Article 3.- La taxe est due en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par :

- la personne physique ou, solidairement, les membres de toute association exerçant une profession libérale ou indépendante sur le territoire de la commune ;
- la personne morale exerçant une activité commerciale, industrielle ou de services sur le territoire de la commune.

Article 5.- Par dérogation à la date du 1er janvier de l'exercice d'imposition définie à l'article 1, sont également redevables de la taxe, les personnes physiques ou morales utilisant temporairement, en cours d'exercice, une force motrice sur le territoire de la commune.

Le montant de la taxe dont le taux est défini à l'article 2 alinéa 1 est, dans ce cas, calculé au prorata des mois d'utilisation.

EXONERATIONS

Article 6.- Sont exonérés de la taxe :

- les cinq premiers kilowatts de la puissance totale des moteurs ;
- le moteur destiné à la mise en fonctionnement d'un véhicule assujéti à la taxe de circulation ou spécialement exonéré de celle-ci ;
- le moteur de réserve et le moteur de rechange ;
est réputé "moteur de réserve", le moteur dont le service n'est pas indispensable à la marche normale de l'entreprise et qui ne fonctionne que dans des circonstances exceptionnelles pour autant que sa mise en service n'ait pas pour effet d'augmenter la production de l'établissement en cause ;
est réputé "moteur de rechange", le moteur dont le service est exclusivement affecté au travail régulièrement exécuté par le moteur temporairement remplacé ;
- un équipement de machines de bureau comprenant :
 - trois ordinateurs personnels ou terminaux ;
 - deux imprimantes ;
 - une photocopieuse.

DECLARATION

Article 7.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de

renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 8.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 9.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10.- La taxe relative à la force motrice et aux machines de bureau est recouvrée par voie de rôle.

Article 11.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de drijfkracht en de kantoormachines - Hernieuwing - Verlenging - Schorsing van de toepassing voor het aanslag 2013

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de drijfkracht en de bureaumachines, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de drijfkracht en de bureaumachines als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op :

- de drijfkracht ;
- de bureaumachines,

gevestigd op het gebied van de gemeente op 1 januari van het aanslagjaar en in het kader van een beroepsactiviteit gebruikt.

Wordt als "drijfkracht" beschouwd, de kracht van alle motortypes die nodig zijn voor het in werking stellen van ieder toestel zonder onderscheid, mechanisch of elektronisch, voor kantoor of werkplaats, bijkomend of in hoofdzaak, met of zonder schijnbare beweging, gebruikelijk of niet. Worden als "bureaumachines" beschouwd : de personal computers of de terminals, de laserprinters, de printers van elk ander type en de fotokopieerapparaten.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 18,60 EUR per kilowatt voor de al dan niet gebruikelijke toestellen waarvan het voornaamste onderwerp niet het behandelen van gegevens is, voor de al dan niet gebruikelijke toestellen die niet over een geheugenvermogen beschikken, voor de al dan niet gebruikelijke toestellen die enkel met een bijkomstig

geheugenvermogen uitgerust zijn.

De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op volgende forfaitaire bedragen voor de al dan niet gebruikelijke toestellen waarvan het voornaamste onderwerp het behandelen van gegevens en/of de reproductie van documenten is, voor de al dan niet gebruikelijke toestellen die over een geheugenvermogen in hoofdzaak beschikken :

- personal computer of terminal : 6,20 EUR/eenheid ;
- laserprinter : 18,60 EUR/eenheid ;
- printer van elk ander type : 6,20 EUR/eenheid ;
- fotokopieerapparaat : 12,40 EUR/eenheid.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door :

- de natuurlijke persoon of, solidaire, de leden van elke vereniging die een vrij of zelfstandig beroep uitoefenen op het grondgebied van de gemeente ;
- de rechtspersoon die een handels- of industriële activiteit uitoefent of diensten verleent op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 5.- In afwijking van de datum van 1 januari van het aanslagjaar zoals bepaald in artikel 1, is de belasting ook verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersonen die tijdelijk een drijfkracht op het gebied van de gemeente gebruiken, in de loop van het dienstjaar.

Het bedrag van de belasting waarvan de aanslag in artikel 2 alinea 1 bepaald is, wordt in dit geval naar evenredigheid van gebruiksmaanden berekend.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 6.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de eerste vijf kilowatt van de totale kracht van de motoren ;
- de motor bestemd voor het aandrijven van een voertuig dat onder de verkeersbelasting valt of speciaal hiervan vrijgesteld is ;
- de reservemotor en de wisselmotor ;
wordt als "reservemotor" beschouwd, de motor waarvan het gebruik niet onmisbaar is voor de normale werking van de onderneming en die slechts in uitzonderlijke omstandigheden werkt voor zover zijn gebruik geen productieverhoging van de onderneming meebrengt ;
wordt als "wisselmotor" beschouwd, de motor waarvan het gebruik uitsluitend voorbehouden is aan het regelmatig uitgevoerde werk door de tijdelijk vervangen motor ;
- een uitrusting van bureaumachines bestaande uit :
 - drie personal computers of terminals ;
 - twee printers ;
 - één fotokopieerapparaat.

AANGIFTE

Artikel 7.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 8.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 9.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingswijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 10.- De belasting betreffende de drijfkracht en de bureaumachines wordt ingevorderd door middel van een

48/17.12.2012/A/0033

kohier.

Artikel 11.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif au colportage - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif au colportage, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif au colportage :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur le colportage à charge des personnes exerçant un commerce ambulante sur le territoire de la commune.

Article 2.- Sont visées les activités ambulantes dont l'exercice est subordonné à autorisation préalable du Ministre qui a les Classes moyennes dans ses attributions ou du fonctionnaire auquel il a délégué cette compétence conformément à l'article 3 de la loi du 25.06.1993 sur l'exercice d'activités ambulantes et l'organisation des marchés publics modifiée et redéfinie "loi sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines" par la loi du 04.07.2005.

TAUX

Article 3.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- | | |
|--|-------------------------|
| - commerce ambulante sans utilisation d'un véhicule automoteur : | 2,50 EUR par jour ; |
| | 9,90 EUR par semaine ; |
| | 31,00 EUR par mois ; |
| - commerce ambulante avec utilisation d'un véhicule automoteur : | 7,40 EUR par jour ; |
| | 37,20 EUR par semaine ; |
| | 93,00 EUR par mois. |

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par le commerçant ambulante.

EXONERATIONS

Article 5.- Sont exonérés de la taxe :

- les colporteurs de journaux, imprimés et gravures ;
- les voyageurs de commerce vendant sur échantillons ;
- les industriels et commerçants qui livrent régulièrement leurs marchandises à domicile.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 6.- La taxe relative au colportage est perçue au comptant et doit être acquittée avant le début de la vente.

Article 7.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de leurhandel - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de leurhandel, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de

gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de leurhandel als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de leurhandel ten laste van de personen die dergelijke activiteit uitoefenen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2.- Worden bedoeld de ambulante activiteiten waarvan de uitoefening is onderworpen aan een voorafgaande machtiging van de Minister die de Middenstand in zijn bevoegdheid heeft of van de ambtenaar aan wie hij deze bevoegdheid heeft gedelegeerd overeenkomstig artikel 3 van de wet van 25.06.1993 betreffende de uitoefening van ambulante activiteiten en de organisatie van openbare markten, gewijzigd en opnieuw gedefinieerd als "wet betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten" door de wet van 04.07.2005.

AANSLAGVOET

Artikel 3.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- | | |
|---|-----------------------|
| - leurhandel zonder gebruik van een voertuig met eigen beweegkracht : | 2,50 EUR per dag ; |
| | 9,90 EUR per week ; |
| | 31,00 EUR per maand ; |
| - leurhandel met gebruik van een voertuig met eigen beweegkracht : | 7,40 EUR per dag ; |
| | 37,20 EUR per week ; |
| | 93,00 EUR per maand. |

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de leurder.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de leurders van dagbladen, drukwerken en gravures ;
- de handelsreizigers die op stalen verkopen ;
- de industriëlen en handelaars die regelmatig hun goederen aan huis leveren.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 6.- De belasting betreffende de leurhandel wordt contant geïnd en moet vóór de aanvang van de verkoop betaald worden.

Artikel 7.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif aux agences de paris aux courses de chevaux et à leurs succursales - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux agences de paris aux courses de chevaux et à leurs succursales, voté par le Conseil communal en séance du 28.03.2007, devenu obligatoire en date du 03.04.2007, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux agences de paris aux courses de chevaux et à

leurs succursales :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les agences de paris aux courses de chevaux et leurs succursales autres que celles qui acceptent exclusivement des paris sur les courses de chevaux courues en Belgique.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 744,00 EUR, qu'il s'agisse d'une agence ou d'une succursale.

Article 3.- La taxe est due à raison de 62,00 EUR par mois ou fraction de mois d'exploitation.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par l'exploitant de l'agence ou de la succursale.

Si l'agence ou la succursale est tenue pour le compte d'un tiers par un gérant ou un autre préposé, le commettant est seul considéré comme exploitant pour l'application de la taxe.

DECLARATION

Article 5.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 7.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.- La taxe relative aux agences de paris aux courses de chevaux et à leurs succursales est recouvrée par voie de rôle.

Article 9.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen et hun bijkantoren - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijkantoren, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 28.03.2007, verbindend geworden op datum van 03.04.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rempelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijkantoren als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven

op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijkantoren anderen dan diegene die uitsluitend de weddenschappen op paardenwedrennen die plaatsvinden in België aannemen.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 744,00 EUR, zowel voor een agentschap als voor een bijkantoor.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd naar rato van 62,00 EUR per maand van uitbating of gedeelte ervan.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de uitbater van het agentschap of van het bijkantoor.

Indien het agentschap of het bijkantoor beheerd wordt voor rekening van een derde persoon, door een zaakvoerder of een andere aangestelde, dan wordt alleen de lastgever als uitbater beschouwd voor het toepassen van de belasting.

AANGIFTE

Artikel 5.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 6.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 7.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 8.- De belasting betreffende de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen en hun bijkantoren wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 9.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif aux cercles privés - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux cercles privés, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux cercles privés :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les cercles privés.

Sont considérés comme tels, les établissements où il est offert la possibilité de consommer des boissons et dont l'accès est subordonné à l'accomplissement de certaines formalités ou réservés à

certaines personnes.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 2.478,90 EUR par établissement.

Article 3.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par l'exploitant de l'établissement. Si l'exploitation est gérée par une association qui ne possède pas la personnalité juridique, la taxe est due par les propriétaires des locaux ou par les personnes par lesquelles ils sont pris en location.

EXONERATIONS

Article 5.- Sont exonérés de la taxe :

- les établissements qui, en raison du but poursuivi, sont appuyés financièrement par les pouvoirs publics ;
- les établissements à but culturel, politique, sportif ou social où la possibilité de consommer n'existe qu'à titre accessoire et pour autant que le but poursuivi, mentionné dans la déclaration, soit reconnu par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

DECLARATION

Article 6.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.
Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 8.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.- La taxe relative aux cercles privés est recouvrée par voie de rôle.

Article 10.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de privé-clubs - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de privé-clubs, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de privé-clubs als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de privé-clubs.
Worden beschouwd als privé-clubs de instellingen waar dranken aangeboden worden en waarvan de toegang onderworpen is aan het volbrengen van bepaalde formaliteiten, hetzij voorbehouden is aan bepaalde personen.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 2.478,90 EUR per instelling.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de uitbater van de instelling. Indien de onderneming beheerd wordt door een vereniging die de rechtspersoonlijkheid niet bezit, is de belasting verschuldigd door de eigenaars of huurders van de lokalen.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de instellingen die, omwille van het nagestreefde doel, financieel gesteund worden door de openbare besturen ;
- de instellingen met een uitgesproken cultureel, politiek, sportief of maatschappelijk doel waar de mogelijkheid tot verbruiken slechts bijkomstig is en voor zover dat het in de aangifte vermelde doel, erkend wordt door het College van Burgemeester en Schepenen.

AANGIFTE

Artikel 6.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 7.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 8.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende de privé-clubs wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable pour la période du 01.01.2011 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur tout panneau fixe ou sur tout mobilier urbain, l'un et l'autre exposant aux regards du public un message publicitaire, l'un et l'autre étant situés sur, au-dessus de ou le long de la voie publique ou encore sur un bien privé mais visibles de la voie publique.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 300,00 EUR/m².

Article 3.- Toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 4.- Le taux de la taxe est multiplié par le nombre de messages publicitaires visibles ou potentiellement visibles lorsque le panneau fixe ou le mobilier urbain se présente sous la forme d'un dispositif déroulant, pivotant ou analogue.

Article 5.- La taxe est indivisible et est due pour l'exercice d'imposition en cours, quelle que soit la date de début ou de fin d'exploitation.

REDEVABLE

Article 6.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui exploite le panneau fixe ou le mobilier urbain.

EXONERATIONS

Article 7.- Sont exonérées de la taxe :

1. les panneaux appartenant aux personnes morales de droit public, aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique en vue de la poursuite d'une finalité d'intérêt général relevant de leur objet social ;
2. les avis de mise en vente ou en location d'immeubles et les avis de cession de commerce.

DECLARATION

Article 8.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 9.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 10.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 11.- La taxe relative aux panneaux fixes et au mobilier urbain à caractère publicitaire est recouvrée par voie de rôle.

Article 12.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de vaste borden en het stadsmeubilair met publicitair karakter - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de vaste borden en het stadsmeubilair met publicitair karakter, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van

28.12.2010, toepasselijk voor de periode van 01.01.2011 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbinden geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de vaste borden en het stadsmeubilair met publicitair karakter als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op ieder vast bord of op ieder stadsmeubilair, die zowel het ene als het andere een publicitaire boodschap aan het publiek vertonen, en die zowel het ene als het andere geplaatst zijn op, boven of langs de openbare weg geplaatst of op een privé eigendom maar zichtbaar zijn vanop de openbare weg.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt op 300,00 EUR/m² vastgesteld.

Artikel 3.- Elke fractie van een vierkante meter wordt als eenheid gerekend.

Artikel 4.- De aanslagvoet van de belasting wordt met het aantal zichtbare of potentieel zichtbare publicitaire boodschappen vermenigvuldigd wanneer het vaste bord of het stadsmeubilair zich voordoet in vorm van een ontrollings-, draaiend of gelijkaardig mechanisme.

Artikel 5.- De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd tijdens het lopende aanslagjaar, ongeacht de begin- of einddatum van de uitbating.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 6.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het vaste bord of het stadsmeubilair uitbaat.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 7.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

1. de panelen toebehorend aan de publiekrechtelijke rechtspersonen, aan de verenigingen zonder winstoogmerk en aan de instellingen van openbaar nut om het sociale doel van algemeen belang na te streven ;
2. de berichten van verkoop of verhuur van onroerende goederen en de berichten van overdracht van koophandel.

AANGIFTE

Artikel 8.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hierop vermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 9.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 10.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 11.- De belasting betreffende de vaste borden en het stadsmeubilair met publicitair karakter wordt ingevorderd door middel van een kohier.

48/17.12.2012/A/0037

Artikel 12.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif à l'apposition d'affiches sur des emplacements communaux - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à l'apposition d'affiches sur des emplacements communaux, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à l'apposition d'affiches sur des emplacements communaux :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur l'apposition d'affiches sur des emplacements communaux. L'affichage se fait par les soins de l'Administration communale.

TAUX

Article 2.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- pour une durée de 8 jours maximum : 5,00 EUR/m² ;
- pour une durée de 15 jours maximum : 7,50 EUR/m² ;
- pour un durée de 1 mois maximum : 10,00 EUR/m².

Article 3.- Toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui demande l'affichage.

EXONERATIONS

Article 5.- Est exonérée de la taxe, l'apposition des affiches suivantes :

- affiches relatives à des activités philanthropique, religieuse, patriotique, culturelle, artistique, littéraire, scientifique, sportive, électorale ou d'utilité publique, à condition que les affiches ne comportent aucune mention publicitaire étrangère aux oeuvres en question ;
- affiches émanant des pouvoirs publics.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 6.- La taxe relative à l'apposition d'affiches sur des emplacements communaux est perçue au comptant.

Article 7.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende het aanbrengen van aanplakbiljetten op gemeenteanplakborden - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende het aanbrengen van aanplakbiljetten op gemeenteanplakborden, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende het aanbrengen van aanplakbiljetten op gemeenteaanplakborden als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op het aanbrengen van aanplakbiljetten op gemeenteaanplakborden. Het aanplakken gebeurt door tussenkomst van het Gemeentebestuur.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- voor een duur van 8 dagen maximum : 5,00 EUR/m² ;
- voor een duur van 15 dagen maximum : 7,50 EUR/m² ;
- voor een duur van 1 maand maximum : 10,00 EUR/m².

Artikel 3.- Elke fractie van een vierkante meter wordt als eenheid gerekend.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het aanplakken vraagt.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Is van de belasting vrijgesteld, het aanbrengen van de volgende affiches :

- affiches betreffende menslievende, godsdienstige, vaderlandslievende, culturele, kunst-, literaire, wetenschappelijke, sport-, verkiezingsactiviteiten of activiteiten van openbaar nut, op voorwaarde dat deze affiches geen enkele aanduiding vermelden die vreemd is aan de werken in kwestie ;
- affiches afkomstig van de overheid.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 6.- De belasting betreffende het aanbrengen van aanplakbiljetten op gemeenteaanplakborden wordt contant geïnd.

Artikel 7.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif à l'utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à l'utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale, voté par le Conseil communal en séance du 17.12.2009, devenu obligatoire en date du 23.12.2009, applicable pour la période du 01.01.2010 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à l'utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur l'utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale au moyen de personnes, animaux, véhicules, remorques ou autres supports mobiles.

En aucun cas, la taxe ne s'applique aux affiches ou panneaux publicitaires accessoirement apposés sur des véhicules circulant à d'autres fins sur le domaine public, notamment les tramways, autobus et voitures de livraisons.

TAUX

Article 2.- Le taux de la taxe est fixé comme suit, par période indivisible d'un jour :

- par personne, animal, appareil : 10,00 EUR par jour ;

- par véhicule, remorque : 50,00 EUR par jour.

Le taux de la taxe est doublé lorsque la publicité est accompagnée d'émissions musicales ou parlées à destination du public.

REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due solidairement par la personne physique ou morale qui utilise le domaine public à des fins de publicité commerciale et par la personne physique ou morale pour le compte de laquelle la publicité est effectuée.

EXONERATIONS

Article 4.- Est exonéré de la taxe, l'utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale lorsque :

- la publicité est faite exclusivement au profit d'une oeuvre ayant un caractère philanthropique, artistique, littéraire, scientifique ou d'utilité publique, d'après l'arrêté royal du 04.01.1922 ;
- la publicité est faite exclusivement au profit des sociétés visées par l'article 180 du Code des Impôts sur les revenus ainsi que les associations sans but lucratif et les autres personnes morales qui ne poursuivent pas de but lucratif visées par l'article 181 du même Code ;
- la publicité est faite exclusivement au profit des partis politiques, pendant une période d'un mois précédant les élections ;
- la publicité est faite en faveur d'expositions, de foires ou de manifestations organisées par un comité officiel de fêtes ou de quartier ou un autre organisme patronné par l'Administration communale.

Article 5.- La taxe est réduite de moitié lorsque la publicité faite exclusivement au profit d'une oeuvre définie à l'article 4, alinéa 1, porte une inscription à caractère commercial ou industriel.

AUTORISATION

Article 6.- Toute utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale doit préalablement à son utilisation faire l'objet d'une autorisation du Bourgmestre.

La délivrance de l'autorisation est subordonnée au paiement de la taxe.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 7.- La taxe relative à l'utilisation du domaine public à des fins de publicité commerciale est perçue au comptant.

Article 8.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 17.12.2009, verbindend geworden op datum van 23.12.2009, toepasselijk voor de periode van 01.01.2010 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit door middel van personen, dieren, voertuigen, aanhangwagens of andere bewegende dragers.

De belasting is in geen geval van toepassing op de publicitaire affiches of panelen die bijkomstig worden geplaatst op voertuigen die met andere doeleinden rondrijden op het openbare domein, met name de trams, bussen en bestelwagens.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld, per ondeelbare periode van een dag :

- per persoon, dier, toestel : 10,00 EUR per dag ;
- per voertuig, aanhangwagen : 50,00 EUR per dag.

Het bedrag van de belasting wordt verdubbeld indien de publiciteit gepaard gaat met muzikale of gesproken uitzendingen bestemd voor het publiek.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3.- De belasting is solidair verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit gebruikt en door de natuurlijke of rechtspersoon voor wie de publiciteit gemaakt wordt.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 4.- Is van de belasting vrijgesteld, het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit als :

- de publiciteit uitsluitend gemaakt wordt ten gunste van een manifestatie van filantropische, godsdienstige, vaderlandslievende, culturele, sportieve, wetenschappelijke aard of van openbaar nut, zonder commerciële finaliteit ;
- de publiciteit uitsluitend gemaakt wordt ten gunste van politieke partijen, tijdens een periode van één maand voor de verkiezingen ;
- de publiciteit gemaakt wordt ten gunste van tentoonstellingen, handelsbeurzen en manifestaties ingericht door een officieel feestcomité of een ander organisme onder bescherming van het Gemeentebestuur.

Artikel 5.- De belasting wordt met de helft verminderd als de publiciteit uitsluitend gemaakt ten voordele van een werk bepaald in artikel 4, alinea 1, een opschrift met handels- of industrieel karakter draagt.

TOELATING

Artikel 6.- De toelating voor het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit moet van tevoren het gebruik het voorwerp zijn van een toelating van de Burgemeester.

De afgifte van de toelating is ondergeschikt aan de betaling van de belasting.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 7.- De belasting betreffende het gebruik van het openbare domein voor doeleinden van commerciële publiciteit wordt contant geïnd.

Artikel 8.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen geregeld.

Règlement-taxe relatif aux établissements bancaires et assimilés ainsi qu'aux appareils permettant d'effectuer automatiquement toutes opérations de banque - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux établissements bancaires et assimilés ainsi qu'aux appareils permettant d'effectuer automatiquement toutes opérations de banque, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux établissements bancaires et assimilés ainsi qu'aux appareils permettant d'effectuer automatiquement toutes opérations de banque :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les établissements bancaires et assimilés ayant sur le territoire de la commune des locaux accessibles au public, ainsi que sur les appareils permettant d'effectuer automatiquement toutes opérations de banque.

Par appareils permettant d'effectuer automatiquement toutes opérations de banque, il y a lieu

d'entendre les appareils permettant d'effectuer automatiquement des opérations de dépôt et/ou de retrait de billets de banque, des virements, des retraits d'extraits de compte, des transferts de comptes ou autres opérations, que ces appareils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement.

TAUX

Article 2.- En ce qui concerne les établissements bancaires et assimilés, le taux annuel de la taxe est fixé à 125,00 EUR par poste de travail. Est réputé "poste de travail", tout guichet, tout bureau, tout endroit, susceptible de recevoir de la clientèle.

Sont exonérés de la taxe les établissements ne disposant au maximum que de 2 postes de travail.

En ce qui concerne les appareils automatiques décrits ci-dessus, le taux annuel de la taxe est fixé à 750,00 EUR par appareil.

Article 3.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due :

- pour les établissements bancaires et assimilés : par la personne physique ou morale au nom de laquelle l'établissement est exploité ;
- pour les appareils automatiques : par le gestionnaire de l'établissement bancaire ou assimilé auquel apparten(n)ent le ou les appareil(s) automatique(s).

DECLARATION

Article 5.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 7.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.- La taxe relative aux établissements bancaires et assimilés ainsi qu'aux appareils permettant d'effectuer automatiquement toutes opérations de banque est recouvrée par voie de rôle.

Article 9.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de bank- en de daarmee gelijkgestelde instellingen en de toestellen waarmee automatisch alle bankverrichtingen kunnen uitgevoerd worden - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de bank- en de daarmee gelijkgestelde instellingen en de toestellen waarmee automatisch alle bankverrichtingen kunnen uitgevoerd worden, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de bank- en de daarmee gelijkgestelde instellingen en de toestellen waarmee automatisch alle bankverrichtingen kunnen uitgevoerd worden als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de bank- en de daarmee gelijkgestelde instellingen die op het grondgebied van de gemeente lokalen hebben die toegankelijk zijn voor het publiek, alsmede op de toestellen waarmee automatisch alle bankverrichtingen kunnen uitgevoerd worden.

Met toestellen waarmee automatisch alle bankverrichtingen kunnen uitgevoerd worden, bedoelt men toestellen waarmee men automatisch bankbiljetten kan deponeren en/of afhalen, overschrijvingen maken, rekeninguittreksels bekomen, rekeningoverdrachten en andere verrichtingen kan uitvoeren, of deze toestellen zich binnen of buiten de instelling bevinden.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- Wat betreft de bank- of de daarmee gelijkgestelde instellingen, wordt de jaarlijkse aanslagvoet van de belasting vastgesteld op 125,00 EUR per werkplaats. Wordt beschouwd als "werkplaats", ieder loket, ieder kantoor, iedere plaats geschikt om klanten te ontvangen.

Zijn van de belasting vrijgesteld de instellingen met maximum 2 werkplaatsen.

Wat betreft de hierbovenvermelde automatische toestellen, wordt de jaarlijkse aanslagvoet van de belasting vastgesteld op 750,00 EUR per toestel.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- voor de bank- en de daarmee gelijkgestelde instellingen : door de natuurlijke of rechtspersoon die de instelling uitbaat ;
- voor de automatische toestellen : door de beheerder van de bank- of de daarmee gelijkgestelde instellingen tot wie het(de) toestel(len) behoort(horen).

AANGIFTE

Artikel 5.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 6.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 7.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 8.- De belasting betreffende de bank- en de daarmee gelijkgestelde instellingen en de toestellen waarmee automatisch alle bankverrichtingen kunnen uitgevoerd worden wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 9.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0040

Règlement-taxe relatif aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies.

Par "chambres d'hôtels", il y a lieu d'entendre les chambres des établissements reconnus comme tels en vertu du statut hôtelier leur délivré par la Commission Communautaire Française - Service Tourisme.

Par "chambres de pensions et autres chambres garnies", il y a lieu d'entendre les logements ou locaux meublés donnés en location.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé respectivement à 495,80 EUR par chambre d'hôtel et à 124,00 EUR par chambre de pension et autre chambre garnie.

Le montant global de la taxe est calculé en fonction du nombre de chambres susceptibles d'être mises en location à la date du 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Article 3.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par toute personne physique ou morale qui donne en location, dans un but lucratif, des appartements et/ou des chambres garnies dans des hôtels, des pensions ou des maisons particulières, à des personnes non inscrites aux registres de population de la Commune comme résidant dans ces parties d'immeubles.

EXONERATIONS

Article 5.- Sont exonérés de la taxe, les pensionnats, les établissements d'enseignement, les cliniques et toutes les institutions notoirement philanthropiques, d'intérêt social et sans but lucratif.

DECLARATION

Article 6.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 8.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.- La taxe relative aux chambres d'hôtels, de pensions et autres chambres garnies est recouvrée par voie de rôle.

Article 10.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers.

Met "hotelkamers" bedoelt men de kamers van de als dusdanig erkende instellingen krachtens het statuut van hotel dat hen verleend wordt door de Commissie van de Franse Gemeenschap - Dienst Toerisme.

Met "pensionkamers en andere gemeubelde kamers" bedoelt men in huur gegeven, gemeubelde woningen of lokalen.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt respectievelijk vastgesteld op 495,80 EUR per hotelkamer en op 124,00 EUR per pensionkamer en andere gemeubelde kamer.

Het globale bedrag van de belasting wordt berekend volgens het aantal kamers dat op datum van 1 januari van het aanslagjaar kan verhuurd worden.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door iedere natuurlijke of rechtspersoon die, met een winstgevend doel, gemeubelde kamers en/of appartementen in hotels, pensions of particuliere woningen verhuurt aan personen die niet ingeschreven zijn in de bevolkingsregisters van de Gemeente als bewoners van deze woongedeelten.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld, de pensionaten, de onderwijsinstellingen, de klinieken en alle liefdadigheids- of sociale instellingen, zonder winstoogmerk.

AANGIFTE

Artikel 6.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 7.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het

kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 8.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting. De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende de hotel- en pensionkamers en andere gemeubelde kamers wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif à la participation aux services d'utilité générale - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à la participation aux services d'utilité générale, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à la participation aux services d'utilité générale :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur la participation au coût des services d'utilité générale fournis par la commune, à charge des personnes morales poursuivant un but lucratif, disposant d'un siège ou d'un établissement sur le territoire de la commune et occupant plus de 9 personnes.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 297,50 EUR par siège ou établissement.

Article 3.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par toute personne morale poursuivant un but lucratif qui dispose d'un siège ou d'un établissement sur le territoire de la commune.

DECLARATION

Article 5.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

48/17.12.2012/A/0041

Article 7.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.
 Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.
 Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.- La taxe relative à la participation aux services d'utilité générale est recouvrée par voie de rôle.

Article 9.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de deelname aan de diensten van algemeen nut - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de deelname aan de diensten van algemeen nut, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de deelname aan de diensten van algemeen nut als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de deelname aan de kosten van de diensten van algemeen nut bewezen door de gemeente, ten laste van de rechtspersonen met winstoogmerk die over een zetel of een instelling op het grondgebied van de gemeente beschikken en meer dan 9 personen tewerkstellen.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 297,50 EUR per zetel of instelling.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door iedere rechtspersoon met winstoogmerk die over een zetel of instelling op het grondgebied van de gemeente beschikt.

AANGIFTE

Artikel 5.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 6.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 7.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingswijze van deze elementen en het

bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 8.- De belasting betreffende de deelname aan de diensten van algemeen nut wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 9.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-redevance relatif aux marchés - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif aux marchés, voté par le Conseil communal en séance du 24.02.2011, devenu obligatoire en date du 02.03.2011, applicable pour la période du 01.04.2011 au 31.12.2012 ;

Vu le règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 28.12.2010 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux marchés :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale sur l'occupation d'un emplacement sur les marchés publics en plein air.

Article 2.- Le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi, mercredi et vendredi : 3,50 EUR par mètre courant avec un minimum de 7,00 EUR ;
- pour les marchés du samedi : 5,00 EUR par mètre courant avec un minimum de 10,00 EUR.

La profondeur des échoppes ou des étals est limitée à 3,00 mètres.

Article 3.- En cas de paiement anticipé pour une période d'un trimestre, le tarif journalier de la redevance est fixé comme suit :

- pour les marchés des mardi, mercredi et vendredi : 2,50 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;
1,50 EUR par mètre courant supplémentaire.
- pour les marchés du samedi : 3,50 EUR par mètre courant pour les 15 premiers mètres ;
2,50 EUR par mètre courant supplémentaire.

L'abonnement trimestriel est calculé sur base de 12 semaines.

Article 4.- Toute fraction de mètre est comptée pour une unité.

Article 5.- La redevance est due par les marchands qui ont obtenu l'autorisation de s'installer sur les marchés publics en plein air.

Article 6.- Les marchands sont tenus de respecter la réglementation de police en matière d'organisation des marchés.

Article 7.- Les occupants doivent en tout temps pouvoir fournir l'autorisation d'occuper un emplacement sur le marché ainsi que la preuve du paiement du droit de place par la production, soit des tickets de marché en cas de paiement journalier, soit de la carte d'abonnement en cas de paiement trimestriel anticipé.

Article 8.- Tout participant qui, exceptionnellement, occupe une surface supérieure à celle pour laquelle il a obtenu une autorisation, voit le montant de la redevance majoré du droit calculé au tarif journalier par mètre courant supplémentaire. Il est tenu de payer ce supplément immédiatement.

Article 9.- La redevance journalière est payable entre les mains du placier et sur présentation de la part du participant de l'autorisation mentionnant la surface d'occupation.

Article 10.- L'abonnement trimestriel est payable par anticipation, soit entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet, soit par virement postal ou bancaire au

48/17.12.2012/A/0042

moins 8 jours avant le début du trimestre pour lequel le paiement est effectué. L'abonnement est établi dès réception du paiement et remis à l'intéressé, soit personnellement, soit par les soins du placier.

A défaut de paiement de l'abonnement dans le délai prévu ci-dessus, l'exclusion du marché peut être prononcée conformément au règlement relatif aux activités ambulantes sur les marchés publics et sur le domaine public.

Article 11.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende de markten - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende de markten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 24.02.2011, verbindend geworden op datum van 02.03.2011, toepasselijk voor de periode van 01.04.2011 tot 31.12.2012 ;

Gelet op het reglement betreffende de rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 28.12.2010 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende de markten als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeenteretributie geheven op de inname van een plaats op de openluchtmarkten.

Artikel 2.- Het dagelijkse tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- voor de markten van dinsdag, woensdag en vrijdag : 3,50 EUR per strekkende meter met een minimum van 7,00 EUR ;
- voor de markten van zaterdag : 5,00 EUR per strekkende meter met een minimum van 10,00 EUR ;

De diepte van de kramen of de stalletjes wordt beperkt tot 3,00 meter.

Artikel 3.- In geval van vervroegde betaling voor een periode van een kwartaal, wordt het dagelijkse tarief van de retributie als volgt vastgesteld :

- voor de markten van dinsdag, woensdag en vrijdag : 2,50 EUR per strekkende meter voor de eerste 15 meter, 1,50 EUR per bijkomende strekkende meter.
- voor de markten van zaterdag : 3,50 EUR per strekkende meter voor de eerste 15 meter, 2,50 EUR per bijkomende strekkende meter.

Het driemaandelijks abonnement wordt op basis van 12 weken gerekend.

Artikel 4.- Elke fractie van een meter telt voor één eenheid.

Artikel 5.- De retributie is verschuldigd door de handelaars die de toelating verkregen hebben zich op de openbare openluchtmarkten te vestigen.

Artikel 6.- De handelaars zijn verplicht de politiereglementering betreffende de organisatie van markten te eerbiedigen.

Artikel 7.- De toelating om een marktplaats te bezetten moet op ieder ogenblik kunnen getoond worden, alsook het bewijs van betaling van plaatsrecht, hetzij door marktbiljetten in geval van dagelijkse betaling, hetzij door de abonnementkaart in geval van vervroegde driemaandelijks betaling.

Artikel 8.- Voor elke deelnemer die, uitzonderlijk, een grotere oppervlakte inneemt dan die waarvoor hij een toelating verkregen heeft, wordt het bedrag van de retributie verhoogd met het recht berekend volgens het dagelijkse tarief per aanvullende strekkende meter. Hij is verplicht dit bedrag onmiddellijk te betalen.

Artikel 9.- De dagelijkse retributie is betaalbaar in handen van de marktmeester en op vertoon vanwege de deelnemer, van de toelating die de bezette oppervlakte vermeldt.

Artikel 10.- Het driemaandelijks abonnement is vervroegd betaalbaar, hetzij in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden, hetzij per

post- of bankoverschrijving ten minste 8 dagen vóór het begin van het kwartaal waarvoor betaald wordt. Het abonnement wordt onmiddellijk na ontvangst van de betaling opgemaakt en aan de belanghebbende afgegeven, hetzij persoonlijk, hetzij door de marktmeester.

Ingeval het abonnement niet wordt betaald in de hierboven voorziene termijn, kan de uitsluiting uitgesproken worden in overeenkomst met het reglement betreffende de rondtrekkende activiteiten op de openbare markten en het openbaar domein.

Artikel 11.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs gerechtelijke weg.

Règlement-taxe relatif au placement de marchandises sur la voie publique - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif au placement de marchandises sur la voie publique, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif au placement de marchandises sur la voie publique :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur le placement de marchandises sur la voie publique.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 12,40 EUR par mètre carré.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 3.- La taxe est indivisible et est due pour l'exercice d'imposition en cours, quelle que soit la date de l'autorisation.

Article 4.- Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

Article 5.- Si en cours d'année, des modifications sont apportées aux conditions de l'autorisation délivrée, donnant ouverture à une majoration de la taxe, celle-ci se calcule à raison de la différence entre la taxe due suivant les bases nouvelles et le montant de la taxe établie primitivement.

Cette majoration est due pour l'année entière, quelque soit la date de la modification.

REDEVABLE

Article 6.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui a obtenu l'autorisation de placer les marchandises sur la voie publique.

AUTORISATION

Article 7.- Le placement de marchandises et autres objets sur la voie publique est et demeure interdit.

Article 8.- Il peut être fait exception à la règle qui précède, sur les places publiques et dans les rues où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets mentionnés à l'article 7.

Article 9.- Le Bourgmestre peut accorder l'autorisation nécessaire à cet effet, sur demande mentionnant toutes les indications utiles pour déterminer le montant de la taxe à laquelle l'autorisation est subordonnée.

Article 10.- Les autorisations sont valables jusqu'à révocation de celles-ci par l'Administration communale. Elles sont délivrées sans que les impétrants puissent en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique. Ils doivent, au contraire, abandonner ou réduire l'usage de la voie publique, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir, de ce chef, prétendre à aucune indemnité ni remboursement.

En outre, ces autorisations sont octroyées aux risques et périls des intéressés, en ce qui concerne la garde et la conservation des marchandises et objets qu'ils étaleront, le paiement de la taxe n'impliquant pas pour l'Administration communale, l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

48/17.12.2012/A/0043

Article 11.- Le Bourgmestre détermine l'espace qui peut être occupé et les heures auxquelles il peut en être fait usage.

DECLARATION

Article 12.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 13.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 14.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15.- La taxe relative au placement de marchandises sur la voie publique est recouvrée par voie de rôle.

Article 16.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende het plaatsen van koopwaren op de openbare weg - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende het plaatsen van koopwaren op de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende het plaatsen van koopwaren op de openbare weg als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op het plaatsen van koopwaren op de openbare weg.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 12,40 EUR per vierkante meter.

Voor het berekenen van de oppervlakte wordt elke fractie van een vierkante meter als eenheid gerekend.

Artikel 3.- De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd tijdens het aanslagjaar, ongeacht de datum van de toelating.

Artikel 4.- Er wordt geen vermindering of teruggave toegestaan om welke reden ook. Nochtans, in geval van overname van een zaak, zal geen nieuwe belasting geïnd worden voor het lopend jaar.

Artikel 5.- Indien, in de loop van het jaar, de voorwaarden van de afgeleverde toelating veranderen en aanleiding geven tot een vermeerdering van de belasting, wordt deze vermeerdering vastgesteld door het

berekenen van het verschil tussen de belasting verschuldigd op de nieuwe aanslagbasis en de oorspronkelijk vastgestelde belasting.

Deze vermeerdering is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van de verandering.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 6.- De belasting wordt verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de toelating heeft gekregen om de koopwaren op de openbare weg te plaatsen.

TOELATING

Artikel 7.- Het plaatsen van koopwaren en andere voorwerpen op de openbare weg is en blijft verboden.

Artikel 8.- Er mag uitzondering gemaakt worden op voorgaande bepaling voor de openbare plaatsen en de straten waar het verkeer niet zou belemmerd worden door het plaatsen van de voorwerpen vermeld in artikel 7.

Artikel 9.- Op aanvraag kan de Burgemeester hiervoor toelating verlenen. Deze aanvraag moet alle nuttige aanduidingen vermelden om het bedrag van de belasting vast te stellen.

Artikel 10.- De toelatingen gelden tot herroeping door het Gemeentebestuur.
Ze worden afgeleverd zonder dat de belanghebbenden er een onherroepelijk recht van vergunning of erfdiensbaarheid op de openbare weg mogen uit afleiden. Integendeel, zij moeten het gebruik van de openbare weg verminderen of eraan verzaken bij het eerste bevel van de overheid en zonder daarom uit dien hoofde op enige vergoeding of terugbetaling aanspraak te kunnen maken.

Daarenboven worden de toelatingen verleend op risico van de belanghebbenden, voor wat betreft de bewaking en de bewaring van de koopwaren die uitgesteld worden. De betaling van de belasting houdt namelijk geen verplichting in voor het Gemeentebestuur een bijzondere bewaking in te stellen.

Artikel 11.- De Burgemeester bepaalt de ruimte welke mag bezet worden en de uren van het gebruik.

AANGIFTE

Artikel 12.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 13.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 14.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingswijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 15.- De belasting betreffende het plaatsen van koopwaren op de openbare weg wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 16.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0044

Règlement-taxe relatif au placement de tables et de chaises sur la voie publique - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif au placement de tables et de chaises sur la voie publique, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du

01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif au placement de tables et de chaises sur la voie publique :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur le placement de tables et de chaises sur la voie publique.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 12,40 EUR par mètre carré.

Il est augmenté de 20 % pour la surface de trottoir occupée et recouverte d'un plancher.

Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

Article 3.- La taxe est indivisible et est due pour l'exercice d'imposition en cours, quelle que soit la date de l'autorisation.

Article 4.- Il n'est accordé aucune remise ou restitution pour quelque cause que ce soit. Toutefois, en cas de reprise d'un établissement, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

Article 5.- Si en cours d'année, des modifications sont apportées aux conditions de l'autorisation délivrée, donnant ouverture à une majoration de la taxe, celle-ci se calcule à raison de la différence entre la taxe due suivant les bases nouvelles et le montant de la taxe établie primitivement.

Cette majoration est due pour l'année entière, quelque soit la date de la modification.

REDEVABLE

Article 6.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui a obtenu l'autorisation de placer les tables et les chaises sur la voie publique.

AUTORISATION

Article 7.- Le placement de tables et de chaises sur la voie publique est et demeure interdit.

Article 8.- Il peut être fait exception à la règle qui précède, sur les places publiques et dans les rues où la circulation ne serait pas entravée par le placement des objets mentionnés à l'article 7.

Article 9.- Le Bourgmestre peut accorder l'autorisation nécessaire à cet effet, sur demande mentionnant toutes les indications utiles pour déterminer le montant de la taxe à laquelle l'autorisation est subordonnée.

Article 10.- Les autorisations sont valables jusqu'à révocation de celles-ci par l'Administration communale. Elles sont délivrées sans que les impétrants puissent en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique. Ils doivent, au contraire, abandonner ou réduire l'usage de la voie publique, à la première injonction de l'autorité et sans pouvoir, de ce chef, prétendre à aucune indemnité ni remboursement.

En outre, ces autorisations sont octroyées aux risques et périls des intéressés, le paiement de la taxe n'impliquant pas pour l'Administration communale, l'obligation d'établir, à cet égard, une surveillance spéciale.

Article 11.- Le Bourgmestre détermine l'espace qui peut être occupé et les heures auxquelles il peut en être fait usage.

DECLARATION

Article 12.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 13.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 14.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation

est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 15.- La taxe relative au placement de tables et de chaises sur la voie publique est recouvrée par voie de rôle.

Article 16.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende het plaatsen van tafels en stoelen op de openbare weg - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende het plaatsen van tafels en stoelen op de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende het plaatsen van tafels en stoelen op de openbare weg als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op het plaatsen van tafels en stoelen op de openbare weg.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 12,40 EUR per vierkante meter.

Hij is met 20 % vermeerderd indien de gebezigde oppervlakte van het trottoir met een plankenvloer bedekt is.

Voor het berekenen van de oppervlakte wordt elke fractie van een vierkante meter als eenheid gerekend.

Artikel 3.- De belasting is onverdeelbaar en verschuldigd tijdens het aanslagjaar, ongeacht de datum van de toelating.

Artikel 4.- Er wordt geen vermindering of teruggave toegestaan om welke reden ook. Nochtans, in geval van overname van een zaak, zal geen nieuwe belasting geïnd worden voor het lopend jaar.

Artikel 5.- Indien, in de loop van het jaar, de voorwaarden van de afgeleverde toelating veranderen en aanleiding geven tot een vermeerdering van de belasting, wordt deze vermeerdering vastgesteld door het berekenen van het verschil tussen de belasting verschuldigd op de nieuwe aanslagbasis en de oorspronkelijk vastgestelde belasting.

Deze vermeerdering is verschuldigd voor het ganse jaar, ongeacht de datum van de verandering.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 6.- De belasting wordt verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de toelating heeft gekregen om de tafels en stoelen op de openbare weg te plaatsen.

TOELATING

Artikel 7.- Het plaatsen van tafels en stoelen op de openbare weg is en blijft verboden.

Artikel 8.- Er mag uitzondering gemaakt worden op voorgaande bepaling voor de openbare plaatsen en de straten waar het verkeer niet zou belemmerd worden door het plaatsen van de voorwerpen vermeld in artikel 7.

Artikel 9.- Op aanvraag kan de Burgemeester hiervoor toelating verlenen. Deze aanvraag moet alle nuttige aanduidingen vermelden om het bedrag van de belasting vast te stellen.

Artikel 10.- De toelatingen gelden tot herroeping door het Gemeentebestuur.

Ze worden afgeleverd zonder dat de belanghebbenden er een onherroepelijk recht van vergunning of erfdiensbaarheid op de openbare weg mogen uit afleiden. Integendeel, zij moeten het gebruik van de openbare weg verminderen of eraan verzaken bij het eerste bevel van de overheid en zonder daarom uit dien hoofde op enige vergoeding of terugbetaling aanspraak te kunnen maken.

Daarenboven worden de toelatingen verleend op risico van de belanghebbenden. De betaling van de belasting houdt namelijk geen verplichting in voor het Gemeentebestuur een bijzondere bewaking in te stellen.

Artikel 11.- De Burgemeester bepaalt de ruimte welke mag bezet worden en de uren van het gebruik.

AANGIFTE

Artikel 12.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 13.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 14.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingswijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 15.- De belasting betreffende het plaatsen van tafels en stoelen op de openbare weg wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 16.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0045

Règlement-taxe relatif au stationnement sur la voie publique - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif au stationnement sur la voie publique, voté par le Conseil communal en séance du 29.09.2011, devenu obligatoire en date du 05.10.2011, applicable pour la période du 15.10.2011 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif au stationnement sur la voie publique :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur le stationnement d'un véhicule à moteur dans les voies publiques suivantes :

1. voies publiques où une réglementation en matière de stationnement court et rotatif est prévue en application des articles 27.1 et 27.2 de l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 09.05.2006. Ces voies publiques font partie de zones de stationnement dites "zones bleues" ;
2. voies publiques où une réglementation en matière de stationnement court et rotatif est prévue en

application de l'article 27.3 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité. Ces voies publiques font partie de zones de stationnement dites "zones payantes" ;

3. voies publiques où des emplacements de stationnement sont réservés aux véhicules des seuls riverains en application de l'article 27ter de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité. Ces voies publiques font partie de zones de stationnement dites "zones riverains".

TAUX

Article 2.-

Dans les zones bleues et les zones payantes, le montant de la taxe relative au stationnement sur la voie publique est fixé à 15,00 EUR par demi-journée, à savoir de 09 h. 00 à 13 h. 00, de 14 h. 00 à 18 h. 00 ou de 14 h. 00 à 20 h. 00 lorsque la signalisation routière l'indique.

Dans les zones riverains, le montant de la taxe relative au stationnement sur la voie publique est fixé à 15,00 EUR par demi-journée, à savoir de 00 h. 00 à 12 h. 00 ou de 12 h. 00 à 24 h. 00.

Article 3.-

Dans les zones payantes, le conducteur du véhicule peut opter pour une durée de stationnement plus courte.

Par dérogation à l'article 2, le montant de la taxe est fixé au taux horaire de 1,00 EUR pour la première heure et de 1,50 EUR pour la deuxième heure.

La taxe basée sur le taux horaire de 1,00 EUR peut être fractionnée en cinq unités de 0,20 EUR par tranche de 12 minutes de stationnement.

La taxe basée sur le taux horaire de 1,50 EUR peut être fractionnée en cinq unités de 0,30 EUR par tranche de 12 minutes de stationnement.

Dans une zone de stationnement payant tel que précisé ci-dessus, le conducteur du véhicule bénéficie d'un quart d'heure de stationnement gratuit.

L'introduction de pièces de monnaie adéquates dans les appareils ou l'utilisation de la carte proton selon les instructions reprises sur les appareils donne droit à une durée de stationnement payant ininterrompue de maximum deux heures.

REDEVABLE

Article 4.-

La taxe est due solidairement soit par le conducteur, soit par le titulaire de la plaque d'immatriculation enregistrée auprès de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules, chaque fois que le véhicule est stationné sur la voie publique.

EXONERATIONS

Article 5.-

Sont exonérés de la taxe :

1. quelle que soit la zone :

- les handicapés porteurs de la carte spéciale de stationnement délivrée par un organisme officiel conformément à l'arrêté ministériel du 07.05.1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées ;
- les véhicules, clairement identifiables, de sociétés ayant pour but la gestion de voitures partagées ;
- les véhicules affectés aux services publics pour autant qu'ils soient identifiables comme tel ;

2. dans une zone bleue :

- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
Toutefois, en cas d'apposition de plusieurs disques de stationnement, le redevable est réputé n'en avoir mis aucun.
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte de stationnement pour habitant ou une carte visiteur valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un abonnement de stationnement valide délivré par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;

3. dans une zone payante de type vert :

- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un ticket de stationnement valide délivré par l'horodateur ;
- le conducteur du véhicule qui, en cas de panne d'horodateur, a apposé, sur la face interne du pare-brise, un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte de stationnement pour habitant ou une carte visiteur valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte "soins de

santé à domicile" valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre à laquelle est joint un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;

- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un abonnement de stationnement valide délivré par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;
4. dans une zone payante de type orange :
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un ticket de stationnement valide délivré par l'horodateur ;
 - le conducteur du véhicule qui, en cas de panne d'horodateur, a apposé, sur la face interne du pare-brise, un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte de stationnement pour habitant ou une carte visiteur valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre à laquelle est joint un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte "soins de santé à domicile" valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre à laquelle est joint un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un abonnement de stationnement valide délivré par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;
5. dans une zone payante de type rouge :
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un ticket de stationnement valide délivré par l'horodateur ;
 - le conducteur du véhicule qui, en cas de panne d'horodateur, a apposé, sur la face interne du pare-brise, un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte "soins de santé à domicile" valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre à laquelle est joint un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un abonnement de stationnement valide délivré par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;
6. dans une zone riverains :
- le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte de riverain selon le modèle délivré par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ou une carte visiteur valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, une carte "soins de santé à domicile" valide délivrée par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre à laquelle est joint un disque de stationnement visé à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 01.12.1975 précité ;
 - le conducteur du véhicule qui a apposé, sur la face interne du pare-brise, un abonnement de stationnement valide délivré par l'administration communale de Woluwe-Saint-Pierre ;

Article 6.- La taxe n'est pas due les samedis (sauf dans le quartier de Stockel), dimanches et jours fériés dans les zones bleues et les zones payantes.

La taxe reste due les samedis, dimanches et jours fériés dans les zones riverains.

OBLIGATIONS

Article 7.- La carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées, le disque de stationnement, la carte de stationnement pour habitant, la carte de riverain, la carte visiteur, l'abonnement de stationnement, la carte "soins de santé à domicile" ou le ticket de stationnement délivré par l'horodateur doit être placé de façon visible sur la face interne du pare-brise ou, à défaut, sur la partie avant du véhicule.

Article 8.- Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement de stationnement au plus tard à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.- La taxe relative au stationnement sur la voie publique est perçue au comptant.

Article 10.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des

taxes communales.

Article 11.- La taxe relative au stationnement sur la voie publique est payable dans les cinq jours soit en espèces à la recette communale, soit par virement sur le compte de l'administration communale conformément aux instructions figurant sur le document placé par le gardien de parking sur le pare-brise du véhicule.

Belastingreglement betreffende het parkeren op de openbare weg - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende het parkeren op de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 29.09.2011, verbindend geworden op datum van 05.10.2011, toepasselijk voor de periode van 15.10.2011 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende het parkeren op de openbare weg als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op het parkeren van een motorvoertuig op de volgende openbare wegen :

1. openbare wegen waar een reglementering inzake het kortstondig en wisselend parkeren voorzien is in toepassing van artikels 27.1 en 27.2 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer, voor het laatst gewijzigd door het koninklijk besluit van 09.05.2006. Deze openbare wegen maken deel uit van parkeerzones die "blauwe zones" genoemd worden ;
2. openbare wegen waar een reglementering inzake het kortstondig en wisselend parkeren voorzien is in toepassing van artikel 27.3 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975. Deze openbare wegen maken deel uit van parkeerzones die "betalende zones" genoemd worden ;
3. openbare wegen waar parkeerplaatsen gereserveerd zijn voor de voertuigen van de bewoners alleen, in toepassing van artikel 27ter van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975. Deze openbare wegen maken deel uit van parkeerzones die "bewonerszones" genoemd worden.

BEDRAG

Artikel 2.- In de blauwe zones en de betalende zones wordt het bedrag van de belasting betreffende het parkeren op de openbare weg vastgesteld op 15,00 EUR per halve dag, te weten van 09 u. 00 tot 13 u. 00, van 14 u. 00 tot 18 u. 00 of van 14 u. 00 tot 20 u. 00 wanneer de verkeerstekens het aangeven.

In de bewonerszones wordt het bedrag van de belasting betreffende het parkeren op de openbare weg vastgesteld op 15,00 EUR per halve dag, te weten van 00 u. 00 tot 12 u. 00 of van 12 u. 00 tot 24 u. 00.

Artikel 3.- In de betalende zones kan de bestuurder van het voertuig kiezen voor een kortere parkeertijd. In afwijking van artikel 2, wordt het bedrag van de belasting vastgesteld op het uurtarief van 1,00 EUR voor het eerste uur en op 1,50 EUR voor het tweede uur.

De belasting gebaseerd op het uurtarief van 1,00 EUR kan verdeeld worden in vijf eenheden van 0,20 EUR per schijf van 12 minuten parkeertijd.

De belasting gebaseerd op het uurtarief van 1,50 EUR kan verdeeld worden in vijf eenheden van 0,30 EUR per schijf van 12 minuten parkeertijd.

In een betalende parkeerzone zoals hierboven vermeld geniet de bestuurder van het voertuig van een kwartier gratis parkeertijd.

Het inbrengen van de gepaste muntstukken in de automaten of het gebruik van de protonkaart volgens de op de automaten vermelde instructies geeft recht op een ononderbroken betalende parkeertijd van maximum twee uren.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is solidair verschuldigd hetzij door de bestuurder, hetzij door de titularis van de

kentekenplaat ingeschreven bij de Directie Inschrijving Voertuigen, elke keer dat het voertuig op de openbare weg geparkeerd staat.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

1. in om het even welke zone :
 - de gehandicapten die houder zijn van een speciale kaart afgegeven door een officiële instantie overeenkomstig het ministerieel besluit van 07.05.1999 betreffende de parkeerkaart voor gehandicapte personen ;
 - de voertuigen, duidelijk herkenbaar als behorende tot firma's dit het beheren van het delen van voertuigen als doel hebben ;
 - de voertuigen toegewezen aan de openbare diensten voor zover ze als zodanig herkenbaar zijn ;
2. in een blauwe zone :
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 geplaatst heeft ;
Niettemin zal er in geval er meerdere parkeerschijven worden geplaatst, beschouwd worden dat de belastingplichtige er geen enkele heeft gezet.
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige parkeerkaart voor inwoner of bezoekerskaart afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerabonnement afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;
3. in een betalende zone van het groene type :
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerbiljet afgegeven door de parkeerautomaat geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die in geval van pech met de parkeerautomaat, aan de binnenkant van de voorruit, een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige parkeerkaart voor inwoner of bezoekerskaart afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige kaart "gezondheidszorg aan huis" afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe aan dewelke een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 toegevoegd is, geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerabonnement afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;
4. in een betalende zone van het oranje type :
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerbiljet afgegeven door de parkeerautomaat geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die in geval van pech met de parkeerautomaat, aan de binnenkant van de voorruit, een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige parkeerkaart voor inwoner of bezoekerskaart afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft aan dewelke een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 toegevoegd is, geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige kaart "gezondheidszorg aan huis" afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe aan dewelke een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 toegevoegd is, geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerabonnement afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;

5. in een betalende zone van het rode type :
- de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerbiljet afgegeven door de parkeerautomaat geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die in geval van pech met de parkeerautomaat, aan de binnenkant van de voorruit, een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige kaart "gezondheidszorg aan huis" afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe aan dewelke een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 toegevoegd is, geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerabonnement afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;
6. in een bewonerszone :
- de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige bewonerskaart volgens het model afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe of een geldige bezoekerskaart afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldige kaart "gezondheidszorg aan huis" afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe aan dewelke een parkeerschijf vermeld in artikel 27.1.1 van het voormelde koninklijk besluit van 01.12.1975 toegevoegd is, geplaatst heeft ;
 - de bestuurder van het voertuig die, aan de binnenkant van de voorruit, een geldig parkeerabonnement afgegeven door het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe geplaatst heeft ;

Artikel 6.- De belasting is niet verschuldigd op zaterdagen (behalve in de wijk van Stokkel), noch op zon- en feestdagen in de blauwe zones en de betalende zones.

De belasting blijft verschuldigd op zaterdagen, zon- en feestdagen in de bewonerszones.

VERPLICHTINGEN

Artikel 7.- De speciale parkeerkaart voor gehandicapte personen, de parkeerschijf, de parkeerkaart voor inwoner, de bewonerskaart, de bezoekerskaart, het parkeerabonnement, de kaart "gezondheidszorg aan huis" of het parkeerbiljet afgegeven door de parkeerautomaat moet op een zichtbare plek geplaatst worden aan de voorruit of bij gebrek aan de voorkant van het voertuig.

Artikel 8.- Het voertuig moet de parkeerplaats verlaten hebben ten laatste op het verstrijken van de toegelaten parkeertijd.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende het parkeren op de openbare weg wordt contant geïnd.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Artikel 11.- De belasting betreffende het parkeren op de openbare weg is betaalbaar binnen de vijf dagen hetzij in speciën bij de gemeenteontvanger, hetzij per overschrijving op de rekening van het gemeentebestuur overeenkomstig de richtlijnen vermeld op het document dat door de parkeerwachter op de voorruit van het voertuig geplaatst wordt.

48/17.12.2012/A/0046

Règlement-taxe relatif aux distributeurs de carburants - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux distributeurs de carburants, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes,

M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux distributeurs de carburants :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les distributeurs de carburants, fixes ou mobiles, avec ou sans paiement automatisé, installés le long de la voie publique ou sur des terrains privés ayant accès à la voie publique.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe par distributeur est fixé comme suit:

- * Pompes fixes :
 - dans les voies de 1ère classe : 185,90 EUR ;
 - dans les voies de 2ème classe : 124,00 EUR ;
 - dans les voies de 3ème classe : 74,40 EUR ;
- * Pompes mobiles :
 - dans les voies de 1ère classe : 93,00 EUR ;
 - dans les voies de 2ème classe : 62,00 EUR ;
 - dans les voies de 3ème classe : 37,20 EUR ;

Article 3.- Le taux annuel de la taxe est doublé en ce qui concerne les pompes en libre service avec paiement automatisé.

Article 4.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 5.- La taxe est due par l'exploitant ou, en cas d'inactivité, par le propriétaire des distributeurs de carburants.

EXONERATIONS

Article 6.- Sont exonérés de la taxe, les appareils non accessibles au public et ceux installés dans des garages ou des établissements similaires et qui ne sont pas visibles du dehors (C.M.I. du 02.04.1952).

DECLARATION

Article 7.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 8.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 9.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10.- La taxe relative aux distributeurs de carburants est recouvrée par voie de rôle.

Article 11.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de brandstoffenverdelers - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de brandstoffenverdelers, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name

artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de brandstoffenverdelers als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de vaste of verplaatsbare brandstoffenverdelers, met of zonder geautomatiseerde betaling, geplaatst langs de openbare weg of op privé-terreinen met toegang tot de openbare weg.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting per verdeler wordt als volgt vastgesteld :

* Vaste pompen :

- op de wegen van 1ste klasse : 185,90 EUR ;
- op de wegen van 2de klasse : 124,00 EUR ;
- op de wegen van 3de klasse : 74,40 EUR.

* Verplaatsbare pompen :

- op de wegen van 1ste klasse : 93,00 EUR ;
- op de wegen van 2de klasse : 62,00 EUR ;
- op de wegen van 3de klasse : 37,20 EUR ;

Artikel 3.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt verdubbeld wat betreft de pompen met zelfbediening en geautomatiseerde betaling.

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 5.- De belasting is verschuldigd door de uitbater of, in geval van non-activiteit, door de eigenaar van de brandstoffenverdelers.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 6.- Zijn van de belasting vrijgesteld, de toestellen die niet toegankelijk zijn voor het publiek en deze die geïnstalleerd zijn in garages of gelijkaardige inrichtingen en die van buitenaf niet zichtbaar zijn (O.M.B.Z. van 02.04.1952).

AANGIFTE

Artikel 7.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 8.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 9.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 10.- De belasting betreffende de brandstoffenverdelers wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 11.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld

48/17.12.2012/A/0047

overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif à l'occupation temporaire de la voie publique - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif à l'occupation temporaire de la voie publique, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif à l'occupation temporaire de la voie publique :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur l'occupation temporaire de la voie publique.

Article 2.- La taxe est établie proportionnellement à la superficie occupée de la voie publique. Pour le calcul de la superficie, toute fraction de mètre carré est comptée pour une unité.

TAUX

Article 3.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 0,60 EUR par m² et par jour ou fraction de jour pour l'occupation du trottoir ;
- 1,10 EUR par m² et par jour ou fraction de jour pour l'occupation de la voie carrossable ;
- 20,00 EUR par jour ou fraction de jour pour un conteneur simple ;
- 40,00 EUR par jour ou fraction de jour pour un conteneur muni d'un dispositif de déversement ;

La taxe est due à partir du premier jour de l'utilisation de la voie publique jusqu'au jour de la renonciation à l'utilisation.

Article 4.- La taxe ainsi fixée est indépendante de l'indemnité prévue par le règlement sur les bâtisses pour la réparation éventuelle du pavage, ensuite de l'occupation de l'emprise.

REDEVABLE

Article 5.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui occupe la voie publique.

Article 6.- En cas d'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux de construction, de démolition, de reconstruction, de transformation d'immeubles ou d'autres travaux aux bâtiments, le propriétaire de l'immeuble est solidairement responsable du paiement de la taxe.

AUTORISATION

Article 7.- L'autorisation d'occuper la voie publique doit être sollicitée de l'Administration communale. Les autorisations d'occupation temporaire de la voie publique sont accordées sans que les impétrants puissent en induire aucun droit de concession irrévocable, ni de servitude sur la voie publique, mais à la charge, au contraire, de supprimer ou de réduire l'usage autorisé, à la première injonction de l'autorité, et sans pouvoir, de ce chef, prétendre à aucune indemnité.

A défaut de donner suite, dans la huitaine à la susdite invitation, il sera procédé, sans nouvel avis, à l'enlèvement d'office, aux frais de l'entrepreneur, le propriétaire de l'immeuble étant solidairement responsable du paiement de ces frais.

Cette disposition ne préjudicie pas aux pénalités prévues par le règlement sur les bâtisses.

En outre, les autorisations sont octroyées sous réserve des droits des tiers et aux risques et périls des intéressés.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.- La taxe relative à l'occupation temporaire de la voie publique est perçue au comptant.

Article 9.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsliden), het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de tijdelijke bezetting van de openbare weg.

Artikel 2.- De belasting wordt vastgesteld in verhouding tot de oppervlakte van de openbare weg die bezet wordt. Voor het berekenen van de oppervlakte wordt elke fractie van een vierkante meter als eenheid gerekend.

AANSLAGVOET

Artikel 3.- De aanslagvoet van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

- 0,60 EUR per m² en per dag of fractie van één dag voor de bezetting van de trottoir ;
- 1,10 EUR per m² en per dag of fractie van één dag voor de bezetting van de rijweg ;
- 20,00 EUR per dag of fractie van één dag voor een gewone container ;
- 40,00 EUR per dag of fractie van één dag voor een container uitgerust met een lozingstoestel.

De belasting is verschuldigd vanaf de eerste dag van de bezetting van de openbare weg tot de dag waarop men eraan verzaakt.

Artikel 4.- De alsdusdanig vastgestelde belasting is onafhankelijk van de vergoeding welke voorzien wordt door het bouwreglement voor het gebeurlijk herstellen van de schade aan de straatbedekking aangebracht ingevolge de bezetting.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 5.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de openbare weg bezet.

Artikel 6.- In geval van tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van bouw-, afbraak-, heropbouw- en verbouwingswerken, of andere werken aan gebouwen, is de eigenaar van het gebouw solidair aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

TOELATING

Artikel 7.- De toelating om de openbare weg tijdelijk te bezetten moet aangevraagd worden bij het Gemeentebestuur. De toelating voor de tijdelijke bezetting van de openbare weg worden verleend zonder dat de verkrijgers aanspraak kunnen maken op enig recht van onwederroepelijke vergunning, noch van dienstbaarheid op de openbare weg, op het eerste bevel van de overheid echter kan het toegelaten gebruik verminderd of opgeheven worden, zonder dat hierom enige vergoeding kan geëist worden.

Bij het ingebreke blijven, acht dagen na hogervernoemde aanmaning, zal er, zonder nieuw bericht, overgegaan worden tot het ambtshalve ontruimen, en dit ten laste van de ondernemer ; de eigenaar van het gebouw is solidair aansprakelijk voor het betalen van de onkosten.

Deze schikking neemt de strafbepalingen welke door het bouwreglement voorzien zijn niet weg.

Daarenboven worden de toelatingen afgegeven onder voorbehoud van de rechten van derden en op risico van de belanghebbenden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 8.- De belasting betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg wordt contant geïnd.

Artikel 9.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de

invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0048

Règlement-taxe relatif aux permis d'urbanisme et aux permis de lotir - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux permis d'urbanisme et aux permis de lotir, voté par le Conseil communal en séance du 04.03.2010, devenu obligatoire en date du 10.03.2010, applicable pour la période du 01.01.2010 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux permis d'urbanisme et aux permis de lotir :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale sur les permis d'urbanisme ou de lotir délivrés dans le cadre de :

- constructions, reconstructions, agrandissements, transformations, démolitions d'immeubles de toute nature ;
- modifications de toutes les façades ;
- établissement ou modification des clôtures de n'importe quelle nature, à front des voies publiques ;
- modifications de destinations ou d'utilisations de locaux ;
- permis de lotir ;
- autres actes et travaux.

CONSTRUCTIONS, RECONSTRUCTIONS, AGRANDISSEMENTS, TRANSFORMATIONS, DEMOLITIONS D'IMMEUBLES DE TOUTE NATURE

Base de l'impôt

Article 2.- Cette taxe a pour base le volume des constructions, des reconstructions, des agrandissements ou des transformations.

Le volume global est calculé, mesures du bâtiment prises extérieurement et entre les axes des murs mitoyens selon le cas, sous-sols et combles compris.

Pour calculer la hauteur des constructions, la mesure est prise sous la dalle de sol de ladite construction.

Pour le calcul du volume imposable :

- le cubage se rapportant à une cour intérieure, d'une surface de 6 m² et moins, n'est pas déduit ;
- toute fraction de m³ est comptée pour une unité.

Toutes les dépendances formant ou non corps avec le bâtiment principal sont également soumises aux dispositions du présent article 2.

Est considéré comme rez-de-chaussée, le niveau situé au même niveau que la rue.

Taux

Article 3.- Le taux de la taxe est fixé comme suit :

- 3.1. Pour les immeubles de 3 étages ou moins, au dessus du rez-de-chaussée, 2,50 EUR/m³
dont la hauteur ne dépasse pas 12,50 m (hauteur calculée à partir du niveau du sol du rez-de-chaussée jusqu'à l'intersection de la façade principale et de la toiture ou du membron, s'il s'agit de toitures à la mansarde) :
- 3.2. Pour les immeubles de plus de 3 étages, au dessus du rez-de-chaussée, 4,00 EUR/m³
dont la hauteur dépasse 12,50 m (hauteur calculée à partir du niveau du sol du rez-de-chaussée jusqu'à l'intersection de la façade principale et de la toiture ou du membron, s'il s'agit de toitures à la mansarde) :

Article 4.- Pour les constructions élevées ou à élever sur des terrains situés à des niveaux différents ou sur des terrains aboutissants à plusieurs voies publiques, le taux de la taxe à appliquer est celui qui donne lieu

à la base unitaire la plus élevée.

- Article 5.- La taxe est réduite de 50 % :
- pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement à l'habitation ;
 - pour les hangars ou constructions similaires ouverts sur deux côtés au moins.

- Article 6.- Le minimum de la taxe est fixé à :
- 200,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ;
 - 150,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage autres que bureaux ;
 - 100,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement au logement.

MODIFICATIONS DE TOUTES LES FAÇADES

Base de l'impôt

- Article 7.- Cette taxe a pour base la surface modifiée des façades.
Par modification des façades, il faut comprendre notamment :
- tout changement de grandeur ou de proportion des pleins et des vides ;
 - toute modification d'aspect ;
 - tout remplacement d'une plinthe ou d'un soubassement par un autre produit quelconque.
- Pour le calcul de la surface impossible, toute fraction de m² est comptée pour une unité.
Les travaux d'entretien ne sont pas soumis à la taxe.

Taux

- Article 8.- Le taux de la taxe est fixé au double des taux prévus par m³ à l'article 3 ci-dessus.
- Article 9.- Le minimum de la taxe est fixé à :
- 200,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ;
 - 150,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage autres que bureaux ;
 - 100,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement au logement.

ETABLISSEMENT OU MODIFICATION DES CLOTURES DE N'IMPORTE QUELLE NATURE, A FRONT DES VOIES PUBLIQUES

Base de l'impôt

- Article 10.- Cette taxe a pour base le développement à rue de la propriété considérée.
Pour le calcul du développement à rue, toute fraction de mètre est comptée pour une unité.

Taux

- Article 11.- La taxe est fixée à 2,70 EUR par mètre courant de voie publique.
- Article 12.- Le minimum de la taxe est fixé à 100,00 EUR.
- Article 13.- Le placement de clôtures provisoires de chantiers ou devant les terrains vagues destinées aux constructions n'est pas taxé.

MODIFICATIONS DE DESTINATIONS OU D'UTILISATIONS DES LOCAUX

Taux

- Article 14.- Cette taxe est égale à 50 % de la taxe calculée au m³ reprise à l'article 3.
- Article 15.- Le minimum de la taxe est fixé à :
- 200,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ;
 - 150,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage autres que bureaux ;
 - 100,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement au logement.

PERMIS DE LOTIR

Base de l'impôt

- Article 16.- Cette taxe a pour base la superficie en m² de la propriété à lotir.
Pour le calcul de la superficie, toute fraction de m² est comptée pour une unité.

Taux

- Article 17.- La taxe est fixée à 0,30 EUR/m².
- Article 18.- Le minimum de la taxe est fixé à 100,00 EUR.

PERMIS SOUMIS A LA COMMISSION DE CONCERTATION

- Article 19.- Tout permis dont la demande est soumise à la commission de concertation donne lieu à la perception d'une taxe fixée à :
- 400,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ;
 - 300,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage autres que bureaux ;
 - 200,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement au logement.

PERMIS DE REGULARISATION

- Article 20.- Tout permis dont la demande consiste en une régularisation de permis donne lieu à la perception d'une taxe fixée à :
- 400,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ;

- 300,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage autres que bureaux ;
- 200,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement au logement.

AUTRES ACTES ET TRAVAUX

Taux

Article 21.- Les actes et travaux autres que ceux repris aux articles 2 à 18 inclus, qui nécessitent un permis préalable en vertu du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire en abrégé Co.B.A.T., adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13.11.2008, donnent lieu à la perception d'une taxe de 200,00 EUR à l'occasion de la délivrance de ce permis.

Article 22.- Les demandes d'abattage d'arbres donnent lieu à la perception d'une taxe de 25,00 EUR.

BATIMENTS SITUES PARTIELLEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE

Article 23.- Les constructions, reconstructions, agrandissements, transformations ou autres actes et travaux à apporter sur un terrain établi partiellement sur le territoire d'une autre commune sont taxées pour la partie située uniquement sur le territoire de Woluwe-Saint-Pierre.

La taxe est due même si l'adresse du bien est localisée sur l'autre commune.

REDEVABLE

Article 24.- Les taxes énumérées ci-dessus frappent la propriété et sont dues par le détenteur comme en matière de précompte immobilier. Elles sont exigibles soit des propriétaires des terrains ou des bâtiments, soit des possesseurs à titre d'emphytéose, de superficie, d'usufruit ou de tout autre titre analogue et, dans les limites déterminées par l'article 635 du Code civil, des titulaires de droits d'usage et d'habitation. En cas de mutation de la propriété de l'immeuble avant l'envoi de la demande de paiement des taxes dont ils sont passibles, les tiers acquéreurs ou détenteurs sont considérés subsidiairement comme étant directement redevables et personnellement obligés de les acquitter, de la même manière que les contribuables originaires sauf recours contre ceux-ci, s'il y a lieu.

Article 25.- Les taxes frappant les bâtiments appartenant à divers propriétaires sont une imposition commune appliquée à l'ensemble de l'immeuble. Conformément à l'article 577bis du Code civil, les copropriétaires sont tenus de contribuer conjointement et chacun pour sa part, au paiement intégral de la taxe. Afin d'en assurer la perception à charge des divers redevables sur les bases du règlement intérieur de copropriété, une formule déclarative de répartition signée et certifiée sincère et exacte par chacun d'eux est exigée endéans les quinze jours de l'envoi des calculs de la taxe définitive. A défaut de cette déclaration et en cas de refus ou de contestation d'un des copropriétaires, la répartition est établie d'office, pour une quote-part présumée nonobstant recours des intéressés, en vue de la rectification à introduire dans les quinze jours de la réception de l'avertissement donné par le Collège. Cette répartition est faite à titre provisoire en attendant que la quote-part réelle puisse être calculée proportionnellement à l'importance du revenu cadastral de l'immeuble pris dans son ensemble. Lorsque ces revenus sont connus, un état définitif est adressé aux redevables dont le compte doit être apuré dans le mois.

EXONERATIONS

Article 26.- Sont exonérées de la taxe :

- les reconstructions d'immeubles détruits par des faits accidentels, pour la partie qui ne constitue pas un agrandissement des immeubles détruits quel que soit l'endroit de la commune où ils sont reconstruits ;
- les maisons construites sous le patronage de la Société du Logement de la Région bruxelloise et de l'Agence Immobilière Sociale ;
- les maisons construites dans les conditions déterminées par le pouvoir régional en vue de l'octroi par l'initiative privée, d'habitations sociales ;
- les constructions et transformations d'immeubles, les autres actes et travaux affectés aux équipements d'intérêt collectif ou de services publics.

REFUS

Article 27.- Tout refus de permis donne lieu à la perception d'une taxe minimum fixée à :

- 200,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage de bureaux ;
- 150,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés à usage autres que bureaux ;
- 100,00 EUR pour les immeubles ou parties d'immeubles destinés exclusivement au logement ;
- 25,00 EUR pour les abattages d'arbres.

PEREMPTION DE PERMIS ET DEMANDES ABANDONNEES AVANT DELIVRANCE

Article 28.- Au moment de l'introduction de la demande de permis, il est demandé une somme forfaitaire équivalente au minimum de la taxe, déductible de la provision mentionnée à l'article 31.

Article 29.- La somme forfaitaire versée lors du dépôt d'un permis reste acquise à la commune s'il n'y a pas été

donné de suite dans le délai légal de validité du permis en cause, ou lorsque la demande de permis est abandonnée avant l'aboutissement de la procédure.

RECOUVREMENT

Article 30.- L'imposition devient définitive et la perception aura lieu au comptant dès que la mise sous toit du bâtiment sera constatée par le délégué de la commune, s'il s'agit de travaux de transformations intérieures, de transformations de façade, de clôtures ou d'abattage d'arbre(s) dès la fin des travaux. En cas de changement de destination ou d'utilisation de locaux, la taxe est exigible dès que la nouvelle affectation est effective.

Article 31.- Une provision, à titre de cautionnement, est consignée dans les 48 heures du commencement des travaux, entre les mains du Receveur communal. La provision est égale au montant de la taxe calculée provisoirement sur base des plans introduits au moment de la demande de permis. Les permis ne sont délivrés qu'après perception de cette provision.

Article 32.- Après fixation du montant définitif de la taxe, la provision déposée est affectée au paiement de celle-ci et l'Administration communale délivre au contribuable, selon le cas, soit une demande de paiement mentionnant le supplément à payer dans les deux mois de la notification, soit un avis de remboursement de la provision versée en excédent.

Article 33.- A la demande du propriétaire, le mesurage du cubage de la construction sous toit ou des travaux achevés a lieu contradictoirement entre le propriétaire ou son délégué et un agent de la commune. Si le demandeur néglige d'assister ou de se faire représenter à la vérification aux dates et heures fixées par l'Administration communale, il en est fait mention et aucune réclamation ne peut être admise, sauf recours du contribuable aux voies de droits ordinaires.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 34.- La taxe relative aux permis d'urbanisme et aux permis de lotir est perçue au comptant.

Article 35.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de stedenbouwkundige vergunningen en de verkavelingsvergunningen - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de stedenbouwkundige vergunningen en de verkavelingsvergunningen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 04.03.2010, verbindend geworden op datum van 10.03.2010, toepasselijk voor de periode van 01.01.2010 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de stedenbouwkundige vergunningen en de verkavelingsvergunningen als volgt te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting geheven op de stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen afgegeven in het kader van :

- bouwen, herbouwen, uitbreiden, verbouwen, vernietigen van gebouwen van om het even welke aard ;
- wijzigingen van alle gevels ;
- oprichten of wijziging van afsluitingen van om het even welke aard, langs de openbare wegen ;
- bestemmings- of gebruikswijzigingen van lokalen ;
- verkavelingsvergunningen ;
- andere handelingen en werken.

BOUWEN, HERBOUWEN, UITBREIDEN, VERBOUWEN, Vernietigen van gebouwen van om het even welke aard

Basis van de heffing

Artikel 2.- Deze belasting heeft als basis het volume van de bouwen, de herbouwen, de uitbreidingen of de verbouwingen.

Het totale volume wordt berekend aan de hand van de maten genomen aan de buitenzijde en op de as van de gemeenschappelijke muren volgens het geval, de ondergrondse verdiepingen en de zolders inbegrepen.

Om de hoogte van de bouwwerken te bepalen wordt de maat van onder de vloerplaat van deze werken genomen.

Bij de berekening van het belastbare volume :

- zullen het aantal kubieke meter van een binnenkoer van een oppervlakte van 6 m² en minder niet afgetrokken worden ;
- zal elk gedeelte van een m³ als eenheid beschouwd worden.

Alle bijgebouwen die al of niet een geheel vormen met het hoofdgebouw worden eveneens belast volgens de bepalingen van dit artikel 2.

Wordt beschouwd als gelijkvloers, de verdieping die gelijk ligt met de straat.

Aanslagvoet

Artikel 3.- Het bedrag van de belasting wordt als volgt vastgesteld :

3.1. Voor de gebouwen van 3 verdiepingen of minder, boven de gelijkvloerse verdieping en waarvan de hoogte niet meer dan 12,50 m bedraagt (hoogte berekend van op de vloer van deze gelijkvloerse verdieping tot aan het snijpunt tussen de gevellijn en de dakhellingslijn, of tot aan het lijstwerk ingeval van een mansardedak) : 2,50 EUR/m³

3.2. Voor de gebouwen van meer dan 3 verdiepingen, boven de gelijkvloerse verdieping en waarvan de hoogte de 12,50 m overschrijdt (hoogte berekend van op de vloer van deze gelijkvloerse verdieping tot aan het snijpunt tussen de gevellijn en de dakhellingslijn, of tot aan het lijstwerk ingeval van een mansardedak) : 4,00 EUR/m³

Artikel 4.- Voor de opgerichte of nog op te richten gebouwen op gronden waarvan het hoogtepeil verschilt of op gronden aanpalend aan verschillende straten, is het hoogste tarief toepasselijk.

Artikel 5.- De belasting wordt met 50 % verminderd :

- voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend voor de woning bestemd ;
- voor de loodsen of soortgelijke gebouwen die ten minste langs twee zijden open zijn.

Artikel 6.- Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op :

- 200,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor kantooroppervlakten ;
- 150,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen voor een andere bestemming dan kantooroppervlakten ;
- 100,00 EUR voor gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend bestemd voor woning.

WIJZIGINGEN VAN ALLE GEVELS**Basis van de heffing**

Artikel 7.- Deze belasting heeft als basis de gewijzigde oppervlakte van de gevels.

Onder wijziging van gevel verstaat men onder meer :

- elke wijziging van grootte of proportie van open en gesloten oppervlakten ;
- elke wijziging van uitzicht ;
- de vervanging van een plint of grondmuur door een om het even welk ander produkt.

Voor de berekening van de belastbare oppervlakte wordt elk gedeelte van een m² als een eenheid beschouwd.

De onderhoudswerken zijn niet onderworpen aan de belasting.

Aanslagvoet

Artikel 8.- De belasting wordt vastgesteld op het dubbel van de per m³ voorziene aanslag aangegeven in artikel 3.

Artikel 9.- Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op :

- 200,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor kantooroppervlakten ;
- 150,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen voor een andere bestemming dan kantooroppervlakten ;
- 100,00 EUR voor gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend bestemd voor woning.

OPRICHTEN OF WIJZIGING VAN AFSLUITINGEN VAN OM HET EVEN WELKE AARD, LANGS

DE OPENBARE WEGEN***Basis van de heffing***

Artikel 10.- Deze belasting heeft als basis de gevelbreedte van het eigendom langs de straat.
Voor de berekening van de voorgevelbreedte wordt elk gedeelte van een meter als een eenheid beschouwd.

Aanslagvoet

Artikel 11.- Deze belasting wordt vastgesteld op 2,70 EUR per strekkende meter langs de straat.

Artikel 12.- Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op 100,00 EUR.

Artikel 13.- Voor een voorlopige afsluiting geplaatst vóór bouwwerken of vóór onbebouwde percelen bestemd tot bebouwing is de belasting niet toepasselijk.

BESTEMMINGS- OF GEBRUIKSWIJZIGINGEN VAN LOKALEN***Aanslagvoet***

Artikel 14.- Deze belasting is gelijk aan 50 % van de in artikel 3 per m³ berekende belasting.

Artikel 15.- Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op :

- 200,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor kantooroppervlakten ;
- 150,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen voor een andere bestemming dan kantooroppervlakten ;
- 100,00 EUR voor gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend bestemd voor woning.

VERKAVELINGSVERGUNNINGEN***Basis van de heffing***

Artikel 16.- Deze belasting slaat op de oppervlakte in m² van het te verkavelen goed.
Voor de berekening van de oppervlakte wordt elk gedeelte van een m² als een eenheid beschouwd.

Aanslagvoet

Artikel 17.- De belasting wordt vastgesteld op 0,30 EUR/m².

Artikel 18.- Het minimum van de belasting wordt vastgesteld op 100,00 EUR.

VERGUNNINGEN ONDERWORPEN AAN DE OVERLEGCOMMISSIE

Artikel 19.- Elke vergunning waarvan de aanvraag onderworpen wordt aan de overlegcommissie geeft aanleiding tot het innen van een belasting vastgesteld op :

- 400,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor kantooroppervlakten ;
- 300,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen voor een andere bestemming dan kantooroppervlakten ;
- 200,00 EUR voor gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend bestemd voor woning.

VERGUNNINGEN VAN REGULARISATIE

Artikel 20.- Elke vergunning waarvan de aanvraag een regularisatie van een vergunning betreft geeft aanleiding tot het innen van een belasting vastgesteld op :

- 400,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor kantooroppervlakten ;
- 300,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen voor een andere bestemming dan kantooroppervlakten ;
- 200,00 EUR voor gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend bestemd voor woning.

ANDERE HANDELINGEN EN WERKEN***Aanslagvoet***

Artikel 21.- De andere handelingen en werken dan deze vermeld in de artikelen 2 tot 18 inbegrepen, waarvoor een voorafgaande vergunning noodzakelijk is krachtens het Brussels Wetboek voor Ruimtelijke Ordening, afgekort B.W.R.O., goedgekeurd per regeringsbesluit van het Brussels Gewest van 13.11.2008, geven aanleiding tot het innen van een belasting van 200,00 EUR ter gelegenheid van het afgeven van deze vergunning.

Artikel 22.- De aanvragen voor het vellen van bomen zullen aanleiding geven tot het innen van een belasting van 25,00 EUR.

GEBOUWEN GEDEELTELIJK GELEGEN OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEMEENTE

Artikel 23.- De bouwen, herbouwen, uitbreiden, verbouwen of andere handelingen en werken te verrichten op een grond die gedeeltelijk op het grondgebied van een andere gemeente gelegen is, worden slechts belast voor het deel van het gebouw opgericht op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe.

De belasting is verschuldigd, zelfs wanneer het adres van het goed gelegen is in de andere gemeente.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 24.- De hierboven opgesomde belastingen hebben betrekking op het eigendom en zijn verschuldigd door de bezitter zoals inzake de onroerende voorheffing. Ze zijn invorderbaar hetzij bij de eigenaars van de gronden of van de gebouwen, hetzij bij de bezitters ten titel van erfpacht, van opstalrecht, van

vruchtgebruik of van elke andere gelijkaardige titel, en binnen de grenzen bepaald door artikel 635 van het Burgerlijk Wetboek, bij de gebruiks- of woonstgerechtigden. Ingeval van overdracht van eigendom van het gebouw vóór de betalingsaanvraag van de verschuldigde belastingen zullen de derden, verwervers of bezitters, rechtstreeks als schuldenaren beschouwd en persoonlijk verplicht worden deze te vereffenen op dezelfde manier als de oorspronkelijke belastingplichtigen, behoudens verhaal tegen deze laatsten.

Artikel 25.- De belastingen op de gebouwen die aan verschillende eigenaars toebehoren vormen een gemeenschappelijke belasting toegepast op het gebouw in zijn geheel.

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 577bis van het Burgerlijke Wetboek zijn de medeëigenaars verplicht gezamenlijk en elk voor zijn deel bij te dragen tot de volledige betaling van de belasting. Teneinde tot de inning ten laste van de verschillende belastingplichtigen te kunnen overgaan, op basis van het reglement van medeëigendom van inwendige orde, moet er een formulier van verdelingsaangifte, gedagtekend en voor echt en deugdelijk verklaard door ieder van hen overgemaakt worden binnen de 15 dagen na het verzenden van de definitieve belastingsberekening. Bij gebrek aan deze aangifte en in geval van weigering of betwisting vanwege één van de medeëigenaars, zal de verdeling ambtshalve gebeuren voor een vermoedelijk aandeel niettegenstaande verhaal van de belanghebbenden, met het oog op de rechtzetting in te dienen binnen de 15 dagen van de ontvangst van de door het College gezonden waarschuwing.

Deze verdeling is voorlopig in afwachting dat het werkelijk aandeel kan berekend worden in evenredigheid met het bedrag van het kadastraal inkomen van het gebouw in zijn geheel. Wanneer die kadastrale inkomens gekend zijn zal er een definitieve staat van bouwbelasting aan de belastingplichtigen overgemaakt worden, waarvan de rekening moet vereffend worden binnen de maand.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 26.- Zijn vrijgesteld van de belasting :

- de wederopbouw van op accidentele wijze vernielde gebouwen, voor het deel dat geen uitbreiding uitmaakt van de vernielde gebouwen, welke ook de plaats in de gemeente is waar zij heropgebouwd worden ;
- de woningen opgericht onder bescherming van de Huisvestingsmaatschappij van het Brussels Gewest en het Sociaal Verhuurkantoor ;
- de woningen opgericht onder de voorwaarden vastgesteld door de gewestelijke overheid met het oog op de toekenning op privé-initiatief van sociale woningen ;
- de bouwen en verbouwen van gebouwen, de andere handelingen en werken bestemd voor uitrustingen van gemeenschappelijk belang of van openbare diensten.

WEIGERINGEN

Artikel 27.- Elke weigering van bouwvergunning geeft aanleiding tot de heffing van een minimum belasting vastgesteld op :

- 200,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen bestemd voor kantooroppervlakten ;
- 150,00 EUR voor de gebouwen of gedeelten van gebouwen voor een andere bestemming dan kantooroppervlakten ;
- 100,00 EUR voor gebouwen of gedeelten van gebouwen uitsluitend bestemd voor woning ;
- 25,00 EUR voor het vellen van bomen.

VERVALLEN VAN DE VERGUNNINGEN EN AANVRAGEN OPGEGEVEN VOOR DE BEÏNDIGING VAN DE PROCEDURE

Artikel 28.- Bij het indienen van een vergunningsaanvraag wordt een forfaitair bedrag gelijk aan het minimum van de belasting gevraagd, dit bedrag is aftrekbaar van de in artikel 31 vermelde provisie.

Artikel 29.- De forfaitaire som bij het afgeven van iedere vergunning blijft aan de gemeente verworven indien er geen gevolg wordt gegeven binnen de wettelijke geldigheidstermijn van de vergunning of indien de vergunningsaanvraag opgegeven wordt voor de beëindiging van de procedure.

INVORDERING

Artikel 30.- De belastingheffing wordt definitief en de inning gebeurt contant zodra het onder dak staan van het gebouw door de afgevaardigde van de Gemeente is vastgesteld, of bij het einde van de werken indien het gaat om binnenhuisverbouwing, verbouwing van gevels, afsluitingen, of het vellen van bomen. In geval van wijziging van bestemming of gebruik van lokalen wordt de belasting invorderbaar zodra de nieuwe bestemming tot stand gebracht is.

Artikel 31.- Een als borgsom gestorte provisie zal in bewaring gegeven worden binnen de 48 uren vanaf de aanvang van de werken bij de Gemeenteontvanger. De provisie zal gelijk zijn aan het bedrag van de

voorlopig berekende belasting op basis van de plannen ingediend bij de aanvraag van de bouwvergunning. De vergunningen worden enkel afgegeven na inning van de reeds vermelde provisie.

Artikel 32.- Na vaststelling van het definitief bedrag van de belasting, wordt de neergelegde provisie tot de betaling van deze belasting toegewezen, en zal het Gemeentebestuur aan de belastingplichtige, naargelang het geval, hetzij een betalingsaanvraag afgeven met vermelding van het bijkomende bedrag, te betalen binnen de twee maanden na ontvangst van de kennisgeving, hetzij een terugbetalingsbericht overmaken met vermelding van de te veel betaalde provisie.

Artikel 33.- Op aanvraag van de eigenaar, heeft het meten van het aantal m³ van het gebouw onder dak of van de uitgevoerde werken plaats op tegenspraak tussen de eigenaar of zijn afgevaardigde en een beambte van de gemeente. Indien de aanvrager verzuimt het nazicht bij te wonen of er een afgevaardigde te sturen op datum en uur bepaald door het Gemeentebestuur, zal hiervan melding gemaakt worden en zal geen klacht kunnen aanvaard worden behoudens beroep van de belastingplichtige op de gewone rechtspleging.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 34.- De belasting betreffende de stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen wordt contant geïnd.

Artikel 35.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement-taxe relatif aux antennes situées sur des stations de base pour téléphonie mobile - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux antennes situées sur des stations de base pour téléphonie mobile, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux antennes situées sur des stations de base pour téléphonie mobile :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les antennes situées sur des stations de base pour téléphonie mobile.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 3.500,00 EUR par antenne.

Article 3.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par le propriétaire de l'antenne.

EXONERATIONS

Article 5.- Sont exonérées de la taxe, les infrastructures de télécommunication du réseau A.S.T.R.I.D., tant pour les missions de service public que pour les activités commerciales de ce réseau.

DECLARATION

Article 6.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

48/17.12.2012/A/0049

Article 7.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 8.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestres et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.- La taxe relative relative aux antennes situées sur des stations de base pour téléphonie mobile est recouvrée par voie de rôle.

Article 10.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de antennes gelegen op basisstations voor mobiele telefonie - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de antennes gelegen op basisstations voor mobiele telefonie, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de antennes gelegen op basisstations voor mobiele telefonie als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de antennes gelegen op basisstations voor mobiele telefonie.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 3.500,00 EUR per antenne.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de eigenaar van de antenne.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld, de infrastructuren voor telecommunicatie van het A.S.T.R.I.D.-net, zowel voor de opdrachten van openbare diensten als voor de handelsactiviteiten van dit net.

AANGIFTE

Artikel 6.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 7.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 8.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingswijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende de antennes gelegen op basisstations voor mobiele telefonie wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0050

Règlement-taxe relatif aux secondes résidences - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux secondes résidences, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux secondes résidences :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les secondes résidences.

Est réputé "seconde résidence", tout logement situé à Woluwe-Saint-Pierre pour lequel la personne qui l'occupe, même occasionnellement, n'est inscrite à aucune adresse aux registres de population de la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 1.000,00 EUR par seconde résidence.

REDEVABLE

Article 3.- La taxe est due par celui qui dispose d'une seconde résidence au 1er janvier de l'exercice d'imposition.

Toutefois, en cas d'inscription dans le courant de l'exercice d'imposition, la taxe n'est pas due.

Toute personne déjà soumise à la taxe sur les secondes résidences et quittant la commune de Woluwe-Saint-Pierre sera redevable :

- de la moitié du montant de la taxe annuelle si son départ a lieu dans le courant du premier semestre de l'exercice d'imposition ;
- du montant total de la taxe si son départ s'effectue dans le courant du second semestre de l'exercice d'imposition.

EXONERATIONS

Article 4.- Sont exonérés de la taxe :

- les locaux affectés exclusivement à l'exercice d'une activité professionnelle ;
- les tentes, les caravanes mobiles et remorques d'habitations ;
- les chambres d'étudiants, sur présentation d'une attestation scolaire (cours du jour à temps plein) ;
- les lits des institutions de soins de santé et homes de retraite ;

- les logements occupés à titre principal par des étrangers privilégiés (fonctionnaires des Communautés européennes, membres de l'OTAN, du SHAPE, de la Coopération douanière, du Conseil des Ministres A.C.P.).

DECLARATION

Article 5.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 7.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8.- La taxe relative aux secondes résidences est recouvrée par voie de rôle.

Article 9.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

----- Belastingreglement betreffende de tweede verblijven - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de tweede verblijven, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de tweede verblijven als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de tweede verblijven.

Wordt als "tweede verblijf" beschouwd, elke woning op het grondgebied van Sint-Pieters-Woluwe gelegen, waarvoor de persoon die ze bewoont, zelfs occasioneel, op geen enkel adres in de bevolkingsregisters van de gemeente Sint-Pieters-Woluwe ingeschreven is.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 1.000,00 EUR per tweede verblijf.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd door degene die over een tweede verblijf beschikt op 1 januari van het aanslagjaar.

Doch, in geval van inschrijving gedurende het aanslagjaar, is de belasting niet verschuldigd.

Iedere persoon die al aan de belasting op de tweede verblijven onderworpen is en die de gemeente

Sint-Pieters-Woluwe verlaat, is het volgende verschuldigd :

- de helft van het bedrag van de jaarlijkse belasting indien zijn vertrek plaats heeft gedurende het eerste semester van het aanslagjaar ;
- het volledige bedrag van de belasting indien zijn vertrek plaats heeft gedurende het tweede semester van het aanslagjaar.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 4.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de uitsluitend voor de uitoefening van een beroepsactiviteit bestemde lokalen ;
- de tenten en verplaatsbare caravans en woonwagens ;
- de studentenkamers, op vertoon van een schoolattest (voltijdse dagschool) ;
- de bedden in verpleeginstellingen en rusthuizen ;
- de woningen die de hoofdverblijfplaats zijn van de bevoorrechte vreemdelingen (ambtenaren van de Europese Gemeenschappen, leden van NATO, SHAPE, Internationale Douaneraad, alsook de leden van de Raad van A.C.S. Ministers).

AANGIFTE

Artikel 5.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 6.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 7.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.

Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 8.- De belasting betreffende de tweede verblijven wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 9.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

48/17.12.2012/A/0051

Règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2011, devenu obligatoire en date du 28.12.2011, applicable pour la période du 01.01.2012 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés.

Est considéré comme immeuble inachevé, tout immeuble dont la construction ou la transformation est interrompue pendant plus d'un an au sens de l'article 101 § 1^{er} du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire.

Est considéré comme immeuble partiellement ou totalement inoccupé, tout immeuble ou partie d'immeuble bâti inhabité (en cas d'immeuble affecté au logement) ou inexploité (en cas d'immeuble ayant une affectation autre que du logement) depuis plus de 6 mois.

Est considéré comme immeuble à l'état d'abandon, tout immeuble bâti manquant manifestement d'un entretien minimum depuis plus d'un an afin d'éviter qu'il ne constitue un trouble pour le voisinage.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à :

- pour le premier exercice au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe :
300,00 EUR par mètre courant ou fraction de mètre courant de façade à rue, pour chaque niveau, à l'exception des caves, des sous-sols et des greniers non aménagés ;
- pour le deuxième exercice au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe :
500,00 EUR par mètre courant ou fraction de mètre courant de façade à rue, pour chaque niveau, à l'exception des caves, des sous-sols et des greniers non aménagés ;
- pour le troisième exercice ou les exercices ultérieurs au cours duquel l'immeuble est soumis à la taxe :
750,00 EUR par mètre courant ou fraction de mètre courant de façade à rue, pour chaque niveau, à l'exception des caves, des sous-sols et des greniers non aménagés.

Les constructions inachevées, limitées aux fondations, seront considérées comme constituant un niveau à part entière.

Article 3.- Lorsque l'immeuble touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la façade à front de rue la plus longue.

Lorsque l'immeuble ne touche à aucune rue, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la façade la plus longue.

Les immeubles situés partiellement sur le territoire de la commune ne sont taxés que pour la partie située sur ce territoire.

Article 4.- Lorsque la taxe porte sur un immeuble partiellement inoccupé, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la partie de façade à rue qui est inoccupée, multiplié par le nombre de niveaux présentant un état d'inoccupation.

Lorsque la partie d'immeuble inoccupé touche à deux ou plusieurs rues, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la partie de façade à front de rue la plus longue.

Lorsque la partie d'immeuble inoccupé ne touche à aucune rue, la base de calcul de la taxe est le nombre de mètre courant de la partie de façade la plus longue.

Article 5.- La date de la notification du constat prévu à l'article 8 détermine l'exercice d'imposition pour lequel la taxe est due.

La taxe est due en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années. Il n'est accordé aucune remise ou restitution, pour quelque cause que ce soit.

Toutefois, en cas d'aliénation ou de transfert de la propriété d'un immeuble dont la taxe a été payée, il ne sera pas perçu de nouvelle taxe pour l'année en cours.

REDEVABLE

Article 6.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui est le titulaire du droit de propriété, de nue-propriété, de superficie ou d'emphytéose sur un immeuble répondant aux définitions de l'article 1.

Lorsqu'il s'agit d'un immeuble appartenant indivisément à plusieurs personnes, la taxe est établie au nom de l'indivision, les propriétaires indivis étant solidairement responsables du paiement de la taxe.

CONSTAT

Article 7.- L'état d'inachèvement, d'inoccupation ou d'abandon manifeste de tout ou partie d'un immeuble fait l'objet d'un constat dressé par un agent communal habilité à cette fin.

Sans préjudice de tout autre signe démontrant son état d'inachèvement, d'inoccupation ou d'abandon manifeste, sera présumé inachevé, inoccupé ou manifestement abandonné l'immeuble ou la partie d'immeuble bâti :

- pour lequel le parachèvement n'est pas terminé dans un délai de 1 an à dater de la péremption du

permis d'urbanisme selon les dispositions de l'article 101 § 1er du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire ;

- pour lequel aucune personne physique n'est inscrite dans les registres de la population pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs ;
- pour lequel aucune personne physique n'y est recensée en qualité d'occupant d'une seconde résidence pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs ;
- pour lequel aucune personne physique ou morale n'est inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises pendant une période d'au moins 6 mois consécutifs ;
- qui globalement depuis plus d'un an présente un manque d'entretien ayant pour conséquence que le fonctionnement du système de récolte des eaux pluviales est gravement altéré, que la végétation du jardin déborde sur le domaine public, que des ouvertures (portes ou fenêtres) sont partiellement ou totalement béantes ;
- qui a fait l'objet d'un arrêté d'inhabitabilité depuis au moins 6 mois consécutifs.

Article 8.- L'autorité communale notifie, par lettre recommandée à la poste, une copie de ce constat au domicile ou au siège social du redevable, ainsi qu'une copie du présent règlement-taxe et une déclaration qui doit être dûment complétée, signée et renvoyée par le redevable conformément à l'article 11 du présent règlement-taxe.

Si le redevable a des observations à faire à l'encontre de ce constat, il doit le faire dans une lettre qui doit accompagner ladite déclaration.

Article 9.- Lorsque le domicile ou le siège social du redevable n'est pas connu par l'autorité communale, la notification prévue à l'article 8 sera valablement opérée par l'affichage d'un avis sur la porte de l'entrée principale du bien concerné.

Sur cet avis seront mentionnés :

- la date du passage et celle de l'affichage ;
- l'identification précise du service communal auprès duquel il lui est loisible de retirer les documents énumérés à l'alinéa précédent ;
- des extraits du règlement-taxe (taux et redevable).

EXONERATIONS

Article 10.- Sont exonérés de la taxe :

- les immeubles dont l'état d'inachèvement ou d'inoccupation résulte d'un cas de force majeure ;
- les immeubles situés dans le périmètre d'un plan d'expropriation approuvé par arrêté royal ;
- les immeubles qui font l'objet d'une demande de permis d'urbanisme, sur présentation de l'accusé de réception du dossier complet de ladite demande de permis.

DECLARATION

Article 11.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 12.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 13.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 13.- La taxe relative aux immeubles inachevés, inoccupés ou manifestement abandonnés est perçue par voie de rôle.

Article 14.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

**Belastingreglement betreffende de onvoltooide, leegstaande of duidelijk verwaarloosde gebouwen -
Hernieuwing - Verlenging**

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de onvoltooide, leegstaande of duidelijk verwaarloosde gebouwen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2011, verbindend geworden op datum van 28.12.2011, toepasselijk voor de periode van 01.01.2012 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de onvoltooide, leegstaande of duidelijk verwaarloosde gebouwen als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de onvoltooide, leegstaande of duidelijk verwaarloosde gebouwen.

Wordt beschouwd als "onvoltooid gebouw", elk gebouw waarvan de bouw of de verbouwing onderbroken wordt tijdens meer dan een jaar in de zin van artikel 101 § 1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening.

Wordt beschouwd als gedeeltelijk of volledig leegstaand gebouw, elk gebouw of gedeelte van een gebouw dat niet bewoond (in geval van gebouw bestemd voor de huisvesting) of niet uitgebaat (in geval van gebouw met een andere bestemming dan de huisvesting) is sinds meer dan 6 maanden.

Wordt beschouwd als duidelijk verwaarloosd gebouw, elk gebouw met een duidelijk gebrek aan een minimum onderhoud sinds meer dan een jaar teneinde te vermijden dat het voor de buurt een bron van verstoring zou zijn.

BEDRAG

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op :

- voor het eerste dienstjaar voor hetwelk het gebouw aan de belasting onderworpen is :
300,00 EUR per lopende meter of gedeelte van lopende meter gevellengte langs de straat, voor ieder niveau, met uitzondering van de kelders, de ondergrondse verdiepingen en de niet ingerichte zolders ;
- voor het tweede dienstjaar voor hetwelk het gebouw aan de belasting onderworpen is :
500,00 EUR per lopende meter of gedeelte van lopende meter gevellengte langs de straat, voor ieder niveau, met uitzondering van de kelders, de ondergrondse verdiepingen en de niet ingerichte zolders ;
- voor het derde dienstjaar en volgende dienstjaren voor hetwelk het gebouw aan de belasting onderworpen is :
750,00 EUR per lopende meter of gedeelte van lopende meter gevellengte langs de straat, voor ieder niveau, met uitzondering van de kelders, de ondergrondse verdiepingen en de niet ingerichte zolders.

De onvoltooide bouwwerken, beperkt tot de funderingen, zullen als een volledig niveau beschouwd worden.

Artikel 3.- Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de langste gevel aan de straat.

Wanneer het gebouw niet aan een straat paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de grootste gevel.

De bouwwerken die gedeeltelijk op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn worden enkel belast voor de gedeelten die op dit grondgebied gelegen zijn.

Artikel 4.- Wanneer de belasting een gedeeltelijk leegstaand gebouw betreft, is de basis van de rekening van de belasting het aantal lopende meter van de gedeeltelijke gevel langs de straat die leegstaande is, vermenigvuldigd met het aantal niveaus in leegstaande staat.

Wanneer het gebouw aan twee of meerdere straten paalt, is de basis van de berekening van de

belasting het aantal lopende meter van de langste gevel aan de straat.

Wanneer het gebouw niet aan een straat paalt, is de basis van de berekening van de belasting het aantal lopende meter van de grootste gevel.

Artikel 5.- De datum van de betekening van de vaststelling voorzien in artikel 8 bepaalt het aanslagjaar voor hetwelk de belasting verschuldigd is.

De belasting is verschuldigd in haar geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar. Er wordt in geen geval vermindering of terugbetaling toegestaan.

Nochtans zal er in geval van vervreemding of van overdracht van eigendom van het goed waarvoor de belasting werd betaald, geen nieuwe belasting geïnd worden voor het lopende dienstjaar.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 6.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de houder is van het eigendomsrecht, het naakte eigendom, de oppervlakte of erfpachtrecht op een gebouw overeenkomend met de beschrijvingen van artikel 1.

Wanneer het gaat om een onroerend goed dat in onverdeeldheid toebehoort aan verschillende eigenaars, wordt de belasting vastgesteld ten laste van de onverdeeldheid ; de in onverdeeldheid zijnde eigenaars blijven hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

VASTSTELLING

Artikel 7.- De staat van onvoltooiing, leegstand of duidelijke verwaarlozing, van het geheel of van het gedeelte van een gebouw, maakt het onderwerp uit van een vaststelling opgemaakt door een hiervoor bevoegde gemeentebeambte.

Ongeacht elk ander teken van staat van onvoltooiing, leegstand of duidelijke verwaarlozing, zal beschouwd worden als onvoltooid, leegstaand of duidelijk verwaarloosd, het gebouwde goed of gedeelte hiervan :

- voor hetwelk de voltooiing niet teneinde is binnen een termijn van 1 jaar vanaf de verjaring van de stedenbouwkundige vergunning volgens de bepalingen van artikel 101 § 1 van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening ;
- voor hetwelk geen enkele fysieke persoon ingeschreven is in de bevolkingsregisters gedurende een periode van ten minste 6 opeenvolgende maanden ;
- voor hetwelk geen enkele fysieke persoon als bewoner van een tweede verblijf geïnventariseerd is gedurende een periode van ten minste 6 opeenvolgende maanden ;
- voor hetwelk geen enkele fysieke of rechtspersoon ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen voor een periode van ten minste 6 opeenvolgende maanden ;
- dat globaal sinds meer dan een jaar een gebrek aan onderhoud vertoont met als gevolg een ernstige verslechtering van de werking van het pijpleidingensysteem van het regenwater, een overwoekering van het openbaar domein door de tuinvegetatie en gedeeltelijk of totaal gapende openingen van deuren en vensters ;
- dat onbewoonbaar verklaard is sinds ten minste 6 opeenvolgende maanden.

Artikel 8.- Het Gemeentebestuur betekent, per aangetekende brief per post, een kopie van deze vaststelling naar het adres of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige, evenals een kopie van het huidige belastingreglement en een aangifte die behoorlijk ingevuld, ondertekend en teruggestuurd dient te worden overeenkomstig artikel 11 van het huidige belastingreglement.

Indien de belastingplichtige aanmerkingen heeft op deze vaststelling moet hij deze kenbaar maken per brief, die de aangifte moet vergezellen.

Artikel 9.- Wanneer het adres of de maatschappelijke zetel van de belastingplichtige niet gekend is door het Gemeentebestuur, zal de in het artikel 8 voorziene betekening op rechtsgeldige wijze geschieden door het aanplakken van een bericht op de hoofdingang van het betrokken goed.

Op dit bericht zullen vermeld worden :

- de datum van het verlijden en van het aanplakken ;
- de juiste identificatie van de gemeentelijke dienst waarbij het mogelijk is de in vorige alinea vermelde documenten te verkrijgen ;
- de uittreksels van het belastingreglement (aanslagvoet en belastingplichtige).

VRIJSTELLINGEN

Artikel 10.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de gebouwen waarvan de staat van onvoltooiing of leegstand te wijten is aan een geval van overmacht ;
- de gebouwen gelegen binnen de omtrek van een onteigeningsplan goedgekeurd door een

koninklijk besluit ;

- de gebouwen die het onderwerp uitmaken van een aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning mits het voorleggen van het bericht van ontvangst van het volledige dossier van voornoemde aanvraag.

AANGIFTE

Artikel 11.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 12.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 13.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 13.- De belasting betreffende de onvoltooide, leegstaande of duidelijk verwaarloosde gebouwen wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 14.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen geregeld.

48/17.12.2012/A/0052

Règlement-taxe relatif aux surfaces de bureau - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux surfaces de bureau, voté par le Conseil communal en séance du 17.12.2009, devenu obligatoire en date du 23.12.2009, applicable pour la période du 01.01.2010 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux surfaces de bureau :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les surfaces de bureau installées sur le territoire de la commune.

Pour l'application du présent règlement, est considéré comme "bureau", tout local affecté :

- soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise, d'un service public, d'un indépendant ou d'un commerçant ;
- soit à l'activité d'une profession libérale, à l'exclusion des professions médicales et paramédicales ;
- soit aux activités des entreprises de service intellectuel ;

Ces travaux et activités supposent un équipement et/ou un mobilier adaptés au traitement de l'information. L'information peut être contenue non seulement dans des documents, fichiers informatiques, ou tout autre support, mais également dans des échantillons ou prototypes.

Article 2.- La taxe a pour base la totalité des planchers mis à couvert et offrant une hauteur libre d'au moins 2,20 m dans tous les locaux, y compris les surfaces utilisées indirectement (espaces de circulation et d'accueil, salles de conférence, locaux de rangement et d'archives, réfectoires, sanitaires, etc.), les

surfaces temporairement inutilisées pour cause d'entretien, travaux ou réduction d'activité, la part dans les communs et les surfaces accessibles au public mais à l'exclusion des locaux situés sous le niveau du sol qui sont affectés au parcage, aux caves et aux équipements techniques.

Pour mesurer cette surface, les dimensions des planchers sont mesurées au nu extérieur des murs des façades, les planchers étant supposés continus, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs, par les autres dégagements.

Lorsqu'un même plancher comporte des surfaces de bureau taxables distinctement ou des surfaces de bureau et des surfaces affectées à une autre destination, les dimensions sont mesurées aux axes des cloisons ou murs intérieurs séparant les diverses entités. De même, en pareil cas, la surface des gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs ou des autres dégagements ainsi que des locaux accessoires communs est répartie entre les diverses entités proportionnellement à la superficie de chacune de celles-ci.

TAUX

- Article 3.-** § 1. Le taux annuel de la taxe est fixé à 14,00 EUR par mètre carré de surface imposable.
 § 2. Toutefois, le taux annuel de la taxe est ramené à 7,00 EUR par mètre carré de surface imposable :
1. lorsque la surface imposable a été autorisée par un permis d'urbanisme ;
 2. lorsque la surface de bureau existait avant le 29.08.1991.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par la personne physique ou morale qui occupe la surface de bureau au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition. Le propriétaire de l'immeuble ou de la partie d'immeuble où est installée la susdite surface est solidairement responsable du paiement de la taxe.

- Article 5.-** § 1. Toute personne physique ou morale présente au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition est redevable du montant total de la taxe sur les surfaces de bureau ;
- § 2. Toute personne physique ou morale qui s'installe à Woluwe-Saint-Pierre dans le courant du premier semestre de l'exercice d'imposition est redevable de la moitié du montant de la taxe annuelle sur les surfaces de bureau ;
- § 3. Toute personne physique ou morale qui s'installe à Woluwe-Saint-Pierre dans le courant du second semestre de l'exercice d'imposition n'est pas redevable de la taxe annuelle sur les surfaces de bureau ;
- § 4. Toute personne physique ou morale qui quitte Woluwe-Saint-Pierre dans le courant du premier semestre de l'exercice d'imposition est redevable de la moitié du montant de la taxe annuelle sur les surfaces de bureau ;
- § 5. Toute personne physique ou morale qui quitte Woluwe-Saint-Pierre dans le courant du second semestre de l'exercice d'imposition est redevable du montant total de la taxe annuelle sur les surfaces de bureau ;

EXONERATIONS

Article 6.- Sont exonérées de la taxe :

1. les surfaces de bureau inférieures à 75 m². Cette exonération n'est pas d'application lorsqu'une surface de bureau supérieure à 75 m² est occupée par diverses personnes physiques ou morales (ayant éventuellement moins de 75 m²). Dans ce cas, chaque personne physique ou morale sera imposée d'après la surface qu'elle occupe réellement ;
2. les surfaces occupées par des personnes de droit public, à l'exception toutefois des surfaces utilisées dans le cadre de la pratique d'opérations lucratives ou commerciales ;
3. les surfaces occupées par des institutions du culte, des établissements d'enseignement, des hôpitaux, des cliniques, des polycliniques, des dispensaires, d'autres oeuvres de bienfaisance de type analogue ou par des institutions de droit privé ne poursuivant aucune activité à but lucratif ;
4. les surfaces occupées par une personne physique inscrite, dans les registres de la population de Woluwe-Saint-Pierre à titre de résidence principale, à la même adresse que la surface de bureau.

DECLARATION

Article 7.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.
 Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 8.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également

valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai de quinze jours.

Article 9.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 10.- La taxe relative aux surfaces de bureau est recouvrée par voie de rôle.

Article 11.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de kantooroppervlakten - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de kantooroppervlakten, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 17.12.2009, verbinden geworden op datum van 23.12.2009, toepasselijk voor de periode van 01.01.2010 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbinden geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de kantooroppervlakten als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de kantooroppervlakten die op het grondgebied van de gemeente gevestigd zijn.

Voor de toepassing van onderhavig reglement, wordt beschouwd als "kantoor", ieder lokaal bestemd :

- hetzij voor beheers- of administratiewerkzaamheden van een onderneming, een openbare dienst, een zelfstandige of een handelaar ;
- hetzij voor de uitoefening van een vrij beroep, met uitsluiting van de medische en paramedische beroepen ;
- hetzij voor de activiteiten van ondernemingen voor intellectuele dienstverlening ;

Deze werkzaamheden en activiteiten veronderstellen een aan de informatieverwerking aangepaste uitrusting en/of meubilair.

De informatie kan niet alleen vervat zijn in documenten, gegevensbestanden, of elke andere informatiedrager, maar ook in monsters of prototypes.

Artikel 2.- De belasting heeft als basis de som van de overdekte vloeren met een vrije hoogte van minstens 2,20 meter in alle lokalen, met inbegrip van de onrechtstreeks gebruikte oppervlakten (ontvangst- en doorgangsl lokalen, vergaderzalen, opbergruimten, archieflokalen, eetzalen, sanitaire lokalen, enz.), de wegens onderhoud, werken of activiteitsvermindering tijdelijk ongebruikte lokalen, het aandeel in de gemeenschappelijke ruimten en de oppervlakten toegankelijk voor het publiek, met uitsluiting van de lokalen gelegen onder het terreinniveau die voor parkeerplaatsen, kelders en technische voorzieningen bestemd zijn.

Om deze oppervlakte te meten, worden de vloerafmetingen gemeten tussen de onbeklede buitenwanden van de gevelmuren, en de vloeren worden geacht door te lopen, zonder rekening te houden met de onderbreking ervan door scheidingswanden en binnenmuren, of door kokers, trappenhuisen en liftschachten of door onder doorlopen.

Indien eenzelfde vloer kantooroppervlakten bevat die apart belastbaar zijn of tegelijkertijd kantooroppervlakten en oppervlakten voor een ander doel bestemd, worden de maten genomen vanaf de assen van de wanden of de binnenmuren die de verschillende eenheden scheiden. In dergelijk geval wordt eveneens de oppervlakte van de kokers, trappenhuisen en liften of van de andere vrije ruimten, evenals van de gemeenschappelijke bijbehorende vertrekken, verdeeld tussen de verscheidene eenheden in evenredigheid met hun oppervlakte.

AANSLAGVOET

- Artikel 3.- § 1. De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 14,00 EUR per vierkante meter belastbare oppervlakte ;
- § 2. De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt evenwel teruggebracht op 7,00 EUR per vierkante meter belastbare oppervlakte :
1. indien de belastbare oppervlakte toegelaten werd door een stedenbouwkundige vergunning ;
 2. indien de kantooroppervlakte bestond vóór 29.08.1991.

BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of rechtspersoon die de kantooroppervlakte op 1 januari van het aanslagjaar gebruikt. De eigenaar van het gebouw of van het gedeelte van het gebouw waarin voormelde oppervlakte zich bevindt, is solidair aansprakelijk voor de betaling van de belasting.

- Artikel 5.- § 1. Ieder natuurlijk of rechtspersoon die aanwezig is op 1 januari van het aanslagjaar is belastbaar voor het gehele bedrag van de jaarlijkse belasting op de kantooroppervlakten ;
- § 2. Ieder natuurlijk of rechtspersoon die zich in de loop van het eerste semester van het aanslagjaar te Sint-Pieters-Woluwe vestigt is belastbaar voor de helft van het bedrag van de jaarlijkse belasting op de kantooroppervlakten ;
- § 3. Ieder natuurlijk of rechtspersoon die zich in de loop van het tweede semester van het aanslagjaar te Sint-Pieters-Woluwe vestigt is niet belastbaar ;
- § 4. Ieder natuurlijk of rechtspersoon die Sint-Pieters-Woluwe verlaat in de loop van het eerste semester van het aanslagjaar is belastbaar voor de helft van het bedrag van de jaarlijkse belasting op de kantooroppervlakten ;
- § 5. Ieder natuurlijk of rechtspersoon die Sint-Pieters-Woluwe verlaat in de loop van het tweede semester van het aanslagjaar is belastbaar voor het gehele bedrag van de jaarlijkse belasting op de kantooroppervlakten ;

VRIJSTELLINGEN

- Artikel 6.- Zijn van de belasting vrijgesteld :
1. de kantooroppervlakten kleiner dan 75 m². Deze vrijstelling is niet van toepassing wanneer een kantooroppervlakte groter dan 75 m² bezet wordt door verschillende natuurlijke of rechtspersonen (die eventueel minder dan 75 m² bezetten). In dit geval zal elke natuurlijke of rechtspersoon belast worden volgens de door haar werkelijk bezette oppervlakte ;
 2. de oppervlakten bezet door publiekrechtelijke personen, met uitzondering van de oppervlakten gebruikt in het kader van winstgevende of handelspraktijken ;
 3. de oppervlakten bezet voor de uitoefening van een openbare eredienst, de oppervlakten gebruikt door onderwijsinstellingen, hospitalen, klinieken, poliklinieken, dispensaria of door andere gelijksoortige weldadigheidswerken of door privaatrechtelijke instellingen zonder winstoogmerk ;
 4. de oppervlakten bezet door een natuurlijke persoon in de bevolkingsregisters van Sint-Pieters-Woluwe in hoofdverblijf ingeschreven, aan hetzelfde adres van de kantooroppervlakte.

AANGIFTE

Artikel 7.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 8.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.

Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 9.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of

onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingswijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 10.- De belasting betreffende de kantooroppervlakten wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 11.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden overeenkomstig het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen geregeld.

48/17.12.2012/A/0053

Règlement-taxe relatif aux emplacements de parking connexes à une activité commerciale - Renouvellement - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-taxe relatif aux emplacements de parking connexes à une activité commerciale, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable à partir du 01.01.2011 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de renouveler et de proroger comme suit le règlement-taxe relatif aux emplacements de parking connexes à une activité commerciale :

ASSIETTE DE L'IMPOT

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une taxe communale annuelle sur les emplacements de parking connexes à une activité commerciale, à savoir tout espace dont l'exploitant de la surface commerciale peut disposer en vue d'y laisser stationner les véhicules automobiles de ses clients ou de ses visiteurs.

TAUX

Article 2.- Le taux annuel de la taxe est fixé à 30,00 EUR par emplacement de parking.

Article 3.- La taxe est due au 1er janvier de l'exercice d'imposition et en entier pour toute l'année. Elle ne peut être fractionnée, proportionnellement ou non, à des parties d'années.

REDEVABLE

Article 4.- La taxe est due par l'exploitant des emplacements de parking connexes à l'activité commerciale.

EXONERATIONS

Article 5.- Sont exonérés de la taxe :

- les emplacements de parking destinés aux personnes à mobilité réduite (handicapés) ;
- les emplacements de parking destinés aux employés ou fournisseurs des surfaces commerciales, toutefois limités à 10 emplacements par redevable ;
- les surfaces de parking comportant moins de 20 emplacements.

DECLARATION

Article 6.- L'Administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment complétée et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule.

Le redevable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu de communiquer à l'Administration communale, au plus tard le 15 janvier de l'année qui suit celle de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

Article 7.- La déclaration reste valable pour les exercices d'imposition ultérieurs jusqu'à révocation. La déclaration effectuée dans le cadre des règlements-taxes précédents en la matière reste également valable.

Toute modification de la base taxable doit être notifiée à l'Administration communale dans un délai

de quinze jours.

Article 8.- La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.
Avant de procéder à la taxation d'office, le Collège des Bourgmestre et Echevins notifie au redevable, par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.
Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 9.- La taxe relative aux emplacements de parking connexes à une activité commerciale est recouvrée par voie de rôle.

Article 10.- L'établissement, le recouvrement et le contentieux relatifs à la présente taxe sont réglés conformément aux dispositions du règlement général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales.

Belastingreglement betreffende de parkeerplaatsen verbonden aan een handelsoppervlakte - Hernieuwing - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het belastingreglement betreffende de parkeerplaatsen verbonden aan een handelsoppervlakte, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010, toepasselijk vanaf 01.01.2011 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het belastingreglement betreffende de parkeerplaatsen verbonden aan een handelsoppervlakte als volgt te hernieuwen en te verlengen :

GRONDSLAG VAN DE HEFFING

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een jaarlijkse gemeentebelasting geheven op de parkeerplaatsen verbonden aan een handelsoppervlakte, te weten elke ruimte waarvan de uitbater van een handelsactiviteit kan beschikken met het doel voertuigen van zijn klanten of bezoekers te laten parkeren.

AANSLAGVOET

Artikel 2.- De jaarlijkse aanslagvoet van de belasting wordt vastgesteld op 30,00 EUR per parkeerplaats.

Artikel 3.- De belasting is verschuldigd op 1 januari van het aanslagjaar en in zijn geheel voor heel het jaar. Ze mag niet gedeeld worden, in evenredigheid of niet, met fracties van het jaar.

BELASTIGPLICHTIGE

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd door de uitbater van de parkeerplaatsen verbonden aan de handelsoppervlakte.

VRIJSTELLINGEN

Artikel 5.- Zijn van de belasting vrijgesteld :

- de parkeerplaatsen bestemd voor de personen met verminderde mobiliteit (gehandicapten) ;
- de parkeerplaatsen bestemd voor de werknemers of leveranciers van de handelsoppervlakten, beperkt tot 10 parkeerplaatsen per belastingplichtige ;
- de parkeerruimte van minder dan 20 plaatsen.

AANGIFTE

Artikel 6.- Het Gemeentebestuur zendt de belastingplichtige een aangifteformulier dat vóór de hieropvermelde datum behoorlijk ingevuld en ondertekend dient teruggezonden te worden.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontvangen heeft, moet ten laatste op 15 januari van het jaar dat volgt op het aanslagjaar, alle voor de belasting nodige elementen kenbaar maken aan het Gemeentebestuur.

Artikel 7.- De aangifte blijft geldig voor de volgende aanslagjaren tot herroeping. De aangifte gedaan in het kader van de vorige belastingreglementen terzake blijft eveneens geldig.
Elke wijziging van de belastbare basis moet worden medegedeeld aan het Gemeentebestuur binnen een termijn van vijftien dagen.

Artikel 8.- Bij gebrek aan aangifte binnen de gestelde termijn of in geval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte vanwege de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd.
Vooraleer tot het van ambtswege belasten over te gaan, betekent het College van Burgemeester en Schepenen aan de belastingplichtige, per aangetekende brief, de motieven om gebruik te maken van deze procedure, de elementen voor het belasten evenals de bepalingwijze van deze elementen en het bedrag van de belasting.
De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen vanaf de verzendingsdatum van de betekening om zijn opmerkingen schriftelijk te laten gelden.

VERSCHILLENDE VOORSCHRIFTEN

Artikel 9.- De belasting betreffende de parkeerplaatsen verbonden aan een handelsoppervlakte wordt ingevorderd door middel van een kohier.

Artikel 10.- De vestiging, de invordering en de geschillen betreffende deze belasting worden geregeld overeenkomstig de voorschriften van het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van de gemeentebelastingen.

Règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier - Exercice d'imposition 2013 - Fixation du taux

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle au précompte immobilier, voté par le Conseil communal en séance du 24.11.2011, devenu obligatoire en date du 30.11.2011, applicable pour l'exercice d'imposition 2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 351, 1° ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de fixer, pour l'exercice d'imposition 2013, le taux de la taxe communale additionnelle au précompte immobilier à 2.200 centimes.

Règlement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing - Aanslagjaar 2013 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 24.11.2011, verbindend geworden op datum van 30.11.2011, toepasselijk voor het aanslagjaar 2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Inkomstenwetboek 1992, met name artikel 351, 1° ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de onroerende voorheffing, voor het aanslagjaar 2013, vast te stellen op 2.200 centiemen.

Règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice d'imposition 2013 - Fixation du taux

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement relatif à la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques, voté par le Conseil communal en séance du 24.11.2011, devenu obligatoire en date du 30.11.2011, applicable pour l'exercice d'imposition 2012 ;

48/17.12.2012/A/0054

48/17.12.2012/A/0055

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu le Code des Impôts sur les Revenus 1992, notamment l'article 353 et les articles 465 à 469 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de fixer, pour l'exercice d'imposition 2013, le taux de la taxe communale additionnelle à l'impôt des personnes physiques à 6 % de la partie, calculée conformément à l'article 353 du Code des impôts sur les Revenus au profit de l'Etat, de l'impôt des personnes physiques due à l'Etat pour le même exercice d'imposition.

Reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Aanslagjaar 2013 - Vaststelling van de aanslagvoet

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het reglement betreffende de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 24.11.2011, verbindend geworden op datum van 30.11.2011, toepasselijk voor het aanslagjaar 2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikels 117 en 260 ;

Gelet op het Inkomstenwetboek 1992, met name artikel 353 en artikels 465 tot 469 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), de aanslagvoet van de aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting, voor het aanslagjaar 2013, vast te stellen op 6 % van het deel, berekend overeenkomstig artikel 353 van het Inkomstenwetboek ten voordele van de Staat, van de personenbelasting voor hetzelfde aanslagjaar aan de Staat verschuldigd.

Règlement-redevance relatif aux travaux d'imprimerie effectués pour tiers - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif aux travaux d'imprimerie effectués pour tiers, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux travaux d'imprimerie effectués pour tiers :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale sur les travaux d'imprimerie effectués pour tiers.

Article 2.- Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

- papier 80 gr 0,04 EUR/copie ;
- papier 160 gr 0,06 EUR/copie ;
- couverture prestige 0,07 EUR/copie ;
- cristal
- reliure plastique 0,10 EUR/copie ;
- (ring)
- binderstrip 0,60 EUR/copie.

Le montant minimum de la redevance est de 5,00 EUR.

Article 3.- La redevance est due soit par la personne physique ou morale, soit par l'organisme privé ou public qui sollicite le service tarifé.

Article 4.- Pour toute demande de prestation émanant d'une A.S.B.L. communale, le service administratif de tutelle de celui-ci est tenu d'établir un bon à tirer et de le faire viser pour accord par le secrétaire

48/17.12.2012/A/0056

communal ou son délégué.

L'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins est exigé lorsque le montant de la redevance dépasse 125,00 EUR.

Article 5.- Un état de recouvrement est établi en même temps que le bon à tirer par le service administratif de tutelle saisi d'une demande d'impression et est transmis simultanément au secrétaire communal ou son délégué. L'état de recouvrement comporte en annexe une copie du bon à tirer et de la lettre de créance qui a été envoyée au demandeur. L'établissement d'un état de recouvrement mensuel est admis lorsque les prestations sont répétitives.

Article 6.- Par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, il peut être accordé une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due, d'une part, aux A.S.B.L. et groupements bénéficiant de subsides communaux et/ou d'avantages en nature accordés par la commune et, d'autre part, aux organisateurs de manifestations à caractère social, religieux ou patriotique.

Article 7.- La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 8.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende de drukwerken die voor derden uitgevoerd worden - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende de drukwerken die voor derden uitgevoerd worden, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende de drukwerken die voor derden uitgevoerd worden als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeenteretributie geheven op de drukwerken die voor derden uitgevoerd worden.

Artikel 2.- Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

- papier 80 gr 0,04 EUR/kopie ;
- papier 160 gr 0,06 EUR/kopie ;
- kaft prestige 0,07 EUR/kopie ;
- kristal
- plasticband (ring) 0,10 EUR/kopie ;
- binderstrip 0,60 EUR/kopie.

Het minimum bedrag van de retributie is 5,00 EUR.

Artikel 3.- De retributie is verschuldigd hetzij door de natuurlijke of rechtspersoon, hetzij door het privaatrechtelijk organisme dat een getarifeerde dienst vraagt.

Artikel 4.- Voor elk prestatieverzoek vanwege een gemeentelijke V.Z.W., zal de bestuursvoogdij hiervan eraan gehouden worden een bon op te stellen en deze voor akkoord ter handtekening voor te leggen aan de Gemeentesecretaris of zijn afgevaardigde.

Het akkoord van het College van Burgemeester en Schepenen is vereist wanneer het bedrag van de retributie 125,00 EUR overschrijdt.

Artikel 5.- Een invorderingstaat wordt terzelfder tijd opgesteld als de te trekken bon door de administratieve dienst van de voogdij die een verzoek tot drukken kreeg en wordt gelijktijdig overgemaakt aan de Gemeentesecretaris of zijn afgevaardigde. De invorderingstaat bevat in bijlage een kopij van de getrokken bon en van de vorderingsbrief die naar de aanvrager werd gestuurd. Het opstellen van een maandelijks invorderingstaat is toegelaten wanneer de prestaties zich herhalen.

Artikel 6.- Bij besluit van het College van Burgemeester en Schepenen, kan er een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de verschuldigde retributie toegekend worden, enerzijds, aan V.Z.W.'s en groeperingen die genieten van gemeentetoeelagen en/of voordelen in natura door de gemeente verstrekt, en anderzijds, aan de organisatoren van manifestaties van sociale, godsdienstige of vaderlandslievende aard.

48/17.12.2012/A/0057

Artikel 7.- De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 8.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs gerechtelijke weg.

Règlement-redevance relatif aux prestations directes aux secteurs privé et public - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif aux prestations directes aux secteurs privé et public, voté par le Conseil communal en séance du 22.12.2010, devenu obligatoire en date du 28.12.2010, applicable pour la période du 01.01.2011 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux prestations directes aux secteurs privé et public :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale pour les prestations directes aux secteurs privé et public.

Article 2.- Les services rendus aux autorités publiques, aux particuliers et aux entreprises, dans le cadre du présent règlement-redevance, dans la mesure où la délivrance et l'utilisation de documents faisant l'objet d'une redevance ne sont contraires à aucune disposition légale, donnent lieu au paiement à l'Administration communale des redevances fixées ci-après :

- | | | |
|----|---|-----------|
| 1. | <u>Extraits des registres de population</u> délivré à toute personne ou tout organisme privé ou public en vertu de l'arrêté royal du 16.07.1992 | 5,00 EUR |
| 2. | <u>Duplicata</u> de permis d'urbanisme, de certificats d'urbanisme, de permis de lotir, de permis d'environnement, de certificats d'environnement, de déclarations pour des installations de classe 3, etc. : | 5,00 EUR |
| 3. | <u>Copies d'archives</u> | 0,50 EUR |
| | par feuille : | 5,00 EUR |
| | par plan : | |
| 4. | <u>Cahiers des charges</u> ou autres documents d'adjudications de marchés de travaux, de fournitures et services | 10,00 EUR |
| | a) envoyés sur support CD, prix coûtant avec un minimum de : | |
| | b) envoyés sur support papier, prix coûtant avec un minimum de : | |
| 5. | <u>Recherches généalogiques ou autres</u> , par heure : | 30,00 EUR |
| | Toute fraction d'heure est comptée pour une unité. | |
| 6. | <u>Constitution de dossiers de demande d'ouverture</u> d'un débit de boissons, d'un restaurant, d'un snack, d'un cercle privé ou tout autre établissement assimilé : | 74,00 EUR |
| 7. | <u>Documents photographiques</u> délivrés soit aux particuliers, soit aux entreprises, à l'exception des compagnies d'assurances dans le cadre des accidents de la circulation | 35,00 EUR |
| | par document photographique : | |
| 8. | <u>Photographies d'identité</u> effectuées par le photographe communal dans le cadre de la délivrance des cartes d'identité : | 5,00 EUR |

Article 3.- La redevance est due par celui qui sollicite le service.

Article 4.- La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Chaque fois que la chose sera possible, la redevance sera perçue par l'apposition d'une vignette sur le document délivré. La consignation à titre de garantie d'un montant égal à celui de la redevance sera exigée préalablement à la prestation de service demandée.

Article 5.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance sera poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.12.2010, verbindend geworden op datum van 28.12.2010,

toepasselijk voor de periode van 01.01.2011 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeenteretributie geheven op de rechtstreekse diensten aan de privé- en de openbare sector.

Artikel 2.- De diensten verleend aan de openbare overheden, aan de particulieren en aan de ondernemingen, in het kader van onderhavig retributiereglement, geven aanleiding tot de betaling van volgende retributies aan het Gemeentebestuur, voor zover de afgifte en het gebruik van documenten die het voorwerp uitmaken van een retributie met geen enkele wetsbepaling strijdig zijn :

- | | | |
|----|--|------------------------|
| 1. | <u>Uittreksels van bevolkingsregister</u> afgegeven aan ieder persoon of ieder privé- of openbare organisme krachtens het koninklijk besluit van 16.07.1992 : | 5,00 EUR |
| 2. | <u>Duplicaten</u> van stedenbouwkundige vergunningen, stedenbouwkundige attesten, verkavelingsvergunningen, milieuvergunningen, milieu-attesten, aangiften voor inrichtingen van klasse 3, enz... : | 5,00 EUR |
| 3. | <u>Kopijen van archieven</u>
per blad : | 0,50 EUR
5,00 EUR |
| 4. | <u>Lastenboeken</u> of andere documenten voor aanbestedingen van opdrachten van werken
a) verzonden in de vorm van CD, kostprijs met een minimum van :
b) verzonden op papier, kostprijs met een minimum van : | 10,00 EUR
20,00 EUR |
| 5. | <u>Stamboom- of andere opzoekingen</u> , per uur :
Ieder begonnen uur wordt volledig aangerekend. | 30,00 EUR |
| 6. | <u>Aanleg van dossiers voor de aanvraag</u> van de opening van een drankgelegenheid, van een restaurant, van een snack, van een privé-club of iedere andere gelijkgestelde instellingen : | 74,00 EUR |
| 7. | <u>Fotografische documenten afgegeven</u> hetzij aan de particulieren, hetzij aan de ondernemingen, met uitzondering van de verzekeringsondernemingen in het kader van verkeersongevallen
per fotografisch document : | 35,00 EUR |
| 8. | <u>Identiteitsfotografies</u> gemaakt door de gemeentefotograaf in het kader van de afgifte van identiteitskaarten : | 5,00 EUR |

Artikel 3.- De retributie is verschuldigd door degene die de dienst aanvraagt.

Artikel 4.- De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Telkens wanneer het mogelijk is, wordt de retributie ingevorderd door het aanbrengen van een zegel op het afgegeven document. Voorafgaandelijk aan de gevraagde dienstverrichting wordt als garantie de storting vereist van een bedrag gelijk aan dat van de retributie.

Artikel 5.- Bij gebrek aan betaling zal de invordering van de retributie verdergezet worden langs gerechtelijke weg.

48/17.12.2012/A/0058

Règlement-redevance relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2007, devenu obligatoire en date du 24.12.2007, applicable pour la période du 01.01.2008 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux prestations à l'occasion des célébrations de mariages :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale pour les prestations à l'occasion des célébrations de mariages.

Article 2.- Le tarif de la redevance est fixé à 50,00 EUR par célébration de mariage.

Article 3.- La redevance n'est pas due pour les célébrations de mariages qui ont lieu les vendredis entre 10 h. 00 et 12 h. 00.

Article 4.- La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 5.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende de prestaties ter gelegenheid van huwelijksinzegeningen - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende de prestaties ter gelegenheid van huwelijksinzegeningen, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2007, verbindend geworden op datum van 24.12.2007, toepasselijk voor de periode van 01.01.2008 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende de prestaties ter gelegenheid van huwelijksinzegeningen worden als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeenterebütie geheven op de prestaties ter gelegenheid van huwelijksinzegeningen.

Artikel 2.- Het tarief van de retribütie wordt vastgesteld op 50,00 EUR per huwelijksinzegening.

Artikel 3.- De retribütie is niet verschuldigd voor de huwelijksinzegeningen die op vrijdagen tussen 10 u. 00 en 12 u. 00 plaats hebben.

Artikel 4.- De retribütie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 5.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retribütie verdergezét langs gerechtelijke weg.

Règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier, voté par le Conseil communal en séance du 28.04.2011, devenu obligatoire en date du 04.05.2011, applicable pour la période du 01.05.2011 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif aux prestations de services du personnel ouvrier :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale sur les prestations de services du personnel ouvrier effectuées à la demande soit de particuliers, soit d'organismes privés ou publics.

Article 2.- Le tarif de la redevance par heure ou fraction d'heure de travail est fixé comme suit :

a.- Main d'oeuvre

- 24,00 EUR pour les jours ouvrables ;

- 49,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;

48/17.12.2012/A/0059

- b.- Transport avec chauffeur et convoyeur
 - 81,00 EUR pour les jours ouvrables ;
 - 142,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- c.- Evacuation des déchets
 - 40,00 EUR par m³ ou fraction de m³ ;
- d.- Chargeur
 - 68,00 EUR pour les jours ouvrables ;
 - 122,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- e.- Balayeuse de rue ou éboueuse
 - 122,00 EUR pour les jours ouvrables ;
 - 190,00 EUR pour les dimanches et jours fériés ;
- f.- Elévateurs et autres engins de chantier avec chauffeur
 - 176,00 EUR par période indivisible de 4 heures.

Article 3.- La réservation d'emplacement de stationnement nécessaire pour un emménagement dans la commune, un déménagement vers une autre commune ou un autre pays, un déménagement dans la commune, une livraison, une cérémonie, etc. doit être demandée à l'Administration communale, au moins 72 heures à l'avance.

Il est interdit de placer des panneaux de signalisation autres que ceux de l'administration communale pour une réservation d'emplacement de stationnement.

Le tarif de la redevance est fixé à 55,00 EUR par réservation d'emplacement de stationnement.

Ce tarif comprend 10,00 EUR de frais pour constitution de dossier (non remboursables en cas d'annulation de la demande) et 45,00 EUR de frais pour chargement, transport, déchargement et placement du matériel de signalisation aux endroits demandés ainsi que enlèvement, chargement, transport et déchargement du matériel après son utilisation (non remboursables en cas d'annulation de la demande après prestations).

Ce tarif s'entend pour une réservation de stationnement d'une longueur de 20 m, d'une durée d'un jour et pour le placement d'une seule signalisation.

La signalisation précitée est taxée à raison de 5,00 EUR par jour supplémentaire d'utilisation.

Le placement de signalisations supplémentaires est taxé à raison de 5,00 EUR par jour et par signalisation.

Lorsque deux demandes de réservation d'emplacement de stationnement nécessaires pour un déménagement sont introduites auprès du service compétent par la même personne pour une période identique à des endroits différents, la redevance ne sera perçue qu'une seule fois.

Article 4.- La redevance est due soit par la personne physique ou morale, soit par l'organisme privé ou public pour qui le service est effectué.

Article 5.- Pour l'application de l'article 2, il peut être accordé, par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins :

- a.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par les organisateurs de manifestations à caractère philanthropique, religieux, patriotique, culturel ou sportif, sans finalité commerciale ;
- b.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par le C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre ;
- c.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par les A.S.B.L. communales ;
- d.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par les associations de commerçants de la commune ;
- e.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par les mouvements de jeunesse et les écoles.

Article 6.- Pour l'application de l'article 3, il peut être accordé, par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins :

- a.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par les organisateurs de manifestations à caractère philanthropique, religieux, patriotique, culturel ou sportif, sans finalité commerciale ;
- b.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par le C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre ;
- c.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par les A.S.B.L. communales ;
- d.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par les associations de

commerçants de la commune ;

e.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par les mouvements de jeunesse et les écoles.

Article 7.- La redevance est payable anticipativement entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 8.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende de dienstprestaties van het werklidenpersoneel - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende de dienstprestaties van het werklidenpersoneel, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 28.04.2011, verbindend geworden op datum van 04.05.2011, toepasselijk voor de periode van 01.05.2011 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende de dienstprestaties van het werklidenpersoneel als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentereductie geheven op de dienstprestaties van het werklidenpersoneel uitgevoerd op aanvraag van hetzij particulieren, hetzij van private of openbare organismen.

Artikel 2.- Het tarief van de reductie per werkuur of fractie van werkuur wordt als volgt vastgesteld :

a.- Uurloon

- 24,00 EUR voor werkdagen ;
- 49,00 EUR voor zon- en feestdagen ;

b.- Vervoer met chauffeur en begeleider

- 81,00 EUR voor werkdagen ;
- 142,00 EUR voor zon- en feestdagen ;

c.- Opruiming van afval

- 40,00 EUR per m³ of gedeelte van m³ ;

d.- Lader

- 68,00 EUR voor werkdagen ;
- 122,00 EUR voor zon- en feestdagen ;

e.- Straatveegmachine of vuilniswagen

- 122,00 EUR voor werkdagen ;
- 190,00 EUR voor zon- en feestdagen ;

f.- Heftoestellen en andere bouwverfmachines met chauffeur

- 176,00 EUR per ondeelbare periode van 4 uur.

Artikel 3.- Een parkeerreservatie voor het intrekken in de gemeente, een verhuizing naar een andere gemeente of een ander land, een verhuizing in de gemeente, een levering, een ceremonie, enz. dient ten minste 72 uur op voorhand aangevraagd te worden bij het Gemeentebestuur.

Het is verboden voor een parkeerreservatie andere verkeersborden te plaatsen dan deze van het Gemeentebestuur.

Het tarief van de reductie wordt vastgesteld op 55,00 EUR per parkeerreservatie.

Dit tarief omvat 10,00 EUR kosten van het aanleggen van een dossier (niet terugbetaalbaar in geval van annulering van de aanvraag) en 45,00 EUR kosten voor het laden, het vervoer, het afladen en het plaatsen van verkeersmateriaal op de aangevraagde plaatsen evenals het weghalen, het laden, het vervoer en het afladen van het materiaal na zijn gebruik (niet terugbetaalbaar in geval van annulering van de aanvraag na prestaties).

Dit tarief wordt betaald voor een parkeerreservatie voor een lengte van 20 m, voor de duur van één dag en voor de plaatsing van één enkel verkeersteken.

Het hierboven genoemde verkeersteken wordt belast aan 5,00 EUR per bijkomende dag van gebruik.

De plaatsing van bijkomende verkeerstekens wordt belast aan 5,00 EUR per dag en per verkeersteken.

Wanneer twee parkeerreservaties worden aangevraagd voor een verhuizing, bij de bevoegde dienst door dezelfde persoon voor eenzelfde periode op verschillende plaatsen, dan zal de retributie slechts eenmaal ingevorderd worden.

Artikel 4.- De belasting is verschuldigd hetzij door de natuurlijke of rechtspersoon, hetzij door het privaot- of publiekrechtelijk organisme waarvoor de dienst werd verricht.

Artikel 5.- Voor de toepassing van artikel 2 kan verleend worden, bij beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen :

- a.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de organisatoren van manifestaties van filantropische, godsdienstige, vaderlandslievende, culturele of sportieve aard, zonder commerciële finaliteit ;
- b.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe ;
- c.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de gemeentelijke V.Z.W. ;
- d.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de handelaarsverenigingen van de gemeente ;
- e.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de jeugdbewegingen en de scholen.

Artikel 6.- Voor de toepassing van artikel 3 kan verleend worden, bij beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen :

- a.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de organisatoren van manifestaties van filantropische, godsdienstige, vaderlandslievende, culturele of sportieve aard, zonder commerciële finaliteit ;
- b.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe ;
- c.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de gemeentelijke V.Z.W. ;
- d.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de handelaarsverenigingen van de gemeente ;
- e.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de jeugdbewegingen en de scholen.

Artikel 7.- De retributie is vervoegd betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 8.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs gerechtelijke weg.

48/17.12.2012/A/0060

Règlement-redevance relatif au prêt de matériel pour fêtes et cérémonies - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif au prêt de matériel pour fêtes et cérémonies, voté par le Conseil communal en séance du 29.04.2009, devenu obligatoire en date du 05.05.2009, applicable pour la période du 01.01.2009 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement-redevance relatif au prêt de matériel pour fêtes et cérémonies :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale sur le prêt de matériel pour fêtes et cérémonies, à des particuliers ou à des organismes privés ou publics.

Article 2.- Le tarif de la redevance par 24 heures de location est fixé comme suit :

<u>Mobilier</u>	<u>Montant</u>	<u>Valeur</u>
- chaise	0,35 EUR	54,00 EUR
- panneau en toile de jute	0,35 EUR	54,00 EUR
- table	0,70 EUR	160,00 EUR
- tapis en rouleau	0,05 EUR/m ²	14,00 EUR/m ²
- barrière Nadar	0,35 EUR	60,00 EUR

- bar	1,30 EUR	271,00 EUR
- bac évier	1,30 EUR	271,00 EUR
- porte-manteaux	0,35 EUR	54,00 EUR
- praticable	0,70 EUR	136,00 EUR
- mât pour drapeau	0,35 EUR	54,00 EUR
- plante verte	1,30 EUR	136,00 EUR
- élément podium hauteur variable	1,50 EUR	610,00 EUR
- tente	100,00 EUR	1.500,00 EUR
b.- <u>Matériel de sonorisation</u>		
- amplificateur	54,00 EUR	2.714,00 EUR
- haut-parleur colonne	14,00 EUR	679,00 EUR
- petit haut-parleur	3,00 EUR	136,00 EUR
- haut-parleur extérieur	16,00 EUR	814,00 EUR
- micro	11,00 EUR	543,00 EUR
- table de mixage + cd	109,00 EUR	5.429,00 EUR
- forfait pour câblage	27,00 EUR	1.357,00 EUR
- micro sans fil	20,00 EUR	560,00 EUR
c.- <u>Matériel d'éclairage</u>		
- projecteur de scène 500 W	11,00 EUR	543,00 EUR
- jeu d'orgues	54,00 EUR	2.714,00 EUR
- spot sur tige	3,00 EUR	136,00 EUR
- forfait pour câblage	27,00 EUR	1.357,00 EUR
- tableau divisionnaire	100,00 EUR	400,00 EUR

Article 3.- La redevance est due soit par la personne physique ou morale, soit par l'organisme privé ou public qui sollicite le prêt de matériel.

Article 4.- Par décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, il peut être accordé :

- a.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par les organisateurs de manifestations à caractère philanthropique, religieux, patriotique, culturel ou sportif, sans finalité commerciale ;
- b.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par le C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre ;
- c.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par les A.S.B.L. communales ;
- d.- une réduction de 50 % maximum du montant de la redevance due par les associations de commerçants de la commune ;
- e.- une réduction de 100 % maximum du montant de la redevance due par les mouvements de jeunesse et les écoles.

Article 5.- La personne ou l'organisme demandeur doit contracter, auprès de la société de son choix, une police d'assurance couvrant les frais éventuels de réparation ou de remplacement intégral du matériel en cas de perte de celui-ci. Il doit remettre une copie de sa police d'assurance à l'Administration communale avant la mise à disposition du matériel.

Article 6.- La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 7.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende de verhuring van materiaal voor feesten en plechtigheden - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retribusiereglement betreffende de verhuring van materiaal voor feesten en plechtigheden, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 29.04.2009, verbindend geworden op datum van 05.05.2009, toepasselijk voor de periode van 01.01.2009 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw,

Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende de verhuring van materiaal voor feesten en plechtigheden als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeenteretributie geheven op de verhuring van materiaal voor feesten en plechtigheden, aan particulieren of aan private of openbare organismen.

Artikel 2.- Het tarief van de retributie per 24 uur verhuring wordt als volgt vastgesteld :

a.- <u>Meubilair</u>	<u>Bedrag</u>	<u>Waarde</u>
- stoel	0,35 EUR	54,00 EUR
- juten paneel	0,35 EUR	54,00 EUR
- tafel	0,70 EUR	160,00 EUR
- roltapijt	0,05 EUR/m ²	14,00 EUR/m ²
- dranghek	0,35 EUR	60,00 EUR
- bar	1,30 EUR	271,00 EUR
- spoelbak	1,30 EUR	271,00 EUR
- kapstok	0,35 EUR	54,00 EUR
- praktikabel	0,70 EUR	136,00 EUR
- vlaggenmast	0,35 EUR	54,00 EUR
- groene plant	1,30 EUR	136,00 EUR
- praktikabel variabele hoogte	1,50 EUR	610,00 EUR
- tent	100,00 EUR	1.500,00 EUR
b.- <u>Geluidsmateriaal</u>		
- versterker	54,00 EUR	2.714,00 EUR
- zuilluidspreker	14,00 EUR	679,00 EUR
- kleine luidspreker	3,00 EUR	136,00 EUR
- openluchtluidspreker	16,00 EUR	814,00 EUR
- microfoon	11,00 EUR	543,00 EUR
- mengtafel + cd	109,00 EUR	5.429,00 EUR
- forfaitair bedrag voor bedrading	27,00 EUR	1.357,00 EUR
- draadloze microfoon	20,00 EUR	560,00 EUR
c.- <u>Verlichtingsmateriaal</u>		
- podiumschijnwerper 500 W	11,00 EUR	543,00 EUR
- orgelspel	54,00 EUR	2.714,00 EUR
- spot op houder	3,00 EUR	136,00 EUR
- forfaitair bedrag voor bedrading	27,00 EUR	1.357,00 EUR
- verdeelkast	100,00 EUR	400,00 EUR

Artikel 3.- De retributie is verschuldigd hetzij door de natuurlijke of rechtspersoon, hetzij door het privaaf- of publiekrechtelijk organisme dat het materiaal huurt.

Artikel 4.- Bij beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen, kan verleend worden :

- a.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de organisatoren van manifestaties van filantropische, godsdienstige, vaderlandslievende, culturele of sportieve aard, zonder commerciële finaliteit ;
- b.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe ;
- c.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de gemeentelijke V.Z.W. ;
- d.- een vermindering van maximum 50 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de handelaarsverenigingen van de gemeente ;
- e.- een vermindering van maximum 100 % van het bedrag van de retributie verschuldigd door de jeugdbewegingen en scholen.

Artikel 5.- De persoon of de instelling die de aanvraag doet, dient bij een verzekeringsmaatschappij naar zijn keuze een verzekeringspolis af te sluiten die de eventuele herstellings- of vervangingskosten in geval van verlies van het materiaal dekt. Een kopij van de verzekeringspolis dient aan het Gemeentebestuur overgemaakt te worden voor de terbeschikkingstelling van het materiaal.

Artikel 6.- De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 7.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs gerechtelijke weg.

48/17.12.2012/A/0061

Règlement-redevance relatif au dépôt d'objets à la déchetterie communale - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement-redevance relatif au dépôt d'objets à la déchetterie communale, voté par le Conseil communal en séance du 19.11.2009, devenu obligatoire en date du 25.11.2009, applicable pour la période du 01.01.2010 au 31.12.2012 ;

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu le règlement général de police, voté par le Conseil communal en séance du 22.02.2006, devenu obligatoire en date du 28.02.2006, applicable à partir du 28.02.2006 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de modifier comme suit le règlement-redevance relatif au dépôt d'objets à la déchetterie communale :

Article 1.- Il est établi, pour la période du 01.01.2013 au 31.12.2013, une redevance communale relative au dépôt d'objets à la déchetterie communale.

Article 2.- Le tarif de la redevance est fixé comme suit :

Type de déchet	Tarif pour particuliers (personnes physiques de Woluwe-Saint-Pierre)
Gravats et terre	forfait de 5,00 EUR/sac (max. 80 l)
Déchets incinérables	gratuit pour 2 m ³ maximum/6 mois quantité supérieure : 20,00 EUR/m ³
Déchets verts (gazon, feuilles, branchages)	gratuit pour 2 m ³ maximum/mois quantité supérieure : 20,00 EUR/m ³
Extincteurs (maximum 5 kg) Batteries de voitures	gratuit pour 2 pièces maximum/an quantité supérieure : 2,50 EUR/pièce
Déchets électriques (percolateurs, etc.) et électroniques (audiovisuels ou informatiques)	gratuit pour 10 pièces maximum/an quantité supérieure : 2,50 EUR/pièce
Déchets électroménagers (machines à laver, frigo, etc.)	gratuit pour 2 pièces maximum/an quantité supérieure : 2,50 EUR/pièce
Déchets métalliques	gratuit
Petits déchets chimiques domestiques	gratuit
Papier et carton	gratuit
Verre alimentaire	gratuit
Bouchons en liège	gratuit
Vêtements	gratuit

Pour l'application des présents tarifs, toutes les quantités mentionnées ci-dessus sont définies par ménage.

Article 3.- Toute fraction d'unité est comptée pour une unité.

Article 4.- La redevance est due par la personne physique qui dépose les déchets. Tout dépôt donnant lieu à paiement ne peut être effectué qu'après que ce paiement ait été opéré.

Article 5.- La redevance est payable entre les mains du receveur communal ou de ses préposés ou agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 6.- A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Retributiereglement betreffende het deponeren van voorwerpen in het gemeentelijk milieupark - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het retributiereglement betreffende het deponeren van voorwerpen in het gemeentelijk milieupark, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 19.11.2009, verbindend geworden op datum van 25.11.2009, toepasselijk voor de periode van 01.01.2010 tot 31.12.2012 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op het algemeen politiereglement, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 22.02.2006, verbindend geworden op datum van 28.02.2006, toepasselijk vanaf 28.02.2006 ;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;
 BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het retributiereglement betreffende het deponeren van voorwerpen in het gemeentelijk milieupark als volgt te wijzigen :

Artikel 1.- Er wordt, voor de periode van 01.01.2013 tot 31.12.2013, een gemeentebelasting betreffende het deponeren van voorwerpen in het gemeentelijk milieupark vastgesteld.

Artikel 2.- Het tarief van de retributie wordt als volgt vastgesteld :

Type afval	Tarief voor particulieren (natuurlijke personen van Sint-Pieters-Woluwe)
Steengruis en grond	vaste prijs van 5,00 EUR/zak (max. 80 l)
Verbrandbaar afval	gratis voor 2 m ³ maximum/6 maand grotere hoeveelheid : 20,00 EUR/m ³
Groen afval (gras, bladeren, takken)	gratis voor 2 m ³ maximum/maand grotere hoeveelheid : 20,00 EUR/m ³
Brandblussers (maximum 5 kg) Batterijen wagen	gratis voor 2 stukken maximum/jaar grotere hoeveelheid : 2,50 EUR/stuk
Elektrisch afval (koffiezetmachines, enz.) en elektronisch afval (audiovisueel of informatica)	gratis voor 10 stukken maximum/jaar grotere hoeveelheid : 2,50 EUR/stuk
Elektrisch huishoudapparatuurafval (wasmachines, ijskast, enz.)	gratis voor 2 stukken maximum/jaar grotere hoeveelheid : 2,50 EUR/stuk
Metaalafval	gratis
Klein chemisch huisafval	gratis
Papier en karton	gratis
Voedingsglas	gratis
Kurken	gratis
Kleding	gratis

Voor de toepassing van huidige tarieven zijn hierboven vermelde hoeveelheden bepaald per gezin.

Artikel 3.- Elke fractie van eenheid wordt voor één eenheid gerekend.

Artikel 4.- De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon die het afval deponeert. Het deponeren tegen betaling mag pas uitgevoerd worden nadat de betaling plaatsgehad heeft.

Artikel 5.- De retributie is betaalbaar in handen van de gemeenteontvanger of van zijn beambten of ontvangers die hiervoor aangesteld werden.

Artikel 6.- Bij gebrek aan betaling wordt de invordering van de retributie verdergezet langs gerechtelijke weg.

48/17.12.2012/A/0062

Règlement relatif à l'octroi d'une prime à l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Woluwe-Saint-Pierre - Prorogation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement relatif à l'octroi d'une prime à l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Woluwe-Saint-Pierre, voté par le Conseil communal en séance du 18.12.2006, devenu obligatoire en date du 24.12.2006, applicable pour la période du 01.01.2007 au 31.12.2012 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE par 19 voix pour et 14 abstentions (M. W. Draps, Bourgmestre, M. C. Vanhee, M. J.-C. Laes, M. C. Carels, Mme B. de Spirlet, Mme A.-C. d'Ursel, Mme C. Dejonghe, M. V. Jammaers, M. R. Rampelberg, Mme C. Sallé, Mme A. Bertrand, M. A. de Lamotte, M. T. Verheyen, M. A. De Bauw, Conseillers communaux), de proroger comme suit le règlement relatif à l'octroi d'une prime à l'établissement dans une habitation nouvellement acquise ou construite à Woluwe-Saint-Pierre :

Article 1.- Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

- demandeur : la ou les personne(s) au nom de laquelle ou desquelles le précompte immobilier est enrôlé ;
- résidence principale : l'habitation où le demandeur est inscrit ou mentionné dans les registres de la population.

Article 2.- Dans les limites des crédits budgétaires approuvés par l'autorité de tutelle, une prime est octroyée au demandeur qui établit sa résidence principale dans l'habitation sise à Woluwe-Saint-Pierre qu'il a nouvellement acquise ou construite et qu'il affecte en ordre principal à son logement.

La signature de l'acte authentique d'acquisition ou de première occupation de la construction doit avoir eu lieu après le 1er janvier 1994.

Article 3.-

Le demandeur :

- 3.1.- ne pourra avoir atteint l'âge de 40 ans accomplis à la date de l'inscription visée à l'article 3.4. ci-dessous. Dans le cas d'un ménage, cette condition doit être réalisée dans le chef des deux conjoints ;
- 3.2.- doit, ainsi que son conjoint, être assujéti à l'impôt des personnes physiques ;
- 3.3.- ne peut avoir bénéficié, pour l'avant-dernière année précédant celle de l'inscription visée à l'article 3.4. ci-dessous, de revenus nets imposables excédant 29.750,00 EUR (date valeur : 31.12.1993), augmentés de 2.480,00 EUR par enfant à charge. Cette condition s'applique aux revenus imposables cumulés du demandeur et de son conjoint ;
- 3.4.- doit, ainsi que son conjoint, s'inscrire aux registres de la population dans l'habitation pour laquelle la prime est demandée et y maintenir cette inscription pendant au moins 5 ans ;
- 3.5.- ne peut, ainsi que son conjoint, être propriétaire, à la date de l'inscription visée à l'article 3.4., que d'un seul immeuble bâti autre que celui pour lequel il demande la prime.

Article 4.-

Le revenu cadastral non-indexé de l'habitation acquise ou construite ne peut excéder 2.480,00 EUR.

Article 5.-

Les revenus imposables visés à l'article 3.3 suivront les fluctuations de l'indice des prix à la consommation déterminé par le Ministère des Affaires Economiques, avec, pour base, l'indice officiel établi en décembre 1993.

Article 6.-

Le montant de la prime est égal au montant des centimes additionnels communaux au précompte immobilier relatif à l'habitation acquise ou construite et afférent à l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction ainsi qu'aux 2 exercices d'imposition suivants.

La prime est allouée par tranche annuelle d'un montant équivalent aux centimes additionnels communaux dont le paiement est réclamé selon l'avertissement-extrait de rôle, sur présentation par le demandeur de cet avertissement et de la preuve de paiement de l'impôt.

Article 7.-

La demande d'octroi de la prime et de liquidation de la première tranche doit être introduite auprès du Collège des Bourgmestres et Echevins par lettre recommandée ou contre accusé de réception, dans les 6 mois de la date de l'avertissement-extrait de rôle au précompte immobilier afférent à l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction, au moyen d'un formulaire délivré par l'Administration communale, accompagné des documents suivants :

- 7.1.- une copie de l'acte authentique d'acquisition ou une déclaration du notaire attestant de la date de signature dudit acte ou, dans le cas d'une construction, une copie de la notification par l'Administration du cadastre du revenu cadastral nouvellement établi ;
- 7.2.- une attestation du Ministère des Finances, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, établissant que le demandeur n'est pas propriétaire de plus d'un immeuble bâti autre que celui pour lequel la prime est demandée ;
- 7.3.- la note de calcul ou l'avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques de l'année de référence prévue à l'article 3.3. ou une déclaration du Ministère des Finances, Administration des Contributions Directes, attestant du montant des revenus nets imposables ;
- 7.4.- l'avertissement-extrait de rôle au précompte immobilier pour l'exercice d'imposition qui suit l'année de la signature de l'acte authentique d'acquisition ou de la première occupation de la construction ;
- 7.5.- la preuve du paiement (avis de débit bancaire) de l'impôt réclamé par l'avertissement-extrait de rôle au précompte immobilier visé à l'article 7.4. ci-dessus.

Les demandes de liquidation de chacune des 2 tranches suivantes de la prime doivent être introduites, accompagnées des documents visés à l'article 6, alinéa 2, par lettre recommandée ou contre accusé de réception, dans les 6 mois de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 8.-

En cas de non-respect de l'article 3.4., le bénéficiaire est tenu de rembourser à l'Administration communale la (ou les) prime(s) qui lui aura (ou auront) été octroyée(s). Toutefois, en cas de décès du bénéficiaire ou de son conjoint ou de tout autre cas de force majeure (par exemple : obligation d'un départ à l'étranger pour des raisons professionnelles), le Conseil communal pourra dispenser du remboursement de tout ou partie de la (ou des) prime(s) versée(s).

Article 9.-

Le présent règlement entre en vigueur le 01.01.2013 pour une durée d'un an.

Reglement betreffende de toekenning van een vestigingspremie voor een pas verworven of gebouwde woning te Sint-Pieters-Woluwe - Verlenging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van een vestigingspremie voor een pas verworven of gebouwde woning te Sint-Pieters-Woluwe, gestemd door de Gemeenteraad in zitting van 18.12.2006, verbindend geworden op datum van 24.12.2006, toepasselijk voor de periode van 01.01.2007 tot 31.12.2012 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT met 19 stemmen voor en 14 onthoudingen (Dhr. W. Draps, Burgemeester, Dhr. C. Vanhee, Dhr. J.-C. Laes, Dhr. C. Carels, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-C. d'Ursel, Mw. C. Dejonghe, Dhr. V. Jammaers, Dhr. R. Rampelberg, Mw. C. Sallé, Mw. A. Bertrand, Dhr. A. de Lamotte, Dhr. T. Verheyen, Dhr. A. De Bauw, Gemeenteraadsleden), het reglement betreffende de toekenning van een vestigingspremie voor een pas verworven of gebouwde woning te Sint-Pieters-Woluwe als volgt te verlengen :

Artikel 1.- Voor de toepassing van dit reglement bedoelt men met :

- aanvrager : de persoon(-onen) op naam van wie de onroerende voorheffing is ingekohierd ;
- hoofdverblijfplaats : de woning waar de aanvrager is ingeschreven in de bevolkingsregisters.

Artikel 2.- Voor zover de door de toezichthoudende overheid goedgekeurde begrotingskredieten het toestaan, wordt een premie toegekend aan de aanvrager die zijn verblijfplaats vestigt in de woning gelegen te Sint-Pieters-Woluwe die hij pas verworven of gebouwd heeft en die hij hoofdzakelijk voor zijn huisvesting bestemd heeft.

De ondertekening van de aankoopakte of van de eerste bezetting van de bouw moet plaatsgehad hebben na 1 januari 1994.

Artikel 3.- De aanvrager :

- 3.1.- zal de volle leeftijd van 40 jaar niet mogen bereikt hebben op de inschrijvingsdatum bedoeld in hierondervermeld artikel 3.4. In het geval van een gezin moet deze voorwaarde vervuld worden door de twee echtgenoten ;
- 3.2.- moet, evenals zijn/haar echtgeno(o)t(e), onderworpen zijn aan de personenbelasting ;
- 3.3.- mag, gedurende het voorlaatste jaar voorafgaand op de inschrijving bedoeld in hierondervermeld artikel 3.4., niet genoten hebben van belastbare nettoinkomsten die 29.750,00 EUR overschrijden (waardedatum : 31.12.1993), vermeerderd met 2.480,00 EUR per kind ten laste. Deze voorwaarde geldt voor de samengevoegde belastbare inkomsten van de aanvrager en zijn/haar echtgeno(o)t(e) ;
- 3.4.- moet zich, evenals zijn/haar echtgeno(o)t(e), inschrijven in de bevolkingsregisters voor de woonst waarvoor hij de premie aangevraagd heeft en moet deze inschrijving behouden gedurende ten minste vijf jaar ;
- 3.5.- mag, evenals zijn/haar echtgeno(o)t(e), op de inschrijvingsdatum bedoeld in artikel 3.4., slechts eigenaar zijn van een enkel andere gebouwde woning dan deze waarvoor hij de premie aanvraagt.

Artikel 4.- Het niet-geïndexeerd kadastraal inkomen van de verworven of gebouwde woning mag de 2.480,00 EUR niet overschrijden.

Artikel 5.- De belastbare inkomsten bedoeld in artikel 3.3. zijn gebonden aan de evolutie van de index van de consumptieprijzen vastgesteld door het Ministerie van Economische Zaken, met als basis de officiële index vastgesteld in december 1993.

Artikel 6.- Het bedrag van de premie is gelijk aan het bedrag van de gemeentelijke opcentiemen inzake de onroerende voorheffing met betrekking tot de verworven of gebouwde woning en behorend tot het belastingjaar volgend op de ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bezetting van het gebouw evenals bij de twee volgende belastingjaren.

De premie wordt toegekend per jaarlijkse schijf voor een bedrag dat overeenstemt met de gemeentelijke opcentiemen waarvan de betaling wordt gevorderd per aanslagbiljet, hetgeen door de aanvrager wordt voorgelegd, samen met het betalingsbewijs van de belasting.

Artikel 7.- De aanvraag van deze premie en de uitbetaling van de eerste schijf hiervan, moet bij het College van Burgemeester en Schepenen ingediend worden, per aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs, binnen de 6 maanden vanaf de datum van het aanslagbiljet inzake de onroerende voorheffing met betrekking tot het belastingjaar volgend op het jaar van de ondertekening van de authentieke aankoopakte of van de eerste bezetting van het gebouw, door middel van een formulier afgeleverd door het Gemeentebestuur en vergezeld van de volgende documenten :

- 7.1.- een kopij van de authentieke aankoopakte of een attest van de notaris waarbij de datum van handtekening van voornoemde akte verklaard wordt of, in het geval van een bouw, een kopij

van de kennisgeving door het Bestuur van het Kadaster van het pas vastgestelde kadastraal inkomen ;

7.2.- een verklaring van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Registratie en Domeinen, waaruit blijkt dat de aanvrager geen eigenaar is van meer dan één andere gebouwde woning dan deze waarvoor hij de premie aanvraagt ;

7.3.- de berekeningsnota of het aanslagbiljet van de personenbelasting van het referentiejaar voorzien in artikel 3.3. of een attest van het Ministerie van Financiën, Bestuur der Directe Belastingen, waarbij het bedrag van de belastbare inkomsten verklaard wordt ;

7.4.- het aanslagbiljet van de onroerende voorheffing voor het belastingjaar volgend op de ondertekening van de authentieke aankoopakte of de eerste bezetting van de bouw ;

7.5.- het betalingsbewijs (bankrekeninguittreksel) van de belasting gevorderd door het aanslagbiljet inzake de onroerende voorheffing bedoeld in bovenvermeld artikel 7.4.

De aanvragen tot uitkering van ieder van de twee volgende schijven van de premie moeten ingediend worden samen met de documenten waarvan sprake in artikel 6, alinea 2, per aangetekend schrijven of tegen ontvangstbewijs, binnen de 6 maanden vanaf de datum van het aanslagbiljet.

Artikel 8.- Bij niet-eerbiediging van artikel 3.4. zal de begunstigde de hem uitbetaalde premie(s) aan het Gemeentebestuur moeten terugbetalen.

Nochtans, in geval van overlijden van de begunstigde of van zijn/haar echtgeno(o)t(e) of in ieder ander geval van overmacht (bv. verplicht vertrek naar het buitenland om professionele redenen), zal de Gemeenteraad kunnen beslissen over de vrijstelling van een geheel of gedeeltelijke terugbetaling van de premie(s).

Artikel 9.- Huidig reglement treedt in werking op 01.01.2013 voor de duur van één jaar.

17/17.12.2012/A/0063

Personnel communal - Traitement des dossiers - Délégation de pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 149 ;

DECIDE à l'unanimité, de donner délégation de pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins pour traiter les dossiers du personnel communal des niveaux E, D, C, B et A jusque et y compris les grades de secrétaire d'administration, inspecteur, architecte, ingénieur, ingénieur industriel et administrateur du système d'informations géographiques, à l'exception des nominations des agents réglées par la loi, pour les matières suivantes :

- l'engagement à titre contractuel ;
- la nomination en stage ou à titre définitif ;
- la promotion ;
- le licenciement du personnel contractuel ou stagiaire ;
- la prise d'acte des démissions ;
- la mise en disponibilité pour raisons de convenances personnelles ;
- la prise d'acte de demande d'interruption de carrière professionnelle ;
- l'octroi des autres congés prévus au statut administratif du personnel communal non-enseignant.

Gemeentepersoneel - Behandeling van de dossiers - Delegatie van bevoegdheid aan het College van Burgemeester en Schepenen

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 149 ;

BESLUIT eenparig, aan het College van Burgemeester en Schepenen delegatie van bevoegdheid te verlenen om de dossiers te behandelen van het gemeentepersoneel van de niveaus E, D, C, B en A tot en met inbegrip van de graden van bestuurssecretaris, inspecteur, architect, ingenieur, industrieel ingenieur en beheerder van het geografisch informatiesysteem, met uitzondering van de door de wet voorziene benoeming van beambten, voor de volgende materies :

- de contractuele aanwerving ;
- de benoeming op proef of in vast verband ;
- de bevordering ;
- het ontslag van contractueel of stagedoend personeel ;
- de akteneming van ontslagen ;
- de terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden ;

50/17.12.2012/A/0064	<p>- de akteneming van de aanvraag voor onderbreking van de beroepsloopbaan ; - het toekennen van andere verloven voorzien in het administratief statuut van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel.</p> <p>-----</p> <p>Conventions relatives aux règlements d'inscription aux formations rendues gratuites pour le personnel de niveau D ou E des communes et des C.P.A.S.</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique, Vu le courrier du 22.06.2012 de l'A.S.B.L. ECOLE REGIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (E.R.A.P.) demandant l'adhésion de notre commune aux conventions permettant de bénéficier de la gratuité des programmes de formations destinés aux personnel de niveau D ou E des communes et des C.P.A.S. ; Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 145bis ; Considérant qu'il s'agit de l'intérêt de la commune de signer les conventions proposées aux fins de bénéficier de la gratuité des programmes de formations destinés aux personnel de niveau D ou E des communes et des C.P.A.S. ; DECIDE à l'unanimité, de marquer son accord à propos des conventions à intervenir entre l'A.S.B.L. ECOLE REGIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (E.R.A.P.) et la commune de Woluwe-Saint-Pierre permettant de bénéficier de la gratuité des programmes de formations destinés aux personnel de niveau D ou E des communes et des C.P.A.S.</p> <p>-----</p> <p>Overeenkomst betreffende het reglement voor de inschrijving voor de kosteloosheid van de vormingen voor het personeel van niveau D of E van de gemeenten en O.C.M.W.'s</p> <p>DE RAAD, in openbare vergadering, Gelet op de brief van 22.06.2012 waarbij de V.Z.W. GEWESTELIJKE SCHOOL VOOR OPENBAAR BESTUUR (G.S.O.B.) de toetreding van onze gemeente vraagt tot de overeenkomsten om van de kosteloosheid van de vormingen bestemd voor het personeel van niveau D of E van de gemeenten en O.C.M.W.'S te kunnen genieten ; Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145bis ; Overwegende dat het van belang is voor de gemeente om de voorgestelde overeenkomsten te ondertekenen om van de kosteloosheid van de vormingen bestemd voor het personeel van niveau D of E van de gemeenten en O.C.M.W.'s te kunnen genieten ; BESLUIT eenparig, zijn akkoord te verlenen met betrekking tot de te sluiten overeenkomsten tussen de V.Z.W. GEWESTELIJKE SCHOOL VOOR OPENBAAR BESTUUR (G.S.O.B.) en het gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe om van de kosteloosheid van de vormingen bestemd voor het personeel van niveau D of E van de gemeenten en O.C.M.W.'s te kunnen genieten.</p> <p>-----</p>
23/17.12.2012/A/0065	<p>Personnel communal non-enseignant - Statut administratif - Complément n° 25</p> <p>LE CONSEIL, en séance publique, Vu la constitution coordonnée, notamment l'article 162 ; Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 145 ; Vu le statut administratif du personnel communal non-enseignant actuellement en vigueur ; Considérant qu'il y a lieu de prévoir à titre exceptionnel des dispositions applicables au cas où un agent communal n'a pas été en mesure de prendre tout ou en partie de son congé annuel de vacances reportés suite à des nécessités de service ou des raisons de santé et qui sont d'ordinaire perdus, et ce aux fins de permettre la continuité du service ; Vu le procès-verbal de la réunion du 17.12.2012 du comité de concertation entre la Commune et le C.P.A.S. ; Vu le protocole d'accord signé le 17.12.2012 entre les délégations de l'autorité communale et du C.P.A.S. de Woluwe-Saint-Pierre et les organisations syndicales représentatives du personnel de la commune et du C.P.A.S., conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté royal du 28.09.1984 portant exécution de la loi du 19.12.1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ; Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ; DECIDE à l'unanimité :</p> <p>1.- de compléter l'article 64 § 3 du statut administratif du personnel communal non-enseignant par la disposition</p>

suivante :

"A titre exceptionnel, les jours de congé annuel reportés qui n'ont pas pu être pris durant l'année suivante suite à des nécessités de service ou des raisons de santé et qui sont normalement perdus conformément à ce qui est exposé ci-avant, pourront le cas échéant faire l'objet d'une demande de paiement au Collège des Bourgmestre et Echevins. Cette demande devra être dûment motivée par l'intéressé et soumise à l'approbation du chef de service et du secrétaire communal.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est celui qui est dû pour des prestations complètes, en ce compris éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence et l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure."

2.- La présente délibération produit ses effets le 01.12.2012.

Niet-onderwijzend gemeentepersoneel - Administratief statuut - Aanvulling nr. 25

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de gecoördineerde grondwet, met name artikel 162 ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 145 ;

Gelet op het nu in voege zijnde administratief statuut van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel ;

Overwegende dat uitzonderlijk toe te passen maatregelen moeten worden voorzien indien een gemeentebeambte zijn of haar overgedragen jaarlijks verlof, of een deel hiervan, wegens dienstnoodwendigheden of gezondheidsredenen en die normaal gesproken verloren gaan, niet heeft kunnen opnemen en dit om de goede werking van de dienst te verzekeren ;

Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van 17.12.2012 van het overlegcomité tussen de Gemeente en het O.C.M.W. ;

Gelet op het protocol van akkoord getekend op 17.12.2012 tussen de afvaardigingen van de gemeenteoverheid en van het O.C.M.W. van Sint-Pieters-Woluwe en de vertegenwoordigde vakorganisaties van het gemeentepersoneel en van het personeel van het O.C.M.W., overeenkomstig de bepalingen van artikel 30 van het koninklijk besluit van 28.09.1984 houdende uitvoering van de wet van 19.12.1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT eenparig :

1.- artikel 64 § 3 van het administratief statuut van het niet-onderwijzend gemeentepersoneel door de volgende bepaling aan te vullen :

"Bij wijze van uitzondering kunnen de overgedragen dagen van het jaarlijks verlof, die niet opgenomen konden worden in het daarop volgende jaar wegens dienstnoodwendigheden of gezondheidsredenen en die normaal gesproken verloren gaan, in overeenstemming met wat hierboven is vermeld, indien nodig onderworpen worden aan een uitbetalingsaanvraag bij het College van Burgemeester en Schepenen. Deze aanvraag zal naar behoren gemotiveerd moeten worden door de belanghebbende en goedgekeurd worden door het diensthoofd en de gemeentesecretaris.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de wedde die in aanmerking dient te worden genomen deze voor volledige prestaties, eventueel aangevuld met de hard- en standplaatstoelage en de toelage voor hogere functies."

2.- huidige beraadslaging wordt van kracht op 01.12.2012.

Informatique - Transfert de licences VMware cédées par le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise à la commune de Woluwe-Saint-Pierre en faveur de la firme VMware Inc. - Approbation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu sa délibération du 01.07.2010 décidant notamment d'approuver les termes, d'une part, de la nouvelle convention de mandat n° CM1017 à conclure avec le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise, avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, dont les ressources sont déployées à titre gratuit en ce qui concerne les services subsidiés et, d'autre part, de la convention d'association de frais n° ADF2017 à conclure avec l'A.S.B. IRISteam, avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, dont les ressources sont déployées selon un tarif basé uniquement sur les charges du personnel au coût réel en ce qui concerne les services non-subsidiés ;

Vu la convention de mandat n° CM1017 signée le 17.12.2010 ;

Vu le bon de souscription n° BS-005113 signé le 13.05.2011 ;

Vu le formulaire de transfert de licences VMware "LATF" par lequel le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise (C.I.R.B.), avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, cédant, propose de céder lesdites licences à la commune de Woluwe-Saint-Pierre, cessionnaire, en faveur de la firme VMware, Inc., Hillview Ave 3401,

28/17.12.2012/A/0066

Palo Alto, CA 94304, USA ;

Considérant qu'il est indispensable de renouveler lesdites licences pour maintenir les serveurs virtuels de la commune de Woluwe-Saint-Pierre opérationnels ;

DECIDE à l'unanimité, afin de maintenir les serveurs virtuels de la commune de Woluwe-Saint-Pierre opérationnels, d'approuver le transfert de licences VMware "LATF" cédées par le Centre d'Informatique pour la Région bruxelloise (C.I.R.B.), avenue des Arts 21, 1000 Bruxelles, cédant, à la commune de Woluwe-Saint-Pierre, cessionnaire, en faveur de la firme VMware Inc., Hillview Ave 3401, Palo Alto, CA 94304, USA.

Informatique - Convention entre l'Etat Belge et la commune de Woluwe-Saint-Pierre relative à la délivrance de titres de séjour biométriques aux ressortissants de pays tiers et de passeports biométriques aux citoyens belges - Approbation

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13.06.2002, établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers, tel que modifié par le règlement (CE) n° 380/2008 du Conseil du 18.04.2008, modifiant le règlement (CE) n° 1030/2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers ;

Vu la loi du 15.12.1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la loi du 19.07.1991 relative aux registres de la population, aux cartes d'identité, aux cartes d'étranger et aux documents de séjour et modifiant la loi du 08.08.1983 organisant un Registre national des personnes physiques et, particulièrement son article 6 § 5 alinéa 1 disposant que : *"L'autorité fédérale met à la disposition de la commune, qui en devient propriétaire, le matériel technique nécessaire à la carte électronique. La commune est responsable du stockage et de l'entretien du matériel."* ;

Vu l'arrêté royal du 08.10.1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;

Vu la réglementation en matière de passeports et, plus particulièrement l'article 1^{er}, alinéa 2, du règlement (CE) n° 2252/2004 du Conseil du 13.12.2004, établissant des normes pour les éléments de sécurité et les éléments biométriques intégrés dans les passeports et les documents de voyage délivrés par les Etats membres disposant que : *"Les passeports et les documents de voyage comportent un support de stockage qui contient une photo faciale. Les Etats membres ajoutent des empreintes digitales enregistrées dans des formats interoperables (")"* ;

Vu l'article 4 de la loi du 14.08.1974 relative à la délivrance de passeports disposant que : *"Les passeports ou documents en tenant lieu sont délivrés aux Belges, en Belgique, par le Ministre des Affaires étrangères et par les fonctionnaires de l'Etat, des provinces et des communes délégués par lui (")"* ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 23.03.2012, mettant à la disposition des communes l'équipement nécessaire à l'enregistrement de données biométriques dans les titres de séjour délivrés aux ressortissants de pays tiers et étendant le projet du Service Public Fédéral Intérieur relatif aux titres de séjour à la délivrance des passeports et approuvant l'accord de coopération entre le Service Public Fédéral Intérieur et le Service Public Fédéral Affaires étrangères relatif à l'implémentation de la biométrie dans les communes de Belgique ;

Vu l'accord de coopération du 20.04.2012 entre la Ministre de l'Intérieur et le Ministre des Affaires étrangères relatif à l'implémentation de la biométrie dans les communes belges ;

Considérant que la commune de Woluwe-Saint-Pierre a la possibilité d'obtenir du matériel informatique à des conditions avantageuses dans le cadre d'un projet pilote ;

DECIDE à l'unanimité, d'approuver les termes de la convention ci-annexée entre l'Etat belge et la commune de Woluwe-Saint-Pierre, convention relative à la délivrance de titres de séjour biométriques aux ressortissants de pays tiers et de passeports biométriques aux citoyens belges.

Informatica - Overeenkomst tussen de Belgische Staat en de gemeente Sint-Pieters-Woluwe betreffende de afgifte van biometrische verblijfstitels aan onderdanen van derde landen en van biometrische paspoorten aan belgische burgers - Goedkeuring

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13.06.2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels van onderdanen van derde landen zoals gewijzigd bij verordening (EG) nr. 380/2008 van de Raad van 18.04.2008 tot wijziging, van verordening (EG) nr. 1030/2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen ;

Gelet op de wet van 15.12.1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ;

Gelet op de wet van 19.07.1991 betreffende de bevolkingsregisters, de identiteitskaarten, de vreemdelingenkaarten en de verblijfsdocumenten en tot wijziging van de wet van 08.08.1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en meer bepaald artikel 6 § 5 alinea 1 dat het volgende bepaalt : *"De federale overheid stelt de technische apparatuur nodig voor de elektronische kaart ter beschikking van de gemeente, die er eigenaar van wordt. De gemeente staat in voor de opslag en het onderhoud van de apparatuur."* ;

Gelet op het koninklijk besluit van 08.10.1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ;

Gelet op de regelgeving inzake paspoorten en meer bepaald artikel 1, alinea 2, van verordening (EG) nr. 2252/2004 van de Raad van 13.12.2004 betreffende normen voor de veiligheidskenmerken van en biometrische gegevens in door de Lidstaten afgegeven paspoorten en reisdocumenten, dat bepaalt dat *"voor paspoorten en reisdocumenten een opslagmedium wordt gebruikt dat een gezichtsofopname bevat. De Lidstaten nemen ook vingerafdrukken in een interoperabel formaat op (")"* ;

Gelet op het artikel 4 van de wet van 14.08.1974 betreffende de afgifte van paspoorten dat het volgende bepaalt : *"Paspoorten of als zodanig geldende bescheiden worden aan Belgen afgegeven : in België, door de Minister van Buitenlandse Zaken en de door hem gemachtigde ambtenaren van de Staat, de provincies of de gemeenten (")"* ;

Gelet op de beslissing van de Ministerraad van 23.03.2012 waarbij de nodige apparatuur voor de registratie van biometrische gegevens in de verblijfstitels voor onderdanen van derde landen ter beschikking wordt gesteld van de gemeenten en waarbij het project van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken betreffende de verblijfstitels wordt uitgebreid tot de afgifte van paspoorten en waarbij de goedkeuring wordt gehecht aan de samenwerkingsovereenkomst tussen de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken en de Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken inzake de invoering van biometrie in de Belgische gemeenten ;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 20.04.2012 tussen de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Buitenlandse Zaken inzake de invoering van biometrie in de Belgische gemeenten ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Pieters-Woluwe hardware kan verkrijgen op gunstige voorwaarden in het kader van een proefproject ;

BESLUIT eenparig, de overeenkomst, in bijlage hernomen, betreffende de afgifte van biometrische verblijfstitels aan onderdanen van derde landen en van biometrische paspoorten aan belgische burgers tussen de gemeente Sint-Pieters-Woluwe en de belgische staat goed te keuren.

M. C. Vanhee et Mme C. Sallé, Conseillers communaux, quittent la séance.

Dhr. C. Vanhee en Mw. C. Sallé, Gemmenteraadsleden, verlaten de zitting.

61/17.12.2012/A/0068

Centre Public d'Action Sociale - Budget de l'exercice 2013 - Note de politique générale - Prise d'acte

LE CONSEIL, en séance publique,

PREND ACTE de la Note de politique générale établie dans le cadre du budget de l'exercice 2013 du Centre Public d'Action Sociale.

Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn - Begroting van het dienstjaar 2013 - Algemene beleidsnota - Akteneming

DE RAAD, in openbare vergadering,

NEEMT AKTE van de Algemene beleidsnota opgesteld in het kader van de begroting van het dienstjaar 2013 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

61/17.12.2012/A/0069

Centre Public d'Action Sociale - Budget de l'exercice 2013

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des C.P.A.S., notamment les articles 26bis § 5 et 88 ;

Vu la circulaire relative à l'élaboration et à l'exécution du budget 2013 des Centres Publics d'Action Sociale de la Région de Bruxelles-Capitale, émanant de la Commission Communautaire Commune de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le projet de budget du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre pour l'exercice 2013 a été examiné lors de la réunion du 29.10.2012 du Comité de Concertation, réunissant les représentants du Conseil communal et du Conseil de l'Action Sociale ;

Vu le procès-verbal de la réunion du 20.11.2012 du Comité d'accompagnement réunissant les membres du Comité de Concertation et le représentant de l'autorité de tutelle dans le cadre dudit projet de budget ;

Considérant que le Conseil de l'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre a arrêté le budget du Centre Public d'Action Sociale pour l'exercice 2013 en séance du 28.11.2012 ;

Vu la Note de politique générale annexée audit budget et dont prise d'acte ci-avant ;
 DECIDE à l'unanimité, d'approuver le budget du Centre Public d'Action Sociale de Woluwe-Saint-Pierre pour l'exercice 2013, arrêté tel quel par le Conseil de l'Action Sociale en séance du 28.11.2012.

Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn - Begroting van het dienstjaar 2013

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 op de O.C.M.W.'s, met name artikels 26bis § 5 en 88 ;

Gelet op de omzendbrief in verband met de opstelling en de uitvoering van de begroting 2013 van de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, uitgaand van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad ;

Overwegende dat het begrotingsontwerp van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2013 onderzocht werd tijdens de vergadering van 29.10.2012 van het Overlegcomité tussen de afgevaardigden van de Gemeenteraad en van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ;

Gelet op het proces-verbaal van de vergadering van 20.11.2012 van het Begeleidingscomité samengesteld uit de afgevaardigden van het Overlegcomité en de afgevaardigde van de toezichhoudende overheid in het kader van het bovenvermelde begrotingsontwerp ;

Overwegende dat de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2013 heeft vastgesteld in zitting van 28.11.2012 ;

Gelet op de bij voormelde begroting gevoegde Beleidsnota en waarvan akteneming hierboven ;

BESLUIT eenparig, de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Pieters-Woluwe voor het dienstjaar 2013, zoals deze werd vastgesteld door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn in zitting van 28.11.2012, goed te keuren.

 M. C. Vanhee et Mme C. Sallé, conseillers communaux, rentrent en séance.

Dhr. C. Vanhee en Mw. C. Sallé, Gemeenteraadsleden, komen de zitting terug binnen.

Relations entre la commune et le Centre Public d'Action Sociale - Conseil de l'action sociale et Comité de concertation Commune-C.P.A.S. - Désignation des membres de la délégation du Conseil communal

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la loi du 08.07.1976 organique des centres publics d'aide sociale, telle que modifiée, notamment l'article 26 ;

Vu l'arrêté royal du 21.01.1993 fixant les conditions et modalités de la concertation visée à l'article 26 § 2 de la loi du 08.07.1976 organique des centres publics d'aide sociale, telle que modifiée ;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Comité de concertation entre la commune et le C.P.A.S. ;

Considérant que l'article 1 dudit règlement dispose que la délégation du Conseil est composé au maximum de 5 membres et comprend au moins le bourgmestre ou l'échevin qu'il désigne ;

Considérant que l'article 2 dudit règlement dispose que : "Les échevins des Finances et du Budget ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, l'échevin désigné par eux, font partie de la délégation communale, lorsque le budget du Centre Public d'Action Sociale est soumis au Comité de concertation. La même règle est applicable aux projets ainsi qu'aux modifications budgétaires soumis au Comité de concertation, dès qu'il sont de nature à augmenter ou à diminuer l'intervention de la commune". ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins faite en séance du 07.12.2012 ;

DECIDE à l'unanimité :

- 1.- de désigner M. D. HARMEL, échevin, pour représenter avec voix consultative M. W. DRAPS, bourgmestre, aux séances du Conseil de l'Action Sociale ;
- 2.- de désigner les personnes mentionnées ci-après pour former la délégation du Conseil communal au sein du Comité de concertation Commune-C.P.A.S. :
 - M. D. HARMEL, échevin, pour représenter le bourgmestre ;
 - M. D. DE KEYSER, échevin ;
 - Mme C. LHOIR, échevin ;
 - M. S. de PATOUL, échevin.

17/17.12.2012/A/0070

Betrekkingen tussen de gemeente en het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn - Raad voor maatschappelijk welzijn en Overlegcomité Gemeente-O.C.M.W. - Aanduiding van de leden van de afvaardiging van de Gemeenteraad

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd, met name artikel 26 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 21.01.1993 tot vaststelling van de voorwaarden en de modaliteiten van het overleg bedoeld in artikel 26 § 2 van de organieke wet van 08.07.1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd ;

Gelet op het huishoudelijk reglement van het Overlegcomité tussen de gemeente en het O.C.M.W. ;

Overwegende dat artikel 1 van voornoemd reglement bepaalt dat de delegatie van de Raad uit maximum 5 leden bestaat en in elk geval de burgemeester of de schepenen die hij afvaardigt omvat ;

Overwegende dat artikel 2 van voornoemd reglement bepaalt : "De schepenen van Financiën en van Begroting of, bij verhindering, de schepenen die zij aanwijzen, maken deel uit van de delegatie van de Gemeenteraad wanneer de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn aan het Overlegcomité wordt voorgelegd. Hetzelfde geldt voor de begrotingswijzigingen van zodra deze van aard zijn om de toelage van de gemeente te verhogen of te verminderen." ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen gedaan in zitting van 07.12.2012 ;

BESLUIT eenparig :

- 1.- Dhr. D. HARMEL, schepenen, aan te duiden om Dhr. W. DRAPS, burgemeester, met raadgevende stem te vertegenwoordigen op de vergaderingen van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn ;
- 2.- de hierna vermelde personen aan te duiden om een afvaardiging van de Gemeenteraad te vormen op het Overlegcomité Gemeente-O.C.M.W. :
 - Dhr. D. HARMEL, schepenen, om de burgemeester te vertegenwoordigen ;
 - Dhr. D. DE KEYSER, schepenen ;
 - Mw. C. LHOIR, schepenen ;
 - Dhr. S. de PATOUL, schepenen.

Interpellation - "Application des principes de bonne gouvernance au sein des organes communaux et paracommunaux"

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu le dossier intitulé "Interpellation - "Application des principes de bonne gouvernance au sein des organes communaux et paracommunaux"" et inscrit au point n° 071 de l'ordre du jour de la présente séance à la demande de M. J.-C. LAES, conseiller communal ;

ENTEND :

- 1.- l'interpellation de M. J.-C. LAES, conseiller communal, dont résumé ci-après établi par l'intéressé :
 "Le présent point vise à assurer le respect de principes de bonne gouvernance au sein des organes communaux (Conseil communal, Collège des Bourgmestre et Echevins) et paracommunaux (Assemblée Générale, Conseil d'Administration de certaines A.S.B.L. créées à l'initiative de la commune ou au sein desquelles la commune est représentée).";
- 2.- l'intervention de M. E. DEGREZ, conseiller communal ;
- 3.- la réponse qui lui est donnée par M. S. de PATOUL, échevin ;
- 4.- la réponse qui lui est donnée par M. D. DE KEYSER, échevin ;
- 5.- l'intervention de Mme A. C. d'URSEL, conseiller communal.

 M. le Président prononce le huis clos.

Dhr. Voorzitter laat de deuren sluiten.

50/17.12.2012/A/0071

